E/2022/99

Résolutions et décisions du Conseil économique et social

Session de 2022

New York, 23 juillet 2021 – 22 juillet 2022

Conseil économique et social
Documents officiels, 2022
Supplément nº 1

Nations Unies • New York, 2022

NOTE

Les résolutions et décisions du Conseil économique et social sont identifiées comme suit :

Résolutions

Jusqu'en 1977 (c'est-à-dire jusques et y compris la reprise de la soixante-troisième session), les résolutions du Conseil étaient numérotées consécutivement et identifiées par un nombre en chiffres arabes suivi d'une mention entre parenthèses indiquant la session [par exemple : résolution 1733 (LIV), résolution 1915 (ORG-75), résolution 2046 (S-III), adoptées respectivement à la cinquante-quatrième session, à la session d'organisation pour 1975 et à la troisième session extraordinaire]. Lorsque plusieurs résolutions avaient été adoptées sous un même numéro, chacune d'elles était identifiée par une lettre majuscule [par exemple : résolution 1926 B (LVIII), résolutions 1954 A à D (LIX)]. La dernière résolution ainsi numérotée est la résolution 2130 (LXIII) du 14 décembre 1977.

Depuis 1978, dans le cadre du nouveau système adopté pour les cotes des documents du Conseil, les résolutions sont numérotées sur une base annuelle et identifiées par deux nombres en chiffres arabes séparés par une barre oblique, le premier nombre indiquant l'année et le second le numéro de la résolution dans la série annuelle (par exemple : résolution 1990/47).

Décisions

Jusqu'en 1973 (c'est-à-dire jusques et y compris la reprise de la cinquante-cinquième session), les décisions du Conseil n'étaient pas numérotées. De 1974 à 1977 (jusques et y compris la reprise de la soixante-troisième session), les décisions étaient numérotées consécutivement et identifiées par un nombre en chiffres arabes suivi d'une mention entre parenthèses indiquant la session [par exemple : décision 64 (ORG-75), décision 78 (LVIII), adoptées respectivement à la session d'organisation pour 1975 et à la cinquante-huitième session]. La dernière décision ainsi numérotée est la décision 293 (LXIII) du 2 décembre 1977.

Depuis 1978, dans le cadre du nouveau système adopté pour les cotes des documents du Conseil, les décisions sont numérotées sur une base annuelle et identifiées par deux nombres en chiffres arabes séparés par une barre oblique, le premier nombre indiquant l'année et le second le numéro de la décision dans la série annuelle (par exemple : décision 1990/224).

E/2022/99

ISSN 0251-9429

Table des matières

Page

Ordre du jour de la session de 2022 1

Répertoire des résolutions et décisions 3

Résolutions 13

Décisions 143

Ordre du jour de la session de 2022

La session de 2022 du Conseil économique et social s'est tenue à New York du 23 juillet 2021 au 22 juillet 2022.

À ses 1re et 4e séances plénières, les 23 juillet et 8 décembre 2021, le Conseil a adopté l'ordre du jour suivant (voir décisions 2022/300 et 2022/311) :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Programme de travail de base du Conseil.
4. Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations.
5. Débat de haut niveau sur le thème : « Reconstruire en mieux après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), tout en avançant sur la voie d'une mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 » :
   a) Réunion ministérielle du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social ;
   b) Concertation de haut niveau consacrée notamment aux tendances et scénarios futurs en lien avec le thème principal des travaux du Conseil et aux effets à long terme des tendances actuelles.
6. Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social.
7. Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement :
   a) Suite donnée aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale et du Conseil ;
   b) Rapports des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et du Programme alimentaire mondial.
8. Débat consacré aux questions de coordination.
9. Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe.
10. Rôle du système des Nations Unies dans l'intégration des trois dimensions du développement durable dans l'application et le suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
11. Application et suivi des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies :
    a) Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement ;
    b) Examen et coordination de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020.
12. Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions :
    a) Rapports des organes de coordination ;
    b) Projet de budget-programme pour 2023 ;
    c) Prise en compte des questions de genre dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies ;
    d) Prévention et maîtrise des maladies non transmissibles ;
    e) Programme à long terme d'aide à Haïti ;
    f) Pays d'Afrique sortant d'un conflit ;
    g) Développement durable au Sahel.

13. Application des résolutions 50/227, 52/12 B, 57/270 B, 60/265, 61/16, 67/290, 68/1, 72/305 et 75/290 A et B de l'Assemblée générale.
14. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies.
15. Coopération régionale.
16. Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé.
17. Organisations non gouvernementales.
18. Questions relatives à l'économie et à l'environnement :
    a) Développement durable ;
    b) Science et technique au service du développement ;
    c) Statistiques ;
    d) Environnement ;
    e) Population et développement ;
    f) Administration publique et développement ;
    g) Coopération internationale en matière fiscale ;
    h) Information géospatiale ;
    i) Les femmes et le développement ;
    j) Forum des Nations Unies sur les forêts ;
    k) Assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions ;
    l) Établissements humains.
19. Questions sociales et questions relatives aux droits humains :
    a) Promotion des femmes ;
    b) Développement social ;
    c) Prévention du crime et justice pénale ;
    d) Stupéfiants ;
    e) Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ;
    f) Droits humains ;
    g) Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies ;
    h) Application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

Répertoire des résolutions et décisions

Résolutions

Numéro de résolution	*Titre*	*Point de l'ordre du jour*	*Séance et date d'adoption*	*Page*
2022/1	Organisation des travaux de la session de 2022 du Conseil économique et social (E/2022/L.1 et E/2022/SR.1)	2	1re séance plénière, 23 juillet 2021	13
2022/2	Mandat révisé du Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Europe (E/2022/L.4 et E/2022/SR.9)	15	9e séance plénière, 16 février 2022	14
2022/3	Veiller à ce que les activités menées dans le domaine des statistiques et des données s'adaptent à l'évolution de l'écosystème statistique et des données (E/2022/24, chap. I, sect. A, et E/2022/SR.20)	18 c)	20e séance plénière 8 juin 2022	15
2022/4	Organisation future des travaux et méthodes de travail de la Commission de la condition de la femme (E/2022/27, chap. I, sect. B, projet de résolution I, et E/2022/SR.20)	19 a)	20e séance plénière, 8 juin 2022	18
2022/5	Trentième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (E/2022/27, chap. I, sect. B, projet de résolution II, et E/2022/SR.20)	19 a)	20e séance plénière, 8 juin 2022	23
2022/6	Aspects sociaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (E/2022/26, chap. I, sect. A, projet de résolution I, et E/2022/SR.20)	19 b)	20e séance plénière, 8 juin 2022	24
2022/7	Assurer un relèvement inclusif et résilient après la COVID-19 pour garantir à chaque personne des moyens de subsistance, le bien-être et la dignité : éliminer la pauvreté et la faim sous toutes leurs formes et dans toutes leurs dimensions aux fins de la réalisation du Programme 2030 (E/2022/26, chap. I, sect. A, projet de résolution II, et E/2022/SR.20)	19 b)	20e séance plénière, 8 juin 2022	35
2022/8	Rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa vingt-quatrième session (E/2022/L.10 et E/2022/SR.20)	18 a)	20e séance plénière, 8 juin 2022	45
2022/9	Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa vingt et unième session (E/2022/44, chap. I, sect. A, et E/2022/SR.20)	18 f)	20e séance plénière, 8 juin 2022	47
2022/10	Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies (E/2022/L.11 et E/2022/SR.29)	9	29e séance plénière, 23 juin 2022	51
2022/11	Un appareil de conférence de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique permettant de faire progresser le développement durable (E/2022/15/Add.1, sect. I, et E/2022/SR.33)	15	33e séance plénière, 21 juillet 2022	67
2022/12	Suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/2022/30, chap. I, sect. A, projet de résolution I, et E/2022/SR.33)	19 c)	33e séance plénière, 21 juillet 2022	76

Numéro de résolution	*Titre*	*Point de l'ordre du jour*	*Séance et date d'adoption*	*Page*
2022/13	Réduction de la récidive grâce à la réadaptation et à la réinsertion (E/2022/30, chap. I, sect. A, projet de résolution II, et E/2022/SR.33)	19 c)	33e séance plénière, 21 juillet 2022	78
2022/14	Renforcer l'action menée aux niveaux national et international, y compris avec le secteur privé, pour protéger les enfants contre l'exploitation et les atteintes sexuelles (E/2022/30, chap. I, sect. A, projet de résolution III, et E/2022/SR.33)	19 c)	33e séance plénière, 21 juillet 2022	80
2022/15	Examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information (E/2022/31, chap. I, sect. A, projet de résolution I, et E/2022/SR.33)	18 b)	33e séance plénière, 21 juillet 2022	86
2022/16	Science, technologie et innovation au service du développement (E/2022/31, chap. I, sect. A, projet de résolution II, et E/2022/SR.33)	18 b)	33e séance plénière, 21 juillet 2022	97
2022/17	Résultats de la dix-septième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (E/2022/42, chap. I, sect. A, et E/2022/SR.33)	18 j)	33e séance plénière, 21 juillet 2022	106
2022/18	Prise en compte de la problématique femmes-hommes dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies (E/2022/L.13 et E/2022/SR.34)	12 c)	34e séance plénière, 22 juillet 2022	114
2022/19	Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031 (E/2022/L.23 et E/2022/SR.34)	11 b)	34e séance plénière, 22 juillet 2022	121
2022/20	Groupe consultatif ad hoc sur Haïti (E/2022/L.24 et E/2022/SR.34)	12 e)	34e séance plénière, 22 juillet 2022	124
2022/21	Appui aux territoires non autonomes par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (E/2022/L.22 et E/2022/SR.34)	14	34e séance plénière, 22 juillet 2022	125
2022/22	Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe du Golan syrien occupé (E/2022/L.16 et E/2022/SR.34)	16	34e séance plénière, 22 juillet 2022	128
2022/23	La situation des Palestiniennes et l'aide à leur apporter (E/2022/L.18 et E/2022/SR.34)	16	34e séance plénière, 22 juillet 2022	134
2022/24	Renforcement des dispositifs de gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale (E/2022/L.26, tel que modifié oralement, et E/2022/SR.34)	18 h)	34e séance plénière, 22 juillet 2022	137
2022/25	Progrès accomplis dans l'application de la résolution 75/233 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (E/2022/L.29 et E/2022/SR.34)	7	34e séance plénière, 22 juillet 2022	141

Décisions

Numéro de décision	*Titre*	*Point de l'ordre du jour*	*Séance et date d'adoption*	*Page*
2022/200	Élection du Bureau du Conseil économique et social pour la session de 2022			
	Décision A (E/2022/SR.1)	1	1re séance plénière, 23 juillet 2021	143
	Décision B (E/2022/SR.3)	1	3e séance plénière, 1er novembre 2021	143
	Décision C (E/2022/SR.4)	1	4e séance plénière, 8 décembre 2021	143
	Décision D (E/2022/SR.13)	1	13e séance plénière, 6 mai 2022	143
2022/201	Nomination de membres du Comité des politiques de développement (E/2022/SR.4)	4	4e séance plénière, 8 décembre 2021	143
2022/202	Élection de membres de la Commission de la population et du développement			
	Décision A (E/2022/SR.4)	4	4e séance plénière, 8 décembre 2021	143
	Décision B (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	144
	Décision C (E/2022/SR.33)	4	33e séance plénière, 21 juillet 2022	144
2022/203	Nomination de membres du Comité du programme et de la coordination			
	Décision A (E/2022/SR.4)	4	4e séance plénière, 8 décembre 2021	145
	Décision B (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	146
	Décision C (E/2022/SR.33)	4	33e séance plénière, 21 juillet 2022	146
2022/204	Élection de membres du Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population			
	Décision A (E/2022/SR.4)	4	4e séance plénière, 8 décembre 2021	146
	Décision B (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	146

Numéro de décision	*Titre*	*Point de l'ordre du jour*	*Séance et date d'adoption*	*Page*
2022/205	Élection de membres du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida			
	Décision A (E/2022/SR.4)	4	4e séance plénière, 8 décembre 2021	147
	Décision B (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	147
	Décision C (E/2022/SR.33)	4	33e séance plénière, 21 juillet 2022	147
2022/206	Élection de membres du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix			
	Décision A (E/2022/SR.4)	4	4e séance plénière, 8 décembre 2021	148
	Décision B (E/2022/SR.9)	4	9e séance plénière, 16 février 2022	148
	Décision C (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	148
	Décision D (E/2022/SR.33)	4	33e séance plénière, 21 juillet 2022	148
2022/207	Élection d'un membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (E/2022/SR.4)	4	4e séance plénière, 8 décembre 2021	149
2022/208	Élection de membres de la Commission de la science et de la technique au service du développement			
	Décision A (E/2022/SR.4)	4	4e séance plénière, 8 décembre 2021	149
	Décision B (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	149
2022/209	Élection de membres de la Commission du développement social (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	150
2022/210	Élection de membres de la Commission de la condition de la femme (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	150
2022/211	Élection de membres du Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	151
2022/212	Élection de membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	151

Numéro de décision	*Titre*	*Point de l'ordre du jour*	*Séance et date d'adoption*	*Page*
2022/213	Élection de membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones			
	Décision A (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	152
	Décision B (E/2022/SR.33)	4	33e séance plénière, 21 juillet 2022	152
2022/214	Élection de membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	153
2022/215	Élection de membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets			
	Décision A (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	153
	Décision B (E/2022/SR.21)	4	21e séance plénière, 8 juin 2022	154
2022/216	Élection de membres du Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes			
	Décision A (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	154
	Décision B (E/2022/SR.21)	4	21e séance plénière, 8 juin 2022	155
2022/217	Élection de membres du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	156
2022/218	Élection de membres du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (E/2022/SR.10)	4	10e séance plénière, 13 avril 2022	156
2022/219	Nomination de membres du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (E/2022/30, chap. I, sect. B, projet de décision I, et E/2022/SR.33).	19 c)	33e séance plénière, 21 juillet 2022	156
2022/300	Ordre du jour provisoire de la session de 2022 du Conseil économique et social (E/2022/1 et E/2022/SR.1)	2	1re séance plénière, 23 juillet 2021	157
2022/301	Responsabilités particulières des membres du Bureau du Conseil économique et social pour la session de 2022 (E/2022/SR.3)	2	3e séance plénière, 1er novembre 2021	157
2022/302	Modification des dates du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social à sa session de 2022 (E/2022/SR.3)	3	3e séance plénière, 1er novembre 2021	157

Numéro de décision	*Titre*	*Point de l'ordre du jour*	*Séance et date d'adoption*	*Page*
2022/303	Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement, demandes de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales (E/2022/32 (Part I), sect. I, projet de décision I, et E/2022/SR.3)	17	3e séance plénière, 1er novembre 2021	157
2022/304	Retrait du statut consultatif de neuf organisations non gouvernementales (E/2022/32 (Part I), sect. I, projet de décision II, et E/2022/SR.3)	17	3e séance plénière, 1er novembre 2021	170
2022/305	Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social (E/2022/32 (Part I), sect. I, projet de décision III, et E/2022/SR.3)	17	3e séance plénière, 1er novembre 2021	170
2022/306	Réadmission au statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social (E/2022/32 (Part I), sect. I, projet de décision IV, et E/2022/SR.3)	17	3e séance plénière, 1er novembre 2021	175
2022/307	Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales, en application de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social (E/2022/32 (Part II), sect. I, projet de décision V, et E/2022/SR.3)	17	3e séance plénière, 1er novembre 2021	176
2022/308	Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2022 du Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/2022/32 (Part II), sect. I, projet de décision VI, et E/2022/SR.3)	17	3e séance plénière, 1er novembre 2021	179
2022/309	Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2021 (E/2022/32 (Part I), sect. I, projet de décision VII, et E/2022/SR.3)	17	3e séance plénière, 1er novembre 2021	180
2022/310	Rapport du Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale sur les travaux de sa onzième session et ordre du jour provisoire et dates de la douzième session (E/2022/46, chap. I, sect. A, et E/2022/SR.3)	18 h)	3e séance plénière, 1er novembre 2021	180
2022/311	Ordre du jour de la session de 2022 du Conseil économique et social (E/2022/1/Add.1 et E/2022/SR.4)	2	4e séance plénière, 8 décembre 2021	181
2022/312	Procédure de prise de décisions applicable aux organes de session et organes subsidiaires du Conseil économique et social pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) : session de 2022 du Conseil (E/2022/L.3 et E/2022/SR.9)	2	9e séance plénière, 16 février 2022	181
2022/313	Modification des dates de sessions d'organes subsidiaires du Conseil économique et sociale à sa session de 2022 (E/2022/SR.9)	2	9e séance plénière, 16 février 2022	181
2022/314	Nomination d'un membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti (E/2022/11, E/2022/L.2 and E/2022/SR.9)	12 e)	9e séance plénière, 16 février 2022	181
2022/315	Lieu, dates et ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale (E/2022/45, chap. I, et E/2022/SR.9)	18 g)	9e séance plénière, 16 février 2022	182

Numéro de décision	*Titre*	*Point de l'ordre du jour*	*Séance et date d'adoption*	*Page*
2022/316	Améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : prorogation du mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/2021/30/Add.1, chap. I, sect. A, projet de décision I, E/2021/28/Add.1, chap. I, sect. A, projet de décision I, et E/2022/SR.9)	19 c) et d)	9e séance plénière, 16 février 2022	183
2022/317	Organisation des débats thématiques devant se tenir aux futures sessions de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/2021/30/Add.1, chap. I, sect. A, projet de décision II, et E/2022/SR.9)	19 c)	9e séance plénière, 16 février 2022	185
2022/318	Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de la reprise de sa trentième session (E/2021/30/Add.1, chap. I, sect. A, projet de décision III, et E/2022/SR.9)	19 c)	9e séance plénière, 16 février 2022	185
2022/319	Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de la reprise de sa soixante-quatrième session (E/2021/28/Add.1, chap. I, sect. A, projet de décision II, et E/2022/SR.9)	19 d)	9e séance plénière, 16 février 2022	186
2022/320	Allongement du délai de présentation des rapports quadriennaux des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil économique et social en 2022 (E/2022/L.5 et E/2022/SR.10)	17	10e séance plénière, 13 avril 2022	186
2022/321	Rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes (A/76/639-E/2022/10 et E/2022/SR.11)	18 l)	11e séance plénière, 21 avril 2022	186
2022/322	Thème du débat consacré aux affaires humanitaires de la session de 2022 du Conseil économique et social (E/2022/L.6 et E/2022/SR.12)	2	12e séance plénière, 28 avril 2022	186
2022/323	Réunion du Conseil économique et social sur la question du passage de la phase des secours aux activités de développement (E/2022/L.7 et E/2022/SR.12)	2	12e séance plénière, 28 avril 2022	187
2022/324	Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa cinquante-troisième session et ordre du jour provisoire et dates de la cinquante-quatrième session (E/2022/24, chap. I, sect. B, et E/2022/SR.20)	18 c)	20e séance plénière, 8 juin 2022	187
2022/325	Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa soixante-sixième session et ordre du jour provisoire et documentation de la soixante-septième session (E/2022/27, chap. I, sect. C, et E/2022/SR.20)	19 a)	20e séance plénière, 8 juin 2022	190
2022/326	Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur les travaux de ses soixante-dix-neuvième, quatre-vingtième et quatre-vingt-unième sessions (A/77/38 et E/2022/SR.20)	19 a)	20e séance plénière, 8 juin 2022	191

Numéro de décision	*Titre*	*Point de l'ordre du jour*	*Séance et date d'adoption*	*Page*
2022/327	Thème prioritaire de la soixante et unième session de la Commission du développement social (E/2022/26, chap. I, sect. B, projet de décision I, et E/2022/SR.20)	19 b)	20e séance plénière, 8 juin 2022	191
2022/328	Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa soixantième session et ordre du jour provisoire et documentation de la soixante et unième session (E/2022/26, chap. I, sect. B, projet de décision II, et E/2022/SR.20)	19 b)	20e séance plénière, 8 juin 2022	191
2022/329	Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa soixante-cinquième session et ordre du jour provisoire de la soixante-sixième session (E/2022/28, chap. I, sect. A, projet de décision I, et E/2022/SR.20)	19 d)	20e séance plénière, 8 juin 2022	193
2022/330	Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (E/2022/28, chap. I, sect. A, projet de décision II, et E/2022/SR.20)	19 d)	20e séance plénière, 8 juin 2022	194
2022/331	Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa cinquante-cinquième session et ordre du jour provisoire de la cinquante-sixième session (E/2022/25, chap. I, sect. A, projet de décision I, et E/2022/SR.20)	18 e)	20e séance plénière, 8 juin 2022	194
2022/332	Cycle d'examen et d'évaluation de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (E/2022/25, chap. I, sect. A, projet de décision II, et E/2022/SR.20)	18 e)	20e séance plénière, 8 juin 2022	195
2022/333	Calendrier et ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session du Comité d'experts de l'administration publique (E/2022/44, chap. I, sect. A, et E/2022/SR.20)	18 f)	20e séance plénière, 8 juin 2022	195
2022/334	Examen des commissions techniques et des organes d'experts du Conseil économique et social (E/2022/L.9 et E/2022/SR.20)	13	20e séance plénière, 8 juin 2022	196
2022/335	Conclusions et recommandations arrêtées sur le plan intergouvernemental du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement de 2022 (E/FFDF/2022/3, sect. I, et E/2022/SR.21)	11 a)	21e séance plénière, 8 juin 2022	196
2022/336	Rapport de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de la reprise de sa cinquième session (A/77/25 et E/2022/SR.21)	18 d)	21e séance plénière, 8 juin 2022	197
2022/337	Rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de ses soixante-neuvième et soixante-dixième sessions (E/2022/22 et E/2022/SR.21)	19 f)	21e séance plénière, 8 juin 2022	197
2022/338	Rapport de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice au Conseil économique et social (E/2022/L.8 et E/2022/SR.21)	2	21e séance plénière, 8 juin 2022	197

Numéro de décision	*Titre*	*Point de l'ordre du jour*	*Séance et date d'adoption*	*Page*
2022/339	Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa trente et unième session et ordre du jour provisoire de la trente-deuxième session (E/2022/30, chap. I, sect. B, projet de décision II, et E/2022/SR.33)	19 c)	33e séance plénière, 21 juillet 2022	197
2022/340	Rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa vingt-cinquième session et ordre du jour provisoire et documentation de la vingt-sixième session (E/2022/31, chap. I, sect. B, et E/2022/SR.33)	18 b)	33e séance plénière, 21 juillet 2022	198
2022/341	Rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts concernant les travaux de sa dix-septième session et ordre du jour provisoire de la dix-huitième session (E/2022/42, chap. I, sect. B, et E/2022/SR.33)	18 j)	33e séance plénière, 21 juillet 2022	199
2022/342	Lieu, dates et ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale (E/2022/45/Add.1, chap. I, et E/2022/SR.33)	18 g)	33e séance plénière, 21 juillet 2022	201
2022/343	Dates proposées pour les réunions et débats du Conseil économique et social en 2023 (E/2022/L.15 et E/2022/SR.33)	2	33e séance plénière, 21 juillet 2022	202
2022/344	Demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social reçues d'organisations non gouvernementales (E/2022/L.27 et E/2022/SR.33)	17	33e séance plénière, 21 juillet 2022	203
2022/345	Demandes d'admission au statut consultatif et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales (E/2022/32 (Part II), sect. I, projet de décision I (tel que modifié par la décision 2022/344), et E/2022/SR.33)	17	33e séance plénière, 21 juillet 2022	203
2022/346	Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2022 (E/2022/32 (Part II), sect. I, projet de décision II, et E/2022/SR.33)	17	33e séance plénière, 21 juillet 2022	219
2022/347	Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa soixante-deuxième session (A/77/16 et E/2022/SR.34)	12 a)	34e séance plénière, 22 juillet 2022	219
2022/348	Projet de budget-programme pour 2023 (sections pertinentes du document A/77/6 et E/2022/SR.34)	12 b)	34e séance plénière, 22 juillet 2022	219
2022/349	Pays d'Afrique sortant d'un conflit (E/2022/L.20 et E/2022/SR.34)	12 f)	34e séance plénière, 22 juillet 2022	219
2022/350	Développement durable au Sahel (E/2022/L.21 et E/2022/SR.34)	12 g)	34e séance plénière, 22 juillet 2022	219
2022/351	Dates du forum de la jeunesse en 2023 (E/2022/L.28 et E/2022/SR.34)	2	34e séance plénière, 22 juillet 2022	220
2022/352	Réunion d'un groupe d'experts internationaux sur le thème « Vérité, justice transitionnelle et mécanismes de réconciliation » (E/2022/43, chap. I, sect. A, projet de décision I, et E/2022/SR.34)	19 g)	34e séance plénière, 22 juillet 2022	220

Numéro de décision	*Titre*	*Point de l'ordre du jour*	*Séance et date d'adoption*	*Page*
2022/353	Lieu et dates de la vingt-deuxième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones (E/2022/43, chap. I, sect. A, projet de décision II, et E/2022/SR.34)	19 g)	34e séance plénière, 22 juillet 2022	220
2022/354	Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa vingt et unième session et ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session (E/2022/43, chap. I, sect. A, projet de décision III, et E/2022/SR.34)	19 g)	34e séance plénière, 22 juillet 2022	220
2022/355	Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles (E/2022/L.19 et E/2022/SR.34)	12 d)	34e séance plénière, 22 juillet 2022	221

Résolutions

2022/1. Organisation des travaux de la session de 2022 du Conseil économique et social

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions 61/16, 68/1, 72/305 et 75/290 A de l'Assemblée générale, en date du 20 novembre 2006, du 20 septembre 2013, du 23 juillet 2018 et du 25 juin 2021, concernant le renforcement du Conseil économique et social,

Réaffirmant qu'en tant qu'organe principal de l'Organisation des Nations Unies, il peut décider de tenir des réunions spéciales, selon que de besoin, avec appui technique et services de conférence complets, pour examiner des questions urgentes qui se posent dans les domaines économique, social et environnemental et dans les domaines connexes,

Conscient que, lorsqu'il programme ses sessions, ses réunions et ses consultations, il tient compte du calendrier de réunion des autres organes traitant de questions économiques, sociales et environnementales, afin d'éviter les chevauchements inutiles et de ne pas surcharger leur ordre du jour,

Rappelant l'adoption du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement[1] et du Programme de développement durable à l'horizon 2030[2],

Rappelant que dans les conclusions et recommandations arrêtées sur le plan intergouvernemental au forum de 2021 sur le suivi du financement du développement[3], il a été décidé que le septième forum se tiendrait du lundi 25 au jeudi 28 avril 2022,

Gardant à l'esprit qu'il faudra peut-être adapter l'organisation des travaux compte tenu de l'incidence que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue d'avoir sur ses activités,

Tenant compte de sa décision 2021/263 du 22 juillet 2021 et du fait qu'il faudra peut-être opérer des ajustements en fonction des décisions que l'Assemblée générale ou lui-même prendront par la suite,

1. *Décide* d'organiser les travaux de sa session de 2022 comme suit, étant entendu qu'il pourrait avoir à tenir des réunions supplémentaires selon que de besoin :

a) le forum des partenariats se tiendra le mercredi 2 février 2022 ;

b) le débat consacré aux questions de coordination se tiendra les jeudi 3 et vendredi 4 février 2022 ;

c) la réunion spéciale d'une journée sur la coopération internationale en matière fiscale se tiendra le vendredi 8 avril 2022 ;

d) des réunions de gestion seront organisées le mercredi 13 avril 2022 pour élire des candidats aux sièges devenus vacants dans ses organes subsidiaires et dans les organes connexes ;

e) le forum de la jeunesse se tiendra les mardi 19 et mercredi 20 avril 2022 ;

f) le forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable se tiendra les jeudi 5 et vendredi 6 mai 2022 ;

g) le débat consacré aux activités opérationnelles de développement se tiendra du mardi 17 au jeudi 19 mai 2022 ;

h) les réunions du débat consacré à la gestion se tiendront les mercredi 8 et jeudi 9 juin 2022, et les jeudi 21 et vendredi 22 juillet 2022 ;

i) la réunion sur le passage de la phase des secours aux activités de développement se tiendra le lundi 20 juin 2022 ;

---

[1] Résolution 69/313 de l'Assemblée générale, annexe.

[2] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

[3] Voir E/FFDF/2021/3.

j) le débat consacré aux affaires humanitaires se tiendra du mardi 21 au jeudi 23 juin 2022 ;

k) le forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisé sous ses auspices, se tiendra du mardi 5 au vendredi 8 et le mardi 12 juillet 2022 ;

l) le débat de haut niveau, y compris la réunion ministérielle de trois jours prévue dans le cadre du forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisé sous ses auspices, se tiendra du mercredi 13 au vendredi 15 et le lundi 18 juillet 2022 ;

2. *Décide* que la session d'organisation relative à son programme de travail pour la période de juillet 2022 à juillet 2023 se tiendra le lundi 25 juillet 2022.

1re séance plénière
23 juillet 2021

2022/2. Mandat révisé du Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Europe

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la décision J (68) du 10 avril 2019, par laquelle la Commission économique pour l'Europe a approuvé le mandat révisé du Comité des transports intérieurs,

Rappelant ses décisions 2019/253 du 24 juillet 2019, 2020/227 du 22 juillet 2020 et 2021/262 du 22 juillet 2021, et prenant note de la lettre datée du 9 février 2022 adressée à son président par la Présidente de la Commission économique pour l'Europe,

Approuve le mandat révisé du Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Europe, tel qu'énoncé à l'annexe de la présente résolution.

9e séance plénière
16 février 2022

Annexe
Mandat révisé du Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Europe

a) Le Comité des transports intérieurs, qui relève du système des Nations Unies, fournit un cadre général pour l'examen de tous les aspects du développement des transports intérieurs et la coopération dans ce domaine, en s'attachant à exercer une gouvernance réglementaire interrégionale et intrarégionale à travers les conventions des Nations Unies relatives aux transports et par d'autres moyens ;

b) Les États membres de la Commission économique pour l'Europe participent aux sessions du Comité en tant que membres à part entière disposant du droit de vote. Les États non membres ont le droit de participer en tant que membres à part entière aux débats des sessions du Comité où il est question des instruments juridiques auxquels ils sont parties contractantes, mais ils ne peuvent participer aux autres débats qu'à titre consultatif ;

c) Le Comité constitue pour ses membres et pour les parties contractantes une tribune qui leur permet : i) de collaborer et de se consulter sur la base d'un échange de données d'information et d'expérience ; ii) d'analyser les tendances et l'économie des transports ainsi que les politiques des transports ; iii) de mener une action concertée dans le but d'instaurer un système de transport efficace, cohérent, équilibré et souple qui soit fondé sur les principes d'une économie de marché, vise à assurer la sécurité, la protection de l'environnement et le rendement énergétique dans les transports et tienne compte de l'évolution des transports et de la politique des gouvernements des pays membres du Comité dans ce domaine ;

d) Le Comité favorise l'harmonisation et l'amélioration des règlements techniques et opérationnels, des normes et des recommandations de tous ses membres et de toutes les parties contractantes dans les différents domaines du transport intérieur, en particulier ceux de la sécurité routière, des véhicules routiers, du transport de marchandises dangereuses, de la facilitation du passage des frontières, des infrastructures et du transport combiné ;

e) Il contribue à faciliter les transports internationaux par route, par voie ferrée et par voies de navigation intérieures, grâce en particulier à la simplification et à l'harmonisation des formalités administratives et des documents sur papier ou sous forme électronique nécessaires au passage des frontières ;

f) Il promeut le développement coordonné des infrastructures des transports par route, par voie ferrée et par voies de navigation intérieures, ainsi que pour le transport combiné auprès de tous ses membres et de toutes les parties contractantes, en vue de réaliser la connectivité des transports à l'échelle internationale ;

g) Le Comité poursuit l'objectif d'un développement durable des transports en contribuant à la réduction de l'impact négatif des transports sur l'environnement et à l'utilisation de modes de transport écologiquement rationnels en développant notamment le transport combiné ;

h) En vue d'atteindre ces objectifs et de s'acquitter des fonctions énumérées ci-dessus, le Comité des transports intérieurs élabore, administre et, le cas échéant, révise les accords, conventions et autres instruments internationaux ayant force obligatoire qui ont trait aux différents secteurs des transports intérieurs ;

i) Il fait office de centre d'appui aux nouvelles technologies et aux innovations dans le domaine des transports intérieurs, en offrant un cadre pour la numérisation, la conduite automatisée et les systèmes de transport intelligents ;

j) Il met au point des méthodes et des définitions appropriées pour rassembler, établir et harmoniser les statistiques des transports à des fins de comparabilité et de compatibilité. Il évalue également la nécessité de rassembler et de coordonner des statistiques au niveau international et passe en revue les moyens propres à en améliorer la collecte, la présentation et la qualité ;

k) S'il lui en est fait la demande, le Comité conseille et aide ses membres, en particulier ceux qui doivent faire face à des transformations économiques majeures, grâce à des ateliers, des séances de formation et d'autres moyens appropriés sur des questions de transport présentant un intérêt particulier, notamment pour mettre au point des systèmes et des infrastructures viables qui soient compatibles avec ceux des pays voisins ;

l) Le Comité procède à l'étude des problèmes qui se posent à la jonction entre les transports intérieurs et les transports maritimes et aériens, dans ses pays membres et les parties contractantes ;

m) Conformément à sa stratégie, pour s'acquitter de son mandat, le Comité collabore étroitement avec les organes subsidiaires des commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et internationales compétents, en particulier les organisations et organismes de la région de la Commission ;

n) Le Bureau du Comité est composé d'États membres de la Commission. Le Comité adopte le mandat et le règlement intérieur de son bureau et peut les modifier si nécessaire. Le Comité adopte le mandat et le règlement intérieur de ses organes subsidiaires ;

o) Le Comité peut créer des organes subsidiaires ou organiser des réunions s'il le juge utile pour l'exécution de ce mandat, conformément aux règles de la Commission en vigueur.

2022/3. Veiller à ce que les activités menées dans le domaine des statistiques et des données s'adaptent à l'évolution de l'écosystème statistique et des données

Le Conseil économique et social,

Conscient qu'il est important de disposer de statistiques et de données de qualité, accessibles, fournies en temps opportun, fiables et désagrégées qui permettent de mesurer les progrès accomplis et appuient l'action menée aux titres du développement durable et de la réalisation des objectifs de développement de l'ONU et de ses États Membres, personne ne devant être laissé de côté, et servent de base pour une prise de décisions rapide et éclairée,

Rappelant la résolution 68/261 de l'Assemblée générale en date du 29 janvier 2014, par laquelle celle-ci a entériné les Principes fondamentaux de la statistique officielle et dans laquelle elle a souligné que, pour être effectifs, les valeurs et principes fondamentaux qui régissent les travaux de statistique doivent être garantis par des dispositions juridiques et institutionnelles et respectés par les responsables politiques à tous les niveaux, de même que par tous les acteurs des systèmes nationaux de statistique,

Rappelant également la résolution 71/313 de l'Assemblée générale en date du 6 juillet 2017, dans laquelle celle-ci a adopté le cadre mondial d'indicateurs relatifs aux objectifs et aux cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030[4] et a souligné que toutes les activités du système statistique mondial devaient être pleinement conformes aux Principes fondamentaux de la statistique officielle et à la résolution 2006/6 du Conseil en date du 24 juillet 2006,

Rappelant en outre sa résolution 2006/6, dans laquelle il a invité le système des Nations Unies, y compris la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et les commissions régionales ainsi que les organismes internationaux concernés à aider les pays, en particulier les pays en développement, à constituer, étoffer ou renforcer leurs capacités statistiques nationales,

Rappelant sa résolution 2020/5 du 18 juin 2020, dans laquelle il a appelé au renforcement de la coordination des programmes statistiques des divers organes et institutions spécialisés des Nations Unies, et présenté la Commission de statistique comme le principal organe de coordination des programmes statistiques du système des Nations Unies,

Prenant en considération l'évolution du système statistique et de données, l'intensification de la numérisation dans tous les domaines de la vie pour lesquels des statistiques et des données sont produites et l'innovation constante qui caractérise les activités statistiques, l'intégration de l'information statistique et géospatiale, ainsi que la nécessité de moderniser les organismes de statistique et les systèmes statistiques nationaux pour qu'ils puissent fournir en temps opportun des statistiques et des données de haute qualité, accessibles, fiables, désagrégées, ouvertes et compatibles, en puisant dans des sources traditionnelles ou nouvelles et en utilisant pleinement les systèmes d'information géospatiale,

Notant le rôle croissant que jouent, compte tenu de l'évolution de l'architecture des données, les organismes nationaux de statistique, qui se voient de plus en plus souvent assigner des responsabilités en matière d'intendance des données dans les systèmes de données nationaux,

Notant également l'importance que revêtent la confidentialité des données, la sécurité des données, la protection des données et l'utilisation éthique des statistiques et des données, ainsi que la nécessité de trouver un équilibre entre, d'une part, l'utilisation, la transparence et l'accessibilité des données et, d'autre part, le respect de la confidentialité et la protection des données recueillies à des fins statistiques, tous éléments qui suscitent la confiance dans les statistiques et les données,

Notant qu'il est nécessaire de réduire la charge que représente pour les États Membres l'établissement de rapports et d'appuyer la comparabilité à l'échelle internationale, l'adhésion à des normes de qualité exigeantes et la maîtrise des données par les pays,

Réaffirmant sa résolution 8 (I), du 16 février 1946, ayant porté création de la Commission de statistique, telle que modifiée par la résolution 8 (II) du 21 juin 1946, et sa résolution 1566 (L) du 3 mai 1971, dans laquelle il était indiqué que la Commission aurait pour fonctions d'aider le Conseil :

a) à favoriser le développement des statistiques sur le plan national et l'amélioration de leur comparabilité ;

b) à coordonner les activités des institutions spécialisées en matière de statistique ;

c) à développer le service central de statistique du Secrétariat ;

d) à donner aux organes des Nations Unies des avis sur les questions générales relatives à la centralisation, à l'interprétation et à la diffusion des données statistiques ;

e) à favoriser le perfectionnement des statistiques et des méthodes de statistique en général,

1. *Réaffirme* que la Commission de statistique est le principal organe de coordination des programmes statistiques mondiaux en général et du système statistique et lié aux données des Nations Unies ;

[4] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

2. *Prend acte* des accomplissements de la Commission de statistique, appuie ses travaux actuels et fera de même à l'avenir, en encourageant la mise en place de systèmes statistiques et de données nationaux et internationaux grâce à l'adoption de normes statistiques internationales et de cadres pour le suivi des progrès réalisés sur les plans social, économique et environnemental ;

3. *Invite* le système statistique et lié aux données des Nations Unies à rendre compte à la Commission de statistique des travaux menés en matière de statistiques et de données dans tous les domaines, afin que celle-ci puisse exercer sa fonction d'organe responsable au premier chef de la gestion de l'information statistique et de la gouvernance des statistiques et des données ;

4. *Invite* les États Membres et les institutions spécialisées, fonds et programmes, les commissions économiques régionales des Nations Unies et les autres programmes du Secrétariat, chacun en ce qui le concerne, à respecter et défendre les Principes fondamentaux de la statistique officielle[5] ;

5. *Souligne* qu'il est important que les États Membres édifient des systèmes statistiques et de données résilients, souples, pertinents, réactifs et solides qui soient conformes aux Principes fondamentaux de la statistique officielle et qui intègrent pleinement l'information géospatiale, et cherchent à améliorer la coordination à l'échelle des systèmes statistiques et de données nationaux en développant le rôle imparti aux bureaux nationaux de statistique compte tenu de l'évolution du secteur des données, du fait que ceux-ci se voient de plus en plus souvent assigner des responsabilités en matière d'intendance des données dans les systèmes statistiques et de données nationaux ;

6. *Souligne également* que les innovations technologiques sont nécessaires aux fins de la modernisation systématique des organismes de statistique et des systèmes statistiques et de données nationaux compte tenu du large éventail de sources de statistiques et de données existantes, par exemple les dossiers administratifs, l'information géospatiale ou les sources privées, ainsi que les autres ensembles de données produits au moyen de nouveaux outils, qui peuvent contribuer, après validation de leur qualité, à la production de statistiques ;

7. *Souligne en outre* qu'il est nécessaire de promouvoir les pratiques adaptées à la production d'informations dans le respect de principes garants de la cohérence, de la comparabilité, notamment d'une période et d'une zone géographique à une autre, de la protection de la vie privée et de la confidentialité, en trouvant un équilibre entre, d'une part, le respect de la confidentialité et la protection des informations recueillies à des fins statistiques et, d'autre part, l'utilisation, la transparence et l'accessibilité des données ;

8. *A conscience* qu'il est important, pour les systèmes statistiques et de données nationaux, de constituer des partenariats avec d'autres acteurs de la sphère des statistiques et des données et avec d'autres interlocuteurs compétents à l'extérieur des systèmes de données nationaux officiels, et d'intégrer l'information statistique et géospatiale aux fins de la compilation de données détaillées, le but étant, de fait, de ne laisser personne de côté ;

9. *Considère* que l'objectif ultime des travaux de la Commission de statistique et du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et des commissions régionales de l'ONU à cet égard devrait être la mise en place d'un système statistique et de données intégré pour la compilation, conformément aux Principes fondamentaux de la statistique officielle et à sa résolution 2006/6, et la présentation, la traduction visuelle et la diffusion effectives de statistiques et de données internationales par les organes et institutions spécialisées des Nations Unies en tenant compte particulièrement des exigences définies en matière d'examen et d'évaluation des progrès accomplis sur la voie du développement durable, en particulier à l'aune des principaux programmes de développement des Nations Unies, en tenant compte des besoins des pays en développement ;

10. *Prie* les institutions spécialisées, les fonds et les programmes, les commissions régionales des Nations Unies et les autres programmes du Secrétariat, chacun en ce qui le concerne, de continuer à coopérer pleinement avec la Commission de statistique aux fins de l'exécution des tâches énumérées au paragraphe 9 ci-dessus et de considérer qu'elles revêtent une importance centrale pour la coordination de leurs programmes de travail respectifs, en particulier ceux qui doivent être mis en œuvre sur le long terme, et d'œuvrer dans de nouvelles directions ;

11. *Est conscient* qu'il est nécessaire de renforcer les capacités numériques, technologiques et en matière d'innovation du système statistique des Nations Unies et des systèmes statistiques et de données nationaux pour répondre aux besoins et exploiter le potentiel du système statistique et de données en général, qui évolue actuellement ;

---

[5] Résolution 68/261 de l'Assemblée générale.

12. *Prie* la Commission de statistique, avec l'appui de la Division de statistique qui en assure le secrétariat, de jouer le rôle de forum de haut niveau pour les délibérations, les échanges de connaissances et la mise en commun des pratiques optimales en matière de statistiques et de données, tous domaines confondus, d'élaborer des normes, outils et méthodes de portée internationale applicables aux statistiques, ou d'actualiser ceux qui existent déjà, d'appuyer et de stimuler l'établissement de systèmes statistiques nationaux durables, de constituer ou de renforcer les capacités des systèmes nationaux, de s'employer à faire reconnaître la compétence des professionnels qui établissent les statistiques officielles et de veiller à ce que les innovations se poursuivent aux fins de l'adaptation à l'évolution du système statistique et de données ;

13. *Prie* le système des Nations Unies pour le développement d'aider les pays en développement à renforcer leurs systèmes statistiques et de données en se conformant aux Principes fondamentaux de la statistique officielle, qui doivent servir de base à leurs plans de développement et à l'évaluation des progrès qu'ils accomplissent dans les domaines économique, social et environnemental.

20e séance plénière
8 juin 2022

2022/4. Organisation future des travaux et méthodes de travail de la Commission de la condition de la femme

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 2020/15 du 17 juillet 2020, par laquelle il a décidé que la Commission de la condition de la femme examinerait, le cas échéant, ses méthodes de travail, que lui-même a adoptées dans sa résolution 2015/6 du 8 juin 2015, en prenant en considération les résultats du processus d'harmonisation de l'ordre du jour de l'Assemblée générale avec celui du Conseil et de ses organes subsidiaires afin d'améliorer encore la portée de ses travaux,

Réaffirmant que c'est à la Commission qu'il incombe au premier chef d'assurer la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et aux textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle »[6],

Estimant qu'une bonne organisation des travaux de la Commission devrait contribuer à faire progresser la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing[7] et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale,

Estimant également que la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale et le respect par les États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes[8] des obligations qui en découlent se renforcent mutuellement aux fins de l'instauration de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des filles, ainsi que de la jouissance effective de leurs droits humains,

Réaffirmant que la prise en compte des questions de genre constitue une stratégie déterminante dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et soulignant que la Commission de la condition de la femme joue un rôle de catalyseur dans cette entreprise,

Conscient du concours essentiel que l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) apporte aux travaux de la Commission,

---

[6] Résolutions de l'Assemblée générale S-23/2, annexe, et S-23/3, annexe.

[7] *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

[8] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, no 20378.

Réaffirmant la responsabilité première incombant aux États Membres dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et constatant les efforts consentis par les États Membres pour parvenir à l'égalité des genres et à l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles,

Considérant que les organisations non gouvernementales ainsi que d'autres acteurs de la société civile contribuent de manière décisive à la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et, à cet égard, aux travaux de la Commission,

Constatant les efforts multipartites déployés pour parvenir à l'égalité des genres, à l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles et à la réalisation de leurs droits humains, et prenant note de toutes les initiatives internationales, régionales et nationales à cet égard,

Rappelant les résolutions 72/305 du 23 juillet 2018, et 75/325 du 10 septembre 2021, ainsi que la résolution 75/290 A du 25 juin 2021, par lesquelles l'Assemblée générale lui a demandé, à lui ainsi qu'à ses organes subsidiaires, de renforcer encore leur contribution à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030[9] et le concours qu'ils apportent à la riposte mondiale à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et à ses répercussions, et lui a également demandé de favoriser le suivi coordonné et la mise en œuvre des autres textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique, social et environnemental et dans les domaines connexes, et, à cette fin, de veiller à ce que son ordre du jour et son programme de travail et les discussions qu'il tient à ses débats et forums et dans le cadre de ses organes subsidiaires contribuent à leur mise en œuvre ainsi qu'à la réponse apportée aux grands problèmes entravant la réalisation du développement durable, tout en s'assurant que les organes subsidiaires s'acquittent de leurs mandats et fonctions,

Réaffirmant l'engagement de parvenir à l'égalité des genres et à l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles inscrit dans le Programme 2030, et ayant conscience que la réalisation de l'égalité des genres et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles est essentielle pour progresser vers tous les objectifs et cibles du développement durable, et que la réalisation du plein potentiel humain et du développement durable n'est pas possible si les femmes et les filles se voient refuser des perspectives et la pleine réalisation de leurs droits humains,

1. *Réaffirme* que c'est à la Commission de la condition de la femme qu'il incombe au premier chef d'assurer la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et aux textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle », et affirme de nouveau le mandat de la Commission et le rôle important qu'elle joue dans l'élaboration des orientations d'ensemble et la coordination de la mise en œuvre et du suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, dans lequel il est constaté que le plein exercice de tous les droits humains et de toutes les libertés fondamentales des femmes et des filles est essentiel à la réalisation de l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes et des filles ;

2. *Réaffirme également* qu'il importe d'intégrer une perspective de genre dans l'application des textes issus des autres grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies et qu'il faut que les gouvernements, les organisations régionales et tous les organes et organismes des Nations Unies mènent, chacun dans le cadre de son mandat, une action coordonnée pour donner suite à toutes ces grandes manifestations, et a conscience qu'il est nécessaire que la Commission et les autres organes, mécanismes et processus des Nations Unies accroissent leur coopération à cet égard ;

3. *Réaffirme en outre* que la Commission continuera de contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en tenant compte des questions de genre, afin d'accélérer la réalisation de l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles ainsi que la réalisation de leurs droits humains ;

4. *Décide* que la Commission présentera un rapport sur les aspects du thème principal qu'il a retenu et qui se rapportent à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes, afin de contribuer à ses travaux ;

5. *Décide également* que la session de la Commission continuera de comporter un débat ministériel visant à réaffirmer et à renforcer l'engagement politique en faveur de la réalisation de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des filles ainsi que de leurs droits humains, à assurer une mobilisation de haut niveau

[9] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

et à donner un plus grand retentissement aux délibérations de la Commission, et que ce débat s'articulera autour de tables rondes ministérielles ou d'autres dialogues interactifs de haut niveau visant à échanger des données d'expérience, des enseignements et des bonnes pratiques, ainsi que d'un débat général sur la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale ;

6. *Décide en outre* que la Commission continuera de tenir, chaque année, un débat général qui débutera pendant le débat ministériel sur la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et recommande que les déclarations rendent compte des objectifs atteints, des progrès accomplis et de l'action menée pour remédier aux lacunes constatées et surmonter les difficultés rencontrées s'agissant du thème prioritaire et du thème de l'évaluation ;

7. *Décide* que les interventions faites au cours du débat général ne devront pas dépasser le temps de parole strict qui aura été imparti, lequel sera déterminé avant la session par le Bureau de la Commission et systématiquement appliqué par la présidence ;

8. *Décide également* que la Commission continuera d'examiner un thème prioritaire à chaque session, inspiré du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale et de leurs liens avec le Programme 2030 ;

9. *Décide en outre* que, dans le cadre de l'examen du thème prioritaire, la Commission s'intéressera surtout aux moyens d'accélérer la mise en œuvre des engagements compte tenu des défis actuels, en organisant un maximum de deux tables rondes interactives auxquelles participeront des spécialistes ou autres dialogues interactifs, l'idée étant de définir les principales initiatives et stratégies à adopter en vue d'accélérer la mise en œuvre des engagements, lesquelles reposeront sur un échange de données d'expérience, d'enseignements et de bonnes pratiques recueillis aux niveaux national, régional et mondial et d'idées nouvelles s'appuyant sur des données factuelles, des études et des évaluations, et mettront l'accent sur les résultats obtenus, et en vue d'approfondir le dialogue et de renforcer l'engagement en faveur de l'action à mener, et que les tables rondes pourraient faire intervenir des expertes et experts venus des gouvernements, des organismes des Nations Unies, des organisations de la société civile et d'autres groupes de parties prenantes qui œuvrent sur le thème à l'examen ;

10. *Décide* que la Commission maintiendra le caractère interactif des débats sur son thème prioritaire, avec la participation de représentantes et représentants de haut niveau et de spécialistes d'un large éventail de domaines de fond partageant des données d'expérience et des enseignements sur le thème prioritaire pour renforcer la mobilisation en faveur de nouvelles initiatives, et l'encourage à examiner les moyens de renforcer encore ce caractère interactif, et encourage également la Commission à continuer de collaborer avec la société civile et d'autres groupes de parties prenantes à cet égard ;

11. *Décide également* que le débat annuel sur le thème prioritaire donnera lieu à un document final qui prendra la forme de conclusions concertées brèves et succinctes, négociées par tous les États Membres, qui comporteront des recommandations concrètes sur les dispositions et mesures que les gouvernements, les organes intergouvernementaux compétents, les mécanismes et entités des Nations Unies et d'autres parties prenantes, y compris la société civile, devront prendre pour remédier aux lacunes qui demeurent, surmonter les difficultés et accélérer la mise en œuvre des engagements, et que ces conclusions concertées seront largement diffusées au sein du système des Nations Unies et par tous les États Membres auprès de leur population, l'objectif étant qu'une suite leur soit donnée ;

12. *Décide en outre* qu'avant chaque session, les dates des consultations informelles sur les résultats de la session doivent être fixées selon un calendrier précis, compte dûment tenu des heures ouvrées, ce qui permettra de mener les consultations et d'assurer la coordination de façon à parvenir à des résultats de fond en temps voulu ;

13. *Décide* que la Commission examinera, selon que de besoin, les questions nouvelles, les tendances, les domaines d'intervention et les approches novatrices en vue d'aborder les problèmes ayant une incidence sur la situation des femmes et des filles, qui doivent être examinés en temps voulu, en tenant compte de l'évolution de la situation aux niveaux mondial et régional ainsi que des activités prévues au sein de l'Organisation des Nations Unies, pour lesquelles il convient d'accorder une attention accrue à la dimension de genre, et en prêtant une attention particulière aux questions pertinentes qu'il aura inscrites à son ordre du jour, en particulier au thème principal annuel, s'il y a lieu ;

14. *Prie* le Bureau de la Commission de déterminer, avant la session, la question nouvelle ou tendance, le domaine d'intervention ou l'approche novatrice, en consultation avec les États Membres, par l'intermédiaire de leurs groupes régionaux, et en tenant compte des contributions d'autres parties prenantes concernées, pour examen par la Commission dans le cadre d'un dialogue interactif ;

15. *Décide* que le document final issu du débat sur cette question nouvelle ou tendance, ce domaine d'intervention ou cette approche novatrice prendra la forme d'un résumé de la présidence de la Commission, établi en consultation avec les groupes régionaux, par l'intermédiaire des membres du Bureau ;

16. *Décide également* que la Commission évaluera à chaque session les progrès réalisés dans la mise en œuvre des conclusions concertées sur le thème prioritaire d'une session précédente, en tant que thème de l'évaluation, dans le cadre d'un dialogue interactif au cours duquel :

a) Les États Membres des différentes régions présenteront, à titre volontaire, les enseignements tirés, les difficultés rencontrées et les meilleures pratiques qui permettent de déterminer les moyens à adopter pour accélérer la mise en œuvre grâce aux données d'expérience nationales et régionales ;

b) Seront exposés les moyens d'appuyer et de réaliser la mise en œuvre accélérée, notamment en remédiant aux lacunes observées dans les données et aux difficultés rencontrées dans l'amélioration de la collecte, la communication, l'utilisation et l'analyse des données eu égard au thème, aux niveaux national, régional et mondial ;

17. *Invite* tous les États Membres à faire véritablement intervenir les organisations de la société civile et les autres parties prenantes concernées dans les processus préparatoires des travaux de la Commission, notamment en envisageant d'organiser avec elles des consultations au niveau national sur le thème prioritaire et le thème de l'évaluation ;

18. *Décide* que le document final issu du débat sur le thème de l'évaluation prendra la forme d'un résumé de la présidence de la Commission, établi en consultation avec les groupes régionaux, par l'intermédiaire des membres du Bureau ;

19. *Demande* à la Commission d'examiner les moyens de renforcer encore le processus relatif au thème de l'évaluation ;

20. *Demande* à la Commission de renforcer encore son rôle de catalyseur s'agissant de promouvoir la prise en compte systématique des questions de genre au sein du système des Nations Unies, notamment pour appuyer la mise en œuvre du Programme 2030, en élargissant entre autres sa coopération avec d'autres processus intergouvernementaux et commissions techniques au moyen, selon qu'il conviendra, de l'échange d'informations et de la communication des résultats de ses travaux, de l'organisation de manifestations interactives informelles communes et de la participation de sa présidence, en consultation avec le Bureau, aux processus correspondants ;

21. *Réaffirme* que la Commission a pour rôle de contribuer aux travaux de fond qu'il mène et de continuer à harmoniser, selon qu'il convient, ses priorités thématiques avec les siennes afin d'apporter des contributions efficaces et ciblées axées sur une perspective de genre ;

22. *Invite* toutes les entités des Nations Unies s'occupant des questions de genre et les autres organismes et organes des Nations Unies compétents, dont le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à contribuer, lorsqu'il y a lieu, aux débats de la Commission ;

23. *Invite* les commissions régionales à continuer de contribuer aux travaux de la Commission ;

24. *Décide*, compte tenu de l'importance du rôle que jouent traditionnellement les organisations non gouvernementales dans la promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des filles, conformément à ses résolutions 1996/6 et 1996/31 des 22 et 25 juillet 1996, de faire en sorte que ces organisations soient encouragées à participer, dans toute la mesure possible, aux travaux de la Commission et au processus de suivi et de mise en œuvre concernant la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, et prie le Secrétaire général de prendre les dispositions appropriées pour s'assurer que les voies de communication avec les organisations non gouvernementales sont pleinement utilisées afin de faciliter une participation représentative et une large diffusion de l'information ;

25. *Décide également* de continuer à renforcer les possibilités pour les organisations non gouvernementales, conformément à ses résolutions 1996/6 et 1996/31, de contribuer aux travaux de la Commission, notamment en prévoyant du temps pour qu'elles puissent faire des déclarations sur des thèmes en rapport avec la session, au cours de tables rondes et de dialogues interactifs et à la fin du débat général, en tenant compte de la répartition géographique ;

26. *Demande* à la Commission de continuer à garantir la participation des parties prenantes concernées de toutes les régions, y compris les organisations non gouvernementales, la société civile et les jeunes, conformément aux règles de procédure en vigueur dans les commissions techniques du Conseil, de manière à ne laisser personne de côté, notamment en accordant une attention accrue à l'accessibilité, et d'étudier les moyens de renforcer leur contribution, en consultation avec les États Membres et en tenant compte de la nature intergouvernementale de la Commission ;

27. *Demande également* à la Commission d'envisager d'organiser un dialogue interactif sur le thème prioritaire, dans le cadre de son programme de travail annuel, afin de faciliter les échanges entre les représentantes et représentants de la jeunesse dans les délégations des États Membres, le dialogue devant être ouvert à tous les États Membres et suivre les modalités existantes de la Commission pour les dialogues interactifs ;

28. *Note avec satisfaction* que les réunions parlementaires annuelles organisées par l'Union interparlementaire et leur contribution aux débats de la Commission, ainsi que les manifestations tenues en marge des sessions de la Commission, se poursuivent ;

29. *Encourage* tous les États Membres à envisager d'inclure dans les délégations qu'ils envoient à la Commission des spécialistes techniques, des spécialistes en planification et en budgétisation et des statisticiennes et statisticiens, provenant notamment de ministères traitant des thèmes à l'examen, ainsi que des parlementaires, des membres des institutions nationales des droits humains, lorsqu'elles existent, et des représentantes et représentants d'organisations non gouvernementales et autres acteurs de la société civile, y compris les jeunes, selon qu'il conviendra ;

30. *Encourage* le Bureau de la Commission à continuer de jouer un rôle actif dans les préparatifs de la session, y compris en organisant régulièrement des réunions d'information et des consultations avec les États Membres ;

31. *Encourage également* le Bureau de la Commission à continuer de proposer des dialogues interactifs, tels que des manifestations de haut niveau et des réunions ministérielles et des ateliers de spécialistes auxquels sont associés les États Membres et les parties prenantes concernées, de façon à favoriser le dialogue et à renforcer l'impact de ses travaux ;

32. *Encourage* les gouvernements et toutes les autres parties prenantes à préparer de manière approfondie chaque session de la Commission, aux niveaux national, régional et mondial, selon qu'il conviendra, de manière à jeter des bases solides pour donner suite aux textes qui en sont issus et pour en assurer la mise en œuvre ;

33. *Prie* la Commission de continuer à utiliser une approche thématique pour ses travaux et d'adopter un programme de travail pluriannuel afin d'assurer la prévisibilité et de disposer de suffisamment de temps pour les préparatifs, et de prendre en considération, dans le choix de son thème prioritaire, outre le Programme d'action de Beijing et les textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, le programme de travail du Conseil, ainsi que le Programme 2030, de façon à créer des effets de synergie et à contribuer aux travaux du Conseil et à ceux du forum politique de haut niveau pour le développement durable ;

34. *Prie* le Secrétaire général de présenter chaque année à la Commission un rapport sur le thème prioritaire, assorti de conclusions et de recommandations sur les mesures à prendre ;

35. *Prie également* le Secrétaire général de présenter chaque année à la Commission un rapport sur les progrès réalisés au niveau national en ce qui concerne le thème de l'évaluation ;

36. *Prie en outre* le Secrétaire général d'inclure dans le rapport annuel qu'il lui présentera sur l'intégration systématique des questions de genre dans tous les programmes et politiques des organismes des Nations Unies une évaluation de l'impact de la contribution de la Commission aux débats ayant lieu au sein du système des Nations Unies ;

37. *Décide* qu'à sa soixante et onzième session, en 2027, la Commission devrait revoir plus avant ses méthodes de travail, selon qu'il convient.

20e séance plénière
8 juin 2022

2022/5. Trentième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes

Le Conseil économique et social,

Conscient de l'importance de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en septembre 1995,

Rappelant que, dans sa résolution 2020/15 du 17 juillet 2020, il a demandé à la Commission d'envisager de faire, à sa soixante-sixième session, une recommandation sur la meilleure façon de mettre à profit l'année 2025, qui marquerait le trentième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, pour accélérer la réalisation de l'égalité des genres, l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles et la pleine jouissance de leurs droits humains,

Réaffirmant l'engagement d'utiliser toutes les possibilités et tous les processus en 2025 et au-delà pour accélérer et assurer l'application intégrale et effective de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing[10], dans la perspective d'obtenir des résultats concrets pour chaque cycle d'évaluation, et tendre à la pleine réalisation de l'égalité des genres et à l'autonomisation de toutes les femmes et les filles d'ici à 2030, notamment en contribuant à la pleine réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par une démarche soucieuse des questions de genre[11],

Conscient des efforts multipartites déployés en vue de la réalisation de l'égalité des genres et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles, ainsi que de la réalisation de leurs droits humains, et prenant note de toutes les initiatives internationales, régionales et nationales,

A. Thème de la Commission de la condition de la femme pour 2025

1. *Décide* qu'à sa soixante-neuvième session, en 2025, la Commission de la condition de la femme entreprendra un examen et une évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale[12], en se penchant notamment sur les obstacles qui entravent la mise en œuvre intégrale, effective et accélérée du Programme d'action et la réalisation de l'égalité des genres et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles, de manière à faire avancer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en adoptant une démarche soucieuse de l'égalité des genres ;

2. *Engage* tous les États à entreprendre à l'échelon national un examen d'ensemble des progrès accomplis et des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du Programme d'action et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et encourage les commissions régionales à faire de même à l'échelon régional de façon que les résultats des processus intergouvernementaux régionaux puissent être intégrés à l'examen de 2025, qui doit être réalisé par la Commission à sa soixante-neuvième session ;

3. *Encourage vivement* les gouvernements à continuer de favoriser l'action et la participation de la société civile, en particulier des organisations non gouvernementales et des organisations de femmes, ainsi que des institutions nationales des droits humains, là où elles existent, en vue de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et, à cet égard, engage les gouvernements à collaborer à tous les niveaux avec les parties prenantes concernées, y compris les jeunes, aux préparatifs de l'examen de 2025, afin de tirer profit de leur expérience et de leurs compétences ;

---

[10] *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

[11] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

[12] Résolutions S-23/2, annexe, et S-23/3, annexe, de l'Assemblée générale.

B. Thèmes de la Commission de la condition de la femme pour 2026 et au-delà

4. *Prie* la Commission d'arrêter, à sa soixante-neuvième session, son futur programme de travail pluriannuel ;

5. *Prie* le Secrétaire général de présenter à la Commission, à sa soixante-neuvième session, un rapport contenant des propositions sur les thèmes prioritaires de la Commission et les thèmes de ses évaluations pour 2026 et au-delà.

20e séance plénière
8 juin 2022

2022/6. Aspects sociaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

Le Conseil économique et social,

Rappelant les textes issus du Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague du 6 au 12 mars 1995[13], et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Sommet mondial pour le développement social et au-delà : le développement social pour tous à l'heure de la mondialisation », tenue à Genève du 26 juin au 1er juillet 2000[14], le Programme de développement durable à l'horizon 2030[15] et le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement[16], et réaffirmant la Déclaration des Nations Unies sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique du 16 septembre 2002[17],

Notant les engagements pris à l'occasion du Sommet mondial de 2005 pour répondre aux besoins particuliers de l'Afrique[18] et réaffirmés dans la déclaration politique sur les besoins de développement de l'Afrique adoptée à l'issue de la réunion de haut niveau tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 22 septembre 2008[19], et prenant note des décisions prises lors des sommets de l'Union africaine concernant le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique[20],

Réaffirmant les dispositions de la résolution 70/1 de l'Assemblée générale, en date du 25 septembre 2015, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », dans laquelle l'Assemblée a adopté une série complète d'objectifs et de cibles ambitieux, universels, axés sur l'être humain et porteurs de changement, et affirmé qu'elle s'engage à œuvrer sans relâche pour que ce programme soit appliqué dans son intégralité d'ici à 2030, qu'elle considère que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, notamment de l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et une condition indispensable au développement durable, et qu'elle est attachée à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – d'une manière équilibrée et intégrée en tirant parti de ce qui a été fait dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, dont elle s'efforcera d'achever la réalisation,

Réaffirmant également les dispositions de la résolution 69/313 de l'Assemblée générale, en date du 27 juillet 2015, dans laquelle est repris le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui fait partie intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030,

---

[13] *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.8), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

[14] Résolution S-24/2 de l'Assemblée générale, annexe.

[15] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

[16] Résolution 69/313 de l'Assemblée générale, annexe.

[17] Résolution 57/2 de l'Assemblée générale.

[18] Résolution 60/1 de l'Assemblée générale, par. 68.

[19] Résolution 63/1 de l'Assemblée générale.

[20] A/57/304, annexe.

Réaffirmant en outre la teneur du document intitulé « Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons », adopté par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine à sa vingt-quatrième session ordinaire, tenue à Addis-Abeba les 30 et 31 janvier 2015, ainsi que le premier plan décennal de mise en œuvre (2014-2023) de l'Agenda 2063, dans lequel sont définis des projets phares, des domaines prioritaires et des mesures stratégiques destinés à appuyer l'application du cadre de développement continental, qui constituent le cadre stratégique pour une croissance inclusive et un développement durable en Afrique et visent à optimiser l'utilisation des ressources du continent au profit de tous ses habitants,

Rappelant la Position africaine commune sur les bonnes pratiques en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques familiales, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2014, et le Plan d'action continental révisé pour la Décennie africaine des personnes handicapées (2010-2019), qui ont été approuvés par les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'Union africaine en janvier 2013, et prenant note de l'adoption, en janvier 2016, du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des personnes âgées en Afrique,

Considérant qu'il importe d'appuyer l'Agenda 2063 et le programme du Nouveau Partenariat, qui font partie intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et de construire une Afrique intégrée, prospère et pacifique, sous la conduite de ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale, et soulignant à cet égard qu'il est essentiel de mettre en œuvre de façon cohérente et coordonnée l'Agenda 2063 et le Programme 2030,

Réaffirmant la résolution 71/254 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 2016, intitulée « Cadre du nouveau partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour le programme d'intégration et de développement de l'Afrique 2017-2027 » et, à cet égard, se félicitant de la signature, le 27 janvier 2018, du Cadre Union africaine-Organisation des Nations Unies pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui vise à placer la mise en œuvre et le suivi de l'application de ces deux textes, ainsi que l'établissement de rapports à ce sujet, dans une logique d'intégration et de coordination, par la voie d'activités et de programmes communs,

Reconnaissant que la réalisation des sept aspirations de l'Agenda 2063 est essentielle pour garantir un niveau et une qualité de vie élevés et le bien-être de tous les citoyens de l'Afrique grâce à la sécurité des revenus, à l'emploi et au travail décent, à l'élimination de la pauvreté et de la faim, à la réduction des inégalités, à la sécurité sociale et à des socles de protection sociale, en particulier pour les personnes handicapées, à des logements modernes, abordables et décents et à des services de base de qualité, à la satisfaction des besoins en nourriture et à l'accès aux soins de santé, à des économies et des communautés respectueuses de l'environnement et résilientes face aux aléas climatiques, à l'égalité totale entre les genres dans tous les domaines de la vie, ainsi qu'à l'engagement et à l'autonomisation des jeunes et des enfants,

Rappelant le Programme de développement des infrastructures en Afrique adopté par l'Union africaine, qui préconise la création d'un environnement favorable aux investissements et l'adoption des réformes sectorielles destinées à promouvoir le développement économique et social et à réduire la pauvreté sur le continent par la mise en place de réseaux régionaux intégrés,

Rappelant que, comme suite aux recommandations de la troisième session ordinaire du Comité technique spécialisé sur le développement, le travail et l'emploi, le Conseil exécutif de l'Union africaine a adopté en 2019 plusieurs cadres politiques, dont le Programme social 2063 de l'Union africaine, le programme conjoint Commission de l'Union africaine-Organisation internationale du Travail sur le travail décent pour la transformation de l'économie informelle (2020-2024), le Plan d'action décennal pour l'éradication du travail des enfants, du travail forcé, de la traite des êtres humains et de l'esclavage moderne en Afrique (2020-2030), les stratégies quinquennales pour la campagne de l'Union africaine visant à mettre fin au mariage des enfants et aux mutilations génitales féminines, y compris un cadre de responsabilité clair, le Cadre stratégique de l'Union africaine pour les personnes handicapées et le projet de protocole relatif au droit des citoyens à la protection et à la sécurité sociales,

Prenant note avec préoccupation de la forte persistance des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés, ainsi que des violences et d'autres pratiques néfastes à l'égard des enfants, notamment les mutilations génitales féminines, et rappelant à cet égard le lancement, à la quatrième session de la Conférence des ministres du développement social de l'Union africaine, qui s'est tenue à Addis-Abeba du 26 au 30 mai 2014, d'une campagne panafricaine visant à mettre fin au mariage des enfants en Afrique, la Loi type de la Communauté de développement

de l'Afrique australe sur l'éradication du mariage des enfants et la protection des enfants déjà mariés, et l'approbation, en août 2016 par le Parlement panafricain, de l'interdiction des mutilations génitales féminines,

Constatant qu'après la dernière crise financière mondiale, l'économie mondiale reste aux prises avec des conditions macroéconomiques difficiles, la faiblesse des prix des produits de base, une croissance des échanges commerciaux atone et une instabilité des flux de capitaux, que malgré les effets de la crise financière, les flux financiers ont continué de s'intensifier et la part des pays en développement dans le commerce mondial a continué d'augmenter, que ces progrès ont contribué à une réduction prononcée du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté et qu'en dépit de ces avancées, de nombreux pays, particulièrement des pays en développement, continuent de faire face à des difficultés considérables et certains ont enregistré de nouveaux reculs, soulignant que l'Union africaine et les communautés économiques régionales ont un rôle essentiel à jouer dans la mise en œuvre du programme du Nouveau Partenariat et, à cet égard, invitant les pays d'Afrique, agissant avec l'aide de leurs partenaires de développement, à contribuer davantage au renforcement des capacités de ces institutions et à coordonner efficacement leur appui en la matière, ainsi qu'à promouvoir la coopération régionale et l'intégration sociale et économique du continent,

Considérant qu'il est essentiel d'investir dans l'humain, en particulier en faveur de la protection sociale, de la santé et d'une éducation équitable, inclusive et de qualité et de possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, pour améliorer la productivité dans tous les secteurs, y compris l'agriculture, et, partant, favoriser une croissance durable et équitable et la réduction de la pauvreté, grâce à la multiplication des créations d'emplois décents et au renforcement de l'employabilité pour tous, notamment pour les femmes et les jeunes, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition et au renforcement de la résilience,

Rappelant les résultats de la réunion de haut niveau de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale sur la couverture sanitaire universelle et réaffirmant la déclaration politique intitulée « Couverture sanitaire universelle : œuvrer ensemble pour un monde en meilleure santé »[21], dans laquelle l'Assemblée a notamment réaffirmé qu'il importait d'intensifier les efforts faits à l'échelle mondiale pour ne laisser personne de côté et bâtir un monde plus sain pour tous ainsi que d'accélérer les efforts pour mettre en place la couverture sanitaire universelle d'ici à 2030 et permettre à chacun et à chacune de mener une vie saine et de connaître le bien-être tout au long de sa vie,

Considérant que l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles, et la jouissance de tous les droits de la personne, apporteront une contribution capitale à la réalisation de l'ensemble des objectifs et des cibles de développement durable et qu'il faut absolument que le principe de l'égalité des sexes soit systématiquement intégré dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et, à cet égard, rappelant l'adoption du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique lors de la deuxième session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine, tenue à Maputo le 11 juillet 2003, ainsi que la Décennie des femmes africaines (2010-2020), saluant l'adoption de la Stratégie de l'Union africaine en matière de genre et d'autonomisation des femmes lors de la troisième session du Comité technique spécialisé sur le genre et l'autonomisation des femmes, tenue à Addis-Abeba du 7 au 11 mai 2018, et saluant également la proclamation de Décennie de l'inclusion financière et économique des femmes africaines (2020-2030) à la trente-troisième session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine, qui s'est tenue à Addis-Abeba le 10 février 2020,

Constatant que, du fait du manque d'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement de qualité, la lutte contre les maladies, fardeau pour l'Afrique, progresse trop lentement, notamment chez les plus démunis, dans les villes comme dans les campagnes, et conscient des effets que l'absence de services d'assainissement a sur la santé des populations, la lutte contre la pauvreté, le développement économique et social et l'environnement, plus particulièrement les ressources en eau,

Réaffirmant que l'une des stratégies les plus efficaces pour le relèvement de l'Afrique après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est de renforcer impérativement les liens entre les politiques et programmes concernant la santé publique, la lutte contre la pollution, l'action climatique, la préservation de la diversité biologique, l'intégrité des écosystèmes, l'équité socioéconomique, l'inclusion et la prospérité,

Notant avec satisfaction que, grâce à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale qui a suivi et à l'action des donateurs bilatéraux, il a été possible d'alléger

[21] Résolution 74/2 de l'Assemblée générale.

totalement la dette de 31 pays d'Afrique qui ont atteint le point d'achèvement au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, ce qui leur a permis de réduire considérablement leur dette publique, d'améliorer leur gestion de la dette, d'augmenter leurs dépenses sociales et d'abaisser leur niveau de pauvreté,

Gardant à l'esprit que les pays d'Afrique sont responsables au premier chef de leur développement économique et social et que l'on ne saurait trop insister sur l'importance du rôle que jouent les politiques et les stratégies nationales de développement, gardant également à l'esprit que leurs efforts de développement doivent pouvoir s'appuyer sur la communauté internationale et sur un environnement économique international favorable, réaffirmant qu'il est essentiel que la communauté internationale respecte ses engagements concernant le développement économique et social de l'Afrique et rappelant à ce sujet l'appui accordé au Nouveau Partenariat par les Conférences internationales sur le financement du développement[22],

Soulignant que, dans tous les pays, les politiques publiques et la mobilisation et l'utilisation efficace des ressources intérieures, dans le respect du principe de l'appropriation nationale, sont un aspect essentiel de la quête commune du développement durable et donc de la réalisation des objectifs de développement durable, et constatant que les ressources intérieures sont avant tout engendrées par la croissance économique, moyennant un environnement favorable à tous les niveaux,

Craignant que la crise actuelle de la COVID-19 ne risque de réduire à néant des décennies de progrès en matière de développement social en laissant de côté davantage de personnes et qu'elle n'ait également une incidence négative sur la capacité des gouvernements de concrétiser le Programme 2030 et d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030, soulignant qu'en cette période critique de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, les visions et principes adoptés et les engagements pris lors du Sommet mondial pour le développement social restent valables et sont essentiels au règlement des nouveaux problèmes mondiaux, et rappelant que les politiques sociales ont un rôle clef à jouer dans la lutte contre les effets immédiats des crises,

Profondément préoccupée par le fait qu'en raison des graves perturbations qu'elle occasionne au niveau des sociétés, des économies, de l'emploi, du commerce mondial, des chaînes d'approvisionnement et des voyages, ainsi que des systèmes agricoles, industriels et commerciaux, la pandémie de COVID-19 a des conséquences désastreuses sur le développement durable et les besoins humanitaires, notamment sur l'élimination de la pauvreté, les moyens d'existence, la lutte contre la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'éducation, la gestion écologiquement rationnelle des déchets et l'accès aux soins de santé, en particulier pour les pauvres et les personnes en situation de vulnérabilité et dans les pays en situation particulière et ceux qui sont le plus touchés, et rend tous les objectifs de développement durable plus difficiles à atteindre, notamment pour ce qui est d'éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions d'ici à 2030, d'éradiquer la faim, d'assurer la sécurité alimentaire et d'améliorer la nutrition,

Déterminé à lutter contre la pandémie de COVID-19 dans le cadre d'une action mondiale reposant sur l'unité, la solidarité et une coopération multilatérale renouvelée entre les États, les peuples et les générations, propre à renforcer la capacité et la résolution des États et des autres parties prenantes à mettre en œuvre dans son intégralité le Programme de développement durable à l'horizon 2030,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général[23] ;

2. *Salue* les progrès accomplis par les gouvernements africains pour ce qui est de s'acquitter des engagements qu'ils ont pris, dans le cadre de la mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, d'affermir la démocratie et les droits de la personne et d'assurer une bonne gouvernance et une gestion économique rigoureuse, et les encourage à intensifier, en y associant les parties prenantes, notamment la société civile et le secteur privé, les efforts qu'ils ont engagés dans ce domaine en créant et en consolidant les institutions nécessaires à la bonne gouvernance et en instaurant un climat favorable aux investissements directs étrangers en vue du développement de la région ;

---

[22] Voir *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique)*, 18-22 mars 2002 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe ; et résolutions de l'Assemblée générale 63/239, annexe, et 69/313, annexe.

[23] E/CN.5/2022/2.

3. *Prend note* du renforcement du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs à la suite de la décision de la Conférence de l'Union africaine d'en faire un organe de l'Union africaine conformément au paragraphe 2 de l'article 5 de l'Acte constitutif de l'Union africaine[24], et salue les progrès effectués dans la mise en œuvre du Mécanisme ;

4. *Réaffirme* qu'il importe d'appuyer l'Agenda 2063 de l'Union africaine et son premier plan décennal de mise en œuvre, qui constituent un cadre stratégique pour la transformation socioéconomique de l'Afrique, ainsi que le programme pour le continent africain visé dans les résolutions de l'Assemblée générale sur le Nouveau Partenariat et les initiatives régionales telles que le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine ;

5. *Prend note* de l'élaboration du Cadre de suivi et d'évaluation du premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 par les communautés économiques régionales d'Afrique, l'Agence de développement de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique, la Banque africaine de développement et le Symposium africain sur le développement de la statistique, et de la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique, deux instruments qui favorisent la convergence du suivi et de l'évaluation du premier plan décennal et des objectifs de développement durable, de même que d'un plan unifié d'application et de suivi de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et constate que le premier plan décennal a été transposé dans les cadres de programmation nationaux de 42 pays ;

6. *Prend note avec satisfaction* de l'adoption, à la trente-cinquième session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine tenue à Niamey les 4 et 5 juillet 2019, des structures de gouvernance de l'Agence de développement de l'Union africaine, mécanisme de mise en œuvre de la stratégie de développement de l'Agenda 2063 de l'Union africaine dont la mission est de favoriser le développement du continent grâce à la planification et à la coordination de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 avec les États Membres, les communautés économiques régionales et les institutions panafricaines d'une manière véritablement intégrée en tirant parti des partenariats et de la coopération technique ;

7. *Se félicite* des efforts faits par les pays d'Afrique et les organisations régionales et sous-régionales, dont l'Union africaine, en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et les filles dans la mise en œuvre du Nouveau Partenariat, notamment de l'application du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique ;

8. *Prend note avec satisfaction* de l'action menée par la Commission de l'Union africaine, qui a abouti au lancement de campagnes nationales pour mettre fin au mariage d'enfants et au mariage précoce ou forcé dans 24 pays, à l'adoption de la Position commune africaine sur la Campagne de l'Union africaine visant à mettre fin au mariage d'enfants en Afrique, reconduite pour cinq ans de 2019 à 2023, ainsi qu'à l'adoption par la Conférence de l'Union africaine, à Addis-Abeba en février 2019, de l'initiative continentale appelée « Saleema : campagne de l'Union africaine visant à mettre fin aux mutilations génitales féminines », en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies, mais demeure préoccupé par le fait que, dans certains pays d'Afrique, les risques de mariage d'enfants et de mariage précoce ou forcé ont été exacerbés par la pandémie de COVID-19 ;

9. *Prend également note avec satisfaction* du lancement par la Commission de l'Union africaine, le 24 août 2018 à Addis-Abeba, en collaboration avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et l'Union internationale des télécommunications, de l'initiative Les jeunes africaines savent coder (2018-2022) qui vise à améliorer la maîtrise des technologies de l'information et des communications par les filles et les femmes et, partant, à accroître leur contribution à l'innovation africaine dans ce domaine ;

10. *Prend note* de l'achèvement de la première phase du Programme de développement des infrastructures en Afrique à l'appui de l'intégration régionale et continentale, qui a été transposée dans le plan d'action prioritaire 1 du Programme de développement des infrastructures en Afrique sous la forme d'une liste de projets prioritaires régionaux exécutés entre 2012 et 2020, et de l'élaboration du plan d'action prioritaire 2 du Programme de développement des infrastructures en Afrique, un portefeuille solide composé de 69 projets d'infrastructures dans les domaines du transport, de l'énergie, de l'eau et des technologies de l'information et des communications devant être réalisés entre 2021 et 2030, qui a été approuvé au sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine tenu en février 2021 et qui reflète les priorités des États membres et des communautés économiques régionales de l'Union africaine

[24] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2158, nº 37733.

et traduit la vision d'infrastructures durables, bénéfiques à tous et hautement performantes de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, et garde à l'esprit que les infrastructures doivent être de haute qualité, fiables, durables et résistantes pour contribuer au développement économique et au bien-être humain ;

11. *Prend note* des progrès réalisés pour ce qui est d'assurer la libre circulation des personnes, des biens et des services en Afrique et, à cet égard, prend note avec satisfaction de l'entrée en vigueur, le 30 mai 2019, de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine, qui vise à stimuler les échanges commerciaux en Afrique et l'intégration du continent et qui, au 9 septembre 2021, a recueilli 54 signatures et 38 instruments de ratification d'États membres ;

12. *Rappelle* la Feuille de route de l'Union africaine sur la valorisation du dividende démographique par des investissements en faveur de la jeunesse et le premier programme prioritaire quinquennal sur l'emploi, l'éradication de la pauvreté et le développement inclusif (2017), et se félicite que l'Union africaine ait déclaré la période 2018-2027 Décennie africaine pour la formation et l'emploi des jeunes dans les domaines technique, professionnel et entrepreneurial, l'accent étant mis sur la création d'emplois décents pour les jeunes et les femmes, dans l'optique de garantir une croissance plus inclusive et d'éliminer durablement la pauvreté ;

13. *Prend note* de la décision adoptée par les chefs d'État et de gouvernement à la trente-quatrième session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine de déclarer la période 2021-2031 Décennie des racines africaines et de la diaspora africaine ;

14. *Engage instamment* tous les pays qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention des Nations Unies contre la corruption[25] ou à y adhérer, engage les États parties à examiner son application, en affirmant leur détermination à faire en sorte que la Convention soit un instrument efficace pour décourager, détecter, prévenir et combattre la corruption active et passive, pour poursuivre les auteurs de faits de corruption et pour récupérer les avoirs volés et les restituer aux pays d'origine, selon qu'il conviendra, encourage la communauté internationale à élaborer des pratiques optimales concernant la restitution des actifs volés, soutient l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés lancée par l'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale ainsi que d'autres initiatives internationales allant dans le même sens, insiste pour que les conventions régionales relatives à la corruption soient mises à jour et ratifiées, et s'engage à œuvrer à l'élimination des paradis fiscaux, qui encouragent le transfert à l'étranger d'avoirs volés et les flux financiers illicites ;

15. *Demande* aux gouvernements africains de ratifier le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des personnes handicapées en Afrique et le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des personnes âgées en Afrique, afin de démontrer l'attachement des États Membres à la dignité, à l'autonomisation et aux droits des personnes handicapées et des personnes âgées sur tout le continent ;

16. *Note* que la santé est une condition préalable, un indicateur et un résultat du développement durable et que des efforts énergiques doivent être faits dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 si l'on veut intégrer de nouvelles questions ayant trait à la santé dans un programme général portant sur la santé et le développement, et, à cet égard, prend note de la déclaration adoptée par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, à sa trente-deuxième session ordinaire tenue à Addis-Abeba les 10 et 11 février 2019, dans laquelle celle-ci s'est engagée à appuyer et à améliorer la réforme du secteur de la santé en adoptant l'initiative La santé au cœur de toutes les politiques afin de mettre en place une couverture sanitaire universelle, de prendre des mesures visant à prévenir les grandes épidémies en Afrique et d'atteindre les objectifs de développement durable ;

17. *Note avec satisfaction* que les chefs d'État et de gouvernement ont adopté le Traité portant création de l'Agence africaine du médicament à la trente-deuxième session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine et que le Traité est entré en vigueur le 5 novembre 2021, son objectif étant de renforcer les systèmes de réglementation afin d'améliorer l'accès à des médicaments, produits médicaux et technologies de qualité, sans risque et efficaces pour garantir une bonne protection de la santé publique contre les futures pandémies et épidémies de maladies infectieuses en Afrique ;

---

[25] Ibid., vol. 2349, nº 42146.

18. *Prie instamment* les gouvernements africains d'accélérer la mise en œuvre de la Stratégie africaine pour la santé révisée (2016-2030), qui fournit des orientations générales pour l'élaboration de la Stratégie régionale africaine pour la nutrition, du Plan d'action de Maputo pour la mise en œuvre du Cadre d'orientation continental pour la promotion des droits et de la santé en matière de sexualité et de reproduction en Afrique 2016-2030, du Plan relatif à la fabrication de médicaments pour l'Afrique et du Cadre catalytique pour éliminer le sida, la tuberculose et le paludisme en Afrique à l'horizon 2030, accueille avec satisfaction la Déclaration adoptée par les ministres de la santé africains en 2016 sur l'accès universel à la vaccination comme fondement de la santé et du développement en Afrique et la déclaration de 2017 dans laquelle ceux-ci se sont engagés à accélérer l'application du Règlement sanitaire international (2005)[26] et exhorte les gouvernements africains à atteindre des objectifs ambitieux, à effectuer une étude de viabilité et à définir des priorités stratégiques pour que ces trois maladies ne constituent plus une menace pour la santé publique d'ici à 2030 ;

19. *Souligne* qu'il importe d'améliorer la santé maternelle et infantile et, à ce sujet, rappelle la déclaration adoptée au sommet de l'Union africaine sur la santé maternelle, néonatale et infantile et le développement, prend note de la décision de l'Union africaine de renforcer la Campagne pour l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile en Afrique pendant la période 2021-2030 et demande instamment que les engagements pris pour améliorer la santé maternelle et infantile soient respectés et mis en œuvre ;

20. *Prend note* de la déclaration adoptée au sommet extraordinaire de l'Union africaine sur le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, qui s'est tenu à Abuja du 12 au 16 juillet 2013, relative aux progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements d'Abuja pour l'élimination du VIH et du sida, de la tuberculose et du paludisme en Afrique d'ici à 2030, prend également note de la « Déclaration politique sur le VIH et le sida : accélérer la riposte pour lutter contre le VIH et mettre fin à l'épidémie de sida d'ici à 2030 », adoptée le 8 juin 2016 à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le VIH/sida[27], et réaffirme la ferme volonté d'apporter une assistance en matière de prévention, de traitement et de soins, dans le but de débarrasser l'Afrique du VIH/sida, du paludisme et de la tuberculose, en répondant aux besoins de tous, en particulier à ceux des femmes, des enfants et des jeunes, ainsi que la nécessité urgente d'intensifier considérablement les efforts visant à assurer l'accès universel, dans les pays d'Afrique, à des programmes complets de prévention, de traitement, de soins et d'accompagnement liés au VIH/sida, d'accélérer et d'intensifier l'action menée pour élargir en Afrique l'accès à des médicaments de qualité peu coûteux, y compris des antirétroviraux, en encourageant les laboratoires pharmaceutiques à rendre ces médicaments disponibles, et d'assurer le renforcement du partenariat mondial et l'accroissement de l'aide bilatérale et multilatérale, si possible sous forme de dons, afin de lutter contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose, ainsi que d'autres maladies infectieuses en Afrique, par le renforcement des systèmes de santé ;

21. *Prend également note* de la décision de l'Union africaine de prolonger la durée de mise en œuvre de sa Feuille de route pour la responsabilité partagée et la solidarité mondiale dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en Afrique et d'en reporter la date de fin de 2016 à 2020, ainsi que de tirer parti de l'année 2021, qui marquait le vingtième anniversaire de la Déclaration d'Abuja sur le VIH/sida, la tuberculose et autres maladies infectieuses connexes, pour faire le point sur la situation et les conséquences de ces maladies en Afrique, note la revitalisation de Veille sida Afrique en tant que plateforme africaine de haut niveau chargée d'encourager l'action, le respect du principe de responsabilité et la mobilisation des ressources en vue de lutter contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme en Afrique, et prie les partenaires de développement et les organismes des Nations Unies de soutenir, selon qu'il conviendra et dans le respect des obligations internationales pertinentes, les efforts que font les organisations et les pays d'Afrique pour atteindre les principaux objectifs énoncés dans la Feuille de route de l'Union africaine, y compris obtenir un financement durable et diversifié, mieux harmoniser la réglementation, renforcer la capacité de production locale de médicaments et mieux guider les ripostes et en améliorer la gouvernance ;

22. *Engage* les partenaires de développement à continuer de soutenir les efforts que font les pays d'Afrique pour renforcer les capacités des systèmes nationaux de santé, notamment en fournissant du personnel de santé qualifié, des données fiables sur la santé et des équipements et des laboratoires de recherche, et à étendre les systèmes de veille sanitaire, sans oublier d'appuyer les mesures prises pour la prévention, la protection et la lutte contre les épidémies, notamment celles qui concernent des maladies tropicales négligées, et, dans ce cadre, réaffirme son appui à la

---

[26] Organisation mondiale de la Santé, document WHA58/2005/REC/1, résolution 58.3, annexe.

[27] Résolution 70/266 de l'Assemblée générale, annexe.

Déclaration de Kampala et au Programme pour une action mondiale ainsi qu'aux conférences de suivi, qui visent à faire face à la grave pénurie de personnel soignant en Afrique ;

23. *Engage* les États Membres à continuer d'assurer une coopération internationale et un appui au renforcement des capacités des pays en développement, plus particulièrement des pays d'Afrique, en ce qui concerne les activités et programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement, y compris la collecte de l'eau, le dessalement, l'utilisation rationnelle de l'eau, le traitement des eaux usées, le recyclage et les techniques de réutilisation, et prend note de la stratégie pour la période 2018-2030 du Conseil des ministres africains sur l'eau, lancée aux fins de la réalisation de la Vision africaine de l'eau pour 2025, de l'Agenda 2063 et des objectifs de développement durable ;

24. *Souligne* que la mise en œuvre du Nouveau Partenariat dépend également d'un contexte national et international propice à la croissance et au développement de l'Afrique, et notamment de l'existence d'un cadre d'action favorable au développement du secteur privé, à la création d'entreprises et à la réalisation des objectifs de développement durable ;

25. *Souligne également* que la démocratie, le respect de tous les droits humains et libertés fondamentales, y compris le droit au développement, la transparence de la gestion des affaires publiques et de l'administration dans tous les secteurs de la société et le respect du principe de responsabilité, ainsi qu'une véritable participation de la société civile, notamment des organisations locales et non gouvernementales, et du secteur privé comptent parmi les éléments de base indispensables à la réalisation d'un développement durable axé sur la société et sur l'individu ;

26. *Souligne en outre* que la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale dans la plupart des pays d'Afrique appellent une stratégie globale de formulation et de mise en œuvre des politiques sociales et économiques, notamment pour réduire la pauvreté, favoriser l'activité économique, la croissance et le développement durable afin de garantir la création d'emplois productifs et un travail décent pour tous, promouvoir des services d'éducation, de santé et de protection sociale de qualité, accroître l'égalité, l'inclusion sociale, la stabilité politique, la démocratie et la bonne gouvernance à tous les niveaux ainsi que la promotion et la défense des droits humains et des libertés fondamentales ;

27. *Souligne* qu'il faut repérer et éliminer les obstacles à l'égalité des chances et assurer la protection et les services sociaux de base pour rompre le cycle de la pauvreté, de l'inégalité et de l'exclusion sociale ;

28. *Encourage* les pays d'Afrique à continuer de privilégier les transformations structurelles, de moderniser les petites exploitations agricoles, de donner de la valeur ajoutée aux produits primaires, d'améliorer les institutions publiques et privées de gouvernance économique et politique, et d'investir dans de grands équipements publics ainsi que dans des services d'éducation et de santé équitables, de qualité et accessibles à tous afin de parvenir à une croissance partagée, au plein emploi productif et au travail décent pour tous et de réduire la pauvreté ;

29. *Insiste* sur le fait que le développement économique, notamment le développement d'une industrie faisant appel aux ressources nationales, à forte intensité de main-d'œuvre et prenant dûment en considération les impératifs d'une gestion et d'une utilisation durables des ressources naturelles, l'équipement et la transformation structurelle, en particulier en zone rurale, peut, s'il est fondé sur des politiques pragmatiques, ciblées, conformes aux priorités de développement nationales comme aux engagements internationaux et conçues pour renforcer les capacités de production de l'Afrique, être générateur d'emplois et de revenus pour tous les hommes et les femmes du continent, y compris les pauvres, et constituer ainsi un moteur pour l'élimination de la pauvreté et la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont les objectifs de développement durable ;

30. *Encourage* les pays d'Afrique à continuer de promouvoir la stabilité politique, la paix et la sécurité et de renforcer la gouvernance, les politiques et l'environnement institutionnel afin de favoriser un développement durable qui profite à tous, et à créer un environnement permettant au secteur privé de contribuer à une transformation durable de l'économie et de stimuler la création d'emplois productifs et décents pour tous ;

31. *Souligne* que la réalisation du développement durable et l'élimination de la pauvreté reposent sur la capacité et la volonté des pays de mobiliser efficacement les ressources intérieures, d'attirer des investissements étrangers directs, d'honorer leurs engagements au titre de l'aide publique au développement, d'utiliser cette aide à bon escient et de faciliter les transferts de technologie vers les pays en développement selon des modalités arrêtées d'un commun accord, et souligne également que le règlement des situations d'endettement insoutenable est essentiel pour les pays pauvres très endettés, tandis que les envois de fonds sont devenus une source importante de revenus et de financement pour les pays bénéficiaires et leur contribution à la réalisation du développement durable ;

32. *Constate* que les données préliminaires montrent que, de 2019 à 2020, le montant net de l'aide publique bilatérale au développement versé par les pays membres du Comité d'aide au développement en faveur de l'Afrique a augmenté de 4,1 pour cent pour atteindre 39 milliards de dollars des États-Unis, tandis que le montant net de l'aide publique au développement en faveur des pays d'Afrique subsaharienne a diminué de 1 pour cent pour s'établir à 31 milliards de dollars en termes réels ;

33. *Réaffirme* que la concrétisation de tous les engagements pris en matière d'aide publique au développement demeure primordiale, y compris l'engagement de nombreux pays développés de consacrer 0,7 pour cent de leur revenu national brut à l'aide publique au développement et 0,15 à 0,20 pour cent en faveur des pays les moins avancés, se félicite qu'un petit nombre de pays aient atteint ou dépassé l'objectif de consacrer 0,7 pour cent de leur revenu national brut à l'aide publique au développement et 0,15 à 0,20 pour cent à l'aide aux pays les moins avancés, et prie instamment les autres de redoubler d'efforts pour accroître leur aide et de faire des efforts concrets supplémentaires en vue d'atteindre les objectifs fixés en la matière ;

34. *Est conscient* que les pays à revenu intermédiaire connaissent encore de grandes difficultés pour parvenir au développement durable et que, pour pérenniser les résultats obtenus jusqu'ici, il faudrait intensifier les efforts visant à surmonter les difficultés actuelles par des échanges de données d'expérience, une meilleure coordination et un soutien amélioré et mieux ciblé de la part du système des Nations Unies pour le développement, des institutions financières internationales, des organisations régionales et d'autres parties prenantes, et demande donc à ceux-ci de faire en sorte que les besoins variés et spécifiques des pays à revenu intermédiaire soient convenablement pris en considération et satisfaits, de manière adaptée, dans leurs stratégies et politiques pertinentes afin de promouvoir une approche cohérente et globale à l'égard de chaque pays, étant également conscient que l'aide publique au développement et d'autres financements concessionnels demeurent importants pour un certain nombre de ces pays et ont un rôle à jouer pour des résultats ciblés, compte tenu des besoins spécifiques de ces pays ;

35. *Sait* que, si le développement social incombe au premier chef aux autorités nationales, la coopération et l'aide internationales n'en sont pas moins indispensables pour atteindre pleinement cet objectif et demande à la communauté internationale de continuer d'aider les pays en développement et, en particulier, les pays les moins avancés, notamment en Afrique, à résoudre les difficultés qu'ils rencontrent et ainsi à atteindre par leurs propres moyens un développement durable ;

36. *Salue* le concours apporté par les États Membres à la mise en œuvre du Nouveau Partenariat dans le cadre de la coopération Sud-Sud et invite la communauté internationale, notamment les institutions financières internationales, à aider les pays d'Afrique, y compris au moyen de la coopération triangulaire ;

37. *Se félicite* des mesures prises par l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour réorganiser les groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique afin de traiter les principaux thèmes de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et invite les partenaires de développement, notamment les organismes des Nations Unies, à continuer d'aider le Mécanisme à atteindre ses objectifs, en lui fournissant, par exemple, le financement dont il a besoin pour exécuter ses activités ;

38. *Encourage* les pays d'Afrique à redoubler d'efforts afin de renforcer la capacité des systèmes statistiques infranationaux et nationaux de produire en temps voulu des statistiques et des indicateurs fiables pour assurer le suivi des politiques et stratégies nationales de développement et du respect des engagements pris et la réalisation de tous les objectifs de développement durable aux niveaux local, national, régional et international et, à cette fin, engage les organisations et pays donateurs, y compris les organismes des Nations Unies, et les organismes statistiques internationaux et régionaux à aider les pays d'Afrique à renforcer leurs capacités statistiques au service du développement ;

39. *Prend note* de la Stratégie 2024 pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique, qui vise à faire évoluer des secteurs d'activité essentiels tels que l'agriculture, l'énergie, l'environnement, la santé, le développement des infrastructures, les industries extractives, la sécurité et l'eau ;

40. *Souligne* qu'il importe que les gouvernements africains renforcent, en priorité, la capacité de production de l'agriculture durable de façon à accroître les revenus ruraux et à permettre aux acheteurs nets d'aliments de s'approvisionner, qu'il faudrait s'employer davantage à promouvoir l'agriculture durable et à l'appliquer, et améliorer l'accès des petits exploitants agricoles, en particulier des femmes, aux ressources agricoles nécessaires, moyens de production inclus, et l'accès aux infrastructures, à l'information et aux marchés, et qu'il faudrait, en outre, favoriser

les liens entre zones rurales et centres urbains en sollicitant les petites et moyennes entreprises qui contribuent à la croissance de l'emploi et des revenus tout au long de la chaîne de valeur agricole ;

41. *Engage instamment* les gouvernements africains, agissant dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, à porter les investissements en faveur de l'agriculture à au moins 10 pour cent du budget annuel du secteur public national tout en prenant les mesures nécessaires en matière de réforme des institutions et des politiques en vue d'améliorer les résultats des exploitations et systèmes agricoles ;

42. *Est conscient* que les partenaires de développement de l'Afrique qui soutiennent l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique doivent axer plus particulièrement leurs efforts sur l'appui au Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine en se servant des plans d'investissement du Programme pour aligner le financement extérieur ;

43. *Se félicite* des avancées réalisées en matière de sécurité alimentaire avec l'adoption en octobre 2018 par le Parlement panafricain d'une résolution portant sur l'élaboration d'une loi type sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique, et la mise en place d'un projet de coopération technique visant à intégrer des plantes cultivées localement dans le panier alimentaire africain aux fins d'une plus grande sécurité alimentaire et de meilleures qualités nutritionnelles, et prend note de l'Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique ;

44. *Réaffirme* que parmi les objectifs de la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027), proclamée par l'Assemblée générale dans sa résolution 72/233 du 20 décembre 2017, figurent la préservation de la dynamique créée par la mise en œuvre de la deuxième Décennie et l'appui à apporter, de manière efficiente et coordonnée, aux objectifs de développement arrêtés au niveau international relatifs à l'élimination de la pauvreté, notamment les objectifs de développement durable visant à ne laisser personne de côté ;

45. *Engage instamment* les pays d'Afrique à être attentifs à une croissance sans exclusive, équitable et durable, susceptible de favoriser l'emploi, notamment par des investissements à forte intensité de main-d'œuvre, ayant pour but de réduire les inégalités, de créer des emplois productifs, de procurer un travail décent à tous, en particulier aux personnes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, et d'accroître les revenus réels par habitant tant dans les zones rurales qu'urbaines ;

46. *Souligne* la nécessité, en particulier pour les pays d'Afrique, de renforcer davantage les capacités aux fins du développement durable et, à cet égard, demande de resserrer la coopération technique et scientifique, notamment la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et la coopération triangulaire, et réaffirme qu'il importe de mettre dûment en valeur les ressources humaines, par la formation, l'échange de données d'expérience et de compétences spécialisées, le transfert des connaissances et l'assistance technique aux fins du renforcement des capacités, dont les capacités institutionnelles, notamment en matière de cohérence, de coordination et de mise en œuvre des politiques, ainsi qu'en matière de planification, de gestion et de suivi ;

47. *Souligne* qu'il importe d'intensifier la coopération internationale en vue d'améliorer la qualité de l'éducation et l'accès à celle-ci, ainsi que les efforts visant à réaliser le droit des filles à l'éducation, en particulier pour les pays d'Afrique, notamment en créant les équipements nécessaires ou en les améliorant et en augmentant les investissements dans le secteur de l'éducation, et prend note des initiatives entreprises à l'échelle du continent telles que le Centre international de l'Union africaine pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique, dont les activités correspondent au plan stratégique pour la période 2018-2020 et qui a lancé le 11 septembre 2020 la campagne Africa Educates Her, un appel à l'action en faveur du retour des filles à l'école ;

48. *Engage instamment* les pays d'Afrique et les partenaires de développement à répondre aux besoins des jeunes et à leur donner des moyens d'action, notamment à s'attaquer au chômage élevé constaté chez les jeunes en leur faisant bénéficier de programmes de qualité dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'accompagnement à la création d'entreprises qui visent à lutter contre l'analphabétisme, à améliorer leur aptitude à l'emploi et leurs capacités, à faciliter le passage de l'école à la vie active et à élargir, le cas échéant, les programmes d'emploi garanti, en particulier pour les jeunes défavorisés des zones rurales et urbaines, et, à cet égard, prend note du lancement, lors du Forum panafricain des jeunes tenu à Addis-Abeba du 24 au 27 avril 2019 sur le thème « L'Afrique s'unit pour la jeunesse : réduire l'écart et atteindre la jeunesse africaine », de l'initiative « Un million d'ici 2021 » de l'Union africaine, qui vise à ce que des fonds soient débloqués directement en faveur de millions de jeunes en Afrique sur la base de quatre critères, à savoir l'emploi, l'entrepreneuriat, l'éducation et la motivation, en tirant parti des partenariats et des possibilités qu'offre le secteur privé, et pour laquelle 25 partenaires se sont déjà engagés à offrir des moyens ;

49. *Réaffirme* la volonté de l'Assemblée générale de réduire la fracture numérique et de combler le fossé des connaissances, sachant que cette démarche doit être pluridimensionnelle et tenir compte de l'aspect évolutif de l'accès, en mettant l'accent sur la qualité, et reconnaît que la vitesse, la stabilité, le coût, la langue, le contenu local et l'accessibilité pour les personnes handicapées sont désormais des éléments clefs de la qualité d'accès et que le haut débit est d'ores et déjà un facteur essentiel du développement durable ;

50. *Estime* qu'offrir à toutes les filles et à tous les garçons, notamment les plus pauvres et les plus vulnérables et marginalisés, un meilleur accès à l'école et de meilleures possibilités de recevoir un enseignement de qualité et améliorer la qualité de l'éducation au-delà de l'école primaire peuvent favoriser l'autonomisation et la participation à la vie sociale, économique et politique, et donc la lutte contre la pauvreté et la faim, et contribuer directement à la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, y compris les objectifs de développement durable ;

51. *Estime également* que le fait que l'Afrique a une population jeune offre d'importantes possibilités pour le développement du continent et souligne, à ce propos, combien il importe que les pays d'Afrique créent des cadres d'orientation appropriés, de concert avec les organismes des Nations Unies, pour exploiter le dividende démographique, et qu'ils adoptent une démarche sans exclusive axée sur les résultats pour planifier et réaliser le développement conformément aux priorités et aux lois nationales ;

52. *Engage* les gouvernements, les organisations internationales, les institutions compétentes et les autres parties prenantes, selon qu'il conviendra, à dispenser aux jeunes des formations pour qu'ils acquièrent les compétences requises, à fournir des services de santé de qualité et à dynamiser le marché du travail pour employer cette population croissante ;

53. *Considère* que les gouvernements et la communauté internationale doivent faire plus pour accroître le flux de ressources nouvelles et additionnelles de toute provenance, publique et privée, intérieure et étrangère, destinées au financement du développement durable des pays d'Afrique, et se félicite des diverses initiatives importantes lancées par les pays d'Afrique et leurs partenaires de développement à cette fin ;

54. *Prend note* des activités menées dans les pays d'Afrique par les institutions de Bretton Woods et la Banque africaine de développement et invite ces institutions à continuer de soutenir la réalisation des priorités et des objectifs du Nouveau Partenariat ;

55. *Encourage* les pays d'Afrique et leurs partenaires de développement à placer les populations au centre de l'action menée par les gouvernements en faveur du développement, à consacrer les budgets nécessaires à la santé, à l'éducation et à la protection sociale, et à étudier en particulier les possibilités d'un accès universel à un système de sécurité sociale de base, considérant qu'un socle de protection sociale peut constituer un bon point de départ pour éliminer la pauvreté et réduire la vulnérabilité, et prend note à ce propos de la Recommandation de 2012 sur les socles de protection sociale (n° 202), que la Conférence internationale du Travail a adoptée à sa 101e session, le 14 juin 2012, et qui peut servir d'orientation pour l'investissement social ;

56. *Note* que les organismes des Nations Unies se concertent de plus en plus pour apporter leur soutien à l'Union africaine et à la mise en œuvre du Nouveau Partenariat et prie le Secrétaire général de continuer à les inviter à renforcer encore la cohérence des activités qu'ils mènent à ce sujet, selon les groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique ;

57. *Souligne* qu'il importe que le groupe traitant de la sensibilisation et de la communication continue de mobiliser un appui international en faveur du Nouveau Partenariat et invite instamment le système des Nations Unies à mettre davantage en avant le rôle joué par les synergies intersectorielles pour promouvoir une approche globale des phases successives de la planification et de l'exécution des programmes de développement social en Afrique ;

58. *Prie* la Commission du développement social de continuer d'examiner, dans le cadre de son programme de travail annuel, les programmes régionaux qui favorisent le développement social afin de permettre à toutes les régions de mettre en commun leurs données d'expérience et leurs meilleures pratiques, avec l'accord des pays concernés et, pour cela, de faire en sorte que ses programmes de travail portent, selon qu'il conviendra, sur les aspects sociaux du Nouveau Partenariat ;

59. *Décide* que la Commission du développement social devra continuer de valoriser et de mieux faire connaître les aspects sociaux du Nouveau Partenariat et tenir dûment compte de l'Agenda 2063 de l'Union africaine à sa soixante et unième session ;

60. *Prie* le Secrétaire général, agissant en collaboration avec le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique et la Commission économique pour l'Afrique et tenant compte de la résolution 75/322 de l'Assemblée générale en date du 9 septembre 2021, intitulée « Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international », de soumettre à la Commission du développement social, pour examen à sa soixante et unième session, un rapport axé sur les mesures prises assorti de recommandations sur les moyens d'accroître l'efficacité des travaux des organismes des Nations Unies concernant les aspects sociaux du Nouveau Partenariat, l'Agenda 2063 et ses liens avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, compte tenu des processus en cours concernant le développement social en Afrique.

20e séance plénière
8 juin 2022

2022/7. Assurer un relèvement inclusif et résilient après la COVID-19 pour garantir à chaque personne des moyens de subsistance, le bien-être et la dignité : éliminer la pauvreté et la faim sous toutes leurs formes et dans toutes leurs dimensions aux fins de la réalisation du Programme 2030

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa décision 2021/8 du 8 juin 2021, dans laquelle il a décidé que le thème prioritaire de la session de 2022 de la Commission du développement social serait « Assurer un relèvement inclusif et résilient après la COVID-19 pour garantir à chaque personne des moyens de subsistance, le bien-être et la dignité : éliminer la pauvreté et la faim sous toutes leurs formes et dans toutes leurs dimensions aux fins de la réalisation du Programme 2030 »,

Rappelant également les textes issus du Sommet mondial pour le développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale,

Réaffirmant que la Déclaration de Copenhague sur le développement social, le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social[28] et les autres initiatives en faveur du développement social que l'Assemblée générale a adoptées à sa vingt-quatrième session extraordinaire[29] constituent le système de référence pour la promotion du développement social pour toutes et tous aux niveaux national et international, et encourageant la poursuite de la concertation sur les questions de développement social qui est conduite à l'échelle mondiale,

Se félicitant des progrès accomplis dans l'application intégrale de la Déclaration de Copenhague et du Programme d'action grâce à une action concertée aux échelles nationale, régionale et mondiale, et se déclarant vivement préoccupé par le fait que, plus de 20 ans après la tenue du Sommet mondial pour le développement social, les progrès réalisés sont lents et inégaux et d'importantes lacunes subsistent, et se félicitant par ailleurs de la réunion conjointe de haut niveau qu'il a tenue avec l'Assemblée générale le 1er décembre 2020 pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire du Sommet mondial pour le développement social,

Rappelant la résolution 70/1 de l'Assemblée générale, en date du 25 septembre 2015, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », dans laquelle l'Assemblée a adopté une série complète d'objectifs et de cibles ambitieux, universels, axés sur l'être humain et porteurs de changement, et réaffirmé qu'elle s'engageait à œuvrer sans relâche pour que ce programme soit appliqué dans son intégralité d'ici à 2030 afin que personne ne soit laissé de côté et que les plus défavorisés soient aidés en premier, et qu'elle considérait que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris l'extrême pauvreté, constituait le plus grand défi auquel l'humanité devait faire face et une condition indispensable au développement durable,

Rappelant également la résolution 69/313 de l'Assemblée générale, en date du 27 juillet 2015, sur le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui fait partie intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030,

---

[28] *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.8), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

[29] Résolution S-24/2 de l'Assemblée générale, annexe.

Rappelant en outre les résolutions suivantes de l'Assemblée générale : 74/270 du 2 avril 2020 sur la solidarité mondiale dans la lutte contre la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), 74/274 du 20 avril 2020 sur la coopération internationale visant à assurer l'accès mondial aux médicaments, aux vaccins et au matériel médical pour faire face à la COVID-19, 74/306 du 11 septembre 2020 intitulée « Action globale et coordonnée face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) » et 74/307 du 11 septembre 2020 intitulée « Une riposte unie face aux menaces sanitaires mondiales : lutter contre la COVID-19 »,

Rappelant la résolution 74/4 de l'Assemblée générale en date du 15 octobre 2019, intitulée « Déclaration politique issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices de l'Assemblée générale »,

Rappelant également la déclaration ministérielle adoptée lors du débat de haut niveau de sa session de 2021 et du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous ses auspices en 2021, sur le thème « Une reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19, qui favorise les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable : ouvrir une voie inclusive et efficace vers la réalisation du Programme 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable »,

Rappelant en outre le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels[30], qui reconnaît, notamment, le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, le droit au travail, le droit à la sécurité sociale et le droit à l'éducation, et notant la pertinence de ces dispositions concernant l'élaboration de politiques sociales, y compris de politiques et de mesures sociales axées sur la famille,

Notant l'important travail entrepris par la Commission de statistique dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui a conduit à la définition d'indicateurs mondiaux, notamment sur la protection sociale,

Constatant l'intérêt particulier que présente la Déclaration du centenaire de l'Organisation internationale du Travail pour l'avenir du travail[31] pour une transition socialement juste vers le développement durable, et rappelant la résolution 73/327 du 25 juillet 2019 par laquelle l'Assemblée générale a décidé de proclamer 2021 Année internationale de l'élimination du travail des enfants,

Réaffirmant qu'il importe d'appuyer l'Agenda 2063 de l'Union africaine et son premier plan décennal de mise en œuvre, qui constituent un cadre stratégique pour la transformation socioéconomique de l'Afrique dans les 50 ans à venir, ainsi que le programme pour le continent africain visé dans les résolutions de l'Assemblée générale sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique[32] et les initiatives régionales telles que le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine,

Rappelant les Principes directeurs sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme[33], que le Conseil des droits de l'homme a adoptés dans sa résolution 21/11[34] et qui offrent aux États Membres un outil utile pour élaborer et mettre en œuvre des politiques de réduction et d'élimination de la pauvreté, selon que de besoin, et encourageant les États Membres à les appliquer,

Sachant que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est l'un des plus grands défis mondiaux de l'histoire de l'Organisation des Nations Unies, et notant avec une profonde inquiétude son effet sur la santé physique et mentale ainsi que la mortalité et le bien-être, ainsi que ses retombées néfastes sur les besoins humanitaires à l'échelle mondiale, sur l'exercice des droits humains et dans toutes les sphères de la société, notamment en ce qui concerne les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, la nutrition et l'éducation, l'aggravation de la pauvreté et de la faim, les perturbations de l'économie, du commerce, des sociétés et de l'environnement, et l'approfondissement des inégalités économiques et sociales à l'intérieur des pays et entre eux, qui réduisent à néant les gains chèrement acquis en matière de développement et empêchent de progresser dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la réalisation de l'ensemble de ses objectifs et cibles, et considérant que la pandémie de

---

[30] Voir résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.

[31] A/73/918, annexe.

[32] A/57/304, annexe.

[33] A/HRC/21/39.

[34] Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-septième session, Supplément n° 53A* (A/67/53/Add.1), chap. II.

COVID-19 appelle une action mondiale fondée sur l'unité, la solidarité et le renouvellement de la coopération multilatérale,

Soulignant qu'en cette période critique de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, les visions et principes adoptés et les engagements pris lors du Sommet mondial pour le développement social restent valables et sont essentiels au règlement des nouveaux problèmes mondiaux, et rappelant que les politiques sociales ont un rôle clef à jouer dans la lutte contre les effets immédiats des crises et la formulation de stratégies de relèvement,

Réitérant son engagement d'éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, notamment d'éliminer l'extrême pauvreté d'ici à 2030, réaffirmant que chaque personne doit bénéficier d'un niveau de vie décent, y compris grâce à des systèmes de protection sociale, et résolu à éradiquer la faim et à assurer la sécurité alimentaire à titre prioritaire et à mettre fin à toutes les formes de malnutrition,

Conscient qu'alors qu'il reste moins de 10 ans pour atteindre les objectifs de développement durable, la pandémie de COVID-19 a ralenti les progrès vers la réalisation de nombreux objectifs d'ici à 2030, notamment l'objectif 1 (Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde), l'objectif 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable) et l'objectif 10 (Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre), et constatant que les personnes qui sont vulnérables ou en situation de vulnérabilité sont les plus durement touchées par la pandémie,

Constatant avec une grande préoccupation que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté à cause de la pandémie de COVID-19 et que celles qui vivaient déjà dans la pauvreté se sont davantage appauvries, et constatant avec une grande préoccupation également que la pandémie a eu de graves conséquences et continue d'en avoir sur les personnes qui sont vulnérables ou en situation de vulnérabilité, en particulier les femmes, les enfants, notamment les filles, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes d'ascendance africaine et les populations autochtones,

Constatant avec une profonde préoccupation qu'alors qu'elles contribuent pour plus de 50 pour cent à la production alimentaire mondiale, les femmes représentent à l'échelle mondiale 70 pour cent des personnes qui ont faim, que les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par la faim, l'insécurité alimentaire et la pauvreté, en partie à cause des inégalités de genre et de la discrimination fondée sur le genre, que dans de nombreux pays les filles risquent deux fois plus que les garçons de mourir de malnutrition et de maladies infantiles évitables, et que, d'après les estimations, la malnutrition touche près de deux fois plus de femmes que d'hommes,

Conscient du rôle et de l'apport décisifs des femmes vivant en milieu rural, notamment des petites exploitantes et des agricultrices, des femmes autochtones et des femmes des communautés locales, et de leurs savoirs traditionnels, dans la promotion du développement agricole et rural, l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'élimination de la pauvreté en milieu rural,

Prenant note des progrès appréciables que l'action menée pour lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions a permis d'accomplir dans plusieurs régions du monde, mais profondément préoccupé par le fait que la pauvreté perdure et s'aggrave en raison des retombées de la pandémie de COVID-19 dans tous les pays du monde, quelle que soit leur situation économique, sociale ou culturelle, qu'elle est particulièrement grave dans les pays en développement et qu'elle se traduit, entre autres, par l'exclusion sociale, la faim, la discrimination, la féminisation de la pauvreté, la vulnérabilité face à la traite des êtres humains, l'exploitation et les atteintes sexuelles, le mariage d'enfants, le mariage précoce ou forcé, le travail des enfants et la maladie, le manque de logements convenables, le manque d'accès aux services de base, le manque d'ascension sociale et l'analphabétisme,

Constatant avec une vive préoccupation que les progrès accomplis sur la voie de la réduction de la pauvreté restent inégaux, étant donné que 1,3 milliard de personnes vivent encore dans la pauvreté multidimensionnelle, et que ce nombre reste considérable et inacceptable, tandis que les inégalités de revenus, de richesses et de perspectives restent marquées ou se creusent dans un certain nombre de pays et que les dimensions non économiques de la pauvreté et du dénuement, comme l'accès à un enseignement de qualité ou à des services de santé de base, et la pauvreté relative demeurent des préoccupations majeures, et soulignant l'importance des mesures prises aux échelles nationale et mondiale pour créer les conditions nécessaires au développement durable, à une croissance économique soutenue qui profite à tous, à une prospérité partagée et au travail décent pour tous les membres de la société, compte tenu des différences de niveau entre les capacités des pays en matière de développement,

Notant que toute action menée pour lutter contre la pauvreté et la faim devrait avoir pour objectif central de favoriser le bien-être de chacun et chacune tout au long de la vie, sans quoi il ne peut y avoir de relèvement inclusif et résilient, et sachant qu'il est essentiel de mettre en place des systèmes alimentaires efficaces, inclusifs, résilients et durables pour garantir la sécurité alimentaire et assurer l'accès de toutes et tous à une alimentation sûre, nutritive et suffisante, tout en s'efforçant de régler d'autres problèmes interdépendants tels que l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition ainsi que d'accroître la résilience des moyens de subsistance par le renforcement du Partenariat mondial pour le développement durable et le respect du principe visant à ne laisser personne de côté,

Prenant note de l'action menée par le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session afin de lancer l'Alliance pour l'élimination de la pauvreté, une initiative opportune et d'une réelle utilité qui continue de faciliter la mise en commun des idées, politiques et pratiques optimales ayant trait à l'élimination de la pauvreté, et soulignant qu'il importe de s'attaquer à la pauvreté, notamment aux problèmes liés à la pauvreté rurale, les pauvres des zones rurales étant sans doute moins en mesure de lutter contre les effets de la pandémie de COVID-19 et de s'en relever et n'ayant peut-être qu'un accès limité à des installations sanitaires adéquates, à l'alimentation et à la nutrition, aux services de santé, à l'éducation, à Internet, aux technologies de l'information et des communications, à la protection sociale, à des services financiers et aux infrastructures publiques,

Conscient que l'intégration sociale des personnes vivant dans la pauvreté et la faim suppose que l'on examine leurs besoins essentiels, liés notamment à une alimentation saine, diversifiée, nutritive et suffisante, à la santé, à l'eau potable et à l'assainissement, au logement et à l'accès à une éducation de qualité, à des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, au plein emploi productif et à un travail décent, pour y répondre au moyen de stratégies de développement intégrées,

Réaffirmant que, puisque l'extrême pauvreté généralisée fait obstacle à la jouissance effective et sans restriction de tous les droits humains et risque, dans certaines circonstances, de compromettre le droit à la vie, la communauté internationale doit continuer de s'attacher à titre hautement prioritaire à l'atténuer dans l'immédiat, pour finir par l'éliminer,

Estimant qu'il importe de mieux appréhender le caractère pluridimensionnel du développement et de la pauvreté, tout en soulignant qu'il convient d'utiliser des outils d'analyse multidimensionnels, notamment des indices et des analyses des risques de pauvreté multidimensionnelle, pour saisir la nature interdépendante des privations et des vulnérabilités ainsi que pour comprendre la dynamique de la pauvreté et façonner les politiques, et constatant que le recours à des indices de pauvreté multidimensionnelle nationaux appropriés permet aux pays de mieux centrer, coordonner et suivre les mesures d'élimination de la pauvreté,

Notant que, pour que les politiques relatives à l'élimination de la pauvreté portent leurs fruits, il faut que les gouvernements et les collectivités locales nouent des partenariats avec les organisations de la société civile, et estimant que les organisations de la société civile peuvent aider à cerner les besoins des personnes vulnérables ou en situation de vulnérabilité et à y répondre, et appeler l'attention sur les personnes laissées de côté, ainsi qu'aider à recenser et à sensibiliser ces personnes et à communiquer avec elles,

Conscient de l'importante contribution que l'entrepreneuriat apporte au développement durable en créant des emplois, en stimulant la croissance économique inclusive et l'innovation, en améliorant les conditions sociales et en contribuant à remédier aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux dans le contexte du Programme 2030, et soulignant que l'entrepreneuriat, notamment l'entrepreneuriat social, et les microentreprises et les petites et moyennes entreprises jouent, dans le développement social et économique, un rôle plus crucial que jamais pour ce qui est des efforts de relèvement après la pandémie de COVID-19 et au-delà,

Considérant que le sport est un facteur de développement social et peut servir de tremplin pour accéder à une éducation de qualité et à des emplois décents, ainsi que permettre de favoriser un mode de vie sain et le bien-être, de renforcer la solidarité et la cohésion sociale, de lutter contre l'exclusion sociale et les stéréotypes, et de créer des opportunités économiques pour toutes et tous, ce qui peut contribuer à sortir les personnes de la pauvreté,

Considérant qu'il est nécessaire de lutter contre les flux financiers illicites et de renforcer les bonnes pratiques en matière de restitution et de recouvrement des avoirs, qui constituent l'une des sources de financement du développement, en vue de réduire la faim, d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de promouvoir l'agriculture durable,

Réaffirmant que chaque être humain a le droit d'avoir accès à des aliments sains et nutritifs en quantité suffisante, conformément au droit à une alimentation équilibrée et au droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim, de manière à pouvoir développer et conserver pleinement ses capacités physiques et mentales, et soulignant qu'il faut consentir un effort particulier pour satisfaire les besoins nutritionnels, en particulier des femmes, des enfants, des personnes âgées, des peuples autochtones et des personnes handicapées, ainsi que des personnes qui se trouvent en situation de vulnérabilité,

Prenant note avec satisfaction de la publication intitulée *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021 : transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous*, établie par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la Santé, le Fonds international de développement agricole, le Programme alimentaire mondial et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance,

Soulignant qu'il faut imaginer des systèmes alimentaires durables et considérant que les technologies agricoles et la numérisation peuvent contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition et aider à renforcer la résilience,

Demeurant profondément préoccupé par le fait que, selon les estimations les plus récentes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Programme alimentaire mondial, du Fonds international de développement agricole, de l'Organisation mondiale de la Santé et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique dans le monde est passé à 811 millions en 2020, soit jusqu'à 161 millions de plus qu'en 2019, et que les problèmes de nutrition sont de plus en plus complexes car de multiples formes de malnutrition – notamment le retard de croissance, l'émaciation, l'insuffisance pondérale, les carences en micronutriments, le surpoids et l'obésité – peuvent coexister dans un même pays ou dans les ménages,

Exprimant sa profonde préoccupation face aux effets disproportionnés de la pandémie de COVID-19 sur les enfants, en particulier sur les filles, notamment sur leur accès aux services de santé de base et à l'éducation, conscient que les fermetures d'écoles ont touché le plus durement les enfants les plus pauvres et les plus vulnérables et leurs familles, que de nombreux enfants ne retourneront peut-être jamais à l'école car ils sont contraints de se marier ou de travailler, et que les perturbations des systèmes alimentaires et de santé ont contribué à un recul en matière de santé maternelle et de santé de l'enfant et à une recrudescence de toutes les formes de malnutrition et ont en outre contribué à ce que 142 millions d'enfants supplémentaires vivent dans des ménages à faible revenu en 2020,

Rappelant la résolution 72/239 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2017, dans laquelle l'Assemblée a proclamé la période 2019-2028 Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, qui met en relief le rôle de l'agriculture familiale dans la mise en œuvre du Programme 2030 et sa contribution à la réalisation de la sécurité alimentaire et à l'amélioration de la nutrition,

Prenant note avec satisfaction de la tenue du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, convoqué par le Secrétaire général les 23 et 24 septembre 2021, et de la tenue du pré-Sommet à Rome du 26 au 28 juillet 2021, et prenant note du résumé de la présidence et de la déclaration d'action sur le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, publiés par le Secrétaire général,

Prenant note du Pacte mondial en faveur de la nutrition pour la croissance, signé par plus d'une centaine de pays, d'entreprises et d'organisations de la société civile afin de réduire de 20 millions à l'échéance 2020 le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance, des engagements financiers souscrits pour appuyer cet objectif et de la tenue du troisième sommet Nutrition pour la croissance à Milan (Italie) en novembre 2017 et du sommet Nutrition pour la croissance à Tokyo en 2021,

Rappelant le Dialogue régional pour l'Afrique qui s'est tenu au Maroc, le 13 juillet 2021, en amont du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, afin d'activer le renforcement des systèmes alimentaires selon une perspective régionale prenant racine dans les systèmes agricoles et alimentaires africains, les régimes alimentaires africains, les conditions de vie des populations africaines et les ambitions des sociétés africaines,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général[35] ;

[35] E/CN.5/2022/3.

2. *Considère* qu'il faut d'urgence accélérer l'action à tous les niveaux et par toutes les parties prenantes pour réaliser la vision et les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030[36], et souligne que la communauté internationale a insisté, au moyen des documents finals des grandes conférences et réunions aux sommets organisées par les Nations Unies qui ont été adoptés par l'Assemblée générale, sur la nécessité urgente d'éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, de lutter contre les inégalités à l'intérieur des pays et entre eux, de protéger l'environnement, de créer une croissance économique soutenue, partagée et durable et de favoriser l'inclusion sociale dans le cadre du programme de développement des Nations Unies, notamment les textes issus du Sommet mondial pour le développement social, le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement[37], le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)[38] et le Nouveau Programme pour les villes[39] ;

3. *Réaffirme* l'engagement qui a été pris d'appliquer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en ne laissant personne de côté, en aidant les plus défavorisés en premier et en reconnaissant les droits de la personne et le fait que la dignité de la personne humaine est fondamentale ;

4. *Demande* aux États Membres d'assurer la promotion et la protection de tous les droits humains, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international des droits de l'homme ;

5. *Réaffirme* que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, notamment de l'extrême pauvreté, dans le monde entier, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et une condition indispensable au développement durable et un objectif majeur du Programme de développement durable à l'horizon 2030, que vient appuyer et compléter le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui en est une partie intégrante ;

6. *Estime* que le relèvement après la pandémie de COVID-19 offre une occasion supplémentaire de mettre en place des cadres politiques intégrés à long terme pour la réalisation des objectifs de développement durable, et que ces cadres devraient viser simultanément à éliminer la pauvreté et la faim ainsi que la malnutrition, à lutter contre les inégalités, à améliorer les capacités et le bien-être des personnes, à promouvoir des mesures d'accélération aux niveaux national, régional et international et à garantir des moyens de subsistance durables pour tous, et estime également que ces stratégies de relèvement devraient s'appuyer sur une analyse multidimensionnelle de la pauvreté et de la faim ;

7. *Engage* les États Membres à faciliter l'accès équitable et à prix raisonnable aux services de base, en particulier à un enseignement scolaire et non scolaire de qualité, à tous les niveaux, au moyen de programmes contribuant à l'égalité et à l'inclusion par l'affirmation de la dignité fondamentale de la personne humaine, aux soins de santé, notamment en accélérant la transition vers un accès équitable à la couverture sanitaire universelle, au logement abordable, à la nutrition et à l'alimentation, à l'emploi et au travail décent, aux technologies de l'information et des communications et aux infrastructures, dans le cadre d'une action propre à faire progresser l'égalité des genres et l'avancement de toutes les femmes et toutes les filles ;

8. *Encourage* les États à poursuivre l'action menée en vue d'élaborer des stratégies et des programmes destinés à renforcer leur capacité de s'atteler aux priorités nationales concernant les politiques axées sur la famille et à redoubler d'efforts, en collaboration avec les parties prenantes, pour atteindre ces objectifs, en particulier dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et la faim, de manière à prévenir la transmission intergénérationnelle de la pauvreté et sa féminisation et à garantir le bien-être de toutes et de tous à tout âge, le but étant de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

9. *Souligne* qu'il importe d'élaborer des politiques visant à élargir les possibilités de travail et la productivité dans les secteurs tant ruraux qu'urbains en réalisant et en relançant la croissance économique, en investissant dans la mise en valeur des ressources humaines, en promouvant les technologies qui génèrent des emplois productifs et en encourageant l'emploi indépendant, l'entrepreneuriat et les petites et moyennes entreprises ;

---

[36] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

[37] Résolution 69/313 de l'Assemblée générale, annexe.

[38] Résolution 69/283 de l'Assemblée générale, annexe II.

[39] Résolution 71/256 de l'Assemblée générale, annexe.

10. *Invite* les États Membres à envisager d'adopter des politiques de marché du travail propres à renforcer les institutions et à fournir une protection adéquate à l'ensemble des travailleurs, y compris par le dialogue social, en particulier à celles et ceux qui sont les plus défavorisés, en leur garantissant un salaire minimum dans le cadre de mesures visant à stimuler la croissance des revenus de la grande majorité d'entre eux, compte dûment tenu du rôle des organisations de travailleurs et des organisations d'employeurs, selon qu'il conviendra, ainsi que de la situation spécifique de chaque pays ;

11. *Souligne* qu'il faut remédier aux difficultés que rencontrent les personnes qui occupent des emplois informels et vulnérables, en investissant dans la création de davantage de possibilités de travail décent, y compris en donnant accès à des emplois décents dans le secteur structuré ;

12. *Engage* les États Membres à appliquer des politiques en faveur de l'autonomisation économique des femmes qui prônent la participation pleine et productive des femmes au marché du travail, y compris des femmes en situation de handicap ou de pauvreté ou chefs de famille, qui favorisent l'égalité salariale à travail égal, le partage des responsabilités entre les parents, la mise en place de structures d'accueil pour les enfants, la conciliation de la vie familiale avec la vie professionnelle, en particulier dans le cadre de la prise en charge des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, et qui encouragent leur participation effective à l'économie et à la prise de décisions à tous les niveaux et dans tous les domaines ;

13. *Souligne* qu'il importe d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à promouvoir l'entrepreneuriat, en particulier pour les femmes et les jeunes, et insiste sur le fait que l'entrepreneuriat, notamment l'entrepreneuriat social, et les microentreprises et les petites et moyennes entreprises jouent, dans le développement social et économique, un rôle plus crucial que jamais pour ce qui est des efforts de relèvement après la pandémie de COVID-19 et au-delà ;

14. *Encourage* les États Membres à respecter, promouvoir et réaliser le droit au travail et à prévenir et éliminer la violence, les abus et le harcèlement sexuel, en tenant pour entendu que la violence et le harcèlement constituent une menace pour l'égalité des chances, sont inacceptables et incompatibles avec un travail décent et peuvent empêcher les femmes d'accéder au marché du travail, d'y rester et d'y progresser ;

15. *Constate* que l'aggravation de la pauvreté durant la pandémie a occasionné une recrudescence du travail des enfants et exhorte les États Membres à prendre immédiatement des mesures efficaces visant à interdire et à éliminer toutes les formes de travail des enfants, en 2025 au plus tard ;

16. *Considère* que les systèmes nationaux de protection sociale adaptés aux besoins de toutes et tous s'attaquent aux causes multiples, souvent interdépendantes et complexes, de la pauvreté et des inégalités en allégeant le poids de certaines dépenses pendant les périodes de chômage, en contribuant aux objectifs liés à la santé, à l'égalité des genres et au travail décent, et en facilitant l'inclusion des personnes en situation de handicap ;

17. *Considère également* que les systèmes nationaux de protection sociale adaptés peuvent apporter une contribution essentielle à la réalisation des droits humains pour toutes et tous, en particulier pour les personnes prises au piège de la pauvreté et de la faim, et que la promotion de l'accès universel aux services sociaux et la mise en place de socles de protection sociale adaptés au contexte national peuvent contribuer à la réduction des inégalités et de la pauvreté, permettre de lutter contre l'exclusion sociale et promouvoir une croissance économique partagée, et prend note à ce propos de la Recommandation de 2012 de l'Organisation internationale du Travail concernant les socles de protection sociale (n° 202) ;

18. *Engage* les États Membres, lorsqu'ils élaborent, mettent en œuvre, suivent et évaluent des programmes de protection sociale, à veiller tout au long de ce processus à y intégrer la question de l'égalité des genres ;

19. *Considère* que les familles peuvent jouer un grand rôle dans la lutte contre l'exclusion sociale et souligne qu'il importe d'investir dans des politiques et des programmes axés sur la famille qui soient adaptés et ouverts à toutes et à tous, dans des domaines tels que l'éducation, la formation, le travail décent, la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale, les services de santé, les services sociaux, les relations intergénérationnelles et la solidarité, et les transferts en espèces destinés aux familles vulnérables, pour réduire les inégalités et promouvoir le bien-être de toutes et de tous à tout âge, contribuer à offrir de meilleures perspectives aux enfants et aux autres membres de la famille en situation de vulnérabilité, et aider à rompre la transmission de la pauvreté de génération en génération ;

20. *Salue* le rôle crucial que jouent les systèmes de protection sociale durables dans la riposte à la pandémie de COVID-19, et encourage les États Membres à veiller à ce que le relèvement après la pandémie de COVID-19 offre aux pays concernés la possibilité d'appliquer des politiques en vue de combler les disparités importantes en matière de protection sociale en progressant vers l'édification de systèmes de protection sociale universels, adéquats, complets et durables, grâce à l'introduction, dans le respect de leur droit interne, d'un revenu minimum, d'allocations familiales, d'allocations de maternité, de prestations de maladie, de pensions d'invalidité, d'allocations de chômage et de pensions de vieillesse, et à veiller à ce que ces systèmes recensent et corrigent les disparités en matière de protection sociale, en particulier pour celles et ceux qui sont dans des situations de vulnérabilité, notamment les travailleurs du secteur informel, les migrants et les soignants non rémunérés ;

21. *Engage* les États Membres à mettre en place des systèmes de protection sociale universels favorables à la famille et tenant compte des questions liées à l'âge, au handicap et au genre, comprenant, selon qu'il convient, des transferts en espèces destinés aux personnes et aux familles en situation de vulnérabilité, comme les familles monoparentales, en particulier celles dirigées par des femmes, systèmes qui sont d'autant plus efficaces pour faire reculer la pauvreté qu'ils s'accompagnent d'autres mesures consistant, par exemple, à donner accès aux services de base, à un enseignement de qualité et aux services de santé ;

22. *Souligne* qu'il est indispensable de mieux coordonner les politiques et mesures de protection sociale avec les programmes de réduction de la pauvreté et d'autres politiques sociales pour éviter que les personnes occupant des emplois informels ou précaires n'en soient exclues, et estime qu'il faut promouvoir des transitions vers l'économie formelle, l'extension et la mise à niveau des programmes d'assistance sociale existants en augmentant le niveau des prestations et en en faisant bénéficier les travailleurs du secteur informel, y compris les travailleurs saisonniers et occasionnels dans les zones rurales ;

23. *Encourage* les États Membres à élaborer des plans de relèvement liés au développement social qui s'inscrivent dans une perspective à long terme, qui soient inclusifs et axés sur la prévention et qui tiennent compte des risques, l'objectif étant d'améliorer les capacités et le bien-être des populations, en investissant dans les services sociaux et dans des infrastructures de qualité, fiables, durables et résilientes, notamment les infrastructures scolaires de base et les services de soins de santé, l'eau potable et l'assainissement, des logements abordables, la garantie d'un emploi décent, une bonne couverture sociale et un accès fiable, à un coût abordable, aux technologies numériques et à Internet ;

24. *Se déclare profondément préoccupé* par la disparité des taux de vaccination, notamment entre les pays développés et les pays en développement, en particulier les pays d'Afrique, et note avec une vive préoccupation que la pandémie de COVID-19 a de graves répercussions sur la santé, la sécurité et le bien-être, qu'elle entraîne de grands bouleversements pour les sociétés et les économies, qu'elle a des conséquences désastreuses pour la vie et les moyens d'existence des populations et que ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qui sont les plus touchés, réaffirme son ambition, à savoir qu'il faut redresser la barre pour atteindre les objectifs de développement durable en adoptant des stratégies de relèvement durables et inclusives qui permettent d'avancer plus rapidement dans la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de réduire le risque de nouveaux chocs, crises et pandémies et de renforcer la résilience, notamment en améliorant les systèmes de santé et en mettant en place une couverture sanitaire universelle, et considère que l'accès équitable, rapide et universel à des vaccins et des traitements contre la COVID-19 et à des tests de diagnostic sûrs, de qualité, efficaces et d'un coût abordable est un élément essentiel d'une riposte mondiale fondée sur l'unité, la solidarité, le renouvellement de la coopération multilatérale et l'application du principe consistant à ne laisser personne de côté ;

25. *Engage* les États Membres à veiller à ce que les personnes en situation de vulnérabilité, y compris celles qui vivent dans la pauvreté, soient véritablement associées à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des plans de relèvement après la COVID-19 en renforçant leurs moyens d'action ;

26. *Demande instamment* aux États Membres de s'attaquer aux causes multiples de la pauvreté, de la faim et des inégalités, en créant des emplois décents ; en renforçant la résilience ; en améliorant la cohérence entre la protection sociale, la sécurité alimentaire et les politiques de nutrition ; en fournissant des transferts en espèces ciblés ; en promouvant l'éducation et l'inclusion dans les domaines financier et numérique ; en garantissant l'égalité des chances et l'accès à une alimentation saine issue de systèmes alimentaires durables, à un enseignement de qualité et à la formation tout au long de la vie ; en luttant contre toutes les formes de discrimination ; en autonomisant toutes les populations et en favorisant l'inclusion sociale et la participation des personnes qui sont victimes de formes multiples

et croisées de discrimination ; en privilégiant les investissements dans l'éducation, la nutrition et les soins de la petite enfance afin de faire disparaître la pauvreté intergénérationnelle ;

27. *Insiste* sur le fait que la production agricole durable, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition sont des éléments indispensables pour éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, et appelle à renforcer les capacités de production agricole durable, la productivité et la sécurité alimentaire des pays en développement ;

28. *Note* qu'il faut approfondir un certain nombre de concepts, tel que celui de « souveraineté alimentaire », ainsi que leurs rapports avec la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation, tout en gardant à l'esprit la nécessité d'éviter tout effet négatif sur l'exercice du droit à l'alimentation pour tous et en tout temps ;

29. *Encourage* les États Membres à renforcer les systèmes alimentaires, notamment grâce à une stratégie intégrée en la matière, pour que ces systèmes soient plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables, en assurant des régimes alimentaires sains de nature à éliminer la faim et à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, en investissant dans la science, la technologie et l'innovation, notamment l'innovation numérique, pour accroître la productivité, la résilience et la durabilité de l'agriculture et pour réduire les risques de catastrophe, et en favorisant une plus grande cohérence et une meilleure coordination des politiques entre les divers organismes et institutions publics en charge de la protection sociale, de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition ;

30. *Réaffirme* que les changements climatiques constituent l'un des plus grands défis de notre temps, demeure vivement préoccupé par le fait que tous les pays, en particulier les pays en développement, sont exposés aux effets néfastes des changements climatiques et en subissent déjà de plus en plus les conséquences, notamment les sécheresses persistantes et les phénomènes météorologiques extrêmes, la perte de biodiversité, la dégradation des terres, la désertification, l'élévation du niveau de la mer, l'érosion du littoral, l'acidification des océans et le recul des glaciers, qui continuent de menacer la sécurité alimentaire, la disponibilité en eau et les moyens d'existence, est conscient des risques sanitaires importants posés par les changements climatiques et souligne qu'il importe de s'intéresser aux conséquences économiques, sociales et environnementales des changements climatiques, et insiste sur la nécessité d'agir à tous les niveaux, y compris en déployant des efforts d'atténuation et d'adaptation, afin de renforcer la résilience nécessaire pour contribuer à éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions et à éliminer la faim ;

31. *Apprécie* les efforts faits à tous les niveaux pour mettre en place des mesures et programmes de protection sociale, y compris des filets de sécurité sociale et autres programmes nationaux assurant la protection des personnes démunies et vulnérables, notamment des programmes « vivres contre travail » et « travail contre rémunération » et des programmes de transfert en espèces, de coupons, de repas scolaires et de nutrition maternelle et infantile, ainsi que pour renforcer ceux qui existent et, à cet égard, souligne la nécessité d'augmenter les investissements, d'accroître les capacités et d'améliorer l'approche systémique du développement ;

32. *Souligne* qu'il est important de donner aux personnes les moyens de se prendre en charge et de créer, grâce à une meilleure information et à une meilleure éducation en matière de santé et de nutrition, un environnement propice à la prise de décisions éclairées concernant les produits alimentaires qui favorisent des pratiques alimentaires saines ;

33. *Encourage* les États Membres à remédier aux effets de la COVID-19 en cherchant une solution aux problèmes structurels persistants rencontrés par les populations rurales et à mettre en place des systèmes de protection sociale adaptés aux populations rurales, à tenir compte des dimensions multiples de l'insécurité alimentaire dans les zones rurales, à investir dans le développement agricole durable et à perfectionner les politiques multisectorielles et les plans d'action nationaux visant à renforcer la résilience et l'adaptabilité des petits producteurs et des exploitants familiaux ;

34. *Demande instamment* aux États Membres de réaliser l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et toutes les filles en garantissant l'égalité des chances et une protection sociale pour toutes et tous, en particulier pour celles et ceux qui sont en situation de vulnérabilité, notamment en prenant en compte les questions de genre dans les programmes de sécurité alimentaire, essentiellement en faveur des femmes et des filles qui sont victimes de formes de discrimination multiples et croisées et de violence, sachant que l'avancement des femmes et des filles dans des situations et des conditions diverses contribuera pour beaucoup à la réalisation de l'ensemble des objectifs et cibles fixés dans le Programme 2030 ;

35. *Demande* aux États Membres de prendre des mesures pour reconnaître, réduire et redistribuer la part disproportionnée de soins et de travail domestique non rémunérés assumée par les femmes et les filles et pour mettre fin à la féminisation de la pauvreté, qui est exacerbée par la pandémie de COVID-19, notamment des mesures d'élimination de la pauvreté, des politiques du travail, des services publics et des programmes de protection sociale tenant compte des questions de genre ;

36. *Engage* les États Membres à faciliter l'acquisition de connaissances dans les domaines financier et numérique et à promouvoir l'inclusion des femmes et leur accès égal aux services financiers formels, y compris l'accès aux services de crédit, de prêts, d'épargne, d'assurance et de transfert de fonds en temps opportun et à un prix abordable ; à prendre en compte les questions de genre dans les politiques et les réglementations propres au secteur financier, conformément aux priorités et à la législation nationales, à encourager les institutions financières, telles que les banques commerciales, les banques de développement, les banques agricoles, les institutions de microfinance, les opérateurs de réseaux de téléphonie mobile, les réseaux d'agents, les coopératives, les banques postales et les caisses d'épargne, à permettre aux femmes d'accéder aux produits, services et informations financiers et à encourager l'utilisation d'outils et de plateformes innovants, y compris les services de banque en ligne et de banque mobile ;

37. *Demande* aux États Membres de prévenir les effets néfastes de la pandémie de COVID-19 sur les enfants en en atténuant les conséquences socioéconomiques dévastatrices, notamment en assurant la continuité des services et des politiques centrés sur l'enfant sur la base de l'égalité et la facilité d'accès, la défense du droit de l'enfant à l'éducation sur la base de l'égalité des chances et de la non-discrimination, et une éducation inclusive, équitable et accessible par l'adoption de mesures appropriées, afin d'aider les familles à faire en sorte que les enfants puissent reprendre le chemin de l'école, en particulier les filles et les enfants en situation de vulnérabilité, lorsque cela ne présente pas de danger, et rattraper les enseignements manqués, et, pendant le confinement, d'aider les établissements scolaires, les enseignants et les familles à assurer une source fiable de repas quotidiens et à disposer de solutions d'enseignement à distance accessibles et inclusives pour réduire les fractures numériques, tout en protégeant les enfants contre la violence, les mauvais traitements et l'exploitation en ligne et hors ligne et en respectant le droit de l'enfant d'être protégé contre toute forme d'immixtion arbitraire ou illégale dans sa vie privée et familiale ;

38. *Demande* à tous les États Membres et, s'il y a lieu, aux organisations internationales compétentes, de mener des politiques et programmes visant à réduire et à éliminer la mortalité et la morbidité évitables, car dues à la malnutrition, des enfants de moins de 5 ans, et engage à cet égard vivement les États Membres à diffuser le guide technique élaboré par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé[40], et à l'utiliser, selon qu'il conviendra, pour la conception, la mise en œuvre, l'évaluation et le suivi des lois, politiques, programmes, budgets et mécanismes de recours et de réparation, dans le but d'éliminer la mortalité et la morbidité évitables des enfants de moins de 5 ans ;

39. *Considère* que des ressources intérieures mobilisées selon le principe de l'appropriation nationale et complétées au besoin par l'aide internationale seront essentielles à la réalisation du développement durable et des objectifs y relatifs ;

40. *Réaffirme* le Programme d'action d'Addis-Abeba, et constate que des dispositions doivent être prises pour accroître sensiblement les investissements afin de remédier au manque de ressources, notamment en mobilisant des moyens financiers auprès de toutes les sources, publiques et privées, nationales et internationales, et en les allouant ;

41. *Réaffirme* que la coopération internationale joue un rôle essentiel pour ce qui est d'aider les pays en développement, notamment les pays pauvres très endettés, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement et les pays à revenu intermédiaire, à renforcer leurs capacités sur le plan des ressources humaines, institutionnelles et technologiques ;

42. *Encourage* les pays développés à honorer les engagements qu'ils ont pris en matière d'aide publique au développement, notamment celui pris par nombre d'entre eux de consacrer 0,7 pour cent de leur revenu national brut à l'aide aux pays en développement et 0,15 à 0,20 pour cent à l'aide aux pays les moins avancés ;

---

[40] A/HCR/27/31 ; voir également la résolution 31/11 du Conseil des droits de l'homme (voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 53A* et rectificatif (A/71/53/Add.1 et A/71/53/Add.1/Corr.1), chap. II).

43. *Se félicite* des contributions que la coopération Sud-Sud apporte à la lutte contre la pauvreté et au développement durable, réaffirme que la coopération Sud-Sud constitue un élément important de la coopération internationale pour le développement en ce qu'elle complète la coopération Nord-Sud sans s'y substituer, et s'engage à renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire afin de mettre des acquis de l'expérience et des compétences pertinentes au service de la coopération pour le développement ;

44. *Souligne* que l'aide publique au développement joue un rôle essentiel en ce qu'elle complète, mobilise et alimente le financement des initiatives de développement des pays concernés et facilite la réalisation des objectifs de développement, notamment ceux arrêtés au niveau international, dont les objectifs de développement durable, et se félicite des mesures visant à accroître l'efficacité et la qualité de l'aide dans le respect des principes fondamentaux de l'appropriation nationale, de l'alignement, de l'harmonisation, de la gestion axée sur les résultats et de la responsabilité mutuelle ;

45. *Engage* la communauté internationale à intensifier la coopération pour le développement, notamment par la coopération Sud-Sud et Nord-Sud et la coopération triangulaire, ainsi que les partenariats multipartites, afin d'aider les pays, en particulier les pays en développement, à leur demande, à renforcer leurs capacités nationales en matière de science, de technologie et d'innovation au service du développement social, et de soutenir les réseaux de recherche dont la portée dépasse les frontières, les institutions et les disciplines ;

46. *Prie* la communauté internationale de renforcer la coopération multilatérale, en mobilisant des ressources en faveur d'un relèvement inclusif et en recourant aux droits de tirage spéciaux et à la possibilité de les allouer volontairement aux pays qui en ont le plus besoin, et est conscient du rôle que jouent l'Organisation des Nations Unies et les institutions financières internationales dans le cadre de leur mandat et les encourage à continuer d'appuyer l'action menée à l'échelle mondiale pour atteindre une croissance soutenue et partagée, parvenir au développement durable et assurer la soutenabilité de la dette extérieure des pays en développement ;

47. *Invite* toutes les parties intéressées, notamment les organismes des Nations Unies et les organisations de la société civile, à continuer de promouvoir l'échange d'informations et des bonnes pratiques concernant les programmes, politiques et mesures qui permettent de réduire efficacement l'inégalité dans toutes ses dimensions ;

48. *Invite* le système des Nations Unies à continuer d'accompagner les États Membres, à leur demande, dans leur quête d'un relèvement inclusif et résilient après la pandémie de COVID-19 visant à garantir à chaque personne des moyens de subsistance durables, le bien-être et la dignité, et à faciliter la coopération internationale pour éliminer la faim et éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, dans le but de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 au nom de l'avenir commun des générations actuelles et futures.

20e séance plénière
8 juin 2022

2022/8. Rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa vingt-quatrième session

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions 59/209 et 67/221 de l'Assemblée générale, en date des 20 décembre 2004 et 21 décembre 2012, sur une stratégie de transition sans heurt pour les pays retirés de la liste des pays les moins avancés,

Rappelant également la résolution 76/258 de l'Assemblée générale, en date du 1er avril 2022, par laquelle l'Assemblée a approuvé le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés,

Rappelant en outre la résolution 69/15 de l'Assemblée générale, en date du 14 novembre 2014, par laquelle l'Assemblée a fait sien le document final de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement intitulé « Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) », ainsi que la résolution 74/3 du 10 octobre 2019, par laquelle l'Assemblée a adopté la déclaration politique issue de la réunion de haut niveau chargée d'examiner les progrès accomplis pour répondre aux besoins prioritaires des petits États insulaires en développement grâce à la mise en œuvre des Orientations de Samoa,

Rappelant le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)[41], dans lequel il est reconnu que les pays les moins avancés méritent une attention particulière compte tenu de leur plus grande vulnérabilité et du fait que les risques auxquels ils sont exposés dépassent souvent de beaucoup leurs capacités d'intervention et de relèvement, et estimant qu'il importe de prendre en considération les risques de catastrophe et les effets des catastrophes dans le cadre du processus de reclassement des pays les moins avancés,

Rappelant également ses résolutions 1998/46 du 31 juillet 1998, 2007/34 du 27 juillet 2007, 2013/20 du 24 juillet 2013 et 2021/11 du 8 juin 2021,

Réaffirmant qu'il est convaincu qu'aucun pays admis au retrait de la catégorie des pays les moins avancés ne devrait voir son processus de développement interrompu ou inversé,

Ayant à l'esprit qu'il importe de maintenir la stabilité des critères et de l'application des procédures régissant l'inscription dans la catégorie des pays les moins avancés et le retrait de cette catégorie afin d'assurer la crédibilité du processus et, en conséquence, celle de la catégorie des pays les moins avancés, tout en tenant dûment compte des difficultés et vulnérabilités spécifiques et des besoins en matière de développement des pays susceptibles de sortir de la catégorie des pays les moins avancés ou dont la sortie en est envisagée,

Soulignant qu'il importe de faire face aux problèmes et besoins divers des pays en situation particulière, ainsi que des pays qui connaissent des difficultés particulières, y compris les pays récemment retirés de la liste des pays les moins avancés ou en passe de l'être,

Constatant avec une vive préoccupation que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a causé d'immenses souffrances et provoqué la crise économique et sociale la plus grave qu'ait connue l'humanité depuis des générations, et que les pays les moins avancés en pâtissent de manière disproportionnée,

1. *Prend note* du rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa vingt-quatrième session[42] ;

2. *Note* les travaux du Comité sur a) la contribution au thème annuel du Conseil économique et social pour 2022, « Reconstruire en mieux après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), tout en avançant sur la voie d'une mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 » ; b) l'examen par le Conseil de ses organes subsidiaires ; c) l'analyse des examens nationaux volontaires présentés en 2021 ; d) le suivi des pays en voie de reclassement ou déjà retirés de la liste des pays les moins avancés ; e) le mécanisme de suivi renforcé ; et f) d'autres questions relatives aux pays les moins avancés ;

3. *Prie* le Comité, à sa vingt-cinquième session, d'examiner le thème annuel de la session de 2023 du Conseil et de formuler des recommandations à ce sujet ;

4. *Prie également* le Comité de suivre les progrès accomplis dans leur processus de développement par les pays en voie de reclassement ou déjà retirés de la liste des pays les moins avancés, conformément au paragraphe 21 de la résolution 67/221 de l'Assemblée générale ;

5. *Se félicite* des travaux accomplis par le Comité sur le renforcement du mécanisme de suivi afin de rendre celui-ci plus réactif en cas de crise et de mieux relier le suivi à un soutien précis, invite les États Membres et les entités compétentes des Nations Unies à appuyer les efforts du Comité, et invite les pays récemment retirés de la catégorie des pays les moins avancés et qui en sont en passe de l'être à intégrer le suivi de la mise en œuvre des stratégies de transition sans heurt dans leurs cadres de suivi et d'évaluation et à établir des liens efficaces avec son mécanisme de suivi renforcé ;

6. *Demande* au Comité de poursuivre les nécessaires consultations avec les pays concernés, tout en procédant à l'examen triennal de la liste des pays les moins avancés et au suivi des pays en voie de reclassement ou déjà reclassés, et prie le Comité de continuer d'associer à ces consultations les pays les moins avancés dont le retrait de la liste a éventuellement été reporté ;

---

[41] Résolution 69/283 de l'Assemblée générale, annexe II.

[42] *Documents officiels du Conseil économique et social, 2022, Supplément n° 13* (E/2022/33).

7. *Convient* que les pays en voie de reclassement ou récemment reclassés ont à relever d'importants défis pour remédier aux conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19 et des catastrophes et qu'il importe de tenir compte, dans les stratégies de transition des pays en voie de reclassement, de la réduction des risques de catastrophe afin de favoriser une transition sans heurt et de pérenniser les progrès réalisés en matière de développement, et encourage les partenaires de développement et les partenaires commerciaux des pays en voie de reclassement ou récemment reclassés à aider ceux-ci à réduire les risques de catastrophe et à renforcer la résilience ;

8. *Souligne* qu'il est urgent de mettre au point des méthodes permettant de mesurer les progrès en matière de développement durable qui complètent ou vont au-delà du produit intérieur brut afin d'avoir une approche plus globale de la coopération internationale ;

9. *Se félicite* des recommandations contenues dans le rapport du Comité tendant à ce que la communauté internationale augmente le financement, toutes sources confondues, en faveur des pays les moins avancés, y compris les pays récemment sortis de la catégorie des pays les moins avancés, aux fins de la mise en œuvre du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés[43], en particulier pour le renforcement des systèmes de santé publique en prévision d'éventuelles pandémies futures, pour l'expansion des capacités de production, y compris des infrastructures de qualité, fiables, durables et résilientes, tout en assurant la soutenabilité de la dette extérieure, ainsi que pour le renforcement de la résilience aux changements climatiques, en tenant compte des difficultés des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement à accéder au financement de l'action climatique ;

10. *Prie* le système des Nations Unies pour le développement d'aider les pays en voie de reclassement à élaborer et appliquer des stratégies nationales de transition, et d'envisager d'apporter à chaque pays reclassé un appui adapté, pour une période déterminée et de manière prévisible ;

11. *Appelle* les États Membres et la communauté internationale dans son ensemble à épauler les efforts de mobilisation des ressources visant à rendre opérationnel le Mécanisme de soutien au reclassement durable (iGRAD), qui est une plateforme mondiale dirigée par les pays et fondée sur un partenariat, destiné à favoriser le développement des capacités des pays en voie de reclassement ou récemment reclassés ;

12. *Demande* aux organisations du système des Nations Unies et aux États Membres de diffuser des informations sur les mesures de soutien qu'ils accordent spécifiquement aux pays de la catégorie des pays les moins avancés, ainsi que des informations sur le soutien aux pays qui sortent de cette catégorie, par le biais du portail des pays les moins avancés – Mesures de soutien international aux pays les moins avancés[44] ;

13. *Prend note avec satisfaction* de la contribution du Comité aux divers éléments de son programme de travail, invite de nouveau le Comité à multiplier les échanges avec lui, engage le Président et, le cas échéant, les autres membres du Comité à poursuivre cette pratique, telle qu'elle est décrite dans sa résolution 2011/20 du 27 juillet 2011, dans la limite des ressources disponibles et selon les besoins, et demande au Comité de veiller à poursuivre les échanges de vues avec les États Membres sur les questions de fond, notamment dans le cadre d'un débat organisé à cet effet à sa vingt-cinquième session, en 2023, dans la limite des ressources disponibles.

20e séance plénière
8 juin 2022

2022/9. Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa vingt et unième session

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 2020/21 du 22 juillet 2020 et 2021/12 du 8 juin 2021 ainsi que ses autres résolutions relatives à l'administration publique et au développement, dans lesquelles il a affirmé que les services aux citoyens devraient être au centre de la transformation de l'administration publique et que les fondements du développement

[43] Résolution 76/258 de l'Assemblée générale, annexe.

[44] Disponible à l'adresse www.un.org/ldcportal ; les informations doivent être soumise à l'adresse suivante : ldcportal@un.org.

durable à tous les niveaux étaient notamment la gouvernance transparente, participative et responsable, et une administration publique professionnelle, intègre, réceptive et informatisée,

Réaffirmant la résolution 70/1 de l'Assemblée générale en date du 25 septembre 2015, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 »,

Réaffirmant également la résolution 69/313 de l'Assemblée générale en date du 27 juillet 2015 relative au Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement,

Réaffirmant en outre les dispositions du document final intitulé « Nouveau Programme pour les villes », adopté à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), tenue à Quito du 17 au 20 octobre 2016[45],

Rappelant la résolution 69/327 de l'Assemblée générale en date du 14 septembre 2015, dans laquelle l'Assemblée a réaffirmé que la liberté, les droits de l'homme, la souveraineté nationale, la bonne gouvernance, l'état de droit, la paix et la sécurité, la lutte contre la corruption sous toutes ses formes et à tous les niveaux et l'existence, aux échelons infranational, national et international, d'institutions démocratiques efficaces, comptables de leurs actes et inclusives jouaient un rôle essentiel dans la mise en place de services publics ouverts à tous et responsables pour le développement durable,

Se référant à la Convention des Nations Unies contre la corruption[46], entrée en vigueur le 14 décembre 2005,

Rappelant la résolution 76/189 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 2021, dans laquelle l'Assemblée a considéré qu'il fallait tirer parti des possibilités offertes par les technologies de l'information et des communications en tant que facteurs essentiels du développement durable et combler le fossé numérique, et souligné que, lors de l'application du Programme 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba, il fallait accorder l'attention voulue au renforcement des capacités afin que les technologies de l'information et des communications puissent être utilisées de façon productive,

Rappelant également la résolution 69/228 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 2014, intitulée « Promouvoir et favoriser l'efficience, le respect du principe de responsabilité, l'efficacité et la transparence dans les administrations publiques en renforçant les institutions supérieures de contrôle des finances publiques », dans laquelle l'Assemblée a insisté sur le rôle déterminant que des administrations publiques efficientes, respectueuses du principe de responsabilité, efficaces et transparentes avaient à jouer dans la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international,

Rappelant en outre la résolution 74/236 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 2019 sur la mise en valeur des ressources humaines,

Se référant à la résolution 74/270 de l'Assemblée générale en date du 2 avril 2020, dans laquelle l'Assemblée a constaté les conséquences sans précédent de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), notamment la perturbation grave des sociétés et des économies ainsi que des voyages et des échanges internationaux, et ses effets dévastateurs sur les moyens d'existence des populations, et réaffirmé son plein attachement à la décennie d'action et de réalisations en faveur des objectifs de développement durable,

Appréciant le rôle du Comité d'experts de l'administration publique pour ce qui est de lui prêter conseil sur les politiques et les programmes à adopter quant aux questions liées à la gouvernance et à l'administration publique, ainsi que la pertinence des travaux du Comité au regard de l'exécution et du suivi du Programme 2030,

1. *Prend note* du rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa vingt et unième session[47], et le remercie du travail accompli au regard de son propre thème de 2022 et de celui du forum politique de haut niveau pour le développement durable de la même année, à savoir « Transformer les institutions et la gouvernance afin de construire en mieux pour l'avenir dans la perspective de 2030 » ;

---

[45] Résolution 71/256 de l'Assemblée générale, annexe.

[46] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2349, n° 42146.

[47] *Documents officiels du Conseil économique et social, 2022, Supplément n° 24* (E/2022/44).

2. *Invite* le Comité à continuer de placer le Programme de développement durable à l'horizon 2030[48] au cœur de ses travaux et de lui prêter avis quant aux moyens par lesquels les administrations publiques peuvent appuyer la réalisation des objectifs de développement durable et l'examen des progrès accomplis à cet égard ;

3. *Se félicite* de la contribution du Comité au forum politique de haut niveau, et réaffirme que la volonté de veiller à ce qu'aucune personne ne soit laissée de côté devrait être un principe fondamental de l'administration publique ;

Transformer les institutions et la gouvernance afin de construire en mieux pour l'avenir dans la perspective de 2030

4. *A conscience* qu'il est utile d'associer l'ensemble des pouvoirs publics et de la société aux efforts qui sont faits pour réaliser le développement durable sans laisser personne de côté, et encourage les gouvernements à collaborer dans l'intérêt de tous les pays pour renforcer les institutions publiques, améliorer leurs infrastructures sociales, physiques et technologiques et rendre leurs économies plus résilientes et plus souples, afin qu'ils puissent se protéger contre les effets de la pandémie de COVID-19 et être mieux préparés à gérer les éventuels futurs chocs économiques, sociaux et environnementaux ;

5. *A conscience également* que pour parvenir au développement durable et renforcer la résilience, les responsables des politiques publiques devront se placer dans une perspective de long terme et mettre en place des institutions à tous les niveaux, en faisant preuve d'efficacité dans la promotion du développement durable ainsi que d'un engagement sans faille envers la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusives ;

6. *A conscience en outre* que reconstruire en mieux après la pandémie tout en avançant sur la voie d'une mise en œuvre intégrale du Programme 2030 exige, entre autres, une volonté politique, l'évolution des mentalités, des initiatives porteuses de transformation, une gestion saine des ressources publiques, le respect de la vie privée, la protection des données personnelles et la préservation de la dignité humaine ;

7. *Constate avec préoccupation* que la fragmentation des responsabilités en ce qui concerne la lutte contre les changements climatiques et la gestion, la protection et la restauration durables des ressources naturelles peut constituer un obstacle institutionnel majeur à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 13, 14 et 15, et encourage les gouvernements à remédier à ce problème en accordant la priorité à l'établissement et au renforcement de mécanismes visant à améliorer la cohérence des politiques, notamment en favorisant la gestion des écosystèmes et le développement territorial tant à l'intérieur des frontières administratives qu'au-delà ;

8. *Constate également avec préoccupation* que dans de nombreux pays, l'environnement n'est pas apprécié à sa juste valeur, et demande instamment aux gouvernements d'étoffer les capacités du secteur public en matière de comptabilisation du capital naturel à l'aide du Système de comptabilité environnementale et économique, et de renforcer la responsabilité des institutions publiques en matière de protection de l'environnement, en intégrant, dans le cadre des évaluations régulières de leurs performances, une évaluation de l'état des ressources naturelles sous leur juridiction ;

9. *Réaffirme* la nécessité d'améliorer régulièrement et concrètement les capacités nationales et infranationales en matière de gouvernance pour qu'il soit possible de réaliser le Programme 2030 et les autres accords internationaux, et encourage les gouvernements à tous les niveaux à appliquer les principes de gouvernance efficace au service du développement durable[49], approuvés dans sa résolution 2018/12 du 2 juillet 2018, à toutes les institutions publiques en vue de la réalisation de tous les objectifs de développement durable, compte tenu des structures de gouvernance, des réalités, des capacités et du niveau de développement aux niveaux national et infranational et dans le respect des priorités et politiques de chaque pays ;

10. *Encourage* le Comité à continuer de recenser et d'examiner les enseignements tirés de l'expérience et les directives techniques connexes nécessaires à l'application des principes aux niveaux national et infranational, y compris du point de vue sectoriel, et d'associer encore davantage les organismes des Nations Unies, les organisations

---

[48] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

[49] *Documents officiels du Conseil économique et social, 2018, Supplément n^{o} 24* (E/2018/44), chap. III, sect. B, par. 31.

régionales et les milieux professionnels et universitaires concernés à cet égard, d'une manière inclusive, ainsi que toutes les parties intéressées ;

11. *Encourage* les gouvernements, compte tenu en particulier de contraintes budgétaires toujours plus fortes, à accélérer les mesures visant à accroître la transparence et le contrôle de la budgétisation, ainsi que la participation égale à celle-ci, à établir des cadres transparents pour la passation des marchés publics, qui servent d'outil stratégique pour renforcer le développement durable et lutter contre la corruption, et à inscrire les engagements en faveur des objectifs de développement durable dans les processus budgétaires et financiers aux niveaux national et infranational en adoptant des pratiques qui permettent de contrôler l'utilisation des ressources financières publiques à l'appui des objectifs et d'en rendre compte, telles que le relevé et le suivi des contributions budgétaires à chaque objectif ;

12. *Constate* que la mise en place d'institutions résilientes nécessite des méthodes de travail plus créatives, plus souples et mieux intégrées, qui soient axées sur les besoins des personnes, ainsi qu'un ensemble adéquat de compétences, de moyens et de ressources, et encourage les gouvernements à promouvoir davantage la professionnalisation des fonctionnaires, à investir dans les compétences numériques, à actualiser les référentiels des compétences nécessaires à la mise en œuvre du Programme 2030, à lutter contre les inégalités au sein du personnel du secteur public et à prendre des mesures pour réduire les inégalités sociales découlant de la façon dont les services publics sont conçus et fournis ;

13. *Se félicite* des travaux que le Comité continue de mener aux fins de la mise en place d'institutions solides au service du développement durable dans les pays fragiles ou touchés par un conflit, constate que la consolidation et la pérennisation de la paix dépendent d'un engagement à long terme pour ce qui est de mettre en place des institutions associant toutes les parties prenantes et conformes aux normes locales et aux réalités politiques, attend avec intérêt que le Comité s'attache davantage à promouvoir une gouvernance efficace au service du développement durable dans de telles situations et se félicite d'avance de sa contribution aux travaux de la Commission de consolidation de la paix ;

14. *Souligne que* la pandémie de COVID-19 a accéléré la transition numérique tout en révélant les faiblesses technologiques des administrations publiques, réaffirme que la crise sanitaire a eu pour effet d'exacerber les inégalités causées par les fractures numériques, et encourage les gouvernements à gérer la transformation numérique des services publics d'une manière inclusive, équitable, éthique et axée sur les personnes, tout en redoublant d'efforts pour réduire les fractures numériques, notamment en adoptant des modèles hybrides de prestation de services publics ;

15. *Invite* les organismes de contrôle à recourir davantage aux données ouvertes et à l'intelligence artificielle pour détecter et décourager la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes ;

16. *Demande* que davantage d'efforts soient faits pour favoriser les échanges et l'apprentissage entre pairs aux niveaux national et international concernant la réalisation des objectifs de développement durable, notamment au moyen d'activités de coopération avec les réseaux internationaux existants ;

17. *Prend note* des demandes croissantes d'assistance concernant l'application des principes de gouvernance efficace au service du développement durable et de la nécessité pour le Comité de renforcer son secrétariat afin qu'il puisse y répondre efficacement ;

Suivi

18. *Prie* le Comité, à sa vingt-deuxième session, qui doit se tenir du 27 au 31 mars 2023, d'examiner le thème de sa session de 2023 et celui du forum politique de haut niveau de la même année et de formuler des recommandations à ce sujet, ainsi que de contribuer à l'examen de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 16, en accordant une attention particulière au caractère multisectoriel de l'ensemble des objectifs ;

19. *Invite* le Comité à continuer de fournir des conseils sur les méthodes et pratiques relatives aux institutions, aux politiques et aux dispositifs mis en place pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable, en gardant à l'esprit que les circonstances et situations varient grandement d'un pays à l'autre, ainsi que des conseils sur les moyens de rendre les institutions efficaces, responsables et inclusives ;

20. *Prie* le Secrétaire général de prendre en compte toutes les dispositions de la présente résolution dans l'activité de l'Organisation, notamment en remédiant aux lacunes en matière de recherche et d'analyse et en répondant aux besoins de renforcement des capacités des États Membres pour mettre en place des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux en vue de la réalisation des objectifs de développement durable ;

21. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à promouvoir et à encourager, dans les services publics, l'innovation et l'excellence en faveur du développement durable en décernant les Prix des Nations Unies pour le service public ;

22. *Prie en outre* le Secrétaire général de lui faire rapport sur la mise en œuvre et le suivi de la présente résolution selon les modalités de travail habituelles du Comité.

20e séance plénière
8 juin 2022

2022/10. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies

Le Conseil économique et social,

Réaffirmant la résolution 46/182 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1991, et les principes directeurs énoncés dans son annexe, et rappelant les autres résolutions de l'Assemblée ainsi que ses propres résolutions et conclusions concertées sur la question,

Réaffirmant également les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance applicables à l'action humanitaire et le fait que tous ceux qui participent à cette action dans des situations d'urgence complexes et des crises prolongées et en cas de catastrophe naturelle doivent les défendre et les respecter pleinement,

Rappelant sa décision 2022/322 du 28 avril 2022, dans laquelle il a décidé que le thème du débat consacré aux affaires humanitaires de sa session de 2022 serait « Renforcer l'aide humanitaire : bonnes pratiques et mobilisation de l'action au regard de l'application du droit international humanitaire et du relèvement après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et en réponse à la crise climatique » et qu'il tiendrait trois tables rondes dans le cadre de ce débat,

Exprimant sa profonde préoccupation devant les défis croissants liés au nombre sans précédent de personnes touchées par des catastrophes et d'autres situations d'urgence humanitaire, en particulier dans les pays en développement, lesquels s'ajoutent aux problèmes du sous-développement, de la pauvreté et de l'inégalité et accentuent la vulnérabilité des populations tout en amenuisant leur capacité de surmonter les situations d'urgence humanitaire, et soulignant qu'il faut acheminer de manière durable, efficiente et efficace les ressources nécessaires à la réduction des risques de catastrophe, à la préparation à ces phénomènes et à l'assistance humanitaire, notamment dans les pays en développement, et qu'il faut que les acteurs du développement et de l'aide humanitaire coopèrent davantage pour renforcer la résilience des populations, notamment en milieu urbain, par la prévention, la préparation et l'intervention,

Exprimant les plus vives inquiétudes quant à l'impact humanitaire de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et aux risques qui pèsent à court et à long terme, notamment sur les besoins déjà importants existant sur le plan humanitaire et en matière de développement et sur les souffrances des personnes et des populations touchées, considérant les effets disproportionnés que la pandémie a sur les femmes, les enfants et les personnes en situation de vulnérabilité, et profondément préoccupé par l'augmentation des besoins en matière d'aide humanitaire et de protection, notamment en raison de l'augmentation de la violence, y compris la violence sexuelle et fondée sur le genre et la violence contre les enfants, et par les effets importants sur l'éducation, en particulier celle des filles, ainsi que par les niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition, les risques croissants de famine, la perte des moyens de subsistance, et toutes les retombées négatives sur la santé, y compris la santé mentale, qui sont également exacerbées par l'affaiblissement des systèmes de santé, ainsi que par les conséquences de la pandémie et les risques liés aux déplacements ; considérant les risques et conséquences qui viennent s'ajouter en raison des conflits armés, de la pauvreté, des catastrophes naturelles, de la violence, des effets néfastes des changements climatiques et d'autres défis environnementaux ; et considérant en outre les mesures déjà prises et celles qui sont proposées par le Secrétaire général concernant l'action à mener face à l'impact de la pandémie,

Soulignant que la pandémie de COVID-19 exige une action mondiale efficace fondée sur l'unité, la solidarité et une coopération multilatérale renouvelée, soulignant l'importance de l'assistance humanitaire en tant qu'élément essentiel de cette action et, à cet égard, reconnaissant les efforts déployés par les États Membres, notamment en ce qui concerne la fourniture d'une assistance humanitaire, pour faire face à la pandémie de COVID-19, et exprimant sa

gratitude pour les efforts déployés et le soutien manifesté par le système des Nations Unies, le Comité permanent interorganisations, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les organisations non gouvernementales, les organisations confessionnelles, les organisations dirigées par des femmes, les acteurs humanitaires locaux, les volontaires et les autres organisations de santé et organisations humanitaires, ainsi que pour le travail essentiel que font les membres du personnel médical et du personnel humanitaire qui œuvrent en première ligne dans le cadre de la réponse humanitaire face à la pandémie, et soulignant qu'il importe de prendre les mesures nécessaires pour assurer leur protection, et exprimant sa reconnaissance pour les efforts déployés par les travailleurs de première ligne et les travailleurs essentiels dans le monde entier, et reconnaissant également l'action globale face à la pandémie de COVID-19, y compris le renforcement de la coopération, de la cohérence, de la coordination et de la complémentarité entre les acteurs de l'aide humanitaire et ceux du développement, dans le plein respect de leurs mandats, et soulignant à cet égard l'importance de la collaboration dans le but de réduire les besoins, la vulnérabilité et les risques sur plusieurs années et de renforcer la résilience, sur la base d'une compréhension commune du contexte et des atouts opérationnels des différents acteurs,

Se déclarant gravement préoccupé par le nombre sans précédent de personnes touchées par des situations d'urgence humanitaire, notamment par les déplacements de population, souvent prolongés, qui résultent de ces situations, dont le nombre, l'ampleur et la gravité s'accroissent et qui pèsent sur les moyens d'intervention des organismes humanitaires, conscient qu'il faut partager cette charge et notant avec satisfaction l'action menée aux niveaux national et international pour aider les pays à se doter de moyens accrus pour surmonter les obstacles complexes auxquels ils se heurtent à cet égard,

Notant que la communauté internationale doit prendre davantage conscience de l'ampleur mondiale du problème des déplacés, notamment du fait qu'ils sont des millions à se trouver dans des situations de déplacement prolongé, ainsi que de l'urgente nécessité de leur fournir une aide humanitaire et une protection suffisantes, de soutenir les localités d'accueil, de s'attaquer très tôt aux causes profondes des déplacements, de trouver des solutions durables dans le pays et d'écarter les obstacles qui pourraient s'y opposer, sachant qu'il incombe au premier chef aux autorités nationales d'assurer la protection des personnes déplacées relevant de leur juridiction, de leur apporter une assistance humanitaire et de trouver des solutions durables à leur situation, en gardant à l'esprit leurs besoins particuliers, et sachant que ces solutions durables comprennent le retour librement consenti, en toute sécurité et dans la dignité, ainsi que l'intégration des déplacés, de leur plein gré, dans les régions où ils se trouvent ou leur installation librement consentie dans une autre partie du pays, sans préjudice du droit des personnes déplacées de quitter leur pays ou de demander asile,

Conscient que les pays d'accueil, notamment ceux en développement, et les populations locales peuvent contribuer de façon décisive à la satisfaction des besoins des populations se trouvant en situation d'urgence humanitaire, et réaffirmant que la communauté internationale doit fournir un appui rapide et coordonné aux pays d'accueil comme aux pays touchés afin de renforcer leurs capacités de développement, leur résilience et, s'il y a lieu, leurs capacités aux échelons national et local pour ce qui est de satisfaire les besoins humanitaires des populations touchées conformément aux principes humanitaires,

Soulignant qu'il importe que les États Membres, le système des Nations Unies et les autres acteurs concernés continuent d'améliorer l'efficacité de l'action humanitaire axée sur les besoins, notamment en renforçant les capacités d'intervention humanitaire, en améliorant la coordination de l'action humanitaire, les évaluations conjointes des besoins et les analyses, selon qu'il conviendra, ainsi que les plans d'intervention humanitaire axés sur les besoins, en trouvant des méthodes novatrices applicables à la préparation et aux interventions humanitaires ainsi qu'au relèvement et en les y intégrant, en accroissant la transparence, en réduisant les doubles emplois et les coûts de gestion, en resserrant les partenariats avec les services de secours locaux et nationaux, selon que de besoin, en augmentant les financements souples, prévisibles et suffisants et en renforçant l'application du principe de responsabilité par toutes les parties prenantes,

Considérant que les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, restent extrêmement exposés aux effets néfastes des changements climatiques, à l'augmentation de l'intensité et de la fréquence des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes ainsi qu'aux effets d'El Niño et de La Niña, à la dégradation de l'environnement et aux pertes humaines et économiques résultant des risques naturels, constatant que l'intensité et la fréquence des catastrophes ont augmenté et que celles-ci peuvent dans certains cas forcer au déplacement, constatant également qu'il faut mieux comprendre la nature multidimensionnelle des catastrophes et les effets néfastes des changements climatiques afin de gérer efficacement les risques de catastrophe, et que la coopération internationale est nécessaire, selon qu'il conviendra, pour accroître et

renforcer la résilience des pays en développement, notamment grâce à l'échange d'informations, de données d'expérience et de meilleures pratiques entre les pays, et prenant acte du sommet sur l'action pour le climat convoqué par le Secrétaire général à New York, en 2019,

Affirmant qu'il est nécessaire de mettre en œuvre efficacement le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)[50], soulignant qu'il est crucial de forger et d'intensifier la résilience aux niveaux local, national et régional pour atténuer les dangers et les effets des catastrophes et limiter l'exposition aux risques et, à cet égard, tout en sachant que le renforcement de la résilience, y compris dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe et de la planification en prévision des catastrophes, est un processus multidimensionnel auquel doivent participer les acteurs de l'aide humanitaire et du développement à l'appui du développement à long terme, insistant sur la nécessité d'investir davantage dans le renforcement des capacités nationales et locales en matière de dispositifs d'alerte rapide multirisque, de préparation, de prévention, d'atténuation des conséquences, d'intervention, de relèvement et de redressement, en particulier dans les pays en développement, ainsi que dans le renforcement des capacités régionales,

Reconnaissant à cet égard l'importance particulière que revêt l'Accord de Paris adopté en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques[51],

Rappelant les Conventions de Genève du 12 août 1949[52] et les Protocoles additionnels de 1977 s'y rapportant[53], et l'obligation de respecter et de faire respecter le droit international humanitaire en toutes circonstances, ainsi que l'obligation de toutes les parties aux conflits armés de s'acquitter strictement des obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire,

Réaffirmant l'importance que continuent de revêtir les Conventions de Genève, qui comportent un cadre juridique essentiel à la protection des personnes civiles en temps de guerre, y compris la fourniture de l'aide humanitaire,

Rappelant les Conventions de Genève du 12 août 1949 et les dispositions pertinentes des Protocoles additionnels de 1977 et de 2005[54] s'y rapportant, ainsi que les règles du droit international coutumier qui concernent la protection des blessés et des malades, du personnel médical et des agents humanitaires dont l'activité est d'ordre exclusivement médical, de leurs moyens de transport et de leur matériel, ainsi que des hôpitaux et des autres installations médicales, et l'obligation des parties aux conflits armés de respecter et de faire respecter le droit international humanitaire en toutes circonstances, et prenant note des règles du droit international humanitaire selon lesquelles nul ne peut être puni pour avoir exercé une activité de caractère médical conforme à la déontologie,

Condamnant fermement toutes les attaques, menaces et autres manifestations de violence visant les blessés et les malades, le personnel médical et les agents humanitaires dont l'activité est d'ordre exclusivement médical, leurs moyens de transport, leur matériel et leurs fournitures, ainsi que les hôpitaux et les autres installations médicales, et déplorant les répercussions durables que ces attaques ont sur la population civile et les systèmes de santé des pays concernés,

Condamnant de même fermement toutes les attaques, menaces et autres manifestations de violence qui visent le personnel humanitaire, ses installations, son matériel, ses moyens de transport et ses fournitures, et exprimant sa profonde préoccupation face aux conséquences de ces attaques sur l'acheminement de l'aide humanitaire destinée aux populations touchées,

Condamnant fermement en outre toutes les attaques, menaces et autres manifestations de violence visant les biens de caractère civil, en violation du droit international humanitaire applicable,

Engageant les États Membres et les organisations humanitaires concernées à collaborer étroitement avec les institutions nationales, y compris les administrations locales et le secteur privé, selon qu'il conviendra, afin d'examiner quels moyens efficaces et adaptés au contexte permettraient de mieux se préparer aux situations d'urgence, qui se

---

[50] Résolution 69/283 de l'Assemblée générale, annexe II.

[51] Voir FCCC/CP/2015/10/Add.1, décision 1/CP.21, annexe.

[52] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, nos 970 à 973.

[53] Ibid., vol. 1125, nos 17512 et 17513.

[54] Ibid., vol. 2404, no 43425.

multiplient dans les zones urbaines et qui peuvent avoir des effets négatifs sur la fourniture de services critiques et vitaux tels que l'approvisionnement en eau et en énergie et les soins de santé, de faire face à ces situations et de s'en relever,

Se déclarant profondément préoccupé par tous les actes de violence sexuelle et fondée sur le genre et notant avec une vive préoccupation que la violence, notamment la violence à caractère sexuel et fondée sur le genre et celle dirigée contre les enfants, continue, dans les situations d'urgence, d'être utilisée délibérément contre les populations civiles, et que celles-ci sont les principales victimes des violations du droit international humanitaire commises par les parties aux conflits armés, sachant que les femmes et les filles sont certes touchées de manière disproportionnée mais que les hommes et les garçons peuvent aussi être victimes ou rescapés de la violence sexuelle et fondée sur le genre,

Conscient que les situations d'urgence humanitaire peuvent toucher les femmes et les filles de manière disproportionnée et qu'il est essentiel de donner aux femmes les moyens de participer effectivement et utilement aux responsabilités et aux décisions y relatives, y compris en matière de réduction des risques de catastrophe, de déterminer les besoins et les intérêts particuliers des femmes et des filles, notamment en matière d'éducation et de santé, et d'y répondre de manière sûre et adéquate par la mise en œuvre de stratégies et de mesures, selon qu'il conviendra, ainsi que de promouvoir et de défendre leurs droits dans ces situations,

Réaffirmant qu'il importe de déterminer les besoins et les priorités ainsi que les moyens particuliers des femmes, des filles, des hommes et des garçons de tous âges, de s'en préoccuper et d'en tenir compte de manière globale et cohérente à tous les stades de l'élaboration des programmes humanitaires, et conscient qu'en situation d'urgence humanitaire, des menaces spécifiques et accrues pèsent sur la sécurité, la santé et le bien-être de chacun,

Gravement préoccupé par le fait que les enfants et les jeunes n'ont toujours pas accès à une éducation équitable, inclusive et de qualité et à un environnement scolaire sûr dans les situations d'urgence humanitaire, reconnaissant le droit de l'enfant à une éducation dans les situations d'urgence et constatant que les répercussions des urgences humanitaires sur l'éducation posent des problèmes de développement et constituent un défi humanitaire, soulignant qu'il est urgent de débloquer davantage de fonds pour qu'un enseignement de qualité soit mieux dispensé dans les situations d'urgence humanitaire, ce qui contribuerait à la réalisation des objectifs de développement durable et permettrait d'assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, y compris une éducation préscolaire et un enseignement tertiaire, professionnel ou technique, et réaffirmant à cet égard que l'enseignement devrait s'attacher à contribuer à la paix et peut servir de catalyseur pour le relèvement et la reconstruction et édifier des sociétés résilientes et fortes,

Considérant qu'un enseignement de qualité peut contribuer de différentes manières à forger la résilience des personnes, des communautés et des institutions face à des situations d'urgence humanitaire, en soutenant et en renforçant le capital social, en mettant en valeur le capital humain et en approfondissant les connaissances des communautés en ce qui concerne les interventions humanitaires, considérant également qu'un enseignement de qualité peut atténuer les conséquences psychosociales des conflits armés et des catastrophes naturelles en donnant un sentiment de normalité et de stabilité et en offrant une structure et un espoir pour l'avenir, et soulignant à cet égard le rôle important que peut jouer l'éducation à l'appui des efforts déployés lors des situations d'urgence pour prévenir tous les actes de violence et mauvais traitements et en atténuer les effets,

Considérant également que les jeunes jouent un rôle important et positif dans l'aide humanitaire et peuvent apporter des solutions novatrices et créatives, et qu'il convient de les faire participer aux interventions, notamment au moyen de programmes de bénévolat,

Sachant que les personnes âgées sont exposées à des risques dans les situations d'urgence humanitaire, que leurs connaissances, leurs compétences et leur sagesse sont des atouts précieux pour ce qui est de réduire les risques de catastrophe et qu'il convient d'en tirer parti pour enrichir les politiques, les plans et les mécanismes dans ce domaine, y compris en matière d'alerte rapide et de réduction des risques de catastrophe, et conscient qu'il faut prendre en compte leurs besoins particuliers,

Conscient que les personnes handicapées sont touchées de façon disproportionnée dans les situations d'urgence humanitaire et qu'elles rencontrent de multiples obstacles pour accéder à l'aide, conscient également qu'il est impératif qu'elles ne soient pas exclues de l'action humanitaire et puissent y accéder, insistant à cet égard sur l'importance que revêtent le principe de non-discrimination et la participation significative à la prise de décisions,

ainsi que la coopération et la coordination dans la prestation de l'assistance afin que leurs besoins soient pris en compte, et rappelant à ce sujet la Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire,

Considérant que les États Membres jouent un rôle prépondérant dans la préparation aux épidémies de maladies infectieuses et dans l'action menée pour y faire face, notamment lorsqu'il en résulte une crise humanitaire, soulignant le rôle vital que jouent les États Membres, l'Organisation mondiale de la Santé, qui assure la direction et la coordination de l'action sanitaire internationale conformément au Règlement sanitaire international (2005) adopté par l'Assemblée mondiale de la Santé[55], les organismes humanitaires des Nations Unies, les organisations internationales et régionales compétentes, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et d'autres acteurs humanitaires, en fournissant une aide financière et technique et une aide en nature visant à maîtriser les épidémies ou pandémies, et conscient de la nécessité de renforcer les systèmes de santé locaux et nationaux, les mécanismes de notification et d'alerte rapides, l'état de préparation, les capacités d'intervention intersectorielle ainsi que la résilience en cas d'épidémie de maladie infectieuse, y compris les capacités des pays en développement,

Notant avec une vive préoccupation que des millions de personnes font face à des niveaux d'insécurité alimentaire critiques, voire pires, et notant que ces situations sont notamment provoquées ou exacerbées par les conflits armés, la sécheresse, la pauvreté et l'instabilité du cours des produits de base, et qu'il est urgent de redoubler d'efforts pour y faire face, notamment grâce à un appui international,

Soulignant que la communauté internationale devrait appuyer de manière coordonnée les initiatives nationales et régionales en fournissant l'assistance nécessaire pour accroître durablement la production alimentaire, l'accès à des aliments sains et nutritifs ainsi que leur consommation, tout en reconnaissant pleinement l'importance des principes humanitaires pour l'assistance humanitaire,

Conscient qu'il est indispensable, si l'on veut sauver des vies, de consacrer autant de fonds que possible à la mise en place de systèmes de protection sociale tenant compte des risques et réactifs, de protéger les moyens de subsistance et de prêter une aide agricole d'urgence,

Sachant qu'à l'évidence les secours d'urgence, le relèvement, la reconstruction et le développement sont liés, réaffirmant que, pour renforcer la cohérence et assurer une transition sans heurt de la phase des secours à celle de la reconstruction, du relèvement et du développement, il faut que l'assistance d'urgence soit dispensée de manière à favoriser la reprise et le développement à long terme, et que les mesures d'urgence doivent aller de pair avec des mesures de développement en vue du développement durable des États touchés, et soulignant à cet égard qu'il importe de resserrer les liens de coopération entre les acteurs nationaux, secteur privé compris, selon qu'il conviendra, et les acteurs de l'aide humanitaire et du développement,

Conscient qu'un cadre de coopération supplétif entre le secteur humanitaire et le secteur du développement est indispensable pour favoriser la résilience,

Souhaitant que les acteurs de l'aide humanitaire et du développement resserrent leurs liens de coopération, en coordination avec les États Membres, pour que tous les intervenants travaillent ensemble, conformément à leurs mandats, à l'accomplissement de réalisations collectives, afin de réduire les besoins, les vulnérabilités et les risques pour de nombreuses années, sur la base d'une compréhension partagée du contexte et en fonction des atouts opérationnels de chaque intervenant, à l'appui des priorités nationales, tout en reconnaissant pleinement l'importance des principes humanitaires pour l'action humanitaire,

Réaffirmant qu'il faut que les États Membres, les organismes des Nations Unies concernés et les autres intervenants améliorent l'application du principe de responsabilité à tous les niveaux pour ce qui est de répondre aux besoins des populations touchées, et notant qu'il importe que tous participent sans exclusive à la prise de décisions,

Conscient que les États Membres et les organismes des Nations Unies doivent continuer de seconder l'action menée sur le plan national, notamment en renforçant leur coopération à tous les niveaux avec les partenaires concernés, en particulier avec les organisations régionales, la société civile et le secteur privé, selon qu'il conviendra, tout en veillant à respecter les principes de l'action humanitaire,

---

[55] Organisation mondiale de la Santé, document WHA58/2005/REC/1, résolution 58.3, annexe.

Soulignant qu'il faut que les États Membres, les organismes des Nations Unies et les parties prenantes œuvrent de concert pour atténuer les besoins particuliers des populations les plus vulnérables, ce qui contribuerait à la réalisation des objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030[56], notamment pour ce qui est de ne laisser personne de côté,

Considérant que la croissance économique partagée et le développement durable sont essentiels pour prévenir les catastrophes naturelles et autres situations d'urgence et s'y préparer,

Réaffirmant les dispositions de la résolution 70/1 de l'Assemblée générale, en date du 25 septembre 2015, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », dans laquelle l'Assemblée a adopté une série complète d'objectifs et de cibles ambitieux, universels, axés sur l'être humain et porteurs de changement, s'est engagée à œuvrer sans relâche pour que ce programme soit appliqué dans son intégralité d'ici à 2030, a affirmé qu'elle considérait que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, notamment de l'extrême pauvreté, constituait le plus grand défi auquel l'humanité devait faire face et une condition indispensable au développement durable et s'est dite attachée à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – d'une manière équilibrée et intégrée en tirant parti de ce qui avait été fait dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, dont elle s'efforcerait d'achever la réalisation,

Réaffirmant également les dispositions de la résolution 69/313 de l'Assemblée générale, en date du 27 juillet 2015, sur le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui fait partie intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qu'il appuie et complète, et qui contribue à replacer dans leur contexte les cibles concernant les moyens de mise en œuvre grâce à l'adoption de politiques et mesures concrètes,

Rappelant la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, que l'Assemblée générale a adoptée à sa réunion plénière de haut niveau sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants tenue le 19 septembre 2016[57], notamment le cadre d'action global pour les réfugiés, qui figure à l'annexe I de la Déclaration de New York, et prenant note avec satisfaction du pacte mondial sur les réfugiés[58],

Se félicitant de la tenue de la Conférence intergouvernementale à Marrakech (Maroc) les 10 et 11 décembre 2018 et rappelant qu'elle avait adopté le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, également connu sous le nom de Pacte de Marrakech sur les migrations[59],

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général[60] ;

2. *Encourage* les organismes des Nations Unies chargés des questions d'ordre humanitaire, les organisations à vocation humanitaire et les autres organisations compétentes à continuer de coopérer étroitement avec les autorités nationales, tout en accentuant la coordination de l'aide humanitaire sur le terrain, en tenant compte du fait que c'est à l'État touché qu'il incombe au premier chef de déclencher l'aide humanitaire sur son territoire, de l'organiser et d'en assurer la coordination et la mise en place ;

3. *Invite* les organismes des Nations Unies à continuer d'intensifier leurs activités de coordination et de planification préalable ainsi que leurs interventions, et d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'action humanitaire, notamment en faisant jouer davantage leur complémentarité avec les parties prenantes – autorités des pays touchés, organisations régionales, bailleurs de fonds, organismes d'aide au développement, société civile et secteur privé – tout comme la complémentarité qui existe entre celles-ci, afin de tirer parti des atouts qui leur sont propres et de leurs ressources ;

---

[56] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

[57] Résolution 71/1 de l'Assemblée générale.

[58] *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-treizième session, Supplément nº 12* [A/73/12 (Part I) et A/73/12 (Part II)], deuxième partie.

[59] Résolution 73/195 de l'Assemblée générale, annexe.

[60] A/77/72-E/2022/50.

4. *Souligne* que les organismes des Nations Unies doivent continuer de renforcer les capacités en matière d'action humanitaire, de faire progresser les connaissances y relatives, de développer les institutions compétentes et de renforcer leur efficacité, et qu'ils doivent à cet effet, notamment, transférer aux pays en développement, s'il y a lieu, des technologies selon des modalités arrêtées d'un commun accord et des compétences techniques, engage la communauté internationale, les entités compétentes des Nations Unies et les autres institutions et organisations compétentes à aider les autorités nationales à mener à bien leurs programmes de renforcement des capacités, y compris dans le cadre d'activités de coopération technique et de partenariats à long terme, et à renforcer leurs moyens de résister aux catastrophes, d'en réduire les risques, de s'y préparer, d'y faire face et de diminuer les risques de déplacement de populations en cas de catastrophe, et engage les États Membres à mettre en place et à consolider les conditions permettant le renforcement de la capacité des autorités nationales et locales, des sociétés nationales du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et des organisations non gouvernementales et associations nationales et locales d'apporter une aide humanitaire en temps utile ;

5. *Invite* les organisations d'aide humanitaire et de développement et les autres acteurs compétents, selon qu'il conviendra, à envisager de définir, dans la mesure du possible et en concertation avec les autorités nationales, des objectifs communs, notamment en matière de gestion des risques et de résilience, qu'ils pourront atteindre au moyen d'activités de planification pluriannuelles ainsi que d'un plus grand investissement dans la préparation, sur la base d'une hiérarchisation des besoins et dans le respect des principes humanitaires, afin d'atténuer les souffrances, les pertes et les répercussions globales des crises humanitaires, et souligne à cet égard que, afin de renforcer la cohérence et de garantir que les pays passent sans heurt de l'assistance au développement à plus long terme, en particulier en cas de crise prolongée, l'aide humanitaire doit être organisée dans le cadre d'un plan pluriannuel, selon qu'il conviendra, et liée aux dispositifs de planification du développement, y compris le relèvement durable et la résilience, et les partenaires essentiels que sont les autorités nationales, les organisations régionales ou les institutions de financement internationales doivent faire front commun, si nécessaire ;

6. *Engage vivement* les organismes des Nations Unies et les organisations internationales qui s'emploient à fournir une aide humanitaire à continuer d'améliorer le cycle des programmes d'action humanitaire, en particulier l'élaboration et l'utilisation plus systématique d'outils d'évaluation concertée et détaillée des besoins tels que l'outil d'évaluation multisectorielle initiale rapide, la réalisation conjointe et immédiate d'analyses impartiales des besoins et la création de plans d'intervention fondés sur la hiérarchisation des besoins, en consultation avec les États touchés, et, afin de renforcer la coordination de l'action humanitaire, invite les organismes humanitaires internationaux et les acteurs compétents à continuer de coopérer avec les autorités nationales et locales ainsi qu'avec la société civile et les populations touchées, et salue la contribution des collectivités touchées, qui recensent les besoins à satisfaire d'urgence pour que l'intervention soit efficace ;

7. *Prie* le Coordonnateur des secours d'urgence de continuer à diriger les initiatives visant à renforcer la coordination, l'efficacité et l'efficience de l'aide humanitaire et l'obligation de rendre des comptes dans ce domaine, notamment au moyen d'un dialogue soutenu et plus approfondi avec les États Membres sur les processus, activités et décisions du Comité permanent interorganisations, et de renforcer encore, dans la limite des ressources et des mandats existants, les capacités de coordination du coordonnateur de l'action humanitaire, et engage à cet égard les États Membres, les organismes des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales concernés, ainsi que tous les autres acteurs intéressés, à poursuivre et à améliorer leur coopération avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat en vue d'assurer l'acheminement efficace et efficient de l'aide humanitaire destinée aux populations touchées ;

8. *Demande instamment* que des efforts soient faits pour renforcer la coopération et la coordination entre, d'un côté, les organismes humanitaires des Nations Unies, les autres organisations à vocation humanitaire compétentes et les pays donateurs et, de l'autre, les États touchés, reconnaît que l'aide humanitaire doit être fournie d'une façon qui favorise le redressement rapide et le relèvement ainsi que le développement et la reconstruction durables, et rappelle que le redressement rapide nécessite un financement opportun, efficace et prévisible, grâce à un financement de l'aide humanitaire et des activités de développement, selon qu'il conviendra, afin de répondre aux priorités persistantes en matière d'aide humanitaire et de relèvement, à la sortie de crise, tout en se concentrant dans le même temps sur le renforcement des capacités nationales et locales et de la résilience ;

9. *Engage* les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires compétentes, agissant en coopération et en coordination avec les États Membres, dans le respect des priorités nationales et des principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance, à appuyer le renforcement des capacités nationales et locales, notamment grâce à un financement prévisible accru fourni directement, si nécessaire, aux

partenaires nationaux et locaux, y compris aux associations de femmes, l'accent devant être mis sur les capacités de planification préalable, d'intervention, de redressement et de coordination, et invite les États Membres à continuer de contribuer aux fonds humanitaires communs pour les pays ;

10. *Engage* les États Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations d'aide humanitaire et de développement, agissant dans les limites de leur mandat, à continuer d'aider les États Membres, en particulier les pays en développement, à favoriser l'innovation en vue de mettre au point des outils permettant d'améliorer la planification préalable et de réduire la fragilité et les risques, notamment en accroissant l'investissement dans les capacités nationales et locales en matière de recherche scientifique et de développement aboutissant à des innovations et à l'accès à l'informatique et aux moyens de communication, et à recenser, promouvoir et intégrer les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience, s'agissant entre autres des dispositifs d'alerte rapide, des pratiques et des interventions en cas de catastrophe reposant sur des données factuelles, des systèmes d'information et de communication, des partenariats, des achats, de la collaboration et de la coordination entre institutions et organisations, note à cet égard combien il importe de favoriser et d'appuyer les capacités dans le domaine scientifique pour guider l'innovation et de développer des capacités locales à titre prioritaire, et encourage la recherche scientifique et des interventions en cas de catastrophe qui soient fondées sur des connaissances scientifiques, et accueille avec intérêt les pratiques novatrices qui, tirant parti de l'expérience des personnes touchées par les situations d'urgence humanitaire, permettent de mettre au point sur le plan local des solutions viables et de produire localement des articles aidant à sauver des vies avec des moyens logistiques et des infrastructures modestes grâce au concours, s'il y a lieu, d'institutions, d'organisations, de dispositifs d'alerte rapide et de prestataires de services nationaux et locaux, et, si possible, en les renforçant ;

11. *Engage* les États, ainsi que l'Organisation des Nations Unies et les organisations humanitaires, agissant dans le cadre de leur mandat et conformément aux principes humanitaires, en tirant les leçons de l'expérience de la pandémie de COVID-19, à continuer de miser sur les stratégies d'anticipation, les systèmes d'alerte précoce et d'action rapide, les prévisions, les réponses axées sur la prévention et la préparation aux situations d'urgence, et à améliorer l'analyse des données prédictives et des données sur les risques dans tous les secteurs, à renforcer les capacités systématiques de surveillance des risques, d'alerte précoce et de préparation aux niveaux local, national, régional et mondial, y compris, entre autres, celles qui sont associées aux risques sanitaires et aux épidémies, et prend note des cadres et initiatives pertinents des Nations Unies relatifs à la préparation aux situations d'urgence sanitaire ;

12. *Engage* les États Membres et les fonds et programmes des Nations Unies et les institutions spécialisées à répondre plus efficacement aux besoins dans les contextes humanitaires, notamment en donnant plus d'ampleur aux politiques de protection sociale et aux mécanismes de transfert de fonds, chaque fois que possible, y compris aux programmes d'aide en espèces à fins multiples, afin d'appuyer le développement des marchés locaux et de renforcer les capacités nationales et locales et, à cet égard, demande aux organismes humanitaires des Nations Unies de continuer de se donner les moyens d'envisager l'aide sous forme d'espèces de manière systématique, au même titre que d'autres formes d'aide humanitaire, et prend note de l'action menée par le système des Nations Unies pour renforcer l'efficacité et l'efficience des opérations en espèces et l'application du principe de responsabilité y relatif, notamment pour adopter un système commun afin de fournir une aide en espèces pour l'achat d'aliments, des produits non alimentaires et l'accès à des services et à d'autres formes d'aide, en parallèle des autres formes d'aide humanitaire ;

13. *Prie* le Secrétaire général de continuer, dans son prochain rapport sur la présente résolution, de faire le point des stratégies de financement par anticipation mises en œuvre dans le cadre d'urgences humanitaires et de se pencher sur les autres efforts que les organismes humanitaires des Nations Unies et les autres acteurs concernés pourraient accomplir dans ce domaine ;

14. *Engage* les États Membres, les organismes des Nations Unies et les autres organismes concernés à améliorer, si possible, le financement rapide et souple des activités relatives à la préparation et aux interventions et au relèvement rapides et, à cet égard, encourage l'étude, la mise au point et, le cas échéant, le renforcement des mécanismes et stratégies novateurs et anticipatifs, tels que le financement fondé sur les prévisions et le financement de la lutte contre les risques de catastrophe, notamment l'assurance risque, visant à réduire les répercussions des catastrophes et à satisfaire les besoins humanitaires ;

15. *Réaffirme* qu'investir dans les compétences, connaissances et systèmes nationaux et locaux pour renforcer la résilience et la planification préalable permettra de sauver des vies, de réduire les coûts et de préserver les acquis du développement et, à cet égard, encourage l'étude de moyens novateurs, y compris le financement par anticipation

fondé sur les prévisions, l'intervention rapide et les mécanismes d'assurance contre les risques de catastrophe, visant à faciliter l'accès des États Membres aux ressources lorsque la possibilité d'une catastrophe est avérée ;

16. *Constate* que le financement doit être plus souple pour favoriser une approche complémentaire de manière à pourvoir efficacement et suffisamment aux besoins immédiats de toutes les populations en proie à des situations d'urgence, y compris dans le cas de situations d'urgence sous-financées, oubliées ou de nature durable, et à s'attaquer aux causes profondes des crises, et engage les États Membres, les organismes des Nations Unies, le secteur privé et les autres acteurs compétents à assurer un financement et des investissements suffisants en matière de planification préalable et de renforcement de la résilience, notamment dans le cadre de budgets consacrés à l'action humanitaire et au développement, à réduire la préaffectation de fonds et à accroître la planification pluriannuelle, concertée et souple et le financement pluriannuel, le cas échéant, étant entendu qu'il faut faire preuve de transparence dans l'utilisation des ressources de base et des autres ressources ;

17. *Souligne* qu'il faut intensifier les efforts de mobilisation de fonds pour remédier à la carence grandissante de moyens et de ressources, notamment en sollicitant des contributions supplémentaires auprès de donateurs non traditionnels et en explorant des mécanismes novateurs tels que la prise de décisions en pleine conscience du risque, le financement flexible d'appels pluriannuels au moyen d'outils existants comme les procédures d'appel global et d'appel éclair, le Fonds central pour les interventions d'urgence et autres fonds, tels que les fonds de financement commun, et qu'il faut continuer à élargir les partenariats avec les acteurs aussi bien publics que privés et la base de donateurs pour accroître la prévisibilité et l'efficacité du financement, diversifier les sources de revenus et promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération horizontale et triangulaire à l'échelle mondiale, et exhorte à cet égard, le cas échéant, les États Membres à contribuer aux appels humanitaires lancés par les organismes des Nations Unies ;

18. *Se félicite* de tout ce que le Fonds central pour les interventions d'urgence a fait pour améliorer la rapidité et la prévisibilité des interventions en cas d'urgence humanitaire, salue à ce titre le fait que le Secrétaire général ait demandé que le montant du Fonds soit doublé et porté à 1 milliard de dollars des États-Unis, engage à cet égard les États Membres et les autres parties intéressées à soutenir le Fonds et souligne qu'il faut en élargir et diversifier les sources de revenus ;

19. *Exhorte* les États Membres et les parties concernées à mobiliser des ressources pour appuyer les plans de réponse humanitaire, qui permettent de faire face à la pandémie de COVID-19 et à ses conséquences, en soulignant l'importance de financements rapides, souples, prévisibles, adéquats et efficaces et le fait qu'il faut soutenir le Fonds central d'intervention d'urgence et les fonds de financement commun pour les pays, qui ont joué un rôle clef dans la réponse humanitaire face à la pandémie de COVID-19, et prie les organismes des Nations Unies et les partenaires compétents à continuer de veiller à ce que les besoins humanitaires les plus critiques soient considérés comme prioritaires, afin que ces efforts ne remplacent pas ou ne détournent pas les ressources des besoins humanitaires préexistants et encourage les efforts déployés pour faire œuvre de transparence en expliquant où et comment des résultats concrets sont obtenus au moyen des fonds fournis ;

20. *Considère* que la responsabilité est un élément à part entière de l'efficacité de l'aide humanitaire et souligne qu'il faut responsabiliser davantage les intervenants humanitaires à tous les stades ;

21. *Demande* aux organismes des Nations Unies et à leurs partenaires de l'action humanitaire de mieux rendre compte de leurs activités aux États Membres, y compris les États touchés, et à toutes les autres parties prenantes, y compris les administrations locales et les organisations locales compétentes, ainsi que les populations concernées, et de renforcer encore les interventions humanitaires, notamment en surveillant et en évaluant l'acheminement de leur aide humanitaire, en tenant compte, dans la programmation, des enseignements tirés de l'expérience et en consultant les populations touchées de manière à répondre convenablement à leurs besoins particuliers ;

22. *Exhorte* les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires à rationaliser davantage la fourniture de l'aide en réduisant les coûts de gestion, en harmonisant les accords de partenariat, en assurant la transparence et la comparabilité des structures de coûts, et en renforçant les mesures en faveur d'une plus grande responsabilisation grâce à l'adoption de nouvelles dispositions destinées à réduire la fraude, le gaspillage, l'usage impropre et les abus ainsi que le détournement de l'aide destinée aux personnes touchées, et à trouver des moyens de diffuser les rapports d'incident et d'autres informations entre les organismes des Nations Unies, selon qu'il conviendra ;

23. *Invite* les organisations d'aide humanitaire et de développement à envisager d'avoir recours, en concertation avec les autorités nationales, à des outils de gestion des risques afin de mieux exploiter les données de référence et les résultats de l'analyse des risques, notamment pour ce qui est des causes profondes d'une crise, des ressources financières requises pour l'action humanitaire, des différents points faibles des pays et des régions ainsi que des risques auxquels sont exposées les populations touchées, et note à cet égard que des outils et des dispositifs innovants dont l'intérêt est connu continuent d'être perfectionnés, notamment les mécanismes et stratégies de financement des risques par anticipation, la mise en réseau des centres de réduction des risques de catastrophe, l'adoption de mesures globales de préparation aux situations d'urgence et la mise en place de l'Indice de gestion des risques, de manière à inclure davantage de données ventilées par sexe, âge et handicap et d'informations sur les contextes national et régional, en tenant compte de l'impact sur l'environnement ;

24. *Souligne* que le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) doit être efficacement mis en œuvre et qu'il faut notamment, pour ce faire, exécuter des politiques et des programmes qui profitent à tous et effectuer des investissements tenant compte des risques de catastrophe, et prendre d'autres mesures énergiques visant à renforcer la résilience, à prévenir les nouveaux risques et à atténuer ceux qui existent, de sorte que les besoins d'aide humanitaire soient réduits au minimum, souligne également qu'il importe de s'attaquer aux facteurs de risque sous-jacents, de se pencher sur les effets des changements climatiques et de concevoir les activités relatives à la préparation, aux interventions et au relèvement dans l'optique de la réduction des risques de catastrophe, en tenant compte des projections climatiques et des évaluations multirisques à plus long terme axées sur les personnes en situation vulnérable et, à cet égard, se félicite de la tenue de la septième session de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe à Bali (Indonésie) en mai 2022, et prend note avec satisfaction des plateformes régionales et sous-régionales pour la réduction des risques de catastrophe mentionnées au paragraphe 49 de la résolution 76/204 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 2021, sur la réduction des risques de catastrophe ;

25. *Engage* les États Membres ainsi que les organisations régionales et internationales compétentes, agissant conformément à leur mandat, à continuer de contribuer à l'adaptation aux changements climatiques et à leur atténuation, et à consolider les dispositifs de réduction des risques de catastrophe et les dispositifs d'alerte rapide multirisque afin d'amoindrir autant que possible les conséquences humanitaires des catastrophes naturelles, notamment celles liées aux effets dommageables et persistants des changements climatiques ou à d'autres causes, comme les phénomènes météorologiques extrêmes et les activités sismiques, principalement dans les pays particulièrement vulnérables, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable, et engage toutes les parties concernées à continuer d'appuyer les efforts que font les États Membres, en particulier les pays en développement, pour renforcer leurs capacités de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de catastrophe et pour détecter et surveiller les risques de catastrophe, y compris les facteurs de vulnérabilité face aux risques naturels ;

26. *Est conscient* qu'il faut intensifier la coopération internationale, en particulier avec les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement et leurs populations, en vue de prévenir et d'atténuer la vulnérabilité face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles et d'y remédier durablement ;

27. *Prie instamment* les États Membres, les organisations d'aide humanitaire et de développement et les autres parties prenantes d'appréhender les phénomènes El Niño et La Niña et les phénomènes analogues ou connexes d'une manière globale et cohérente aux niveaux mondial, régional, national et local, notamment en améliorant les prévisions, l'alerte rapide, la prévention, la préparation, la résilience et l'intervention rapide, appuyés chaque fois que possible par une direction efficace et un financement prévisible, suffisant et rapide dans les régions, les pays et les collectivités à risque, et prend note des travaux des envoyés spéciaux du Secrétaire général pour El Niño et le climat, notamment du plan d'action qu'ils ont élaboré et des instructions permanentes applicables aux épisodes d'oscillation australe El Niño mises en place par le Comité permanent interorganisations ;

28. *Exhorte* les États Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations d'aide humanitaire et de développement, agissant conformément à leur mandat, à continuer de soutenir les dispositifs d'alerte rapide multirisque et les activités d'intervention précoce, au moyen notamment d'un financement axé sur les prévisions aux niveaux mondial, régional et national, de services climatiques, d'activités de cartographie de l'exposition et de la vulnérabilité, de nouvelles technologies et de protocoles de communication, mais aussi en intégrant la résilience climatique dans leurs activités d'intervention rapide et en améliorant la préparation aux catastrophes, afin que les populations en situation de vulnérabilité exposées à des risques naturels, y compris dans les zones reculées, reçoivent à temps des informations fiables, exactes et auxquelles il soit possible de donner suite en matière d'alerte rapide, et

engage la communauté internationale à continuer de soutenir, selon qu'il conviendra, les efforts que font les pays dans ce sens ;

29. *Exhorte* les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires à s'employer encore plus à aider les autorités nationales à dresser un état des lieux des capacités de préparation et d'intervention aux niveaux national et régional, afin d'améliorer la complémentarité des interventions nationales et internationales en cas de catastrophe, et engage à cet égard les États Membres à promouvoir, selon qu'il conviendra, l'application des Lignes directrices relatives à la facilitation et à la réglementation nationales des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe et à intégrer la gestion des risques dans les plans nationaux de développement ;

30. *Engage* les États Membres à collaborer étroitement avec les organismes des Nations Unies et les autres acteurs compétents, y compris le secteur privé et les entités locales, s'il y a lieu, pour améliorer l'efficacité de la planification préalable et des interventions en cas de situation d'urgence dans les zones urbaines et à mettre en œuvre des orientations visant à garantir une réduction et une gestion plus efficaces des risques de catastrophe, et rappelle à cet égard le Nouveau Programme pour les villes adopté à la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), tenue à Quito (Équateur) du 17 au 20 octobre 2016[61], et les engagements qu'y ont souscrits les États Membres envers les personnes touchées par des crises humanitaires dans les zones urbaines ;

31. *Exhorte* toutes les parties à un conflit armé à respecter le droit international humanitaire et tous les États à veiller au respect de ce droit ainsi qu'à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés, chaque fois qu'il y a lieu ;

32. *Engage* les États à redoubler d'efforts en vue de l'application effective des Conventions de Genève du 12 août 1949 ;

33. *Demande* à tous les États et à toutes les parties de respecter les dispositions du droit international humanitaire, y compris celles figurant dans toutes les Conventions de Genève du 12 août 1949, en particulier dans la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre[62], afin de protéger et d'aider les civils dans les territoires occupés, et engage instamment à cet égard la communauté internationale et les organismes compétents des Nations Unies à renforcer l'aide humanitaire destinée aux populations civiles qui se trouvent dans de telles situations ;

34. *Demande instamment* à tous les acteurs qui prennent part à l'aide humanitaire de s'engager à respecter pleinement et dûment les principes directeurs énoncés dans l'annexe de la résolution 46/182 de l'Assemblée générale, à savoir les principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité, ainsi que le principe d'indépendance consacré par l'Assemblée dans sa résolution 58/114 du 17 décembre 2003 ;

35. *Demande* à tous les États et à toutes les parties concernées par des situations d'urgence humanitaire complexes, en particulier durant ou après un conflit armé, dans des pays où intervient du personnel humanitaire, de coopérer pleinement, conformément aux dispositions applicables du droit international et de la législation nationale, avec les organismes des Nations Unies et les autres organisations humanitaires et de garantir au personnel humanitaire un accès sûr et sans entrave aux populations civiles touchées, y compris les réfugiés et les déplacés, et la possibilité d'acheminer fournitures et matériel pour pouvoir remplir efficacement sa mission auprès de ces populations ;

36. *Encourage* les États Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires à continuer de collaborer pour cerner les différents besoins des populations touchées, notamment les plus vulnérables, en matière de protection dans les situations de crises humanitaires et pour y répondre, et de veiller à ce qu'il en soit dûment tenu compte dans les activités relatives à la préparation, aux interventions et au relèvement ;

37. *Réaffirme* l'obligation qui incombe à tous les États et à toutes les parties à un conflit armé de protéger les civils, comme le prévoit le droit international humanitaire, engage les États qui sont parties à un conflit armé à prendre toutes les mesures nécessaires pour améliorer la protection des civils, et invite tous les États à promouvoir une culture

---

[61] Résolution 71/256 de l'Assemblée générale, annexe.

[62] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, nº 973.

de la protection, en prenant en considération les besoins particuliers des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées ;

38. *Exhorte* les États Membres à continuer de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la protection des blessés et des malades, ainsi que la sûreté et la sécurité du personnel médical et des agents humanitaires dont l'activité est exclusivement d'ordre médical, et celles de leurs installations, de leur matériel, de leurs moyens de transport et de leurs fournitures, y compris par l'adoption de mesures efficaces visant à prévenir et à combattre les actes de violence, les attaques et les menaces dont ils font l'objet, réaffirme à cet égard que les États doivent veiller à ce que les auteurs de violations du droit international humanitaire ne restent pas impunis, et exhorte les États à enquêter de manière approfondie, rapide, impartiale et efficace sur les violations du droit international humanitaire commises dans leur juridiction, en vue d'amener les auteurs à répondre de leurs actes, conformément aux législations nationales et aux obligations nées du droit international ;

39. *Exhorte également* les États Membres à redoubler d'efforts pour assurer la sûreté et la sécurité des membres du personnel humanitaire, y compris le personnel recruté sur les plans national et local, ainsi que celles des installations, du matériel, des moyens de transport et des fournitures dont ils disposent, y compris par l'adoption de mesures efficaces visant à prévenir et à combattre les actes de violence, les attaques et les menaces dont ils font l'objet, prie le Secrétaire général d'accélérer la mise en œuvre des initiatives qu'il a prises en faveur du renforcement de la sûreté et de la sécurité du personnel participant aux opérations humanitaires des Nations Unies, réaffirme à cet égard que les États doivent veiller à ce que les auteurs de violations du droit international humanitaire ne restent pas impunis, et exhorte en outre les États à enquêter de manière approfondie, rapide, impartiale et efficace sur les violations du droit international humanitaire commises dans leur juridiction, en vue d'amener les auteurs à répondre de leurs actes, conformément aux législations nationales et aux obligations nées du droit international ;

40. *Condamne dans les termes les plus énergiques* l'augmentation alarmante du nombre de menaces pesant sur la sûreté et la sécurité des membres du personnel humanitaire ou du personnel des Nations Unies et du personnel associé, du nombre de fois où ceux-ci sont délibérément pris pour cible, et du nombre d'actes terroristes et d'attaques de convois humanitaires, ainsi que l'amplification et la complexification sans précédent des menaces auxquelles ils sont exposés, et le fait inquiétant que ces attaques, dont certaines ont un caractère extrémiste, obéissent de plus en plus souvent à des motivations politiques ou criminelles ;

41. *Souligne* qu'il est d'une importance cruciale de protéger les civils, en particulier les femmes et les enfants, de toute forme de maltraitance et d'exploitation, y compris la traite des personnes, et de leur apporter une aide adaptée, constate avec satisfaction que le Secrétaire général est déterminé à mettre en œuvre en tous points la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles, dans l'ensemble du système, note les six principes fondamentaux relatifs à l'exploitation et à la violence sexuelles adoptés par le Comité permanent interorganisations[63], souligne que les victimes et rescapés devraient être au centre de ces initiatives et engage les États Membres à redoubler d'efforts pour prévenir l'exploitation et la maltraitance et veiller à ce que les auteurs de tels actes soient tenus d'en répondre ;

42. *Prie* les États Membres, les organisations compétentes et les autres acteurs concernés d'œuvrer à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes et des filles à tous les stades de l'intervention humanitaire et, à cette fin, de répondre aux besoins particuliers des femmes, des filles, des hommes et des garçons sans discrimination, en tenant compte de leur âge et de leurs éventuels handicaps, de les aider à surmonter les obstacles et à trouver les moyens de s'en sortir, notamment en améliorant la collecte, l'analyse, la communication et l'exploitation de données ventilées par sexe, âge et handicap, et en prenant en considération les informations communiquées par les États touchés, et de faire en sorte que les femmes participent pleinement, effectivement et véritablement à la prise de décisions afin d'améliorer l'efficacité de l'action humanitaire, et encourage une plus grande exploitation, à toutes les étapes du cycle des programmes d'action humanitaire, du marqueur genre et âge et d'autres outils, notamment les outils tenant compte de l'âge et du handicap ;

43. *Considère* que les femmes peuvent jouer un grand rôle dans les premières opérations de secours et invite les États Membres, agissant en coopération avec les organismes d'aide humanitaire des Nations Unies compétents, à favoriser la présence de femmes à des postes de responsabilité et leur participation à la planification, à la conception, à la mise en œuvre et à la coordination des stratégies d'intervention, notamment en consolidant les partenariats à long

[63] A/57/465, annexe I, par. 10 a).

terme avec les institutions nationales et locales et en renforçant les capacités de ces dernières, y compris les associations de femmes et les acteurs de la société civile, selon qu'il conviendra, et en promouvant davantage les programmes d'action humanitaire qui tiennent compte des questions de genre ;

44. *Engage vivement* les États Membres à assurer, en coopération avec les organismes des Nations Unies et les autres organisations humanitaires compétentes, un accès fiable et sans risque aux services de soins de santé sexuelle et procréative ainsi qu'aux services de soins de santé de base et à un soutien psychosocial dès l'apparition des situations d'urgence, et note à cet égard que les services de ce type jouent un rôle essentiel pour répondre véritablement aux besoins des femmes, des adolescentes et des nourrissons et les protéger contre les maladies ou les décès évitables liés aux situations d'urgence ;

45. *Exhorte* les États Membres à continuer de prévenir la commission d'actes de violence sexuelle et fondée sur le genre dans les situations d'urgence humanitaire et, le cas échéant, à enquêter à leur sujet et à en poursuivre les auteurs tout en assurant la sécurité des victimes et des rescapés, demande aux États Membres de renforcer, dès l'apparition des situations d'urgence, leurs moyens d'intervention en coopération avec les organismes compétents, y compris les associations féminines locales s'il y a lieu, notamment en s'employant à assurer à toutes les personnes qui sont victimes d'actes de violence sexuelle et fondée sur le genre et qui y ont survécu et à celles qui sont touchées par ces formes de violence un véritable accès à des services médicaux, juridiques, psychosociaux et matériels de qualité, qui répondent aux besoins particuliers des femmes, des hommes, des filles et des garçons, et en veillant à ce que les secours humanitaires soient assurés de manière à réduire les risques de violence sexuelle et fondée sur le genre, demande aux États Membres et aux organisations concernées d'améliorer la coordination de leurs activités et de renforcer leurs capacités et, à cet égard, engage instamment toutes les parties prenantes à envisager de participer à l'action menée dans ce domaine, notamment par des mesures de prévention, d'atténuation et d'intervention, et encourage les États Membres à mieux utiliser les mécanismes de collecte de données existants, et prend note de l'initiative Appel à l'action ;

46. *Exhorte également* les États Membres à continuer de s'employer à prévenir les violations et atteintes commises contre des enfants dans les crises humanitaires, à intervenir et à enquêter le cas échéant et à traduire en justice les auteurs de tels actes, demande aux États Membres et aux organisations concernées de renforcer les services de soutien aux enfants touchés par des crises humanitaires, y compris ceux qui ont été victimes de violences et d'atteintes, et appelle de ses vœux des interventions plus efficaces, dont la protection, inspirées par la Convention relative aux droits de l'enfant[64] ;

47. *Réaffirme* le droit à l'éducation pour tous et l'importance qu'il y a, dans les situations d'urgence humanitaire, à assurer la sécurité des établissements scolaires, à mettre en place des conditions propices à l'apprentissage et à dispenser un enseignement de qualité à tous les niveaux et pour tous les âges, y compris pour les filles, en offrant notamment, lorsque c'est possible, une formation technique et professionnelle, grâce à un financement adéquat et à des investissements dans les infrastructures, pour le bien-être de tous, considère à cet égard que l'accès à une éducation de qualité dans les situations d'urgence humanitaire peut contribuer à la réalisation d'objectifs de développement à long terme et réaffirme qu'il faut protéger et respecter les établissements d'enseignement, conformément aux dispositions du droit international humanitaire, condamne fermement toutes les attaques dirigées contre les écoles ainsi que l'utilisation des écoles à des fins militaires au mépris de ces dispositions et encourage les efforts visant à promouvoir un environnement scolaire sûr et protecteur dans les situations d'urgence humanitaire ;

48. *Prie instamment* les États Membres, les organismes des Nations Unies et les acteurs humanitaires compétents d'appuyer davantage les programmes et les interventions humanitaires en faveur d'une éducation sûre, inclusive, équitable et de qualité à tous les niveaux et à tous les âges, de manière à atténuer les effets directs et indirects de la fermeture d'écoles et d'autres établissements d'enseignement due, entre autres, à la pandémie de COVID-19, afin d'assurer la continuité des services éducatifs, en particulier pour les femmes et les enfants, surtout pour les filles ;

49. *Prie instamment* les États Membres, les organismes des Nations Unies et les autres organisations humanitaires compétentes d'associer véritablement les personnes handicapées à toutes les procédures et consultations menées dans le cadre de la prise de décisions concernant la préparation et l'organisation des interventions humanitaires, et ce à toutes les étapes, de prendre toutes les mesures voulues pour mettre fin à la discrimination envers

---

[64] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1577, nº 27531.

les personnes handicapées, y compris les formes multiples et croisées de discrimination, de fournir rapidement aux personnes handicapées une aide appropriée, tout en veillant à répondre à leurs besoins particuliers dans les situations d'urgence humanitaire, en garantissant réellement l'accès aux services de santé, à l'éducation, à un soutien psychosocial et à l'aide à la réinsertion et à la réadaptation, et de les protéger de la maltraitance et de l'exploitation, et rappelle à cet égard la Convention relative aux droits des personnes handicapées[65] ;

50. *Encourage* les États Membres à veiller, en coopération avec les organismes humanitaires compétents des Nations Unies, à ce que les besoins humanitaires de base des populations touchées, notamment l'eau potable, l'alimentation, le logement, l'énergie, les soins de santé, y compris en matière de sexualité et de procréation, la nutrition, y compris les programmes d'alimentation scolaire, l'éducation et la protection, soient pris en compte dans l'action humanitaire, notamment en fournissant, en temps opportun, des ressources suffisantes, tout en faisant en sorte que leur mobilisation collective respecte strictement les principes humanitaires ;

51. *Est conscient* que les situations d'urgence humanitaire pèsent sur la capacité des systèmes de santé de fournir l'aide nécessaire pour la survie et de satisfaire les besoins constants des personnes touchées par des maladies non transmissibles, et qu'elles nuisent au développement des services de santé, et que des systèmes de santé résilients sont à même de limiter les conséquences des catastrophes et d'autres situations d'urgence humanitaire, souligne qu'il importe de créer des systèmes de santé résilients aux échelons national, régional et mondial, dotés de capacités renforcées, en particulier dans les pays en développement, prie l'Organisation mondiale de la Santé, les organismes humanitaires des Nations Unies, les autres organisations humanitaires et les autres acteurs compétents d'intensifier encore leur coopération, leur coordination et leurs capacités d'intervention, de façon à pouvoir aider les États Membres qui en font la demande à faire face de manière efficace aux répercussions sanitaires des épidémies de maladies infectieuses et des situations d'urgence lors de crises humanitaires, conformément au Règlement sanitaire international (2005) adopté par l'Assemblée mondiale de la Santé, en veillant à ce que l'aide humanitaire n'affaiblisse pas involontairement les systèmes de santé concernés, et prend note du protocole révisé d'activation du renforcement des moyens humanitaires à l'échelle du système aux fins du contrôle de maladies infectieuses ;

52. *Souligne* qu'il est nécessaire d'encourager la préparation à l'échelle mondiale et de soutenir l'élaboration de mesures, y compris les mécanismes d'intervention rapide, visant à répondre aux situations d'urgence sanitaire, et exhorte les États Membres à redoubler d'efforts pour renforcer les capacités d'intervention au niveau mondial ;

53. *Exhorte* les États Membres et les organisations humanitaires à intégrer la protection et les risques sanitaires, en tant que composantes des réponses humanitaires, dans l'évaluation de la situation humanitaire et la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des réponses humanitaires, et à redoubler d'efforts pour renforcer les systèmes locaux et nationaux, les capacités et les communautés et les acteurs locaux, y compris les organisations dirigées par des femmes ;

54. *Exhorte* les États Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires à redoubler d'efforts pour fournir et financer des services intersectoriels de soutien psychosocial et de santé mentale de qualité, adaptés au contexte et respectueux des droits humains, qui soient intégrés dans les évaluations des besoins humanitaires et les programmes humanitaires de préparation, de réponse et de relèvement, afin de répondre aux besoins de toutes les populations touchées dans des contextes humanitaires, et de favoriser les efforts déployés à l'échelle locale et communautaire, qui seront d'autant plus importants pour atténuer les conséquences psychologiques supplémentaires subies dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et y répondre, et demande aux organismes des Nations Unies et à toutes les organisations humanitaires concernées d'accroître en conséquence les capacités de soutien psychosocial et de santé mentale, et de faire rapport sur ces programmes et sur le financement à l'appui du relèvement et de la résilience, concernant la santé mentale et le bien-être psychosocial de toutes les personnes touchées, tout en constatant l'impact de la maladie sur le personnel humanitaire et les volontaires ;

55. *Appelle* au renforcement des approches nationales et multilatérales et de la coopération internationale, telles que le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) et son mécanisme COVAX, et d'autres initiatives pertinentes, afin de permettre un accès juste, équitable et efficace, à un coût abordable, à des vaccins sûrs, efficaces et performants contre la COVID-19, et souligne le rôle d'une vaccination à grande échelle contre la COVID-19 en tant que bien public mondial pour la santé, afin de prévenir, d'endiguer et d'arrêter la transmission pour mettre fin à la pandémie, tout en notant également qu'il est important que soient mis en

[65] Ibid., vol. 2515, nº 44910.

œuvre des programmes de vaccination inclusifs à l'échelle nationale, qui couvrent les personnes déplacées, les migrants et les réfugiés, et engage les entités des Nations Unies et les autres parties prenantes à soutenir les États Membres, en pleine coordination avec leur gouvernement national ;

56. *Exhorte* tous les États et toutes les parties dans les urgences humanitaires complexes, en particulier dans les situations de conflit armé ou d'après conflit, à faire en sorte que le personnel des organisations humanitaires et médicales, y compris celles intervenant dans le cadre de la pandémie de COVID-19, ainsi que leurs moyens de transport, fournitures et matériel, puissent circuler sans entrave en toute sécurité, et à soutenir, faciliter et autoriser le transport et les lignes de ravitaillement, de sorte que le personnel de ces organisations puisse s'acquitter efficacement et en toute sécurité de sa mission, qui est de venir en aide aux populations touchées, et à cet égard, réaffirme également qu'il faut prendre les mesures nécessaires pour respecter et protéger le personnel, les hôpitaux et autres installations médicales, ainsi que leurs moyens de transport, fournitures et matériel, et exhorte toutes les parties aux conflits armés, agissant conformément au droit international humanitaire, à protéger les infrastructures civiles qui sont essentielles à l'acheminement de l'aide humanitaire pour la fourniture de services essentiels, notamment la vaccination et les soins médicaux connexes ;

57. *Demande* aux États Membres, aux organismes des Nations Unies et aux organisations d'aide humanitaire et de développement ainsi qu'aux autres acteurs compétents de combattre, de prévenir et d'anticiper efficacement et sans plus attendre la montée de l'insécurité alimentaire mondiale qui touche des millions de personnes, en particulier les personnes en proie à la famine ou à un risque immédiat de famine, notamment en renforçant la coopération humanitaire et la coopération en faveur du développement et en débloquant des fonds d'urgence pour pourvoir aux besoins des populations touchées, et demande aux États Membres et aux parties à un conflit armé de respecter le droit international humanitaire et de garantir un accès sûr et sans entrave à l'aide humanitaire ;

58. *Demande* aux États Membres, aux parties à un conflit armé, aux organismes des Nations Unies et aux autres acteurs de l'aide humanitaire et du développement, aux institutions financières internationales et aux autres acteurs concernés de renforcer d'urgence les mesures qu'ils prennent pour prévenir la famine et réduire et combattre l'insécurité alimentaire aiguë, qui est aggravée par les effets de la pandémie de COVID-19, et, à cet égard, condamne fermement l'utilisation de la famine contre les civils comme méthode de guerre, pratique interdite par le droit international humanitaire, et encourage l'adoption de stratégies d'anticipation plus efficaces, étayées par une alerte rapide et une analyse multisectorielles ; et souligne la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire, notamment en investissant dans l'aide et la protection humanitaires, l'agriculture, la production alimentaire et l'accès à des aliments sûrs, suffisants et nutritifs, les moyens de subsistance, l'adaptation au climat, la santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la nutrition, l'énergie, la réduction de la pauvreté et le règlement des conflits armés, et encourage le renforcement des efforts visant à donner davantage de moyens d'agir aux femmes rurales en tant qu'actrices essentielles de la sécurité alimentaire et de l'amélioration de la nutrition ;

59. *Prie instamment* les États Membres, les organismes des Nations Unies et les autres organisations compétentes de prendre des mesures supplémentaires pour répondre d'urgence et de manière coordonnée aux besoins alimentaires et nutritionnels des populations touchées et de promouvoir le droit des femmes et des enfants à une alimentation adéquate, en particulier pendant les périodes de besoins nutritionnels accrus que sont la grossesse et l'allaitement, dont les 1 000 premiers jours, tout en veillant à ce que ces mesures viennent étayer les stratégies et programmes nationaux visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition ;

60. *Invite* les États Membres à prendre des mesures pour garantir au niveau international la protection et le respect des droits des réfugiés, notamment du principe de non-refoulement et des normes de traitement adéquates conformes au droit international, y compris, s'il y a lieu, la Convention relative au statut des réfugiés de 1951[66] et les obligations que leur fait le droit international des droits de l'homme ;

61. *Prend note* de l'application, par 15 pays ainsi que dans le cadre de deux approches régionales, du cadre d'action global pour les réfugiés, qui vise à faire face aux mouvements massifs de réfugiés et aux crises prolongées ;

62. *Prie* les États Membres de redoubler d'efforts pour mieux protéger et aider les personnes déplacées et leur permettre d'être autonomes et résilientes, notamment en coopérant comme il se doit avec les organismes des Nations Unies et les autres acteurs compétents, dont le secteur privé et les institutions financières internationales, afin de lutter

---

[66] Ibid., vol. 189, nº 2545.

en particulier contre le phénomène des déplacements de longue durée, en adoptant et en mettant en œuvre des politiques et des stratégies, pluriannuelles si nécessaire, conformes aux cadres nationaux et régionaux, sachant que les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays[67] sont reconnus comme un cadre international de protection important, et invite les acteurs concernés à collaborer davantage pour résoudre les problèmes liés aux déplacements et salue à cet égard le rôle central que jouent les autorités et institutions nationales et locales qui s'emploient à répondre aux besoins particuliers des personnes déplacées, à remédier aux barrières et aux obstacles entravant l'appui aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil, notamment aux lacunes existant en milieu urbain, et à trouver des solutions durables au problème des déplacements, notamment grâce à l'appui toujours plus grand que la communauté internationale continue de leur apporter, pour renforcer, à leur demande, les capacités des États ;

63. *Constate* que les catastrophes, y compris celles liées aux effets néfastes des changements climatiques, gagnent en intensité et en fréquence, ce qui, dans certaines circonstances, peut entraîner des déplacements de population et exercer des pressions supplémentaires sur les communautés d'accueil, encourage le système des Nations Unies et toutes les parties concernées à redoubler d'efforts pour répondre aux besoins des personnes déplacées par ces catastrophes, et note à cet égard qu'il importe de mettre en commun des pratiques optimales pour prévenir ces déplacements et s'y préparer ;

64. *Constate également* que les déplacements forcés se multiplient partout dans le monde, et insiste sur la nécessité de prendre systématiquement en compte les besoins particuliers des réfugiés, des déplacés et des communautés qui les accueillent dans la planification des opérations humanitaires et des activités de développement ;

65. *Invite* les États Membres ainsi que les organismes et acteurs compétents à mesurer les conséquences que les situations d'urgence humanitaire engendrent pour les migrants, en particulier pour ceux qui sont en situation de vulnérabilité, à y parer et à mieux coordonner les efforts déployés à l'échelle internationale en vue de leur assurer aide et protection, de concert avec les autorités nationales ;

66. *Sait* l'importance que revêt le fait d'immatriculer rapidement et efficacement les populations concernées, qui constitue un outil de protection et un moyen de quantifier et d'évaluer les besoins aux fins de la fourniture et de la distribution de l'aide humanitaire, note que les réfugiés qui se retrouvent sans aucun document d'identité attestant leur statut font face à des difficultés nombreuses et variées, et souligne qu'il importe de renforcer l'application du principe de responsabilité pour veiller à ce que l'aide humanitaire parvienne à celles et à ceux à qui elle est destinée ;

67. *Prend note* de la tenue du premier Sommet mondial sur l'action humanitaire, à Istanbul (Turquie) les 23 et 24 mai 2016 ;

68. *Prie* les organismes des Nations Unies de continuer à rechercher des solutions propres à renforcer leur capacité de recruter et de déployer, rapidement et avec la flexibilité voulue, du personnel humanitaire de haut niveau, compétent et expérimenté, la considération primordiale étant la nécessité de s'attacher les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, compte étant dûment tenu des principes de l'égalité des genres et du recrutement sur une base géographique aussi large que possible ;

69. *Sait* que la diversité du personnel humanitaire est un atout pour l'action humanitaire et permet de comprendre la situation des pays en développement et prie le Secrétaire général de se pencher plus avant sur le manque de diversité dans la répartition géographique et sur la question de la représentation équilibrée des hommes et des femmes parmi le personnel humanitaire du Secrétariat et des organismes d'aide humanitaire des Nations Unies, en particulier dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, et de lui rendre compte des mesures concrètes prises à cet égard dans son rapport annuel ;

70. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte des mesures concrètes prises et des progrès accomplis dans l'application et le suivi de la présente résolution dans le prochain rapport qu'il lui présentera, ainsi qu'à l'Assemblée générale, sur le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies ;

---

[67] E/CN.4/1998/53/Add.2, annexe.

71. *Prie* sa présidence et celle de l'Assemblée générale de poursuivre leurs efforts visant à éliminer les doubles emplois entre les résolutions que les deux organes adoptent sur le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies, tout en favorisant leur complémentarité.

29e séance plénière
23 juin 2022

2022/11. Un appareil de conférence de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique permettant de faire progresser le développement durable

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution 78/2 de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, en date du 27 mai 2022, par laquelle la Commission a adopté un appareil de conférence de la Commission permettant de faire progresser le développement durable,

Approuve l'appareil de conférence de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique permettant de faire progresser le développement durable, tel qu'il est présenté dans l'annexe à la présente résolution.

33e séance plénière
21 juillet 2022

Annexe
Résolution 78/2

Un appareil de conférence de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique permettant de faire progresser le développement durable

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Rappelant sa résolution 73/1 du 19 mai 2017 sur l'alignement de l'appareil de conférence de la Commission sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030, dans laquelle elle a décidé, notamment, de conduire un examen de son appareil de conférence à sa soixante-dix-huitième session, en 2022, un examen à mi-parcours étant effectué à sa soixante-quinzième session, en 2019, et a prié la Secrétaire exécutive d'établir dans les deux cas un rapport axé sur les domaines d'activité de la Commission, qui servirait de base à cet examen,

Rappelant également ses décisions 75/16 du 31 mai 2019 sur l'organisation des sessions annuelles de la Commission et 75/17 du 31 mai 2019 sur l'examen de l'appareil de conférence de la Commission[68],

Rappelant en outre sa résolution 74/5 du 16 mai 2018 sur la transformation du Centre pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture durable en une organisation intergouvernementale non rattachée au système des Nations Unies,

Soulignant qu'il importe de réaliser plus rapidement le Programme de développement durable à l'horizon 2030[69], et insistant sur le fait que le relèvement après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) offre une occasion de faire progresser le développement durable en Asie et dans le Pacifique,

Ayant examiné la note du secrétariat sur l'examen de l'appareil de conférence de la Commission en application de la résolution 73/1[70],

Ayant examiné également les rapports des conseils d'administration des institutions régionales et des comités, ainsi que les rapports issus des Forums Asie-Pacifique pour le développement durable et des conférences ministérielles tenues depuis la soixante-treizième session de la Commission,

---

[68] Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2019, Supplément nº 19* (E/2019/39), chap. I, sect. B.

[69] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

[70] ESCAP/78/31.

1. *Décide* de réviser avec effet immédiat son appareil de conférence afin d'accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier d'actualiser le mandat de ses comités subsidiaires et les questions que ceux-ci sont appelés à examiner, tels qu'ils figurent à l'annexe de la présente résolution ;

2. *Décide également* de reconstituer le Comité du commerce et de l'investissement qui deviendra le Comité du commerce, de l'investissement, des entreprises et de l'innovation commerciale, qui se réunira tous les deux ans ;

3. *Rappelle* ses résolutions 48/2 du 23 avril 1992 et 64/1 du 30 avril 2008 sur la restructuration de l'appareil de conférence de la Commission et 69/1 du 1er mai 2013 sur un appareil de conférence de la Commission pour le développement inclusif et durable de l'Asie et du Pacifique, et décide de renommer l'Organe spécial pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique qui deviendra l'Organe spécial pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, et d'organiser les délibérations de l'Organe spécial pendant le débat ministériel des sessions de la Commission ;

4. *Réaffirme* que l'appareil de conférence de la Commission sera conforme à l'agencement décrit dans l'annexe à la présente résolution ;

5. *Prie* la Secrétaire exécutive de continuer à promouvoir et à renforcer la coopération et la collaboration entre les organisations pertinentes du système des Nations Unies pour le développement en Asie et dans le Pacifique et les autres parties prenantes, selon qu'il convient, à l'appui de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par les membres et les membres associés de la Commission, l'objectif étant d'assurer l'efficacité et l'efficience maximales de cette mise en œuvre ;

6. *Prie également* la Secrétaire exécutive de continuer à effectuer un suivi et une évaluation systématiques de l'appareil de conférence et de sa conformité avec les priorités de la Commission au titre des programmes, afin d'accroître l'efficience, l'efficacité et les synergies des travaux de la Commission ;

7. *Décide* de conduire un examen de son appareil de conférence à sa quatre-vingt-troisième session, en 2027, et un examen à mi-parcours à sa quatre-vingt-unième session, en 2025, et prie la Secrétaire exécutive de lui soumettre, dans les deux cas, un rapport axé sur les domaines d'activité de la Commission, qui servira de base à cet examen.

Annexe à la résolution 78/2
Un appareil de conférence de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

I. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

1. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique tient une session par an sur un thème général choisi par les États membres, comportant un débat des hauts responsables suivi d'un débat ministériel, représentant une durée totale de cinq jours de travail, la durée de chaque débat étant déterminée par le secrétariat en consultation avec les États membres, afin de discuter et de statuer sur d'importantes questions relatives au développement inclusif et durable dans la région, de se prononcer sur les recommandations de ses organes subsidiaires et du Secrétaire exécutif ou de la Secrétaire exécutive, d'examiner et d'entériner le projet de cadre stratégique et de programme de travail et de prendre toutes autres décisions voulues conformément à son mandat.

2. Les délibérations de l'Organe spécial pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement ne durent pas plus d'un jour et ont lieu pendant le débat ministériel.

3. La session de la Commission peut comprendre un exposé d'une personnalité éminente. Des représentants de haut niveau d'organismes des Nations Unies peuvent être invités à participer aux tables rondes organisées durant la session, et des chefs d'entreprise et des organisations de la société civile peuvent être invités à participer à la session selon qu'il convient, conformément au Règlement intérieur de la Commission.

4. Le Groupe de travail informel des projets de résolution du Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission, qui se réunit avant la session de la Commission, est reconstitué en tant que Groupe de travail des projets de résolution pendant le débat des hauts responsables et a le même statut que les comités pléniers.

5. Le nombre de séances des comités pléniers et des organes dotés du même statut ayant lieu simultanément pendant le débat des hauts responsables de la session annuelle ne dépasse pas deux.

6. Les projets de résolution sont le reflet des débats de fond des États membres. De plus, sans préjudice de l'article 31 du Règlement intérieur de la Commission, les membres de la Commission qui le souhaitent sont vivement encouragés à soumettre un projet de résolution au Secrétaire exécutif ou à la Secrétaire exécutive au moins un mois avant le début de la session de la Commission afin de laisser aux membres et aux membres associés suffisamment de temps pour l'examiner. La Commission n'examine pas les projets de résolution soumis moins d'une semaine avant le premier jour de sa session.

7. Le rapport de la Commission comprend les décisions et les résolutions de la Commission. Le projet de compte rendu des travaux de la session de la Commission est élaboré par le secrétariat et distribué aux membres et aux membres associés dans les 15 jours qui suivent la clôture de la session afin de recueillir leurs observations. Les membres et les membres associés sont priés de communiquer leurs observations au plus tard 15 jours après avoir reçu le projet de compte rendu des travaux. La version finale du compte rendu des travaux de la session de la Commission sera publiée par le secrétariat dans les deux mois suivant la clôture de la session, en tenant compte des observations pertinentes des membres et des membres associés.

8. La Commission fait fonction de plateforme régionale pour l'intégration des branches sectorielles des comités, en vue de promouvoir le développement durable de manière équitable dans chacune de ses trois dimensions.

9. À titre de principe général, et sans préjudice de l'article 13 du Règlement intérieur de la Commission, la présidence de ses sessions est assurée à tour de rôle par le représentant ou la représentante de chacune des cinq sous-régions[71].

II. Appareil de conférence subsidiaire

10. L'appareil de conférence subsidiaire de la Commission comprend les neuf comités suivants :

a) Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du financement du développement ;

b) Comité du commerce, de l'investissement, des entreprises et de l'innovation commerciale ;

c) Comité des transports ;

d) Comité de l'environnement et du développement ;

e) Comité des technologies de l'information et de la communication, de la science, de la technologie et de l'innovation ;

f) Comité de la réduction des risques de catastrophe ;

g) Comité du développement social ;

h) Comité de statistique ;

i) Comité de l'énergie.

11. Chacun des neuf comités se réunit une fois tous les deux ans, pour une session de trois jours au maximum, et des sessions plénières conjointes entre plusieurs comités sont organisées pour débattre de questions intersectorielles, lorsque cela est possible et souhaitable.

12. La Commission peut prescrire la réunion d'un ou de plusieurs comités donnés au cours de l'année d'intervalle si un sujet particulier devient une question urgente pour la région.

13. Dans leurs domaines de compétence respectifs, les comités :

a) Examinent et analysent les tendances régionales dans le contexte de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

[71] Les cinq sous-régions de la Commission sont : l'Asie de l'Est et du Nord-Est ; l'Asie du Nord et l'Asie centrale ; l'Asie du Sud et du Sud-Ouest ; l'Asie du Sud-Est ; le Pacifique (A/62/708, par. 321).

b) Déterminent, en consultation avec les États membres, les priorités et les problèmes émergents en ce qui concerne le développement résilient, inclusif et durable et délibèrent sur les approches régionales, en tenant compte des aspects sous-régionaux ;

c) Encouragent le dialogue régional et, le cas échéant, le dialogue interrégional, notamment les synergies sous-régionales et l'échange de données d'expérience sur les politiques et les programmes ;

d) Examinent des positions régionales communes en tant que contributions aux processus mondiaux et encouragent le suivi régional de leurs résultats ;

e) Proposent à la Commission des questions pouvant faire l'objet de résolutions ;

f) Suivent l'application des résolutions de la Commission ;

g) Encouragent l'adoption d'une approche concertée de l'examen des problèmes de développement des pays de la région, le cas échéant, entre les gouvernements et la société civile, le secteur privé, ainsi que les organismes des Nations Unies et les autres organisations internationales aux niveaux régional et sous-régional.

14. Dans leurs domaines de compétence respectifs, les comités donnent en outre au secrétariat et à ses institutions régionales des directives pour l'examen du cadre stratégique et du programme de travail proposés.

15. Les questions suivantes sont intégrées dans l'ensemble des activités de tous les comités :

a) Mise en œuvre et suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement pertinents arrêtés au niveau international, en particulier les objectifs de développement durable, et intégration équilibrée des trois dimensions du développement durable ;

b) Réduction de la pauvreté et relèvement durable après de grands bouleversements pour rendre l'Asie et le Pacifique plus équitables ;

c) Égalité des sexes ;

d) Besoins prioritaires des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement ;

e) Science, technologie et innovation, en particulier technologie numérique pour une transformation numérique sûre et inclusive.

16. Après consultation avec les États membres, des représentants de la société civile et du secteur privé peuvent être invités à participer aux sessions des comités selon qu'il convient, conformément au Règlement intérieur de la Commission.

17. La liste des questions examinées par chacun des neuf comités dans l'accomplissement des fonctions énumérées ci-dessus figure à l'appendice I du présent document.

18. L'appareil subsidiaire de la Commission comprend également le Forum Asie-Pacifique pour le développement durable. Le mandat de ce forum est indiqué à l'appendice II du présent document.

III. Conférences ministérielles et autres réunions intergouvernementales spéciales

19. Sous réserve de l'accord de la Commission, des conférences ministérielles et d'autres réunions intergouvernementales spéciales peuvent être organisées sur des questions spécifiques et des questions intersectorielles.

20. Au maximum huit conférences ministérielles ou autres réunions intergouvernementales spéciales peuvent être organisées outre le calendrier régulier des réunions intergouvernementales pour chaque période biennale, pour une durée totale ne dépassant pas 16 jours, à moins que la Commission n'en décide autrement.

21. Les années durant lesquelles une conférence ministérielle ou une réunion intergouvernementale est organisée sur des questions relevant normalement d'un comité, il n'y a pas lieu de réunir ce comité. Sous réserve de l'approbation de la Commission, un comité peut être convoqué au niveau ministériel de façon ponctuelle pour assurer un engagement de haut niveau concernant les questions qu'il traite.

IV. Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission

22. Les fonctions du Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission correspondent au mandat figurant à l'appendice III du présent document.

23. Le Comité consultatif peut, au besoin, créer ses propres groupes de travail pour l'examen de questions précises.

24. Le Comité consultatif se réunit à une fréquence suffisante sous forme de sessions formelles ou informelles sur des questions d'actualité, en particulier avant la session de la Commission. Le Comité consultatif tient au moins 6 et pas plus de 12 réunions officielles par année civile. Toute réunion formelle ou informelle supplémentaire est organisée en consultation avec le Comité consultatif et le Secrétaire exécutif ou la Secrétaire exécutive, et le secrétariat n'établit pas alors de documentation, sauf à la demande expresse du Comité consultatif.

25. S'il est nécessaire de recueillir les vues des entités du système des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales sur des questions relevant du Comité consultatif, ses membres peuvent, s'il y a consensus entre eux à ce propos, demander au secrétariat d'inviter les représentants d'une entité des Nations Unies ou d'une autre organisation intergouvernementale à assister à une session ultérieure du Comité consultatif.

26. Le Comité consultatif passe périodiquement en revue les travaux des bureaux sous-régionaux et des institutions régionales, et suit activement la mise en œuvre des résolutions par les États membres et fait rapport à ce sujet. Le secrétariat facilite l'élaboration de rapports sur les résolutions en établissant les directives et les modèles pertinents.

V. Institutions régionales opérant sous les auspices de la Commission

27. Les institutions ci-après, qui opèrent sous les auspices de la Commission, continueront à fonctionner de la manière prévue dans leurs statuts et mandats respectifs :

a) Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie ;

b) Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique ;

c) Centre pour la mécanisation agricole durable ;

d) Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement ;

e) Centre Asie-Pacifique pour le développement de la gestion de l'information sur les catastrophes.

28. La Commission peut constituer d'autres institutions régionales visant à appuyer la réalisation de ses objectifs stratégiques et programmatiques.

VI. Dispositions générales

A. Règlement intérieur

29. Sauf si la Commission en dispose autrement, le Règlement intérieur de la Commission et notamment les règles régissant la prise de décisions s'appliquent, *mutatis mutandis*, à ses comités et aux réunions et conférences convoquées dans le cadre de son appareil de conférence.

B. Session informelle

30. Une session informelle des chefs de délégation peut être organisée pendant le débat ministériel de chaque session de la Commission mais ne doit pas être institutionnalisée. Son ordre du jour est décidé par consensus et son ordre du jour annoté est soumis aux membres 30 jours au moins avant l'ouverture de la session afin d'assurer l'efficacité et l'efficience des travaux. L'interprétation simultanée des débats est assurée.

Appendice I
Questions qui seront examinées par les comités subsidiaires de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Les principales questions que les différents comités auront à traiter sont énumérées ci-après. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique peut modifier la liste des questions relevant d'un comité à tout moment, selon qu'il convient ; les comités ont de même la possibilité de traiter de questions nouvelles ou émergentes portées à leur attention par le secrétariat après consultation avec les États membres.

1. Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du financement du développement :

a) Politiques macroéconomiques visant à appuyer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la réduction de la pauvreté ;

b) Coopération régionale sur les questions macroéconomiques et de financement du développement et élaboration de positions régionales communes en tant que contributions aux consultations mondiales tout en assurant le suivi régional des recommandations qui y sont faites ;

c) Ressources pour le développement, notamment stratégies de financement pour atteindre les objectifs de développement durable, telles que les ressources budgétaires nationales, les instruments et mécanismes de financement novateurs, durables et ayant recours au numérique, et développement des marchés de capitaux.

2. Comité du commerce, de l'investissement, des entreprises et de l'innovation commerciale :

a) Commerce international et investissement, moteurs du développement, notamment les mécanismes de coopération régionale et les accords sur le commerce et la facilitation des échanges, tels que l'Accord commercial Asie-Pacifique et l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique ;

b) Partenariats public-privé nationaux et internationaux, partenariats commerciaux, investissement, et développement et financement des petites et moyennes entreprises ;

c) Innovation, notamment via l'économie numérique, les entreprises inclusives, l'investissement à impact et les politiques et réglementations en matière d'innovation ;

d) Développement, transfert, adaptation et application de technologies pertinentes pour la région.

3. Comité des transports :

a) Des transports, une logistique, une mobilité et une connectivité efficaces et résilients, notamment dans le cadre d'accords internationaux sur les transports, tels que les Accords intergouvernementaux sur le Réseau routier asiatique, le Réseau ferroviaire transasiatique et les ports secs, ainsi que les liaisons et le transport maritime ;

b) Systèmes, services et politiques et stratégies de transport durables, efficaces et respectueux de l'environnement, mobilité urbaine durable et application de technologies de transport intelligentes ;

c) Des transports et une mobilité sûrs et inclusifs, notamment politiques et stratégies visant à améliorer la sécurité routière, transports tenant compte des questions de genre et amélioration de l'inclusivité et de l'accessibilité universelle des systèmes de transport ;

d) Harmonisation des normes et des documents de transport.

4. Comité de l'environnement et du développement :

a) Renforcer la durabilité environnementale du développement d'une manière globale et intégrée, notamment, mais pas exclusivement, par l'action climatique, la réduction de la pollution atmosphérique, l'utilisation durable des océans et des mers et la gestion durable des ressources en eau ;

b) Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles ;

c) Promouvoir un développement urbain inclusif et durable ;

d) Promouvoir la production et la consommation durables, notamment par la mécanisation agricole durable et le transfert de technologies en vue d'atteindre les objectifs de développement arrêtés au niveau international.

5. Comité des technologies de l'information et de la communication, de la science, de la technologie et de l'innovation :

a) Accès aux technologies de l'information et de la communication et aux techniques et innovations numériques, notamment par l'accès universel à Internet, l'avènement de la société numérique, la transformation et l'inclusion numériques, notamment dans le cadre de l'initiative de l'Autoroute Asie-Pacifique de l'information ;

b) Application des techniques spatiales et des informations géospatiales intégrées au service du développement durable ;

c) Amélioration des compétences humaines et des capacités institutionnelles dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication et des applications de la technologie numérique pour que l'ère du numérique favorise le développement durable.

6. Comité de la réduction des risques de catastrophe :

a) Coopération régionale pour la réduction et l'atténuation des effets des catastrophes multirisques, l'adaptation au climat et la résilience ;

b) Mécanismes de coopération régionale pour le renforcement de la gestion des risques de catastrophe et de la résilience ;

c) Évaluation intégrée des risques multiples, préparation aux catastrophes, alerte et intervention rapides en cas de catastrophe, notamment atténuation de l'accumulation des risques liés aux agents biologiques et autres aléas naturels, notamment par l'utilisation d'outils exploitant des techniques innovantes ;

d) Gestion de l'information sur les catastrophes et alerte rapide multirisque, notamment pour les tempêtes de sable et de poussière.

7. Comité du développement social :

a) Examiner la mise en œuvre régionale des objectifs et engagements internationalement convenus en matière de développement social ;

b) Évaluer les tendances en matière de population et de développement, y compris les migrations internationales et le vieillissement de la population et leurs incidences sur le développement ;

c) S'attaquer aux problèmes d'inégalité et renforcer les systèmes de protection sociale et de santé ;

d) Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;

e) Promouvoir l'inclusion sociale des personnes âgées, des personnes handicapées et des autres personnes en situation de vulnérabilité.

8. Comité de statistique : doter les systèmes statistiques nationaux des capacités et des moyens d'élaborer et de fournir en temps utile des produits et services novateurs et fiables compte tenu de l'importance de répondre aux besoins de statistiques urgents et en constante évolution du Programme de développement durable à l'horizon 2030, tout en gardant à l'esprit les domaines d'action du document intitulé « Faire progresser les statistiques officielles pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030 : vision et cadre d'action collectifs de la communauté statistique de l'Asie-Pacifique ».

9. Comité de l'énergie :

a) Transition énergétique en Asie et dans le Pacifique, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier l'objectif de développement durable n° 7, et à l'Accord de Paris ;

b) Coopération régionale en vue de favoriser l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable, notamment grâce à la connectivité énergétique ;

c) Coopération régionale pour une sécurité énergétique renforcée et l'utilisation durable de l'énergie au moyen d'accords régionaux et de mandats, notamment le Forum Asie-Pacifique de l'énergie ;

d) Évaluer et examiner les implications de la transition énergétique.

Appendice II
Mandat du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable

I. Fonctions principales

1. Le Forum Asie-Pacifique pour le développement durable est une instance intergouvernementale inclusive qui se réunit chaque année. Il appuie les préparatifs du forum politique de haut niveau pour le développement durable dans le cadre du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale.

2. Le Forum constitue une plateforme régionale pour :

a) Aider les pays, notamment les pays ayant des besoins particuliers, y compris par le renforcement de leurs capacités de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

b) Présenter un point de vue régional sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en identifiant les tendances régionales, ainsi qu'en unifiant et en mettant en commun les meilleures pratiques et les enseignements à retenir, compte tenu des contributions des autres organismes du système des Nations Unies au niveau régional, des autres organisations régionales et sous-régionales et des parties prenantes concernées ;

c) Appuyer le suivi et l'examen des progrès accomplis dans la réalisation du Programme 2030 et des objectifs de développement durable au niveau régional par les moyens suivants : évaluer les progrès réalisés et offrir des possibilités d'apprentissage par les pairs concernant le thème et les objectifs qui seront examinés lors du forum politique de haut niveau ; contribuer à la présentation des examens nationaux volontaires ; procéder à des examens périodiques des progrès de la Feuille de route régionale pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique.

3. Ces fonctions bénéficient de l'appui interinstitutions, y compris par l'intermédiaire du Mécanisme de coordination régionale pour l'Asie et le Pacifique.

II. Conduite du Forum

4. Partie intégrante de l'appareil de conférence de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, le Forum est convoqué chaque année en tant qu'instance intergouvernementale inclusive avant le forum politique de haut niveau. Le thème du Forum doit s'inscrire dans la ligne de celui du forum politique de haut niveau, et l'ensemble des objectifs à examiner de manière approfondie doit être identique à l'ensemble des objectifs du forum politique de haut niveau.

5. Le Forum n'anticipe pas sur les décisions du forum politique de haut niveau ni ne préjuge de ces dernières, n'alourdit pas la charge représentée par l'établissement de rapports pour les États membres ni n'augmente le budget ordinaire de la Commission au-delà du niveau ayant déjà été approuvé par l'Assemblée générale.

6. Le format actuel, y compris l'élection du Bureau pour chaque session, pourrait être maintenu et offrir un espace à la participation multipartite en vue de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en consultation, selon qu'il convient, avec les États membres.

7. Les textes issus du Forum se composent d'un rapport assorti d'un résumé de la présidence figurant en annexe.

8. Le Forum peut tenir compte des perspectives sous-régionales sur les thèmes dont il traite. Des réunions préparatoires de parties prenantes peuvent être convoquées, dans les limites des ressources existantes.

9. Le Forum, y compris la participation des parties prenantes, est conduit conformément au Règlement intérieur de la Commission ainsi qu'aux modalités du forum politique de haut niveau sous les auspices du Conseil économique et social, tant qu'aucune incompatibilité n'est constatée entre eux.

10. Durant chaque session, un membre du Bureau de la session précédente peut rendre compte des débats tenus lors du forum politique de haut niveau réuni dans l'intervalle et sur les conclusions de la précédente session du Forum.

11. Le Forum est conduit de manière à éviter tout double emploi avec les autres plateformes et forums régionaux ; dans un souci d'efficacité et selon qu'il convient, le Forum est convoqué en coordination ou en collaboration avec d'autres forums et plateformes.

III. Relations du Forum avec l'appareil de conférence de la Commission

12. Le rapport du Forum tel que défini au paragraphe 7 est porté à l'attention de la Commission à sa session suivante par la présidence ou la vice-présidence du Forum.

13. Le Forum peut recevoir des contributions des comités subsidiaires de la Commission ainsi que des autres parties prenantes concernées.

14. Le Forum peut bénéficier des conseils fournis par le Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission en tant que moyen de consultation des États membres entre les sessions du Forum.

15. Les années où le forum politique de haut niveau se réunit sous les auspices de l'Assemblée générale sous forme de sommet, ce qui est le cas tous les quatre ans, le Forum peut se tenir parallèlement à la session de la Commission en avril/mai, et la Commission et le Forum partagent le même thème, selon qu'il convient. Les années où le forum politique de haut niveau se réunit sous les auspices du Conseil économique et social, le Forum se réunit au plus haut niveau technique.

16. Si les États membres en font la demande, le mandat du Forum pourra être révisé sur recommandation du Forum et après approbation de la Commission, en tenant compte des nouvelles contributions du forum politique de haut niveau et sur la base des examens périodiques menés par les États membres.

Appendice III
Mandat du Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission

Le Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission remplit les fonctions suivantes :

a) Renforcer la coopération et la consultation étroites entre les États membres et le secrétariat, notamment en dispensant des conseils et des orientations qui seront pris en compte par le Secrétaire exécutif ou la Secrétaire exécutive dans la réalisation des activités respectives ;

b) Jouer le rôle de forum délibérant pour les échanges de vues sur les questions de fond et donner des orientations pour la formulation du programme de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et en rapport avec les changements économiques et sociaux ayant une incidence sur la région Asie-Pacifique ;

c) Conseiller et orienter le Secrétaire exécutif ou la Secrétaire exécutive dans l'élaboration de projets de cadre stratégique, de programme de travail et concernant le thème des sessions de la Commission conformément aux directives données par la Commission ;

d) Recevoir régulièrement des informations sur le fonctionnement administratif et financier de la Commission ;

e) Conseiller et orienter le Secrétaire exécutif ou la Secrétaire exécutive dans le suivi et l'évaluation de l'exécution du programme de travail de la Commission et de l'affectation des ressources ;

f) Examiner le projet de calendrier des réunions avant sa présentation à la Commission, à sa session annuelle ;

g) Conseiller et orienter le Secrétaire exécutif ou la Secrétaire exécutive concernant le projet d'ordre du jour des sessions de la Commission et des comités subsidiaires, en veillant comme il se doit à ce que l'ordre du jour soit axé sur les résultats et bien cadré, conformément aux priorités des États membres en matière de développement, telles que définies par ceux-ci, et au chapitre II du Règlement intérieur de la Commission ;

h) Conseiller et orienter le Secrétaire exécutif ou la Secrétaire exécutive quant aux problèmes économiques et sociaux émergents et autres questions pertinentes à faire figurer à l'ordre du jour provisoire des sessions de la Commission et pour la formulation de l'ordre du jour provisoire annoté desdites sessions ;

i) Être informé de la collaboration et des arrangements connexes entre le secrétariat et les autres organisations internationales et régionales, concernant en particulier les programmes de coopération et les initiatives

conjointes à long terme, notamment ceux qui doivent être proposés par le Secrétaire exécutif ou la Secrétaire exécutive et exécutés sous les auspices du Mécanisme de coordination régionale ;

j) Accomplir toutes autres tâches que lui confie la Commission.

2022/12. Suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

Le Conseil économique et social

Recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

L'Assemblée générale,

Soulignant la responsabilité que l'Organisation des Nations Unies assume dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale en vertu de la résolution 155 C (VII) du Conseil économique et social en date du 13 août 1948 et de sa propre résolution 415 (V) du 1er décembre 1950,

Consciente que les congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui constituent une importante tribune intergouvernementale, influent sur les politiques et pratiques nationales et favorisent la coopération internationale dans ce domaine en facilitant l'échange de vues et de données d'expérience, en mobilisant l'opinion publique et en recommandant différentes politiques possibles aux niveaux national, régional et international,

Rappelant sa résolution 46/152 du 18 décembre 1991, à l'annexe de laquelle les États Membres affirmaient que les congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale devaient se réunir tous les cinq ans pour permettre, notamment, l'échange de vues entre États, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et experts représentant diverses professions et disciplines, l'échange de données d'expérience en matière de recherche, de droit et d'élaboration des politiques et le recensement des tendances et des questions nouvelles dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale,

Rappelant également sa résolution 57/270 B du 23 juin 2003 sur l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, dans laquelle elle a souligné que tous les pays devraient promouvoir des politiques qui s'inscrivent dans la logique des engagements pris lors des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies, souligné que le système des Nations Unies avait l'importante responsabilité d'aider les gouvernements à ne pas faiblir dans leur volonté de suivre et d'appliquer les accords et les engagements contractés lors des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies, et invité les organes intergouvernementaux du système des Nations Unies à continuer de promouvoir l'application des textes issus de ces manifestations,

Rappelant en outre sa décision 74/550 A du 13 avril 2020, dans laquelle elle a pris note avec préoccupation de la situation concernant la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et décidé de reporter la tenue du quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, et sa décision 74/550 B du 12 août 2020, dans laquelle elle a décidé que le quatorzième Congrès se tiendrait à Kyoto (Japon) du 7 au 12 mars 2021 et prié la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale d'accorder, à sa trentième session, un rang de priorité élevé à l'examen de la déclaration du quatorzième Congrès, afin de lui présenter, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, les suites qu'elle lui recommanderait d'y donner à sa soixante-seizième session,

Rappelant sa résolution 76/181 du 16 décembre 2021, dans laquelle elle a souscrit à la Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, adoptée par le quatorzième Congrès, et a demandé à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale d'examiner l'application de la Déclaration de Kyoto au titre du point permanent de son ordre du jour intitulé « Suite donnée au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale »,

Encouragée par le succès du quatorzième Congrès, qui a offert un cadre international des plus vastes et divers à l'échange de vues et de données d'expérience en matière de recherche, de droit et d'élaboration de politiques et de programmes entre États, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et experts représentant diverses professions et disciplines,

Soulignant combien il importe de mener toutes les activités préparatoires au quinzième Congrès dans les délais voulus et en concertation,

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur la suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et les préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale[72] ;

2. *Invite de nouveau* les gouvernements à prendre en compte la Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030[73], adoptée par le quatorzième Congrès, dans l'élaboration de leur législation et de leurs directives et à mettre tout en œuvre, selon les besoins, pour appliquer les principes qui y sont formulés, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ;

3. *Se félicite* que le Gouvernement japonais entende veiller avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et par l'intermédiaire de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à ce que la suite voulue soit donnée à la Déclaration de Kyoto ;

4. *Prie* la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, agissant conformément à son mandat, de continuer à appliquer les mesures stratégiques et opérationnelles appropriées au suivi de la Déclaration de Kyoto, et notamment de tenir, entre ses sessions, des discussions thématiques visant à faciliter la mise en commun, entre États Membres et parties concernées, des informations disponibles, des bonnes pratiques suivies et des enseignements tirés, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires ;

5. *Décide* de tenir le quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale en 2026, sans préjudice des dates qui seront fixées pour les congrès suivants et avec l'objectif de continuer à tenir un congrès tous les cinq ans, à la lumière du processus de suivi intensif que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a entrepris pour veiller à l'application de la Déclaration de Kyoto ;

6. *Invite* les États Membres à présenter des suggestions concernant le thème général, les points de l'ordre du jour et les sujets des ateliers du quinzième Congrès, et prie le Secrétaire général d'inclure ces suggestions dans le rapport sur la suite à donner au quatorzième Congrès et les préparatifs du quinzième Congrès dont la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sera saisie à sa trente-deuxième session ;

7. *Recommande* que, compte tenu de l'expérience et du succès du quatorzième Congrès, tout soit mis en œuvre pour que le thème général, les points de l'ordre du jour et les sujets des ateliers du quinzième Congrès soient en rapport les uns avec les autres et pour que les points de l'ordre du jour et les sujets des ateliers soient condensés et limités en nombre, et encourage l'organisation de manifestations parallèles qui aient trait aux points de l'ordre du jour et aux sujets des ateliers et qui les complètent ;

8. *Prie* la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale d'approuver à sa trente-deuxième session le thème général, les points de l'ordre du jour et les sujets des ateliers du quinzième Congrès ;

9. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dix-huitième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

33e séance plénière
21 juillet 2022

---

[72] E/CN.15/2022/11.

[73] Résolution 76/181 de l'Assemblée générale, annexe.

2022/13. Réduction de la récidive grâce à la réadaptation et à la réinsertion

Le Conseil économique et social

Recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

L'Assemblée générale,

Rappelant les conclusions du quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, tenu à Kyoto (Japon) du 7 au 12 mars 2021, telles qu'elles ressortent du rapport du Congrès[74] et de la Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030[75],

Réaffirmant l'engagement pris dans la Déclaration de Kyoto de réduire la récidive grâce à la réadaptation et à la réinsertion sociale,

Prenant note des délibérations du quatorzième Congrès tenues au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Approches intégrées face aux problèmes rencontrés par le système de justice pénale », au cours desquelles certains États Membres ont évoqué, entre autres, la nécessité de fournir aux systèmes nationaux de justice pénale des orientations pratiques sur la réduction de la récidive, et recommandé d'établir de nouvelles règles et normes des Nations Unies axées sur la question de la réduction de la récidive,

Prenant note également des débats qui ont eu lieu lors de l'atelier consacré au thème « La réduction de la récidive : repérer les risques et concevoir des solutions » et à ses trois sous-thèmes, dont il est rendu compte dans le rapport du Comité II du quatorzième Congrès, et en particulier de l'encouragement adressé par certains participants aux États Membres à partager des informations sur les pratiques prometteuses et à envisager l'élaboration, sous l'égide de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et avec le soutien de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, de stratégies types propres à réduire la récidive qui reflètent, entre autres, les bonnes pratiques examinées au cours de l'atelier[76],

Rappelant sa résolution 76/182 du 16 décembre 2021, dans laquelle elle encourageait les États Membres à promouvoir la réadaptation et la réinsertion des personnes délinquantes, et priait l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de convoquer une réunion d'experts afin d'échanger des informations sur les pratiques prometteuses en matière de réduction de la récidive en vue d'élaborer des stratégies types propres à réduire la récidive qui pourraient être utiles aux États Membres, en tenant compte des dispositions pertinentes des règles et normes existantes en matière de prévention du crime et de justice pénale, des évolutions actuelles, des travaux de recherche, des outils et des résultats des délibérations du quatorzième Congrès,

Rappelant également les règles et normes en matière de prévention du crime et de justice pénale qu'elle a adoptées ou recommandées, y compris l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela)[77], les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok)[78] et les Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo)[79], et prenant note dans le même temps de la nécessité de règles et normes portant expressément sur la réduction de la récidive,

Notant les mesures prises par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour mettre en œuvre la résolution 76/182 de l'Assemblée générale, à savoir la convocation, avec le concours du Gouvernement japonais, d'une réunion d'experts en ligne, à laquelle un nombre limité d'experts ont participé, à titre personnel, du 6 au 8 avril 2022, pour échanger des informations sur les pratiques prometteuses et recenser un ensemble d'éléments clefs à examiner en vue de leur intégration dans des projets de stratégies types propres à réduire la récidive,

---

[74] A/CONF.234/16.

[75] Résolution 76/181 de l'Assemblée générale, annexe.

[76] A/CONF.234/16, chap. VII, sect. B.

[77] Résolution 70/175 de l'Assemblée générale, annexe.

[78] Résolution 65/229 de l'Assemblée générale, annexe.

[79] Résolution 45/110 de l'Assemblée générale, annexe.

1. *Encourage* les États Membres à élaborer des stratégies ou des plans d'action globaux propres à réduire la récidive grâce à des interventions efficaces en faveur de la réadaptation et de la réinsertion des personnes délinquantes ;

2. *Encourage également* les États Membres à promouvoir dans les centres de détention un environnement propice à la réadaptation, notamment par la conception et la mise en place de programmes de traitement efficaces fondés sur une évaluation individuelle des besoins des personnes délinquantes et des risques auxquels elles sont exposées, et à donner aux personnes délinquantes accès à des programmes de formation professionnelle et technique et à des programmes éducatifs afin de les aider à acquérir les aptitudes nécessaires à leur réinsertion ;

3. *Encourage en outre* les États Membres, selon qu'il conviendra et conformément à leur droit interne, à tenir compte des règles et normes pertinentes et appropriées des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, à prendre en considération les questions de genre dans leurs systèmes de justice pénale, à soutenir le développement des compétences nécessaires parmi les personnes délinquantes dans les centres de détention et à faciliter les possibilités d'emploi, s'il y a lieu, afin de promouvoir la réadaptation et la réinsertion sociales des personnes délinquantes ;

4. *Est consciente* du bénéfice que peut apporter l'intégration du respect de la diversité culturelle, fondée sur le respect de l'état de droit, dans les programmes de réadaptation et de réinsertion ;

5. *Encourage* les États Membres à promouvoir des approches et des programmes de réadaptation dans leurs systèmes judiciaires habilités à traiter de problèmes concrets, tels que des questions sociales ou de santé mentale ;

6. *Encourage également* les États Membres à promouvoir dans la société un environnement propice à la réadaptation, de manière à faciliter la réinsertion sociale des personnes délinquantes avec l'engagement actif des communautés locales, compte dûment tenu de la nécessité de protéger la société et les personnes ainsi que les droits des victimes et des personnes délinquantes ;

7. *Encourage en outre* les États Membres à promouvoir les partenariats multipartites pour réduire la récidive en favorisant la coordination entre les autorités publiques concernées, notamment les agences pour l'emploi, les organismes de protection sociale et les administrations locales, ainsi que l'établissement de partenariats public-privé entre ces autorités et la société, y compris les employeurs coopérants et les volontaires locaux qui contribuent à la réinsertion sociale et à long terme des personnes délinquantes ;

8. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, de convoquer la réunion d'un groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée, qui bénéficiera de services d'interprétation dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, en vue d'élaborer des stratégies types propres à réduire la récidive qui pourraient être utiles aux États Membres, en prenant en considération les dispositions pertinentes des règles et normes des Nations Unies existantes en matière de prévention du crime et de justice pénale, les évolutions actuelles, les travaux de recherche, les outils et les contributions écrites des États Membres, mais aussi les conclusions de la réunion d'experts tenue du 6 au 8 avril 2022 ;

9. *Encourage* les États Membres à communiquer à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, par des contributions écrites, des informations sur les pratiques prometteuses qui pourraient être intégrées dans des projets de stratégies types propres à réduire la récidive, afin que le groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée les examine ;

10. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'aider les États Membres, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, à réduire la récidive en favorisant les environnements propices à la réadaptation et la réinsertion par l'apport d'une assistance technique, y compris d'un appui matériel, aux États Membres, en particulier aux pays en développement, qui le demandent, compte tenu de leurs besoins et priorités, ainsi que des difficultés et des restrictions existantes ;

11. *Invite* les États Membres et les autres donateurs à fournir des ressources extrabudgétaires aux fins des activités mentionnées dans la présente résolution, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies ;

12. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à sa session qui suivra la réunion du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée, des conclusions de cette réunion, et de lui en rendre compte à elle également, selon qu'il conviendra.

33e séance plénière
21 juillet 2022

2022/14. Renforcer l'action menée aux niveaux national et international, y compris avec le secteur privé, pour protéger les enfants contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

Le Conseil économique et social

Recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

L'Assemblée générale,

Soulignant que les droits de l'enfant sont des droits humains, qui doivent être protégés tant hors ligne qu'en ligne,

Rappelant la Convention relative aux droits de l'enfant[80], le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants[81], et d'autres instruments internationaux et régionaux pertinents,

Rappelant également sa résolution 76/181 du 16 décembre 2021, dans laquelle elle a souscrit à la Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, adoptée par le quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, tenu à Kyoto (Japon) du 7 au 12 mars 2021, notamment le paragraphe 29 de la Déclaration, contenant l'engagement de répondre aux besoins et de défendre les droits des enfants et des jeunes, compte dûment tenu de leurs vulnérabilités, pour les protéger contre toutes les formes de criminalité, de violence, d'abus et d'exploitation, y compris en ligne, telles que l'exploitation et les atteintes sexuelles et la traite, en considérant les risques particuliers encourus par les enfants dans le contexte du trafic illicite de personnes migrantes, mais aussi du recrutement par des groupes criminels organisés, y compris des bandes, ainsi que par des groupes terroristes, et le paragraphe 86 de la Déclaration, contenant l'engagement de prendre des mesures plus efficaces pour prévenir et faire cesser la maltraitance, l'exploitation et la traite, et toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants, notamment l'exploitation et les atteintes sexuelles dont ils font l'objet, y compris en ligne, en incriminant les actes de cette nature, en soutenant les victimes et en favorisant la coopération internationale contre cette forme de criminalité,

Consciente des rôles importants que jouent la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale dans l'élaboration et la recommandation de politiques de lutte contre la criminalité destinées à prévenir et à combattre plus efficacement l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants et les infractions connexes, ainsi que d'autres infractions, conformément à sa résolution 46/152 du 18 décembre 1991 et à la résolution 1992/22 du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1992,

Rappelant sa résolution 69/194 du 18 décembre 2014, dans laquelle elle a adopté les Stratégies et mesures concrètes types des Nations Unies relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale, où elle a reconnu le rôle clef que jouait le système judiciaire pour ce qui était de prévenir la violence contre les enfants, y compris l'exploitation et les atteintes sexuelles en ligne, et d'y faire face, et prié instamment les États Membres d'interdire par la loi toute forme de violence sexuelle contre les enfants commise à l'aide des nouvelles technologies de l'information, dont Internet, ou facilitée par elles, de mettre en œuvre des programmes complets de prévention destinés aux enfants, de mettre en place, avec les fournisseurs d'accès à Internet et de services en ligne et les entreprises de téléphonie mobile, des mécanismes efficaces de détection et de signalement, d'amener ces entreprises et entités à coopérer

---

[80] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1577, nº 27531.

[81] Ibid., vol. 2171, nº 27531.

plus efficacement avec les services de détection et de répression pour prévenir et combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants, de fournir aux personnes ayant subi de tels actes des services spécialisés complets qui soient adaptés à leur âge et à leur genre et de prévenir la production et la diffusion de matériels représentant des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles visant des enfants,

Notant que, dans certains États Membres, les enfants ayant subi des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles peuvent également être désignés par une terminologie différente[82], ce qui contribue à favoriser leur rétablissement,

Rappelant sa résolution 74/174 du 18 décembre 2019 sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants sur Internet, dans laquelle elle a instamment prié les États Membres, agissant conformément à leur cadre juridique interne, de redoubler d'efforts pour lutter contre la cybercriminalité liée à l'exploitation et aux atteintes sexuelles visant les enfants, y compris sur Internet, et de prendre des mesures législatives ou autres, conformément à leur droit interne, pour faciliter la détection, par des fournisseurs d'accès à Internet et de services en ligne et d'autres entités compétentes, des contenus en ligne montrant des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles visant les enfants,

Rappelant que, dans sa résolution 74/174, elle a noté que l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants pouvaient prendre de nombreuses formes, y compris, mais pas seulement, des infractions avec ou sans contact, des infractions commises en ligne, la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle, la mise en confiance d'enfants à des fins sexuelles, l'utilisation d'images montrant des atteintes sexuelles sur enfants à des fins de chantage et d'extorsion, l'acquisition, la production, la distribution, la mise à disposition, la vente, la copie, la détention et la diffusion en direct de contenus montrant des atteintes sexuelles sur enfants, ainsi que l'accès à de tels contenus,

Prenant note avec inquiétude de la menace croissante représentée par les contenus « autoproduits » montrant des atteintes sexuelles sur enfants, à savoir les contenus que des enfants produisent sous l'effet d'une contrainte ou d'une manipulation ou volontairement et qui sont ensuite exploités,

Notant que dans certains cas, la diffusion en direct de contenus montrant des atteintes sexuelles sur enfants implique le versement d'une rémunération et que des personnes peuvent commettre en personne et hors de leur pays de nationalité ou de résidence des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles visant des enfants,

Notant également que les personnes qui, enfants, ont subi des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles peuvent subir un préjudice supplémentaire si des contenus les représentant sont diffusés à des fins d'exploitation, même si ces images ne constituent pas des contenus montrant des atteintes sexuelles sur enfants,

Rappelant la résolution 26/3 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en date du 26 mai 2017, sur la prise en considération de la problématique femmes-hommes dans les politiques et programmes de prévention de la criminalité et de justice pénale et dans les efforts déployés pour prévenir et combattre la criminalité transnationale organisée[83],

Rappelant également ses résolutions 72/195 du 19 décembre 2017, sur l'amélioration de la coordination de l'action contre la traite des personnes, 73/148 du 17 décembre 2018, intitulée « Intensification de l'action menée pour prévenir et éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles : harcèlement sexuel », et 73/154 du 17 décembre 2018, relative à la protection des enfants contre les brimades, les résolutions du Conseil économique et social 2004/27 du 21 juillet 2004, sur les lignes directrices en matière de justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels, 2005/20 du 22 juillet 2005, sur les lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels, et 2011/33 du 28 juillet 2011, sur la prévention, la protection et la coopération internationale contre l'utilisation des nouvelles technologies de l'information à des fins de maltraitance ou d'exploitation des enfants, ainsi que la résolution 16/2 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en date du 27 avril 2007,

---

[82] Le terme « rescapés » est souvent utilisé pour montrer que les victimes d'atteintes sexuelles et d'exploitation visant les enfants peuvent surmonter leur traumatisme.

[83] Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2017, Supplément n° 10* (E/2017/30), chap. I, sect. D.

intitulée « Prévention du crime et justice pénale : mesures efficaces de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants »[84],

Prenant acte de la note d'orientation de l'Union internationale des télécommunications intitulée « Assurer la sécurité des enfants dans l'environnement numérique : l'importance de la protection et de l'apprentissage de l'autonomie »,

Constatant que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a amené les agresseurs et les enfants à passer plus de temps en ligne, augmentant ainsi la nécessité de mesures de sécurité et d'éducation propres à atténuer les risques que les enfants soient victimes d'exploitation ou d'atteintes sexuelles en ligne,

Constatant également que les États Membres ont la responsabilité de prendre des mesures pour protéger les enfants contre toutes les formes d'exploitation et d'atteintes sexuelles,

Constatant l'urgente nécessité de prévenir et de combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants, où qu'elles se produisent, et constatant que les différentes manifestations de ces phénomènes, hors ligne et en ligne, peuvent être imbriquées,

Reconnaissant le traumatisme effroyable et durable que l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants peuvent infliger aux victimes, la honte et la stigmatisation qui peuvent réduire au silence les personnes ayant, enfants, subi des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles et aggraver leur souffrance, et le risque de nouvelle victimisation et de réactivation du traumatisme, notamment du fait de la circulation répétée, en ligne, de contenus associés à l'exploitation et aux atteintes sexuelles visant les enfants,

Consciente qu'il ne sera possible de prévenir et de combattre efficacement l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants qu'à l'aide de partenariats multipartites entre les secteurs public et privé aux niveaux local, national, régional et international,

Consciente également que la création, la détention, la diffusion et la consommation de contenus montrant des atteintes sexuelles sur enfants exposent les enfants à des risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles, notamment en normalisant les comportements mis en scène dans ces contenus et en alimentant la demande de tels contenus,

Prenant note avec préoccupation des liens qui existent parfois entre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants et la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle commerciale et celle des personnes à des fins d'exploitation sexuelle,

Notant que, compte tenu du caractère transnational de ces actes, aucun pays ne peut à lui seul prévenir et combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants, et que ces derniers ne seront à l'abri de ces horribles formes de maltraitance que lorsque des normes et des lois solides et cohérentes auront été adoptées et seront mises en œuvre à l'échelle mondiale,

Notant également que le terme « pornographie mettant en scène des enfants » est de plus en plus souvent remplacé, dans certains États Membres, par une référence à des contenus montrant des actes d'exploitation sexuelle ou des atteintes sexuelles visant des enfants, afin de mieux rendre compte de la nature de ces contenus et de la gravité du préjudice subi par les enfants dans ce contexte,

Reconnaissant l'importance d'une terminologie normalisée pour promouvoir des interprétations communes et disposer de la précision juridique requise pour étayer des cadres juridiques nationaux efficaces et renforcer la coopération internationale à cet égard,

Rappelant le paragraphe 67 de la Déclaration de Kyoto, dans lequel les États Membres ont reconnu le rôle fondamental d'une coopération internationale efficace pour prévenir et combattre la criminalité et, à cette fin, souligné qu'il importait de faire face, de s'attaquer et de répondre efficacement aux difficultés et obstacles rencontrés au niveau international, en visant en particulier les mesures qui entravent cette coopération et qui ne sont pas conformes à la Charte des Nations Unies et aux obligations qu'impose le droit international, et dans

---

[84] Ibid., *2007, Supplément nº 10* (E/2007/30/Rev.1), première partie, chap. I, sect. D.

lequel ils ont, à cet égard, engagé les États, agissant conformément à leurs obligations internationales, à s'abstenir d'appliquer de telles mesures,

Consciente que les disparités entre États du point de vue de l'accès et du recours aux technologies de l'information et des communications peuvent nuire à l'efficacité de la coopération internationale dans la lutte contre la création, la diffusion et la consommation de contenus montrant des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles visant des enfants,

Consciente du caractère souvent transnational de l'exploitation et des atteintes sexuelles visant les enfants, un seul cas de maltraitance en ligne pouvant concerner plusieurs pays ou territoires vu que la victime, l'agresseur et les fournisseurs d'accès à Internet et de services en ligne peuvent se trouver dans des pays différents et que les contenus montrant des atteintes sexuelles sur enfants peuvent être stockés et diffusés dans des pays ou territoires différents,

Soulignant qu'il importe de rester attentif au fait que le phénomène de l'exploitation et des atteintes sexuelles visant les enfants évolue et prend de l'ampleur dans le monde, alors que l'accès croissant à Internet et les technologies de l'information et des communications nouvelles et évolutives, notamment les moyens de chiffrement et les outils d'anonymisation, sont utilisés pour commettre des infractions liées à l'exploitation et aux atteintes sexuelles visant les enfants, ainsi qu'à la charge toujours plus lourde qui pèse sur les capacités et les moyens des services de détection et de répression, des services d'aide aux victimes et d'autres organismes,

Notant que les États Membres redoublent d'efforts, au moyen notamment de lois et de stratégies nationales, ainsi que d'accords multilatéraux sur la question et d'autres dispositifs, pour prévenir et combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants en ligne,

Estimant que les fournisseurs d'accès à Internet et de services en ligne devraient concevoir de manière volontariste des produits et des services propres à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants, et notant que les systèmes ne devraient pas faire peser sur les personnes ayant subi, enfants, des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles la responsabilité première du signalement de ces comportements,

Soulignant cet impératif et défi particulier que représente pour les États Membres la définition, conformément à leur cadre juridique interne, d'attentes, de normes et de réglementations claires et cohérentes devant amener les fournisseurs d'accès à Internet et de services en ligne à assurer la sécurité des enfants qui utilisent leurs plateformes et services,

1. *Encourage* les États Membres à engager un dialogue et à favoriser la coopération avec les fournisseurs d'accès à Internet et de services en ligne qui relèvent de leur juridiction afin de promouvoir et de garantir la sécurité et le bien-être des enfants et de coopérer dans la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants ;

2. *Engage* les États Membres à instaurer et à renforcer, conformément à leur cadre juridique interne, des partenariats et des dialogues public-privé avec les fournisseurs d'accès à Internet et de services en ligne afin de faciliter ou d'encourager le recours à des services sûrs de par leur conception qui ne compromettent pas la sécurité des enfants et d'appliquer des mesures appropriées pour la détection et le signalement des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles en ligne visant les enfants, ou pour l'apport de preuves dans le cadre de procédures judiciaires, quelle que soit la technologie utilisée en ligne – outils de chiffrement et d'anonymisation compris –, tout en protégeant la vie privée des utilisateurs et des victimes ;

3. *Engage également* les États Membres à prendre les mesures voulues pour restreindre, conformément à leur droit interne, l'accès aux contenus montrant des atteintes sexuelles sur enfants dans le cyberespace ;

4. *Prie instamment* les États Membres d'incriminer toutes les formes d'exploitation et d'atteintes sexuelles visant les enfants, y compris en ligne, de doter les services de détection et de répression des pouvoirs appropriés et de mettre en place les outils voulus pour identifier les victimes, lutter efficacement contre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants et traduire en justice les auteurs de telles infractions ;

5. *Prie instamment* les États parties au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, de respecter les obligations juridiques qu'ils ont contractées en vertu de ce protocole ;

6. *Encourage* les États Membres à adopter des mesures législatives et autres pour prévenir les violences et les préjudices, y compris l'exploitation et les atteintes sexuelles en ligne, et pour protéger les enfants contre de tels actes, notamment en envisageant de prendre des mesures adaptées à leur contexte national qui imposent de prévenir, de détecter, de signaler et de supprimer les contenus en ligne montrant des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles sur enfants, y compris la sollicitation d'enfants à de telles fins facilitée par la technologie, le cybergrooming et l'hébergement de contenus montrant de tels actes sur des serveurs en ligne ;

7. *Encourage également* les États Membres à prendre, conformément à leur cadre juridique interne, les mesures législatives et politiques voulues, notamment en renforçant la législation existante, pour permettre aux services de détection et de répression de prévenir et de combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants en ligne, de protéger les enfants de tels actes et, à cette fin, de faire coopérer activement leurs services de police au niveau international ;

8. *Invite* les États Membres à examiner les meilleures pratiques suivies par d'autres États Membres, en particulier celles qui consistent à inciter le secteur privé à lutter plus énergiquement contre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants en ligne grâce à l'élaboration et à la mise en place, en matière de sécurité des enfants en ligne, de normes sectorielles qui soient volontairement adoptées et qui favorisent la transparence et la coopération entre les secteurs privé et public ;

9. *Engage* les États Membres à échanger des informations et des idées sur leurs législations, politiques, procédures et pratiques nationales respectives, ainsi qu'à mettre en commun leurs expériences et connaissances, y compris en ce qui concerne les régimes nationaux de signalement des contenus en ligne montrant des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles visant des enfants, afin de permettre une collaboration internationale et de favoriser les meilleures pratiques ;

10. *Engage également* les États Membres à prendre conscience de la nécessité de disposer, au sein des autorités compétentes ou entre elles, d'ensembles de données communs sur les contenus montrant des atteintes sexuelles sur enfants dont on a connaissance, tels que la base de données internationale sur l'exploitation sexuelle des enfants de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), et à promouvoir ces ensembles de données aux fins de la détection, du signalement et de la suppression de ces contenus, notamment des images et des vidéos montrant des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles visant des enfants, qui se trouvent sur des serveurs en ligne, ainsi qu'à œuvrer à une harmonisation satisfaisante de la terminologie relative auxdits contenus afin de protéger la sécurité et la vie privée des victimes et d'empêcher que celles-ci ne subissent des actes d'exploitation et des atteintes de manière répétée ;

11. *Engage en outre* les États Membres à sensibiliser les pouvoirs publics, les fournisseurs d'accès à Internet et de services en ligne et d'autres acteurs à la nécessité urgente d'agir pour protéger les enfants de l'exploitation et des atteintes sexuelles, et à faciliter le dialogue entre les différents secteurs et entités devant être impliqués dans une réponse efficace ;

12. *Prie instamment* les États Membres de sensibiliser le public à la gravité des contenus montrant des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles visant les enfants, au fait que ces contenus constituent des infractions sexuelles contre les enfants et au fait que la production, la distribution et la consommation de ces contenus exposent un nombre accru d'enfants à des risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles, notamment en normalisant les comportements mis en scène dans ces contenus et en alimentant la demande de tels contenus ;

13. *Engage* les États Membres à élaborer des stratégies efficaces et adaptées au genre et à l'âge pour prévenir et combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants, notamment en veillant à ce que les institutions qui assurent des services aux enfants bénéficient des garanties voulues afin de prévenir et d'intervenir rapidement, et pour mettre en place des facteurs de protection dans les familles, les foyers et les communautés afin de faire obstacle aux activités des agresseurs en ligne et hors ligne ;

14. *Engage également* les États Membres à élaborer des stratégies qui permettent de prévenir et de combattre l'exploitation et la maltraitance des enfants et, par des initiatives de plaidoyer, de sensibilisation et d'éducation, de combattre la honte et la stigmatisation dont peuvent souffrir les victimes, et à favoriser la collaboration et le partage d'informations aux niveaux stratégique et opérationnel entre les pouvoirs publics, les

établissements d'enseignement, les organismes de première ligne, le secteur privé, la société civile, y compris les porte-parole qui, enfants, ont subi des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles, les médias et le public afin de promouvoir la sécurité et le bien-être des enfants ;

15. *Engage en outre* les États Membres, agissant conformément à leur cadre juridique interne et au droit international applicable, à renforcer la coopération internationale dans la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants en ligne, par l'intermédiaire, entre autres et selon qu'il convient, de l'entraide judiciaire et de l'extradition, ainsi que de la coopération entre services de police et entre organismes concernés, afin de combattre ces infractions et de faire en sorte que leurs auteurs soient traduits en justice et que les victimes soient identifiées, tout en respectant le droit des enfants au respect de leur vie privée ;

16. *Engage* les États Membres à concevoir des mesures permettant effectivement de renforcer la capacité de leur système judiciaire de prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants et d'y répondre, notamment des formations au recueil de témoignages d'enfants, aux approches centrées sur les victimes destinées à éviter toute réactivation du traumatisme, ainsi qu'à la manipulation et au traitement appropriés des preuves numériques, et de susciter la confiance du public en ce qui concerne les contacts avec les services de détection et de répression et le signalement d'actes à ces services ;

17. *Souligne* la nécessité de s'engager efficacement auprès des personnes qui, enfants, ont subi des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles ainsi que, plus largement, auprès de leurs réseaux de soutien et de leurs communautés, en tenant compte de leurs spécificités et en n'excluant aucun enfant sur la base de spécificités ou de situations telles que le genre, l'âge, le handicap, les convictions ou l'appartenance ethnique ;

18. *Souligne également* la nécessité d'intensifier la coopération entre les États Membres afin de prévenir et de combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants et de renforcer l'assistance technique fournie aux États qui le demandent pour rendre les autorités nationales mieux à même de s'attaquer à ces comportements sous toutes leurs formes ;

19. *Demande* à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'aider les États Membres qui le souhaitent à concevoir des stratégies et des mesures adaptées à l'âge et au genre pour prévenir et combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants, de faire mieux comprendre ces phénomènes au niveau international et de promouvoir l'adoption des réponses intersectorielles requises, y compris de la part des fournisseurs d'accès à Internet et de services en ligne ;

20. *Encourage* les États Membres à promouvoir l'échange spontané de meilleures pratiques et d'informations sur les politiques publiques en matière d'aide aux personnes qui, enfants, qui ont subi des actes d'exploitation sexuelle et des atteintes sexuelles, afin de protéger les enfants contre ces comportements, y compris en ligne ;

21. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'offrir aux États Membres qui en font la demande, en particulier aux pays en développement, des services d'assistance technique et de renforcement des capacités, tels que des formations à l'exploitation de preuves numériques, un appui matériel, des services et autres, pour les aider à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles visant les enfants en ligne, et invite les États Membres à lui apporter leur soutien à cet égard ;

22. *Invite* les États Membres et les autres donateurs à fournir des ressources extrabudgétaires pour la mise en œuvre des paragraphes pertinents de la présente résolution, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies.

33e séance plénière
21 juillet 2022

2022/15. Examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information

Le Conseil économique et social,

Rappelant les textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information[85],

Rappelant également sa résolution 2006/46 du 28 juillet 2006 sur la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial et l'examen de la Commission de la science et de la technique au service du développement, et le mandat qu'il a confié à celle-ci en application de ladite résolution,

Rappelant en outre sa résolution 2021/28 du 22 juillet 2021 sur l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial,

Rappelant la résolution 70/1 de l'Assemblée générale, en date du 25 septembre 2015, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 »,

Rappelant également la résolution 70/125 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 2015, intitulée « Document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information », dans laquelle l'Assemblée a réaffirmé le projet du Sommet mondial, à savoir édifier une société de l'information à dimension humaine, ouverte à tous et privilégiant le développement, où chacun puisse créer, acquérir, utiliser et partager des informations et des connaissances, et où les individus, les communautés et les peuples puissent ainsi réaliser tout leur potentiel en promouvant le développement durable et en améliorant leur qualité de vie, conformément aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, ainsi qu'en respectant pleinement et en mettant en œuvre la Déclaration universelle des droits de l'homme[86], et a évalué les progrès accomplis, recensé les lacunes et les problèmes et formulé des recommandations pour l'avenir,

Rappelant en outre la résolution 76/189 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 2021, intitulée « Les technologies de l'information et des communications au service du développement durable », dans laquelle l'Assemblée a salué le rôle important que jouent les technologies de l'information et des communications dans la réalisation des objectifs de développement durable et dans un relèvement durable axé sur l'inclusion et la résilience après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), et a demandé à toutes les parties prenantes du secteur des technologies de l'information et des communications, notamment aux gouvernements et au système des Nations Unies, qui ont entrepris de renforcer les mesures visant à réduire la fracture numérique à l'intérieur des pays et entre les pays développés et les pays en développement en accordant une attention particulière aux plus pauvres et aux plus vulnérables ainsi qu'aux femmes et aux filles, de même qu'à la fourniture d'une connectivité abordable et fiable, à la promotion de l'accès et de l'inclusion numériques et au développement des solutions d'enseignement à distance et des services de cybersanté inclusifs, de prendre pleinement en considération les conséquences sanitaires et socioéconomiques de la pandémie de COVID-19,

Prenant note du rapport du Groupe de haut niveau sur la coopération numérique intitulé « L'ère de l'interdépendance numérique » et du rapport du Secrétaire général intitulé « Plan d'action de coopération numérique »[87], ainsi que de la création du Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies,

Prenant note également des éléments concernant le Sommet mondial qui figurent dans le rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun »[88], que l'Assemblée générale a accueilli avec satisfaction dans sa résolution 76/6 du 15 novembre 2021 et qui devait donner lieu à un examen plus approfondi par les États Membres,

Prenant note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial aux niveaux régional et international[89],

---

[85] Voir A/C.2/59/3 et A/60/687.

[86] Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

[87] A/74/821.

[88] A/75/982.

[89] A/77/62-E/2022/8.

Remerciant la Secrétaire générale de la CNUCED d'avoir veillé à l'établissement en temps voulu du rapport susmentionné,

Bilan de la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information

1. *Accueille avec satisfaction et demande instamment* la pleine application de la résolution 70/125 de l'Assemblée générale ;

2. *Se félicite* de la participation constructive et des contributions variées de toutes les parties prenantes à l'examen d'ensemble des progrès accomplis dans la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information ;

3. *Réaffirme sa volonté* de mettre en œuvre dans leur intégralité les textes issus du Sommet mondial et la vision de la société de l'information de l'après-2015 définie 10 ans après le Sommet mondial ;

4. *Réaffirme* l'engagement qu'a pris l'Assemblée générale, dans sa résolution 70/125, de combler le fossé numérique qui existe entre les pays et à l'intérieur des pays, notamment entre les femmes et les hommes, en s'attachant à améliorer la connectivité, à rendre les technologies plus abordables, à étendre l'accès à l'information et aux connaissances, et à renforcer le multilinguisme, les compétences numériques et l'aptitude à se servir des outils numériques, tout en gardant à l'esprit les difficultés auxquelles se heurtent les personnes handicapées, les personnes ayant des besoins particuliers et les groupes en situation de vulnérabilité ;

5. *Recommande* que les mesures visant à donner suite aux textes issus du Sommet mondial soient étroitement alignées sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030[90], conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/125, l'accent étant mis sur la contribution intersectorielle des technologies de l'information et des communications à la réalisation des objectifs de développement durable et à l'élimination de la pauvreté, et constate que l'accès à ces technologies est également devenu un indicateur de développement et une aspiration en soi ;

6. *Réaffirme* qu'il estime que la réalisation du Programme 2030 passe par l'amélioration de l'accès aux technologies de l'information et des communications ;

7. *Est conscient* que l'infrastructure des technologies de l'information et des communications est essentielle à la réalisation de l'objectif relatif à l'accès au numérique et qu'il subsiste un fossé numérique entre groupes de revenus et d'âge, entre régions géographiques et entre les femmes et les hommes, réaffirme dès lors son attachement à la cible 9.c du Programme 2030, qui vise à accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et des communications et à faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable à l'échéance 2020, et souligne à cet égard l'importance du Programme Connect 2030 pour le développement des télécommunications/technologies de l'information et des communications dans le monde, y compris le large bande, en faveur du développement durable ;

8. *Se félicite* de l'évolution et de la diffusion remarquables, grâce aux secteurs public et privé, des technologies de l'information et des communications, qui se sont répandues presque partout sur la planète et qui ont créé de nouvelles possibilités d'interactions sociales, donné naissance à de nouveaux modèles commerciaux et contribué à la croissance et au développement économiques de tous les autres secteurs, tout en prenant acte des nouvelles difficultés particulières qui en découlent ;

9. *Note avec préoccupation* qu'il subsiste un important fossé numérique, entre les pays et à l'intérieur des pays et entre les femmes et les hommes, lequel doit être comblé, notamment par l'instauration de conditions plus propices et le renforcement de la coopération internationale afin de rendre les technologies plus abordables et d'améliorer l'accès, l'éducation, le renforcement des capacités, le multilinguisme, la préservation de la culture, les investissements et les financements, est conscient qu'il existe de fortes disparités entre les femmes et les hommes pour ce qui est de l'accès au numérique, et encourage toutes les parties concernées à veiller à ce que les filles et les femmes participent pleinement à la société de l'information et aient accès aux nouvelles technologies, en particulier à celles qui sont au service du développement ;

---

[90] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

10. *Encourage* la Commission de la science et de la technique au service du développement à continuer d'accorder toute l'attention voulue à l'incidence qu'ont les principales évolutions rapides de la technique sur la réalisation des objectifs de développement durable, dans la limite de ses différents mandats et des ressources disponibles, conformément aux dispositions de la résolution 76/189 de l'Assemblée générale ;

11. *Se félicite* de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, proclamée par l'Assemblée générale et organisée chaque année le 3 mai sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ;

12. *Se félicite également* de la célébration, chaque année le 17 mai, de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information sous l'égide de l'Union internationale des télécommunications ;

13. *Prend note* de la poursuite de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial, en particulier son caractère multipartite, le rôle joué à cet égard par les organismes chefs de file qui facilitent la mise en œuvre des grandes orientations, et le rôle des commissions régionales, des examens régionaux issus du Sommet mondial et du Groupe des Nations Unies sur la société de l'information, et remercie la Commission de la science et de la technique au service du développement de l'aider à assurer la coordination à l'échelle du système de la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial ;

14. *Est conscient* des valeurs et des principes de coopération et de dialogue entre les diverses parties concernées qui caractérisent depuis toujours les mesures visant à donner suite aux textes issus du Sommet mondial et qui sont clairement reconnus dans le Programme 2030, et note que de nombreuses activités visant à faciliter la réalisation des objectifs du Sommet mondial et des objectifs de développement durable sont menées par les gouvernements, les organisations internationales, le secteur privé, la société civile, les milieux techniques et universitaires et les partenariats multipartites dans le cadre de leurs rôles et responsabilités respectifs ;

15. *Encourage* les équipes chargées du suivi et de l'examen du Sommet mondial et le Mécanisme de facilitation des technologies, notamment le forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable, à continuer de collaborer, et souligne l'importance de cette collaboration ;

16. *Prend acte* des rapports de nombreuses entités des Nations Unies présentés, dans le cadre de l'élaboration du rapport annuel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, à la Commission de la science et de la technique au service du développement et publiés sur le site Web de celle-ci, comme il est demandé dans sa résolution 2007/8 du 25 juillet 2007, et rappelle à quel point il importe qu'il y ait une coordination étroite entre les principaux organismes qui facilitent la mise en œuvre des grandes orientations et avec le secrétariat de la Commission ;

17. *Prend note* de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial au niveau régional avec l'aide des commissions régionales, comme l'a constaté le Secrétaire général dans son rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial aux niveaux régional et international, notamment des mesures prises en la matière, et souligne qu'il faut continuer à chercher une solution aux problèmes particuliers de chaque région, en s'intéressant principalement aux difficultés et aux obstacles qu'elle peut rencontrer en ce qui concerne la mise en œuvre de tous les objectifs et principes énoncés au Sommet mondial, en particulier pour ce qui est des technologies de l'information et des communications au service du développement ;

18. *Réaffirme* qu'il importe de continuer à coordonner la mise en œuvre multipartite des textes issus du Sommet mondial au moyen d'outils efficaces, l'objectif étant de favoriser la collaboration et le partenariat entre toutes les parties prenantes, y compris les organisations internationales, de mettre en commun les informations des principaux organismes et autres parties concernées qui facilitent la mise en œuvre des grandes orientations, de repérer les points à améliorer et de débattre des modalités relatives à l'établissement de rapports sur la mise en œuvre globale ;

19. *Encourage* toutes les parties prenantes à continuer d'alimenter la base de données relative à la réalisation des objectifs arrêtés lors du Sommet mondial, qui est gérée par l'Union internationale des télécommunications, et invite les entités des Nations Unies à mettre à jour les informations sur leurs initiatives figurant dans la base de données ;

20. *Souligne* qu'il est urgent d'intégrer les recommandations énoncées dans les textes issus du Sommet mondial aux directives révisées destinées aux équipes de pays des Nations Unies concernant l'établissement des bilans communs de pays et des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, et notamment

d'y ajouter un volet sur les technologies de l'information et des communications au service du développement, le Groupe des Nations Unies sur la société de l'information ayant proposé son aide à cet égard ;

21. *Rappelle* la résolution 60/252 de l'Assemblée générale, en date du 27 mars 2006, dans laquelle l'Assemblée a prié le Conseil de superviser à l'échelle du système la suite donnée aux textes issus des phases de Genève et de Tunis du Sommet mondial ;

22. *Rappelle* que, dans sa résolution 70/125, l'Assemblée générale a demandé que les rapports annuels sur la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial continuent d'être présentés au Conseil par l'intermédiaire de la Commission de la science et de la technique au service du développement, et réaffirme le rôle de la Commission, tel qu'énoncé dans la résolution 2006/46 du Conseil, qui consiste à aider le Conseil, en tant que centre de coordination pour le suivi à l'échelle du système, en particulier pour l'examen et l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial ;

23. *Invite* tous les États à s'abstenir, dans le cadre des efforts qu'ils font pour bâtir la société de l'information, de prendre des mesures unilatérales qui seraient contraires au droit international et à la Charte des Nations Unies, entraveraient le plein développement économique et social des pays concernés et nuiraient au bien-être de leurs habitants ;

24. *Se félicite* du fait que la croissance rapide de la téléphonie mobile et d'Internet à haut débit s'est encore accélérée pendant la pandémie et qu'en 2021, 95 pour cent de la population mondiale vivait à portée d'un réseau mobile à large bande et 4,9 milliards de personnes, soit 63 pour cent de la population mondiale, utilisaient Internet, conformément aux objectifs fixés lors du Sommet mondial ; cette avancée est d'autant plus précieuse qu'elle est portée par de nouveaux types de services et d'applications électroniques et mobiles dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'éducation, du commerce, du développement, des services financiers, administratifs et transactionnels et de la participation citoyenne, qui offrent d'immenses possibilités pour le développement de la société de l'information ;

25. *Note avec une vive préoccupation* que de nombreux pays en développement n'ont pas accès aux technologies de l'information et des communications à un coût abordable et que, pour la plupart des pauvres, la promesse de développement que recèlent la science et la technique, notamment les technologies de l'information et des communications, ne s'est pas encore concrétisée, et souligne qu'il faut exploiter efficacement les technologies, notamment celles de l'information et des communications, et promouvoir l'acquisition de compétences numériques pour réduire la fracture numérique et le fossé des connaissances ;

26. *Estime* que, si les technologies de l'information et des communications offrent des possibilités nouvelles, elles posent aussi des défis inédits, et qu'il faut s'attaquer d'urgence aux principaux obstacles qui entravent l'accès des pays en développement aux nouvelles technologies, tels que l'absence de conditions propices, l'insuffisance des ressources, des infrastructures, des moyens pédagogiques, des capacités, des investissements et des dispositifs de connectivité, et les problèmes touchant à la propriété, à la normalisation et au transfert de technologies, et engage à cet égard toutes les parties prenantes à fournir des ressources suffisantes aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés et aux pays sans littoral, à renforcer leurs capacités et à leur transférer des technologies et des connaissances, l'objectif étant d'améliorer les compétences numériques de leur population et d'y favoriser l'émergence d'une économie du savoir ;

27. *Est conscient* de la croissance rapide des réseaux d'accès à haut débit, surtout dans les pays développés, et souligne qu'il faut d'urgence combler la fracture numérique qui se creuse entre les pays à revenu élevé, à revenu intermédiaire, à faible revenu et dans ces pays et les autres régions en ce qui concerne la disponibilité et le caractère abordable du haut débit, ainsi que la qualité d'accès et le taux d'utilisation, en s'employant en priorité à aider les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et l'Afrique dans son ensemble ;

28. *Estime* que la transition en cours vers un environnement de communication dominé par les technologies mobiles et les nouveaux services et plateformes numériques transforme en profondeur les modèles commerciaux des opérateurs et exige que l'on repense l'utilisation individuelle et collective des réseaux et des appareils, ainsi que les stratégies publiques et les moyens de mettre les réseaux de communication au service des objectifs de développement ;

29. *Constate* que, malgré toutes les avancées et les progrès observés à certains égards, les technologies de l'information et des communications de même que leurs applications restent, dans de nombreux pays en développement, inaccessibles ou inabordables pour la majorité de la population, surtout en zone rurale ;

30. *Constate également* que le nombre d'utilisateurs d'Internet augmente et que, dans certains cas, la fracture numérique et le fossé des connaissances changent de nature et portent moins sur la disponibilité de l'accès que sur la qualité de celui-ci et sur les informations et le savoir-faire que les utilisateurs peuvent obtenir et les bienfaits qu'ils peuvent en retirer, et estime à cet égard qu'il faut faire de l'utilisation des technologies de l'information et des communications une priorité en adoptant des démarches novatrices, notamment multipartites, dans le cadre des stratégies de développement nationales et régionales ;

31. *Souligne* à cet égard l'importance cruciale du multilinguisme et des contenus locaux dans la société de l'information, et invite instamment l'ensemble des parties prenantes à promouvoir la création de contenus éducatifs, culturels et scientifiques en ligne et l'accès à ces contenus, en vue d'améliorer la qualité de l'accès et de faire en sorte que chacun, quelle que soit sa culture, puisse s'exprimer et trouver sur Internet des contenus dans toutes les langues, y compris les langues autochtones ;

32. *Estime* qu'il importe de renforcer les capacités humaines, de créer un environnement propice et des infrastructures numériques résilientes, de favoriser les partenariats multipartites et d'aider les pays à tirer davantage parti des possibilités offertes par les technologies de l'information et des communications en vue d'atteindre les objectifs de développement durable ;

33. *Préconise vivement* de continuer de s'attacher à tirer le meilleur parti du commerce électronique pour promouvoir le développement dans le cadre d'initiatives telles que « eTrade for All », qui propose une nouvelle stratégie de développement du commerce au moyen d'échanges électroniques venant permettre aux pays en développement de se procurer plus facilement une assistance technique pour se donner les moyens d'entrer dans le monde du commerce électronique et mieux renseigner les donateurs sur les programmes qu'ils pourraient financer ;

34. *Constate*, à cet égard, que la CNUCED, agissant en coopération avec d'autres organismes et donateurs, a lancé et rapidement réalisé des évaluations sur l'état de préparation au commerce électronique des pays les moins avancés, l'objectif étant de permettre à ceux-ci de mieux saisir les possibilités d'en tirer parti et les obstacles auxquels ils pourraient se heurter ;

35. *Prend acte* du *Rapport sur l'économie numérique 2021* de la CNUCED, consacré au rôle que jouent les flux de données transfrontières dans le développement en maximisant les gains en matière de développement équitable et en réduisant au minimum les risques et les effets d'une fragmentation potentielle de l'espace numérique ;

36. *Prend note avec satisfaction* de la tenue à Genève, du 27 au 29 avril 2022, de la cinquième session du Groupe intergouvernemental d'experts du commerce électronique et de l'économie numérique ;

37. *Prend acte* du dernier rapport mondial de la Commission « Le large bande au service du développement durable », intitulé *The State of Broadband 2021 – People-Centred Approaches for Universal Broadband*, et note avec intérêt les efforts que continue à fournir la Commission pour convaincre les responsables de haut niveau de la nécessité de mettre en place des conditions favorisant une connectivité à haut débit qui soit fiable et d'un coût abordable, en particulier au moyen de plans nationaux et de partenariats public-privé, l'objectif étant de faire en sorte que la réalisation des objectifs de développement ait l'effet voulu et que toutes les parties prenantes y soient associées ;

38. *Rappelle* le lancement, par la Commission « Le large bande au service du développement durable », d'objectifs à l'horizon 2025 visant à « connecter l'autre moitié du globe », à savoir les 3,8 milliards de personnes qui n'ont toujours pas accès à Internet ;

39. *Estime* que l'économie numérique et les technologies émergentes peuvent énormément contribuer au bien-être de la société, à la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial et à la réalisation des objectifs de développement durable ;

40. *Salue* les nombreuses initiatives prises par les organismes des Nations Unies qui facilitent l'application des grandes orientations arrêtées lors du Sommet mondial, et engage tous les organismes facilitateurs à continuer d'œuvrer en ce sens ;

41. *Salue également* les travaux menés par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture dans le cadre du Programme Information pour tous, qui vise à aider les États Membres à élaborer des politiques tendant à combler le fossé numérique et à édifier des sociétés du savoir équitables, et se félicite de la tenue, chaque année du 24 au 31 octobre, de la Semaine mondiale de l'initiation aux médias et à l'information ;

42. *Prend note* à cet égard de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a adoptée le 23 novembre 2021[91] ;

43. *Se félicite* des travaux menés par l'Union internationale des télécommunications, notamment la tenue de sa conférence de plénipotentiaires du 29 octobre au 16 novembre 2018 à Doubaï (Émirats arabes unis), lors de laquelle ses membres ont réaffirmé leur attachement à la conception commune d'un monde interconnecté, salue l'action que mène l'Union pour favoriser la mise en service de réseaux sans fil haut débit dans les pays en développement, notamment la formation qu'elle dispense aux spécialistes locaux, et attend avec intérêt la tenue de la Conférence de plénipotentiaires à Bucarest du 26 septembre au 14 octobre 2022 ;

44. *Prend note* de la tenue, du 16 au 18 décembre 2021, du sixième Forum mondial des politiques de télécommunications/TIC, organisé par l'Union internationale des télécommunications ;

45. *Prend note également* de la tenue à Genève, du 1er au 9 mars 2022, de l'Assemblée mondiale sur la normalisation des télécommunications, organisée par l'Union internationale des télécommunications ;

46. *Prend note en outre* de la tenue à Kigali, du 6 au 16 juin 2022, de la Conférence mondiale de développement des télécommunications, organisée par l'Union internationale des télécommunications ;

47. *Note* que le dix-huitième Colloque sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde se tiendra en 2023 ;

48. *Salue* les activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour promouvoir l'inclusion numérique, l'infrastructure des données et l'infrastructure numérique en Afrique et dans d'autres régions du monde en vue de contribuer à réduire la pauvreté et à renforcer la sécurité alimentaire ;

49. *Salue également* les travaux menés par l'Organisation internationale du Travail sur l'incidence des évolutions technologiques sur l'emploi ;

50. *Salue en outre* les travaux menés par l'Observatoire mondial de la cybersanté de l'Organisation mondiale de la Santé, notamment ses études sur la manière dont la santé mobile, la télésanté, les dossiers médicaux électroniques et les outils de formation en ligne peuvent contribuer à la réalisation de l'objectif consistant à assurer une couverture sanitaire universelle ;

51. *Salue* les travaux menés par le Programme des Nations Unies pour le développement, notamment la publication de sa stratégie numérique, qui vise à mettre le potentiel des technologies numériques au service de la réalisation des objectifs de développement durable ;

52. *Rappelle* la publication de la Stratégie du Secrétaire général en matière de nouvelles technologies, qui a pour objet d'établir la manière dont le système des Nations Unies favorisera l'utilisation de ces technologies en vue d'accélérer la réalisation du Programme 2030 et de simplifier leur mise en adéquation avec les valeurs inscrites dans la Charte, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les normes et règles du droit international ;

53. *Réaffirme sa volonté* de mettre les technologies de l'information et des communications au service de l'exécution du Programme 2030 et de la réalisation d'autres objectifs de développement arrêtés au niveau international, sachant que ces technologies peuvent permettre d'accélérer les progrès sur la voie des 17 objectifs de développement durable, exhorte donc tous les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les organisations internationales, les milieux techniques et universitaires et toutes les autres parties prenantes à faire une place aux technologies de l'information et des communications dans leurs stratégies de réalisation de ces objectifs, et prie les entités des Nations Unies chargées d'appliquer les grandes orientations arrêtées lors du Sommet mondial de revoir leurs plans de travail et les modalités d'établissement des rapports en vue de concourir à l'exécution du Programme 2030 ;

54. *Constate avec une vive préoccupation* que, même si la fracture numérique entre les genres se réduit sur le plan mondial – 57 pour cent des femmes utilisent à présent Internet contre 62 pour cent des hommes – les femmes demeurent marginalisées sur le plan numérique dans beaucoup des pays les plus pauvres, appelle l'attention sur les disparités entre les sexes dans le domaine du numérique, qui persistent sur le plan de l'accès et du recours aux

[91] Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Actes de la Conférence générale, quarante et unième session, Paris, 9-24 novembre 2021*, vol. 1, *Résolutions*, annexe VII.

technologies de l'information et des communications, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'emploi et d'autres aspects du développement économique et social, et engage les États Membres à prendre toutes les mesures nécessaires, conformément à l'objectif de développement durable nº 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles), notamment grâce à un renforcement notable de l'éducation des femmes et des filles et à leur participation aux technologies de l'information et des communications en tant qu'utilisatrices, créatrices de contenus, employées, entrepreneuses, innovatrices et dirigeantes ;

55. *Prend note* des nombreuses initiatives visant à combler les disparités entre les sexes dans le domaine du numérique, y compris la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC (Union internationale des télécommunications), Égaux : le partenariat mondial pour l'égalité hommes-femmes à l'ère numérique et les Prix EQUALS in Tech (Prix Égaux dans le secteur des technologies) (Union internationale des télécommunications et Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes), le réseau eTrade for Women (CNUCED), les Indicateurs d'égalité des genres dans les médias, l'initiative « Women on the Homepage » et l'enquête mondiale sur le genre et les médias (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), le Groupe de travail sur le large bande et les questions de genre de la Commission « Le large bande au service du développement durable », le Forum sur les meilleures pratiques en matière d'égalité des genres et d'accès du Forum sur la gouvernance d'Internet, les travaux menés sur les questions de genre dans le cadre du Forum de suivi du Sommet mondial sur la société de l'information, l'action engagée dans plusieurs pays par la Banque mondiale pour offrir des perspectives aux femmes et aux filles dans le domaine des technologies de l'information et des communications et les activités entreprises par de nombreuses autres parties prenantes ;

56. *Réaffirme sa volonté* d'accorder une attention particulière aux problèmes spécifiques et nouveaux que posent les technologies de l'information et des communications pour tous les pays, notamment les pays en développement, conformément aux paragraphes pertinents de la résolution 70/125 de l'Assemblée générale ;

57. *Note* que si des jalons solides ont été posés pour renforcer les capacités en matière de technologies de l'information et des communications dans de nombreux domaines liés à la mise en place de la société de l'information, il faut néanmoins continuer de s'efforcer de trouver des solutions aux difficultés qui subsistent, en particulier dans les pays en développement et les pays les moins avancés, et appelle l'attention sur les retombées positives d'un renforcement des capacités faisant intervenir les institutions, les organismes et les entités qui s'occupent des questions ayant trait aux technologies de l'information et des communications et à la gouvernance d'Internet ;

58. *Considère* qu'il faut privilégier les politiques de renforcement des capacités et l'appui à long terme pour démultiplier les effets des activités et initiatives nationales et locales visant à fournir des conseils, des services et une assistance en vue de la création d'une société de l'information inclusive, axée sur l'être humain et orientée vers le développement ;

59. *Note* que des questions continuent de surgir, notamment concernant les applications de l'informatique à l'environnement et la contribution des technologies de l'information et des communications à l'alerte rapide, à l'atténuation des changements climatiques, à l'adaptation aux changements climatiques, aux interventions en cas de catastrophe, aux réseaux sociaux, à la diversité culturelle et linguistique, à la virtualisation et à l'informatique et aux services en nuage, à Internet mobile et aux services mobiles, aux réseaux communautaires, à la cybersécurité, à la réduction de l'écart entre les genres, à la protection de la vie privée et de la liberté d'expression telles que définies aux articles 17 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques[92], et à l'autonomisation et à la protection des groupes vulnérables de la société, notamment les enfants et les jeunes, en particulier contre l'exploitation et les mauvais traitements dans le cyberespace ;

60. *Rappelle* que, dans le document final sur l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des grandes orientations arrêtées lors du Sommet mondial, l'Assemblée générale a demandé que le Forum de suivi du Sommet mondial sur la société de l'information ait lieu chaque année[93], et apprécie le rôle que joue le Forum en favorisant la coopération, le partenariat et l'innovation ainsi que la mise en commun des données d'expérience et des bonnes pratiques par toutes les parties prenantes dans le domaine des technologies de l'information et des communications au service du développement durable ;

---

[92] Voir résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.

[93] Voir résolution 70/125 de l'Assemblée générale.

61. *Note* que l'édition 2021 du Forum de suivi du Sommet mondial sur la société de l'information, accueillie par l'Union internationale des télécommunications et organisée conjointement par l'Union, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Programme des Nations Unies pour le développement et la CNUCED sur le thème « Les technologies de l'information et des communications pour des sociétés et des économies inclusives, résilientes et durables : les grandes orientations du Sommet mondial sur la société de l'information en vue de la réalisation des objectifs de développement durable », s'est tenue du 17 au 21 mai 2021, note également que l'édition 2022 du Forum s'est tenue du 30 mai au 3 juin 2022 sur le thème « Les technologies de l'information et des communications pour le bien-être, l'inclusion et la résilience : coopération du Sommet mondial sur la société de l'information pour accélérer les progrès sur les objectifs de développement durable » et prend acte du processus de consultation ouvert, qui vise à assurer une large participation au Forum et une large appropriation de ses objectifs ;

62. *Engage* les entités qui facilitent la mise en œuvre des grandes orientations à faire fond sur le Plan d'action de Genève[94] pour dégager des mesures concrètes qui permettent de mettre à profit les technologies de l'information et des communications et contribuer ainsi à la réalisation des objectifs du Programme 2030, prenant note de la matrice de résultats relative aux objectifs de développement durable du Sommet mondial sur la société de l'information, établie par les organismes des Nations Unies ;

63. *Engage également* les entités qui facilitent la mise en œuvre des grandes orientations à faire en sorte, dans la limite des mandats qui leur ont été confiés et des ressources dont elles disposent, que les nouvelles activités qu'il est envisagé d'entreprendre aux fins de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial soient étroitement alignées sur le Programme 2030 ;

64. *Réaffirme* l'importance de l'appel de l'Assemblée générale engageant toutes les parties prenantes à intégrer les technologies de l'information et des communications à leurs stratégies de réalisation des objectifs de développement durable, et de la demande adressée par l'Assemblée aux entités des Nations Unies chargées de faciliter la mise en œuvre des grandes orientations arrêtées lors du Sommet mondial, visant à ce que celles-ci revoient leurs plans de travail et les modalités d'établissement des rapports en vue de concourir à la réalisation du Programme 2030 ;

Gouvernance d'Internet

65. *Réaffirme* que les textes issus du Sommet mondial relatifs à la gouvernance d'Internet, qui concernent, en l'occurrence, l'action à mener pour renforcer la coopération et la convocation du Forum sur la gouvernance d'Internet, doivent être mis en œuvre par le Secrétaire général au moyen de deux processus distincts, et considère que ceux-ci peuvent être complémentaires ;

66. *Réaffirme* les dispositions des paragraphes 34 à 37 et 67 à 72 de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information[95] ;

67. *Réaffirme également* les dispositions des paragraphes 55 à 65 de la résolution 70/125 de l'Assemblée générale ;

Renforcement de la coopération

68. *Considère* qu'il importe de renforcer la coopération à l'avenir pour que les gouvernements puissent, sur un pied d'égalité, jouer leur rôle et exercer leurs responsabilités en ce qui concerne les questions de politique générale de portée internationale concernant Internet, et non les activités courantes d'ordre technique et opérationnel qui n'ont pas d'incidences sur ces questions ;

69. *Prend note* des travaux que mène le Groupe de travail sur le renforcement de la coopération, créé par la présidence de la Commission de la science et de la technique au service du développement comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/125 et chargé d'élaborer des recommandations sur les moyens à mettre en œuvre pour continuer de renforcer la coopération suivant les modalités prévues dans l'Agenda de Tunis, et note que le Groupe de travail a veillé à assurer la pleine participation des gouvernements et autres parties

---

[94] Voir A/C.2/59/3, annexe.

[95] Voir A/60/687.

intéressées, notamment des pays en développement, compte tenu de la diversité de leurs vues et de leurs domaines de compétence ;

70. *Note* que le Groupe de travail s'est réuni cinq fois entre septembre 2016 et janvier 2018 pour faire le point sur les contributions des États Membres et des autres parties prenantes, comme le lui a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 70/125 ;

71. *Prend note* du rapport du Président du Groupe de travail[96], qui renvoie au texte intégral de l'ensemble des propositions et contributions, et témoigne sa reconnaissance au Président et à tous les participants qui ont contribué aux travaux du Groupe de travail ;

72. *Accueille avec satisfaction* les progrès tangibles accomplis par le Groupe de travail sur de nombreuses questions et le consensus qui semble se dessiner sur certaines d'entre elles, même s'il subsiste d'importantes divergences sur d'autres, et regrette à cet égard que le Groupe de travail ne soit pas parvenu à se mettre d'accord sur des recommandations quant aux moyens de continuer de renforcer la coopération suivant les modalités prévues dans l'Agenda de Tunis ;

Forum sur la gouvernance d'Internet

73. *Sait* l'importance que revêtent le Forum sur la gouvernance d'Internet et la mission qui lui a été confiée d'offrir un espace de dialogue multipartite sur diverses questions, comme indiqué au paragraphe 72 de l'Agenda de Tunis, notamment de faciliter l'examen des questions de politique générale concernant des aspects fondamentaux de la gouvernance d'Internet ;

74. *Rappelle* la décision prise par l'Assemblée générale, dans sa résolution 70/125, de proroger le mandat du Forum sur la gouvernance d'Internet pour une nouvelle période de 10 ans, au cours de laquelle le Forum devrait continuer d'améliorer ses méthodes de travail et faire participer de plus en plus d'acteurs issus des pays en développement ;

75. *Constate* que des initiatives nationales et régionales du Forum sur la gouvernance d'Internet ont vu le jour dans toutes les régions concernant des questions de gouvernance d'Internet qui sont importantes et prioritaires pour la région ou le pays organisateur ;

76. *Rappelle* la résolution 70/125 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a demandé à la Commission de la science et de la technique au service du développement de rendre dûment compte, dans ses rapports périodiques, de l'état d'avancement de l'application des recommandations de son Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet[97] ;

77. *Prend note* de la tenue de la seizième réunion du Forum sur la gouvernance d'Internet, organisée à Katowice (Pologne) du 6 au 10 décembre 2021 sur le thème « Internet uni » ;

78. *Attend avec intérêt* la tenue de la dix-septième réunion du Forum sur la gouvernance d'Internet et la poursuite de l'application des recommandations formulées dans le rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement à l'intention du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet, qui sont applicables au processus préparatoire de la réunion ;

79. *Se félicite*, à cet égard, des progrès constants accomplis dans le cadre des travaux intersessions du Forum sur la gouvernance d'Internet concernant différents aspects des mesures visant à connecter et à habiliter le prochain milliard d'internautes, les coalitions dynamiques et les forums sur les pratiques optimales, ainsi que les contributions de réunions nationales et régionales sur la gouvernance d'Internet ;

La voie vers l'avenir

80. *Demande* aux entités des Nations Unies de continuer de coopérer activement à la mise en œuvre et au suivi des textes issus du Sommet mondial dans le cadre du système des Nations Unies, de s'attacher à édifier une société de l'information axée sur l'être humain, inclusive et orientée vers le développement et de prendre les mesures

---

[96] Voir E/CN.16/2018/CRP.3.

[97] A/67/65-E/2012/48 et A/67/65/Corr.1-E/2012/48/Corr.1.

requises pour y parvenir, et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, notamment ceux figurant dans le Programme 2030 ;

81. *Invite* toutes les parties prenantes à poursuivre, à titre prioritaire, les efforts qu'elles déploient pour réduire la fracture numérique sous ses différentes formes, à mettre en pratique des stratégies cohérentes qui favorisent le développement du cybergouvernement et à continuer de mettre l'accent sur des politiques et des applications en matière de technologies de l'information et des communications qui bénéficient aux pauvres, notamment l'accès fiable, à un coût abordable, au haut débit au niveau local, y compris dans des cadres participatifs, le but étant de réduire la fracture numérique entre les pays et à l'intérieur des pays de façon à édifier des sociétés de l'information et du savoir ;

82. *Prie instamment* toutes les parties prenantes d'accorder la priorité à la mise au point de stratégies innovantes qui favoriseront l'accès universel à une infrastructure haut débit abordable et aux services correspondants pour les pays en développement, l'objectif étant d'édifier une société de l'information inclusive, axée sur l'être humain et orientée vers le développement, et de réduire la fracture numérique ;

83. *Demande* à toutes les parties prenantes de contribuer à créer des conditions propices aux investissements et de favoriser la coopération et les partenariats public-privé aux fins de l'investissement durable dans l'infrastructure, les applications et les services informatiques et dans les contenus et les compétences numériques en vue d'assurer la véritable connectivité requise pour atteindre les objectifs de développement durable ;

84. *Demande* aux organisations internationales et régionales de continuer à évaluer la facilité avec laquelle les pays ont accès aux technologies de l'information et des communications et à en rendre compte périodiquement, afin d'offrir les mêmes perspectives de croissance du secteur informatique aux pays en développement ;

85. *Exhorte* tous les pays à faire des efforts concrets pour respecter les engagements qu'ils ont pris dans le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement[98] ;

86. *Réaffirme* l'importance des indicateurs en accès libre relatifs aux technologies de l'information et des communications, qui servent au suivi et à l'évaluation de la fracture numérique entre les pays et dans les sociétés et guident les décideurs qui sont chargés d'élaborer des politiques et des stratégies de développement social, culturel et économique, et souligne qu'il importe de normaliser et d'harmoniser des indicateurs fiables et régulièrement mis à jour et de disposer de données ventilées par genre pour réduire les disparités entre les sexes dans le domaine du numérique ;

87. *Sait* l'importance des outils de suivi et de mesure numériques qui facilitent la mise en œuvre et la mesure des objectifs de développement durable ;

88. *Réaffirme* qu'il importe de diffuser les pratiques optimales à tous les niveaux et, tout en saluant la qualité de la mise en œuvre de projets et d'initiatives qui contribuent aux objectifs du Sommet mondial, encourage toutes les parties prenantes à proposer leurs projets comme candidats aux prix annuels du Sommet mondial, processus qui fait partie intégrante du bilan du Sommet mondial, tout en prenant note du rapport sur les succès obtenus ;

89. *Engage* les organismes des Nations Unies ainsi que les autres organisations et forums concernés, conformément aux textes issus du Sommet mondial, à examiner périodiquement les méthodes utilisées pour les indicateurs relatifs aux technologies de l'information et des communications en tenant compte des différents niveaux de développement et de la situation propre à chaque pays et, en conséquence :

a) encourage les États Membres concevoir et à mettre en place au niveau national une infrastructure des données sur les technologies de l'information et des communications, à mettre en commun des informations sur les études de cas nationales, et à collaborer avec d'autres pays dans le cadre de programmes d'échange visant à renforcer les capacités ;

---

[98] Résolution 69/313 de l'Assemblée générale, annexe.

b) encourage les organismes des Nations Unies et les autres organisations et forums concernés à favoriser l'évaluation de l'incidence que les technologies de l'information et des communications ont sur le développement durable ;

c) prend note avec satisfaction des travaux réalisés par le Partenariat sur les statistiques relatives aux technologies de l'information et de la communication au service du développement ainsi que de la série *Measuring Digital Development* (Mesurer le développement numérique), qui présente des informations sur les tendances et des statistiques récentes concernant l'accessibilité économique des technologies de l'information et des communications ainsi que l'évolution des sociétés de l'information et du savoir dans le monde, notamment l'Indice d'accès au numérique ;

d) encourage le Partenariat sur les statistiques relatives aux technologies de l'information et de la communication au service du développement à continuer de donner suite aux décisions de la Commission de statistique sur les statistiques relatives aux technologies de l'information et des communications afin de produire, en temps voulu, des statistiques de qualité sur les technologies de l'information et des communications, et de tirer parti des avantages que pourrait présenter l'utilisation de mégadonnées pour l'établissement de statistiques officielles ;

90. *Invite* la communauté internationale à verser des contributions volontaires au fonds d'affectation spéciale établi par la CNUCED pour financer les activités d'examen et d'évaluation de la Commission de la science et de la technique au service du développement concernant la suite donnée au Sommet mondial, tout en prenant note avec satisfaction du soutien financier apporté à ce fonds par les Gouvernements des États-Unis d'Amérique, de la Finlande et de la Suisse ;

91. *Rappelle* la proposition faite dans la résolution 70/125 de l'Assemblée générale tendant à ce que celle-ci organise, en 2025, une réunion de haut niveau sur l'examen d'ensemble de la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial, et invite le Président de la Commission de la science et de la technique au service du développement, agissant en consultation avec les États Membres et les autres entités compétentes des Nations Unies, à présenter à la Commission, à sa vingt-sixième session annuelle, un projet de document d'orientation décrivant les préparatifs de la contribution de la Commission à l'examen d'ensemble ;

92. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général et des débats tenus à ce sujet par la Commission de la science et de la technique au service du développement à sa vingt-cinquième session, et est conscient du rôle de la Commission, qui coordonne, à l'échelle du système, le suivi des textes issus du Sommet mondial ;

93. *Souligne* qu'il importe de promouvoir l'avènement d'une société de l'information inclusive, en veillant particulièrement à combler le fossé qui existe dans les domaines du numérique et du haut débit, en prenant en compte les préoccupations des pays en développement, les questions de genre et la culture, ainsi que les jeunes et les autres groupes sous-représentés ;

94. *Demande* que le dialogue et les travaux sur les modalités du renforcement de la coopération prévues dans l'Agenda de Tunis se poursuivent ;

95. *Souligne* les débats en cours sur le rapport du Secrétaire général intitulé « Plan d'action de coopération numérique » et les propositions formulées dans le rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun » concernant le Sommet mondial, et demande à cet égard la tenue de nouvelles consultations transparentes et inclusives avec les États Membres et toutes les parties prenantes sur les moyens d'avancer, conformément aux textes issus du Sommet mondial ;

96. *Prie* le Secrétaire général de présenter chaque année à la Commission de la science et de la technique au service du développement un rapport sur l'application des recommandations figurant dans la présente résolution et dans les autres résolutions du Conseil qui portent sur le bilan quantitatif et qualitatif de la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial.

33e séance plénière
21 juillet 2022

2022/16. Science, technologie et innovation au service du développement

Le Conseil économique et social,

Conscient du rôle joué par la Commission de la science et de la technique au service du développement, porte-drapeau de l'Organisation des Nations Unies pour la science, la technologie et l'innovation au service du développement et organe de coordination des Nations Unies pour la science, la technologie et l'innovation au service du développement, dans l'analyse de la contribution importante de la science, de la technologie et de l'innovation, y compris des technologies de l'information et des communications, au Programme de développement durable à l'horizon 2030[99], du fait qu'elle sert de tribune pour la planification stratégique, l'échange d'enseignements tirés de l'expérience et de pratiques optimales, et l'analyse de l'évolution du rôle de la science, de la technologie et de l'innovation dans des secteurs clefs de l'économie, de l'environnement et de la société, tout en appelant l'attention sur les technologies nouvelles et émergentes,

Considérant que la science, la technologie et l'innovation jouent un rôle capital et apportent une contribution cruciale pour ce qui est d'aider les pays à devenir et à rester compétitifs dans l'économie mondiale, à faire face aux problèmes de portée mondiale et à parvenir à un développement durable,

Considérant également que les technologies de l'information et des communications jouent un rôle décisif dans la promotion de la science, de la technologie et de l'innovation au service du développement,

Rappelant le Document final du Sommet mondial de 2005[100] et la résolution 70/125 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 2015, intitulée « Document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information », dans laquelle l'Assemblée a déclaré que la science et la technologie, notamment les technologies de l'information et des communications, jouaient un rôle déterminant pour la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, et réaffirmant les engagements qui y sont pris,

Rappelant également l'entrée en vigueur, le 4 novembre 2016, de l'Accord de Paris adopté en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques[101],

Rappelant que, dans sa résolution 76/205 du 17 décembre 2021, l'Assemblée générale a reconnu que l'action pour l'adaptation aux changements climatiques était une priorité urgente et un défi mondial qui se posait à tous les pays, et souligné qu'il était urgent d'intensifier l'action menée et l'appui apporté, notamment en matière de financement, de renforcement des capacités et de transfert de technologie, de façon à améliorer la capacité d'adaptation, à accroître la résilience et à réduire la vulnérabilité face aux changements climatiques conformément aux données scientifiques les plus fiables, compte dûment tenu des priorités et des besoins des pays en développement,

Notant avec une vive préoccupation que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a de graves répercussions sur la santé, la sécurité et le bien-être, qu'elle entraîne de grands bouleversements pour les sociétés et les économies, qu'elle a des conséquences désastreuses pour la vie et les moyens d'existence des populations et que ce sont les pauvres et les plus vulnérables qui sont les plus touchés, réaffirmant son ambition, à savoir qu'il faut redresser la barre pour atteindre les objectifs de développement durable en adoptant des stratégies de relèvement durables et inclusives qui permettent d'avancer plus rapidement dans la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de réduire le risque de nouveaux chocs, crises et pandémies et de renforcer la résilience, notamment en améliorant les systèmes de santé et en mettant en place une couverture sanitaire universelle, et considérant que l'accès équitable, rapide et universel à des vaccins et des traitements contre la COVID-19 et à des tests de diagnostic sûrs, de qualité, efficaces et d'un coût abordable est un élément essentiel d'une riposte mondiale fondée sur l'unité, la solidarité, le renouvellement de la coopération multilatérale et l'application du principe consistant à ne laisser personne de côté,

Rappelant que la CNUCED assure le secrétariat de la Commission,

---

[99] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

[100] Résolution 60/1 de l'Assemblée générale.

[101] Voir FCCC/CP/2015/10/Add.1, décision 1/CP.21, annexe.

Conscient du fait que, dans ses résolutions 74/229 du 19 décembre 2019 et 76/213 du 17 décembre 2021 sur la science, la technologie et l'innovation au service du développement, l'Assemblée générale a engagé la CNUCED à continuer d'entreprendre des analyses des politiques relatives à la science, à la technologie et à l'innovation en vue d'aider les pays en développement à définir les mesures qu'il leur faut pour intégrer ces politiques dans leurs stratégies de développement nationales et à faire en sorte que ces politiques appuient les programmes nationaux de développement,

Rappelant sa décision 2021/254 du 22 juillet 2021 portant prorogation du mandat du Conseil consultatif pour l'égalité des sexes de la Commission jusqu'en 2025, ainsi que les résolutions 70/132, 70/213 et 70/219 de l'Assemblée générale, en date des 17 et 22 décembre 2015, qui traitent, respectivement, des obstacles à un accès égal des femmes et des filles à la science et à la technologie et de l'intégration des questions de genre dans les politiques et programmes de développement,

Rappelant également les conclusions concertées de la Commission de la condition de la femme sur l'autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en pleine évolution, adoptées par la Commission à sa soixante et unième session[102], dans lesquelles elle a, entre autres, souligné la nécessité de gérer le changement technologique et numérique en vue de l'autonomisation économique des femmes, afin notamment de renforcer les capacités des pays en développement, l'objectif étant que les femmes puissent tirer parti de la science et de la technologie pour acquérir davantage d'autonomie dans un monde du travail en pleine évolution,

Rappelant en outre le document final du forum intitulé « Investir dans les femmes et les filles de science pour une croissance verte inclusive », organisé à New York les 11 et 12 février 2019, à l'occasion de la Journée internationale des femmes et des filles de science[103],

Rappelant les travaux que la Commission de la science et de la technique au service du développement a consacrés, à l'occasion de son atelier tenu à Vienne le 18 janvier 2019 et de sa vingt-quatrième session, le 21 mai 2021, à la science, à la technologie et à l'innovation à la lumière des questions de genre, et les travaux consacrés à la même question sous l'angle du développement, y compris les séminaires et ateliers organisés par la CNUCED en tant que secrétariat de la Commission,

Prenant note de l'importance que revêt la prise en compte de divers aspects du fossé numérique dans les politiques et programmes de développement relatifs à la science, à la technologie et à l'innovation, en particulier des disparités entre les sexes dans le domaine du numérique, que cherchent à combler le Partenariat mondial pour l'égalité hommes-femmes à l'ère numérique et l'initiative #eSkills4Girls lancée par le Groupe des Vingt,

Encourageant les initiatives visant à promouvoir le rôle des femmes dans la science, la technologie et l'innovation dans les pays en développement, notamment le prix L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science, l'octroi de bourses aux femmes en début de carrière par l'Organisation des femmes scientifiques du monde en développement et le prix Kwame Nkrumah de l'Union africaine pour l'excellence scientifique des femmes,

Considérant que les moyens tels que l'enseignement de base et les compétences en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques, conception de produits, gestion et création d'entreprises, qui sont essentiels pour l'innovation, sont inégalement répartis entre les pays, et que les activités visant à assurer l'accès à un enseignement de qualité et d'un coût abordable dans les domaines de la science, de la technologie et des mathématiques aux niveaux primaire, secondaire et supérieur revêtent une importance fondamentale et devraient être encouragées, considérées comme prioritaires et mises en œuvre de manière coordonnée de façon à instaurer un climat social propice à la promotion de la science, de la technologie et de l'innovation,

Rappelant la résolution 70/1 de l'Assemblée générale, en date du 25 septembre 2015, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », dans laquelle l'Assemblée a adopté une série complète d'objectifs et de cibles de développement durable ambitieux, universels, axés sur l'être humain et porteurs de changement,

---

[102] *Documents officiels du Conseil économique et social, 2017, Supplément nº 7* (E/2017/27), chap. I, sect. A.

[103] A/73/798, annexe I.

Estimant que la science, la technologie et l'innovation ainsi que l'informatique et les communications jouent un rôle capital dans la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable, et soulignant le rôle qu'elles peuvent jouer pour faciliter l'exécution du Programme 2030 en vue de continuer à relever les défis mondiaux,

Rappelant la résolution 69/313 de l'Assemblée générale, en date du 27 juillet 2015, sur le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, et rappelant également la création du Mécanisme de facilitation des technologies,

Soulignant le concours que la Commission de la science et de la technique au service du développement peut apporter au Mécanisme de facilitation des technologies, en ayant à l'esprit que la Commission a pour mandat de faciliter la collaboration multipartite et le partenariat par l'échange d'informations, de données d'expérience, de pratiques optimales et de conseils entre les États Membres, la société civile, le secteur privé, les milieux scientifiques, les entités des Nations Unies et d'autres parties prenantes pour réaliser les objectifs de développement durable en s'appuyant sur la science, la technologie et l'innovation,

Rappelant que, dans sa résolution 72/228 du 20 décembre 2017, l'Assemblée générale a invité la Commission à promouvoir, conformément à l'esprit du Programme 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba, la coopération internationale dans le domaine de la science et de la technique au service du développement,

Rappelant également que, dans cette même résolution, l'Assemblée générale a invité la Commission à étudier et à examiner des modèles de financement novateurs à même d'attirer de nouvelles parties prenantes, des innovateurs et des capitaux d'origine nouvelle vers des solutions fondées sur la science, la technologie, l'ingénierie et l'innovation, en collaborant avec d'autres organismes s'il y a lieu,

Estimant que l'évolution rapide des technologies peut contribuer à accélérer l'exécution du Programme 2030 en améliorant les revenus réels, en permettant de mettre en œuvre plus rapidement et plus largement des solutions novatrices pour surmonter les obstacles économiques, sociaux et environnementaux, en favorisant des formes plus inclusives de participation à la vie sociale et économique, en remplaçant les modes de production qui coûtent cher sur le plan écologique par des méthodes plus durables et en donnant aux décideurs de puissants outils pour concevoir et planifier des initiatives de développement,

Constatant que les nouvelles technologies créent des emplois et ouvrent des perspectives de développement, ce qui accroît la demande de capacités et de compétences dans le domaine du numérique, et soulignant qu'il importe de développer ces capacités et ces compétences pour que les sociétés puissent s'adapter aux évolutions technologiques et en tirer parti,

Rappelant les résolutions 72/242, 73/17 et 75/316 de l'Assemblée générale, en date des 22 décembre 2017, 26 novembre 2018 et 17 août 2021, dans lesquelles l'Assemblée a prié le Mécanisme de facilitation des technologies et la Commission, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, d'accorder toute l'attention voulue à l'incidence qu'ont les principales évolutions rapides de la technique sur la réalisation des objectifs de développement durable, dans la limite de leur mandat respectif et des ressources disponibles,

Prenant acte du *Rapport sur la technologie et l'innovation 2021* de la CNUCED, dans lequel celle-ci examine la possibilité que les technologies d'avant-garde, bien qu'essentielles pour le développement durable, creusent les inégalités actuelles ou en créent de nouvelles,

Se félicitant du travail fait par la Commission sur ses deux thèmes prioritaires actuels, à savoir « La quatrième révolution industrielle au service d'un développement inclusif » et « Science, technologie et innovation au service d'un développement urbain durable dans le monde de l'après-pandémie »,

Rappelant le cadre d'examen des politiques nationales relatives à la science, à la technologie et à l'innovation, qui a été mis en place par la CNUCED pour aider les pays à mieux aligner leurs politiques dans ces domaines sur le Programme 2030 et les objectifs de développement durable[104],

Considérant que les stratégies d'innovation doivent, d'une part, répondre aux besoins des populations locales, pauvres ou marginalisées des pays en développement et des pays développés, tout en empêchant que leurs données personnelles ne fassent l'objet d'une utilisation abusive et en respectant l'appartenance de ces données, et faire

[104] CNUCED, document UNCTAD/DTL/STICT/2019/4.

participer ces populations à l'innovation, et, d'autre part, faire du renforcement des capacités dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation une composante essentielle des plans nationaux de développement, notamment grâce à la collaboration entre les ministères et les organismes de réglementation compétents,

Conscient de l'importance de la protection et de la confidentialité des données dans le contexte de la science et de la technologie au service du développement,

Estimant que les activités de prospective et d'évaluation technologiques, prenant notamment en compte les questions de genre et l'environnement, peuvent aider les décideurs et les parties prenantes à mettre en œuvre le Programme 2030 en contribuant à déterminer les défis à relever et les possibilités à exploiter de manière stratégique, et considérant que les évolutions technologiques doivent être analysées compte tenu de l'ensemble du contexte socioéconomique,

Estimant également que les écosystèmes bien établis dans les domaines de l'innovation et du numérique[105] jouent un rôle de premier plan pour assurer un développement numérique efficace et favoriser la science, la technologie et l'innovation,

Conscient de l'intensification des efforts d'intégration régionale à travers le monde et de la dimension régionale que prennent de ce fait les questions liées à la science, à la technologie et à l'innovation,

Rappelant le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012, intitulé « L'avenir que nous voulons »[106], notamment les principes qui y sont énoncés,

Conscient qu'il faut mobiliser et accroître le financement de l'innovation, en particulier dans les pays en développement, pour faciliter la réalisation des objectifs de développement durable,

Constatant que, dans le monde entier, des personnes sont touchées par divers chocs, des crises économiques aux situations d'urgence sanitaire, des conflits sociaux et de la guerre aux catastrophes naturelles, et que ces chocs entravent gravement les progrès sur la voie du développement durable,

Rappelant que, dans sa résolution 74/306 du 11 septembre 2020, l'Assemblée générale a invité les États Membres et toutes les parties concernées à promouvoir les initiatives de recherche et de renforcement des capacités, ainsi qu'à renforcer l'accès à la science, à l'innovation, aux technologies, à l'assistance technique et au partage des connaissances et la coopération dans ces domaines, notamment en améliorant la coordination entre les mécanismes existants, en particulier avec les pays en développement, de manière concertée, coordonnée et transparente et selon des modalités convenues d'un commun accord, pour faire face à la pandémie de COVID-19 et faire progresser les objectifs de développement durable,

Considérant que la science, la technologie et l'innovation contribuent à atténuer les problèmes de durabilité que doivent gérer, au sortir de la pandémie, des sociétés urbaines négociant leur relèvement, puis leur développement,

Considérant également que la science, la technologie et l'innovation contribuent à accroître la résilience des populations, notamment des populations en situation de vulnérabilité, dans la mesure où elles permettent d'ouvrir l'accès à l'éducation et à la santé, de contrôler les risques environnementaux et sociaux, de créer des liens entre les individus, de mettre en place des systèmes d'alerte rapide, de diversifier l'économie et de promouvoir le développement économique, tout en tenant compte des effets négatifs sur l'environnement,

Notant les progrès importants réalisés dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation et des technologies de l'information et des communications et la contribution que ces domaines peuvent continuer d'apporter sur les plans du bien-être des populations, de la prospérité économique et de l'emploi,

Estimant que les politiques relatives à la science, à la technologie et à l'innovation doivent être ajustées pour tenir compte des trois dimensions du développement durable, à savoir le développement économique, le progrès social et la protection de l'environnement,

---

[105] L'écosystème numérique se compose d'éléments tels que l'infrastructure technologique, l'infrastructure des données, l'infrastructure financière, l'infrastructure institutionnelle et l'infrastructure humaine.

[106] Résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe.

Prenant en considération le fait que les savoirs traditionnels peuvent servir de base au développement technologique ainsi qu'à la gestion et à l'utilisation durables des ressources naturelles,

Sachant que la quatrième révolution industrielle offre aux pays en développement une occasion de mise à niveau technologique et de rattrapage économique,

Préconisant l'élaboration et la mise en œuvre, par les pouvoirs publics, de politiques qui tiennent compte de l'incidence de l'évolution rapide des technologies sur la réalisation des objectifs de développement durable,

Considérant que, pour que les politiques en matière de technologie et d'innovation appliquées au niveau national donnent des résultats, il faut notamment que soient créées des conditions qui permettent aux établissements d'enseignement, aux instituts de recherche et aux entreprises commerciales et industrielles d'innover et d'investir dans la science, la technologie et l'innovation et de les mettre au service de l'emploi et de la croissance économique en intégrant tous les éléments interdépendants, y compris le transfert des connaissances,

Prenant note de diverses initiatives en cours ou à venir dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, qui portent sur d'importantes questions liées aux objectifs de développement durable,

Fait les recommandations suivantes aux gouvernements, à la Commission de la science et de la technique au service du développement et à la CNUCED, pour examen :

a) Les gouvernements sont invités, individuellement et collectivement, à tenir compte des conclusions de la Commission et à envisager de prendre les mesures suivantes :

i) Associer étroitement la science, la technologie et l'innovation aux stratégies de développement durable en accordant une place de choix au renforcement des capacités liées aux technologies de l'information et des communications, à la science, à la technologie et à l'innovation dans les plans nationaux de développement ;

ii) Promouvoir les capacités d'innovation locales aux fins d'un développement économique partagé et durable en rassemblant les connaissances scientifiques, professionnelles et techniques locales, en mobilisant des moyens d'origines diverses, en améliorant les technologies de l'information et des communications de base et en soutenant le développement des infrastructures, y compris les infrastructures intelligentes, notamment par la collaboration avec les programmes nationaux et entre ces programmes ;

iii) Favoriser et soutenir les efforts qui sont déployés dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation et qui conduisent à la mise en place d'infrastructures et de politiques favorisant l'expansion mondiale des infrastructures, produits et services relatifs aux technologies de l'information et des communications, y compris l'accès pour tous, notamment les femmes, les filles et les jeunes, les personnes ayant des besoins particuliers et celles vivant dans des zones rurales ou isolées, à Internet à haut débit, et stimulant les travaux multipartites visant à augmenter plus rapidement le nombre d'utilisateurs d'Internet et à rendre ces produits et services plus abordables ;

iv) Entreprendre des travaux de recherche systémiques intégrant les questions de genre en vue d'activités de prospective sur les nouvelles tendances dans les domaines de la science, de la technologie, de l'innovation et des technologies de l'information et des communications et sur leurs effets sur le développement, en particulier dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

v) S'efforcer, avec le concours de diverses parties prenantes, notamment les organismes compétents des Nations Unies et toutes les instances et entités concernées, tels que la Commission et le forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable, d'élaborer, d'adopter et de mettre en œuvre, dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation, des politiques qui contribuent à la concrétisation de ces objectifs ;

vi) Continuer d'accorder toute l'attention voulue à l'incidence qu'ont les principales évolutions rapides de la technologie sur la réalisation des objectifs de développement durable, dans la limite de leur mandat respectif et des ressources disponibles, conformément aux dispositions des résolutions 72/242, 73/17 et 75/316 de l'Assemblée générale ;

vii) Mener des activités de prospective stratégique en vue de recenser les éventuelles lacunes en matière d'éducation à moyen et à long terme et de les combler au moyen d'un ensemble de mesures, notamment le développement de l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques, ainsi

que la formation professionnelle et la formation à l'utilisation des données et des outils numériques, en tenant compte des questions de genre ;

viii) Utiliser la prospective stratégique pour promouvoir la tenue de débats structurés entre toutes les parties prenantes, notamment les représentants des pouvoirs publics, de la communauté scientifique, des grands secteurs d'activité, de la société civile et du secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises, afin de développer une vision commune des problématiques à long terme, telles que l'évolution du marché du travail, de dégager un consensus concernant les orientations à prendre sur ces questions et de contribuer à répondre aux nouvelles exigences en matière de compétences et de capacité d'adaptation aux changements ;

ix) Intégrer aux programmes scolaires officiels et aux initiatives de formation continue l'enseignement de compétences numériques, de l'entrepreneuriat et d'autres compétences non techniques, tout en tenant compte des pratiques optimales, du contexte et des besoins locaux, et en veillant à assurer la neutralité technologique de cet enseignement ;

x) Se pencher sur les conséquences de l'évolution radicale de l'économie numérique et de la quatrième révolution industrielle pour les marchés du travail ;

xi) Mener régulièrement des analyses prévisionnelles stratégiques des problèmes mondiaux et régionaux et collaborer avec d'autres États Membres en vue d'établir, au moyen des mécanismes régionaux existants et en collaboration avec les parties prenantes, un système de correspondance entre les résultats des activités de prospective technologique, y compris des projets pilotes, afin de les examiner et de les diffuser ;

xii) Mener des activités d'évaluation et d'analyse prospective des technologies afin de promouvoir la tenue de débats structurés entre toutes les parties prenantes, le but étant de développer une vision commune des conséquences de l'évolution rapide des technologies ;

xiii) Faciliter l'examen des progrès accomplis dans l'intégration de la science, de la technologie et de l'innovation pour atteindre les objectifs de développement durable ;

xiv) Évaluer régulièrement, en tenant compte notamment des questions de genre, les systèmes nationaux d'innovation, notamment les écosystèmes numériques, en s'appuyant sur l'analyse prévisionnelle, afin de découvrir leurs faiblesses et de modifier les politiques en vue de les éliminer, présenter les résultats de ces travaux aux autres États Membres et, à titre volontaire, fournir un appui financier et des connaissances spécialisées pour mettre en œuvre le cadre d'examen des politiques nationales relatives à la science, à la technologie et à l'innovation dans les pays en développement intéressés ;

xv) Prendre en compte la nécessité de promouvoir la dynamique fonctionnelle des systèmes d'innovation et d'autres méthodes pertinentes grâce à divers instruments politiques répondant aux priorités de développement relatives à la science, à la technologie et à l'innovation, en vue de renforcer la cohérence de ces systèmes aux fins du développement durable ;

xvi) Encourager la génération numérique à assumer un rôle de premier plan dans les programmes locaux de renforcement des capacités relatives à la science, à la technologie et à l'innovation, en tenant compte des questions de genre, et faciliter l'utilisation des technologies de l'information et des communications pour mettre en œuvre le Programme 2030 ;

xvii) Instaurer, sans perdre de vue la possibilité que les nouvelles technologies numériques dépassent les techniques existantes au service du développement, des politiques favorisant la mise en place d'écosystèmes numériques ouverts qui tiennent compte du contexte socioéconomique et politique des pays et qui attirent et soutiennent l'investissement privé et l'innovation, notamment en ce qui concerne la création d'entreprises et le développement de contenu au niveau local, et fournir des sources de données ventilées pour la science, la technologie et l'innovation ;

xviii) Mettre en œuvre des initiatives et des programmes qui favorisent et facilitent l'investissement durable dans l'économie numérique et la participation à cette économie ;

xix) Collaborer avec toutes les parties prenantes, promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et des communications dans tous les secteurs, mieux préserver l'environnement, stimuler la création d'installations adaptées pour recycler et éliminer les déchets d'équipements électriques et électroniques et promouvoir des modes de production et de consommation durables ;

xx) Promouvoir l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques et l'initiation aux statistiques, en particulier auprès des étudiantes, tout en reconnaissant l'importance de compétences non techniques complémentaires telles que l'esprit d'entreprise, en encourageant le mentorat et en soutenant les efforts visant à attirer et à retenir les femmes et les filles dans ces filières, et envisager l'élaboration et l'application de politiques qui mobilisent la science, la technologie et l'innovation en tenant compte des questions de genre ;

xxi) Soutenir les politiques adoptées et les activités menées par les pays en développement dans les domaines de la science et de la technique dans le cadre de la coopération Nord-Sud et de la coopération Sud-Sud, considérées comme complémentaires et non interchangeables, en favorisant l'aide financière, l'assistance technique, le renforcement des capacités, le transfert de technologie selon des modalités arrêtées d'un commun accord et les programmes ou cours de formation technique ;

xxii) Encourager les pays à accélérer progressivement le rythme de formation de ressources humaines hautement qualifiées à tous les niveaux en créant un environnement propice à l'obtention d'un nombre suffisant de personnes compétentes, qui mettent la science, la technologie et l'innovation au service d'activités créatrices de valeur ajoutée propres à permettre de résoudre des problèmes et à améliorer le bien-être de l'humanité ;

xxiii) Renforcer l'appui à la recherche-développement sur l'évolution rapide des technologies et assurer la cohérence entre les politiques et stratégies relatives à la science, à la technologie et à l'innovation dans ce domaine et l'ensemble du programme national de développement ;

xxiv) Envisager d'engager un dialogue mondial ouvert sur tous les aspects de l'évolution rapide des technologies et sur les conséquences de cette évolution pour le développement durable ;

xxv) Concevoir et mettre en œuvre, dans les domaines de la science, de la technologie, de l'innovation, et autres, des politiques propres à permettre le développement de sociétés résilientes, en accordant la priorité aux propositions qui offrent, pour le même prix, le meilleur rapport coût-avantage et la plus grande efficience et aux activités permettant de renforcer la résilience urbaine ;

xxvi) Soutenir les politiques qui améliorent l'inclusion financière et accroissent les sources de financement et les investissements directs destinés à des innovations qui facilitent la réalisation des objectifs de développement durable ;

xxvii) Promouvoir une innovation sans exclusive, en particulier vis-à-vis des populations locales, des femmes et des jeunes, afin que le développement et la diffusion des nouvelles technologies profitent à tous et ne créent pas de nouvelles fractures ;

xxviii) Soutenir la Banque de technologies pour les pays les moins avancés afin qu'elle aide les pays en question à progresser dans les domaines de la recherche scientifique et de l'innovation et à accéder et recourir aux technologies essentielles, favorise le travail en réseau parmi les chercheurs et les instituts de recherche, conjugue les initiatives bilatérales et l'appui d'institutions multilatérales et du secteur privé, et mette en œuvre des projets dans lesquels la science, la technologie et l'innovation sont utilisées pour contribuer au développement économique des pays les moins avancés ;

b) La Commission est invitée à prendre les mesures suivantes :

i) Demeurer un porte-drapeau en matière de science, de technologie et d'innovation et donner au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale des conseils de haut niveau sur les questions de science, de technologie, d'ingénierie et d'innovation qui intéressent leurs travaux et, à cet égard, alimenter le débat thématique de haut niveau consacré à l'incidence de l'évolution rapide des technologies sur la réalisation des objectifs et cibles de développement durable, que la présidence de l'Assemblée générale doit organiser à la soixante-quinzième session de l'Assemblée, ainsi que le débat relatif aux progrès accomplis dans l'application des résolutions 73/17 et 75/316 de l'Assemblée, qui se tiendra à la soixante-dix-septième session de l'Assemblée ;

ii) Contribuer à définir clairement le rôle fondamental que les technologies de l'information et des communications, la science, la technologie et l'innovation jouent dans la mise en œuvre du Programme 2030 en offrant un cadre pour la planification stratégique et l'analyse de l'évolution du rôle de la science, de la

technologie et de l'innovation dans des secteurs clefs de l'économie et en mettant en lumière les technologies nouvelles et émergentes ;

iii) Examiner comment les travaux de la Commission s'harmonisent avec ceux d'autres instances internationales spécialisées dans la science, la technologie et l'innovation et les initiatives visant à appuyer la mise en œuvre du Programme 2030, les enrichissent et les complètent ;

iv) Mener des activités de sensibilisation et faciliter la constitution de réseaux et de partenariats entre divers organismes et réseaux de prospective technologique, en collaboration avec d'autres parties prenantes ;

v) Promouvoir, conformément à l'esprit du Programme 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement[107], la coopération internationale dans le domaine de la science et de la technique au service du développement, en particulier le renforcement des capacités et le transfert de technologie selon des modalités arrêtées d'un commun accord ;

vi) Sensibiliser les décideurs au processus d'innovation et recenser les possibilités qui permettraient aux pays en développement d'en bénéficier, en s'intéressant plus particulièrement aux évolutions qui pourraient offrir des possibilités nouvelles à ces pays ;

vii) Soutenir, dans le cadre de l'apprentissage consacré à la définition des grandes orientations, du renforcement des capacités et de la mise au point de technologies, la collaboration multipartite, notamment la participation des acteurs des systèmes d'innovation des États Membres aux réseaux et programmes internationaux, afin de continuer à renforcer leur capacité d'innovation ;

viii) Soutenir les initiatives visant à renforcer les moyens dont disposent les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral, pour mettre au point, utiliser et diffuser des technologies nouvelles ou existantes ;

ix) S'employer activement à renforcer et à revitaliser les partenariats mondiaux relatifs à la science, à la technologie et à l'innovation au service du développement durable et, pour ce faire, a) exploiter les résultats des activités de prospective technologique pour définir la portée, d'une part, de projets internationaux portant sur des activités ciblées de recherche et de développement et de diffusion de technologies, et, d'autre part, de programmes de renforcement des capacités des ressources humaines dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation ; b) examiner des modèles de financement novateurs et d'autres moyens de rendre les pays en développement mieux à même de prendre part à des projets et à des initiatives de collaboration dans ces mêmes domaines ;

x) Étudier les moyens de mener des activités internationales de prospective et d'évaluation portant sur les technologies nouvelles, existantes ou émergentes et leurs incidences sur le développement durable et l'édification de sociétés résilientes, y compris des débats sur les modèles de gouvernance applicables aux nouveaux domaines où les sciences et la technique évoluent ;

xi) Aider les pays à anticiper l'évolution de leurs besoins en matière de renforcement des capacités, notamment grâce à un travail de prospective ;

xii) Étudier et examiner des modèles de financement novateurs tels que l'investissement à impact social et environnemental, à même d'attirer de nouvelles parties prenantes, des innovateurs et des capitaux d'origine nouvelle vers des solutions fondées sur la science, la technologie, l'ingénierie et l'innovation, en collaborant avec d'autres organisations le cas échéant ;

xiii) Promouvoir le renforcement des capacités et la coopération en matière de recherche-développement, en collaboration avec les institutions compétentes, notamment des organismes des Nations Unies, afin de faciliter le renforcement des systèmes d'innovation qui soutiennent les innovateurs, en particulier dans les pays en développement, et d'appuyer ainsi les efforts qu'ils déploient en vue de parvenir à un développement durable ;

xiv) Offrir une tribune pour faire connaître non seulement les expériences concluantes et les pratiques optimales mais aussi les échecs et les principales difficultés et pour être informé des résultats des activités de

[107] Résolution 69/313 de l'Assemblée générale, annexe.

prospective technologique, des modèles d'innovation locale couronnés de succès, des études de cas et des données d'expérience concernant l'utilisation de la science, de la technologie et de l'ingénierie, y compris de nouvelles technologies, à des fins d'innovation, en symbiose avec les technologies de l'information et des communications, au service d'un développement partagé et durable, et diffuser les conclusions à tous les organismes des Nations Unies concernés, notamment dans le cadre du Mécanisme de facilitation des technologies et de son forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable ;

xv) Continuer de s'employer activement à faire mieux connaître la contribution que la science, la technologie et l'innovation peuvent apporter au Programme 2030 en fournissant un appui fonctionnel aux mécanismes et aux organes compétents des Nations Unies, en tant que de besoin, et en diffusant les enseignements et les bonnes pratiques qui concernent la science, la technologie et l'innovation aux États Membres et à d'autres entités ;

xvi) Souligner l'importance des travaux de la Commission relatifs à la mise en œuvre et au suivi des aspects des technologies de l'information et des communications, de la science, de la technologie et de l'innovation qui ont un lien avec les objectifs de développement durable, la présidence de la Commission faisant rapport sur la question lors de réunions et séances d'examen tenues par le Conseil économique et social, le forum politique de haut niveau pour le développement durable et d'autres instances compétentes ;

xvii) Renforcer et approfondir la collaboration entre la Commission de la science et de la technique au service du développement et la Commission de la condition de la femme, et notamment faire connaître les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience concernant la prise en compte des questions de genre lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques relatives à la science, à la technologie et à l'innovation et, dans ce cadre, donner suite aux travaux menés par la Commission de la science et de la technique au service du développement pendant l'atelier consacré à la prise en compte des questions de genre dans la science, la technologie et l'innovation, qui s'est tenu à Vienne le 18 janvier 2019 ;

xviii) S'employer activement à mieux faire connaître la Banque de technologies pour les pays les moins avancés ;

c) La CNUCED est invitée à prendre les mesures suivantes :

i) S'employer activement à trouver des fonds pour étendre les examens des politiques relatives à la science, à la technologie et à l'innovation, lesquels seront axés sur le rôle déterminant des technologies de l'information et des communications pour promouvoir le renforcement des capacités et l'utilisation de la science, de la technologie, de l'innovation et de l'ingénierie, et à mettre en œuvre les recommandations issues de ces examens, s'il y a lieu, en étroite coopération avec les organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales ;

ii) Étudier les possibilités d'intégrer des éléments issus de l'analyse prévisionnelle stratégique et de l'évaluation des écosystèmes numériques dans les examens des politiques relatives à la science, à la technologie, à l'innovation et aux technologies de l'information et des communications, par exemple en y ajoutant un chapitre portant sur cette question ;

iii) Mettre en œuvre aussi largement que possible son cadre d'examen des politiques nationales relatives à la science, à la technologie et à l'innovation, de manière à y intégrer les objectifs de développement durable, en particulier les stratégies d'innovation ciblant ceux qui se trouvent au bas de la pyramide et l'inclusion sociale ;

iv) Prévoir des bilans périodiques des progrès accomplis dans les pays pour lesquels des examens des politiques relatives à la science, à la technologie et à l'innovation ont été réalisés et inviter ces pays à faire rapport à la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les progrès accomplis, les enseignements tirés et les problèmes rencontrés dans l'application des recommandations ;

v) Prier le Conseil consultatif pour l'égalité des sexes de la Commission d'apporter sa contribution aux débats et à l'établissement de la documentation de la Commission, à faire rapport sur les progrès accomplis lors des sessions annuelles de la Commission et à intégrer plus systématiquement les questions de genre dans les examens des politiques relatives à la science, à la technologie et à l'innovation ;

vi) Prier également le Conseil consultatif pour l'égalité des sexes de la Commission d'élaborer une proposition de programme de travail actualisé et de faire rapport sur ce point à la vingt-sixième session annuelle de la Commission ;

vii) Encourager les gouvernements à se servir de la Banque de technologies pour les pays les moins avancés pour promouvoir la science, la technologie et l'innovation dans ces pays et aider les pays les moins avancés à continuer de développer leurs propres technologies.

33e séance plénière
21 juillet 2022

2022/17. Conclusions de la dix-septième session du Forum des Nations Unies sur les forêts

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 2015/33 du 22 juillet 2015, 2017/4 du 20 avril 2017, 2020/14 du 17 juillet 2020 et 2021/6 du 8 juin 2021,

Mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030)

1. *Invite* les membres du Forum des Nations Unies sur les forêts à accélérer les efforts déployés en vue d'atteindre les objectifs mondiaux relatifs aux forêts, notamment en coordonnant les mesures liées aux forêts, en les intégrant dans les programmes, stratégies et plans pertinents, y compris les plans de développement nationaux, et en les reproduisant à plus grande échelle et, à cet égard, les encourage à soutenir les initiatives conjointes et les partenariats nationaux, sous-régionaux et régionaux existants ou en cours d'élaboration aux fins de la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030)[108] ;

2. *Invite* le Partenariat de collaboration sur les forêts à continuer de renforcer sa collaboration et son soutien aux travaux du Forum et de ses membres en vue de la mise en œuvre du programme de travail quadriennal du Forum pour 2021-2024 et du plan stratégique ;

3. *Invite* le forum politique de haut niveau pour le développement durable, les parties aux accords multilatéraux pertinents relatifs à l'environnement et les autres mécanismes internationaux relatifs aux forêts à faire des éléments pertinents du plan stratégique le cadre de référence de leurs travaux relatifs aux forêts afin de progresser sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable[109] et des objectifs fixés dans les accords multilatéraux pertinents relatifs à l'environnement, de promouvoir les initiatives relatives aux forêts, de mieux comprendre les liens existant entre, d'une part, les avantages sociaux, économiques et environnementaux des forêts et, d'autre part, leurs domaines d'activité, y compris l'éradication de la pauvreté, et de promouvoir une coopération et une collaboration efficaces sur les questions relatives aux forêts ;

4. *Exhorte* les membres du Forum à renforcer la coopération Nord-Nord, Nord-Sud et Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les domaines technique, financier, scientifique et technologique et celui de l'innovation afin de soutenir la mise en œuvre du plan stratégique et d'accélérer la réalisation des objectifs mondiaux relatifs aux forêts, et à promouvoir la gestion durable des forêts, en tenant compte des circonstances propres à chaque pays, notamment des problèmes auxquels se heurtent les pays en développement ;

5. *Encourage* les membres du Forum à mettre à exécution les objectifs mondiaux relatifs aux forêts, en tenant compte des circonstances propres à chaque pays, afin de contribuer à la mise en œuvre des instruments, mécanismes, engagements et objectifs multilatéraux liés aux forêts et, à cet égard, invite les organisations membres du Partenariat de collaboration sur les forêts à renforcer leur coopération et leur collaboration ainsi que leur soutien au Forum et à ses membres ;

---

[108] Voir la résolution 71/285 de l'Assemblée générale.

[109] Voir la résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

6. *Prend note avec satisfaction* des déclarations, des annonces de contribution et des avancées récentes concernant les forêts, y compris, mais sans s'y limiter, les contributions relatives aux forêts figurant dans la Déclaration des dirigeants réunis à Glasgow sur les forêts et l'utilisation des terres ;

7. *Encourage* les pays et les organisations qui se sont engagés à verser des contributions en faveur d'instruments, de mécanismes, d'engagements et d'objectifs liés aux forêts à fournir des informations, notamment par le truchement du Réseau mondial de facilitation du financement forestier ;

8. *Encourage* les membres du Forum à mettre en évidence, dans les travaux menés en vue de l'élaboration du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, les contributions des forêts et de la gestion durable des forêts, ainsi que leurs avantages économiques, sociaux et environnementaux, pour ce qui est de la protection, de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité, ;

9. *Encourage* le Forum à améliorer sa communication multilingue dans le cadre de ses travaux et de ses activités d'échange d'informations afin de promouvoir le plan stratégique et de progresser plus avant sur la voie des objectifs mondiaux relatifs aux forêts, notamment les activités visant à faire mieux connaître les nombreux bienfaits des forêts et à accroître la visibilité de ses travaux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies ;

10. *Souligne* que la mise en œuvre de la gestion durable des forêts ne sera effective que si toutes les parties prenantes y contribuent, qu'il s'agisse des mécanismes et organismes régionaux et sous-régionaux, des propriétaires forestiers, des populations autochtones, des collectivités locales, des autorités locales, du secteur privé – notamment les petites, moyennes et grandes entreprises forestières –, des organisations non gouvernementales, des femmes, des enfants, des jeunes ou des institutions scientifiques, universitaires et philanthropiques, à tous les niveaux et, à cet égard, encourage ces parties prenantes à continuer de faire progresser la mise en œuvre du plan stratégique et la réalisation des objectifs mondiaux relatifs aux forêts, et à tenir le Forum informé des progrès accomplis à cet égard ;

11. *Est conscient* du rôle essentiel que jouent les petits propriétaires fonciers, les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, ainsi que les communautés locales et les populations autochtones, dans la conservation, la gestion durable et la protection des forêts et encourage les membres du Forum à élaborer, à améliorer et à mettre en œuvre des politiques publiques, visant notamment à faciliter l'accès au financement, afin de créer, à tous les niveaux, des conditions propices au développement durable ;

12. *Se félicite* des travaux menés par le Forum, en collaboration avec des organisations internationales liées aux forêts et d'autres partenaires, pour évaluer les répercussions de la pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19) sur les forêts et le secteur forestier et préconise de faire une place à la question des forêts et de leur gestion durable dans les mesures de relèvement après la COVID adoptées par les pays, en tenant compte des corrélations entre biodiversité et santé ;

Moyens de mise en œuvre, y compris les activités et les ressources du Réseau mondial de facilitation du financement forestier

13. *Rappelle* qu'il importe de mobiliser et d'utiliser efficacement les ressources financières, y compris les ressources nouvelles et supplémentaires provenant de toutes les sources et à tous les niveaux, rappelle également que les politiques publiques et la mobilisation et l'utilisation efficace des ressources intérieures, selon les principes de l'appropriation et de la direction par les pays, sont un aspect essentiel de notre quête commune du développement durable, et rappelle les paragraphes 52 à 61 de sa résolution 2017/4 ;

14. *Rappelle également* que la mise en œuvre effective de la gestion durable des forêts exige des ressources adéquates, notamment des moyens de financement ainsi qu'un développement des capacités et un transfert de technologies respectueuses de l'environnement, et en particulier la mobilisation de ressources financières accrues, y compris auprès de sources nouvelles, pour les pays en développement, notamment les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les petits États insulaires en développement, ainsi que les pays en transition, et rappelle en outre que la mise en œuvre d'une gestion durable des forêts est étroitement tributaire d'une bonne gouvernance à tous les niveaux ;

15. *Se félicite* de l'appui fourni par le Réseau mondial de facilitation du financement forestier aux pays pour renforcer la capacité de mobiliser des ressources de toutes les parties prenantes et auprès de toutes les sources afin de promouvoir la gestion durable des forêts et la réalisation des objectifs mondiaux relatifs aux forêts, notamment par l'élaboration de stratégies nationales de financement des forêts ;

16. *Invite* les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts à envisager de détacher du personnel au secrétariat du Forum afin de renforcer la capacité du Réseau mondial sur la facilitation du financement forestier de fournir un soutien adéquat et opportun aux membres du Forum, ainsi qu'à intensifier leur appui aux activités du Réseau ;

17. *Prie* le secrétariat du Forum de continuer à développer et à rendre opérationnelle la phase II du centre d'information du Réseau mondial de facilitation du financement forestier, y compris sa nouvelle base de données sur les flux financiers forestiers, dans la limite des ressources disponibles, et d'encourager les membres du Forum à faire part des enseignements retenus et de leurs pratiques optimales en matière de financement des forêts pour les publier sur le site Web du centre d'information du Réseau, en collaboration avec les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts, conformément à leurs mandats respectifs ;

18. *Prie également* le secrétariat du Forum, agissant dans la limite des ressources dont il dispose, de mettre régulièrement à jour les bases de données du centre d'information du Réseau mondial de facilitation du financement forestier et de communiquer des informations pour familiariser les membres du Forum avec les bases de données et, à cet égard, invite les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts à apporter leur contribution, le cas échéant, dans le cadre de leurs mandats et des ressources disponibles ;

19. *Souligne* qu'il importe que le Réseau mondial de facilitation du financement forestier continue d'apporter son soutien aux membres concernés du Forum, conformément aux dispositions du plan stratégique et aux lignes directrices adoptées lors de la treizième session du Forum[110], et encourage le secrétariat du Forum, agissant conformément aux règles et règlements de l'Organisation des Nations Unies, à trouver des moyens de faciliter les contributions du secteur privé et des organisations philanthropiques ;

20. *Rappelle* le paragraphe 13 de sa résolution 2020/14 et demande au secrétariat du Forum de le tenir régulièrement informé à cet égard et de présenter un rapport de situation au Forum à sa dix-huitième session ;

21. *Invite* les membres du Forum et les autres parties prenantes qui sont en mesure de le faire à verser des contributions volontaires au fonds d'affectation spéciale pour le Forum des Nations Unies sur les forêts afin de donner plus d'ampleur aux activités du secrétariat du Forum, notamment le Réseau mondial sur la facilitation du financement forestier ;

Suivi, évaluation et rapports

22. *Demande* au secrétariat du Forum d'apporter des modifications au modèle utilisé pour l'établissement des rapports nationaux volontaires en tenant compte des suggestions et propositions des membres du Forum, de mettre à l'essai le modèle amélioré dans les pays intéressés, quels que soient les types de forêts dont ils disposent et leur contexte socioéconomique, et de rendre compte des progrès accomplis au Forum à sa dix-huitième session ;

23. *Invite* le Forum à envisager de créer un groupe consultatif sur l'établissement de rapports, dans les limites des ressources disponibles, en tenant compte de l'expérience acquise et des enseignements tirés de la participation d'un groupe consultatif informel à la publication phare de 2021, et, à cet égard, demande au secrétariat du Forum d'évaluer l'incidence de cette publication et de présenter, à la dix-huitième session du Forum, une proposition concernant le mandat de ce groupe, y compris sa composition, en tenant dûment compte de la nécessité d'une représentation géographique équilibrée des Nations Unies ;

24. *Demande* au secrétariat du Forum, agissant dans le cadre des préparatifs de l'examen à mi-parcours de l'arrangement international sur les forêts et en consultation avec les membres du Forum, d'établir un plan d'exécution et un calendrier pour le prochain cycle d'établissement des rapports, concurremment avec le cycle d'évaluation des ressources forestières mondiales, et d'étudier les possibilités de mettre en place une plateforme en ligne du Forum dédiée aux rapports, compte tenu de la nécessité de rationaliser l'établissement des rapports et de réduire au minimum la charge que représente cette activité, y compris les difficultés rencontrées par les pays en développement ;

25. *Demande également* au secrétariat du Forum d'organiser, au moyen de contributions volontaires et en consultation avec les membres du Forum, conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres organisations membres du Partenariat de collaboration sur les forêts, un atelier mondial sur

[110] *Documents officiels du Conseil économique et social, 2018, Supplément nº 22* (E/2018/42), chap. I, sect. B, résolution 13/1, annexe II.

l'établissement de rapports nationaux volontaires sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et cibles mondiaux relatifs aux forêts, en mettant l'accent sur les sources de données, la collecte de données et les méthodologies pour lesquelles il n'existe pas de données systématiques, en prévoyant des modalités de participation inclusive et en tenant dûment compte de toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires ;

26. *Invite* les membres du Forum, selon qu'il conviendra, à renforcer la coopération technique et financière internationale en matière de communication, de collecte, de traitement et de partage des données relatives aux forêts, notamment les données concernant les nombreux avantages socioéconomiques des forêts, les états des lieux des ressources forestières nationales et le rôle des forêts dans l'élimination de la pauvreté, le bien-être humain, la création de revenus et d'emplois et la compréhension des flux financiers publics et privés ;

27. *Invite* les membres du Forum et les organes directeurs des organisations membres du Partenariat de collaboration sur les forêts à utiliser l'ensemble commun d'indicateurs forestiers mondiaux et invite le secrétariat du Forum à organiser, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres organisations membres du Partenariat de collaboration sur les forêts concernées, la poursuite des travaux sur les indicateurs de catégorie 3[111], notamment en ce qui concerne l'amélioration des concepts, des définitions et des essais volontaires sur le terrain ;

Préparatifs de l'examen à mi-parcours en 2024 de l'efficacité de l'arrangement international sur les forêts

28. *Décide* que, en vue de préparer l'examen à mi-parcours de l'arrangement international sur les forêts, le Forum devrait exécuter les mesures énoncées dans l'annexe de la présente résolution entre la fin de la dix-septième session du Forum des Nations Unies sur les forêts et le début de la dix-neuvième session du Forum ;

29. *Décide* de reporter l'examen des alinéas a) et b) du paragraphe 42 de sa résolution 2015/33 jusqu'à l'examen final de l'efficacité de l'arrangement international sur les forêts, en 2030 ;

30. *Décide également* :

a) De créer un groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé de préparer l'examen à mi-parcours de l'arrangement international sur les forêts, qui sera convoqué par le secrétariat du Forum vers fin 2023, afin de passer en revue toutes les évaluations et les conclusions des travaux préparatoires intersessions liées à l'examen à mi-parcours de l'arrangement international, comme indiqué dans l'annexe de la présente résolution, et de demander au secrétariat de soumettre le rapport du groupe spécial d'experts à la dix-neuvième session du Forum des Nations Unies sur les forêts pour examen ;

b) Que le groupe spécial d'experts sera ouvert à tous les membres du Forum, aux organisations membres du Partenariat de collaboration sur les forêts, aux organisations et mécanismes régionaux et sous-régionaux concernés, aux représentants des grands groupes du Forum et aux autres parties concernées, et que ses travaux seront organisés au moyen des ressources existantes, y compris les contributions extrabudgétaires, avec une participation adéquate des pays en développement, et dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, en vue de faire des propositions au Forum à sa dix-neuvième session sur l'examen à mi-parcours de l'efficacité de l'arrangement international sur les forêts, y compris les futures mesures à prendre par l'arrangement international au-delà de 2024 ;

c) Que le Bureau du Forum à sa dix-neuvième session mènera, en tenant compte des résultats des travaux du groupe spécial d'experts, des consultations informelles avec les membres du Forum, et élaborera l'avant-projet de résolution relatif à l'arrangement international sur les forêts au-delà de 2024 qu'il soumettra au Forum à sa dix-neuvième session ;

d) Que les mesures énoncées dans l'annexe de la présente résolution devraient être exécutées de manière transparente et indépendante et en étroite consultation avec les membres du Forum, ainsi qu'avec les organisations

[111] On trouvera de plus amples informations concernant les indicateurs de catégorie 3 dans le document E/CN.18/2022/4.

membres du Partenariat de collaboration sur les forêts et les autres parties concernées, y compris au moyen de questionnaires, le cas échéant ;

31. *Invite* les membres du Forum qui sont en mesure de le faire à verser une contribution volontaire au fonds d'affectation spéciale pour le Forum afin de permettre au secrétariat de former le groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé de préparer l'examen à mi-parcours de l'arrangement international sur les forêts et de faciliter l'exécution des mesures énoncées dans l'annexe de la présente résolution.

33e séance plénière
21 juillet 2022

Annexe
Mesures en prévision de l'examen à mi-parcours en 2024 de l'efficacité de l'arrangement international sur les forêts

A. Mesures ayant trait au Forum des Nations Unies sur les forêts et à ses membres

1. Évaluer les progrès accomplis par le Forum des Nations Unies sur les forêts et par ses membres dans la réalisation des objectifs de l'arrangement international sur les forêts, qui sont définis dans la résolution 2015/33 du Conseil économique et social.

2. Analyser la performance du Forum dans le cadre de ses fonctions, qui sont définies au paragraphe 3 de la résolution 2015/33 du Conseil, en déterminant son impact sur les politiques forestières à l'échelle mondiale et sur les travaux du forum politique de haut niveau pour le développement durable, ainsi que les moyens d'accroître l'efficacité de son action.

3. Étudier de nouvelles mesures qui permettraient de mieux tirer parti des sessions annuelles du Forum et de faire participer les membres aux activités intersessions du Forum afin de favoriser la réalisation des objectifs mondiaux relatifs aux forêts.

4. Trouver de nouveaux moyens d'encourager les membres du Forum à soumettre un plus grand nombre de rapports nationaux volontaires et à faire davantage d'annonces de contributions nationales volontaires, ainsi que des moyens de faire augmenter ces contributions et d'en promouvoir l'efficacité.

5. Pour mener à bien les tâches susmentionnées, le secrétariat du Forum devrait, en consultation avec les membres du Forum et les parties prenantes, réaliser une évaluation et la soumettre au groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée visé au paragraphe 30 de la présente résolution.

B. Mesures concernant le secrétariat du Forum

1. Évaluer les progrès accomplis par le secrétariat du Forum dans l'exécution de ses fonctions et dans la réalisation des objectifs de l'arrangement international sur les forêts, qui sont définis dans la résolution 2015/33 du Conseil.

2. Analyser les capacités dont dispose le secrétariat du Forum et les lacunes à cet égard en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficience de ses activités, de renforcer les capacités en question, de mieux comprendre ses mécanismes et procédures décisionnels et d'accroître l'impact de ses activités.

3. Recenser de nouvelles mesures qui permettraient de renforcer la collaboration et les synergies et de réduire les doubles emplois en ce qui concerne les questions liées aux forêts au niveau mondial, compte tenu des mandats des différentes organisations et entités.

4. Pour mener à bien les tâches susmentionnées, le secrétariat du Forum devrait, en consultation avec les membres du Forum et les parties prenantes, réaliser une évaluation indépendante et la soumettre au groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée visé au paragraphe 30 de la présente résolution.

C. Mesures concernant le Partenariat de collaboration sur les forêts

1. Évaluer les progrès accomplis par le Partenariat de collaboration sur les forêts dans l'exécution de ses fonctions en vue de la réalisation des objectifs de l'arrangement international sur les forêts, qui sont définis dans la résolution 2015/33 du Conseil.

2. Évaluer l'efficacité, l'impact et la valeur ajoutée des activités du Partenariat, qui sont décrites dans son plan de travail, notamment en ce qui concerne les éléments suivants : ses ressources ; l'exécution de ses produits ; les initiatives conjointes, y compris la manière dont le Forum peut y contribuer ; les activités récurrentes visant à favoriser l'application du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) et la réalisation des objectifs mondiaux relatifs aux forêts et des objectifs de développement durable.

3. Examiner la question de savoir s'il convient d'établir des critères d'adhésion au Partenariat.

4. Évaluer les moyens permettant au Partenariat d'apporter un plus grand soutien au travail d'élaboration des politiques du Forum et d'aider les pays à renforcer l'application du plan stratégique et des résolutions et décisions du Forum sur le terrain, y compris de mieux tirer parti des capacités des autres parties prenantes et des partenaires internationaux et régionaux.

5. Évaluer l'efficacité de la communication interne au sein du Partenariat afin de promouvoir les synergies, de réduire les doubles emplois et d'améliorer l'action de communication et d'information menée par le Partenariat en externe, afin de faire mieux connaître les nombreux avantages des forêts et d'accroître la visibilité du plan stratégique et des objectifs forestiers mondiaux dans le cadre des autres processus qui ont trait aux forêts.

6. Pour mener à bien les tâches susmentionnées, il conviendrait de réaliser une étude indépendante, en consultation avec les membres du Partenariat et du Forum. Les résultats de l'étude seraient présentés lors d'une réunion intersessions qui serait organisée par le Partenariat (l'initiative institutionnelle) pour examen, en vue de faire des propositions concernant le Partenariat au groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée visé au paragraphe 30 de la présente résolution.

D. Mesures concernant le Réseau mondial de facilitation du financement forestier

1. Évaluer les progrès accomplis par le Réseau mondial de facilitation du financement forestier dans la réalisation des objectifs de l'arrangement international sur les forêts, qui sont définis dans la résolution 2015/33 du Conseil.

2. Évaluer l'état des ressources de toutes provenances, y compris le financement privé, qui sont disponibles pour les forêts, ainsi que les problèmes et les contraintes concernant l'accès à ces fonds.

3. Évaluer la performance du Réseau et l'impact de ses activités, ses ressources par rapport aux besoins et les difficultés et contraintes qui pèsent sur son travail.

4. Proposer des mesures visant à accroître l'efficacité et la valeur ajoutée du Réseau et à renforcer sa capacité de faciliter et d'améliorer l'accès des pays qui remplissent les conditions fixées aux ressources de toutes provenances qui sont disponibles pour les forêts, et réexaminer les directives relatives au Réseau adoptées à la treizième session du Forum, dans le cadre de l'examen à mi-parcours de l'arrangement international sur les forêts prévu en 2024.

5. Pour mener à bien les tâches susmentionnées, le secrétariat du Forum devrait, en consultation avec les membres du Forum et les partenaires, procéder à une évaluation de la performance et de l'impact du Réseau, ainsi que du caractère suffisant et pérenne des ressources dont dispose le Réseau, et prendre d'autres mesures pour renforcer son action. Il conviendrait de présenter cette évaluation pour examen à une réunion intersessions, dont les résultats seraient soumis au groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée visé au paragraphe 30 de la présente résolution.

E. Mesures concernant le fonds d'affectation spéciale pour le Forum des Nations Unies sur les forêts

1. Évaluer l'impact des contributions volontaires versées au fonds d'affectation spéciale pour le Forum des Nations Unies sur les forêts sur les activités de base du Forum.

2. Étudier différents moyens d'encourager le versement de contributions régulières et adéquates au fonds d'affectation spéciale.

3. Recenser les principales difficultés et contraintes qui entravent la mobilisation de ressources adéquates pour le fonds d'affectation spéciale.

4. Le secrétariat du Forum devrait, en consultation avec les membres du Forum, entreprendre les tâches susmentionnées et présenter ses conclusions et suggestions dans une note d'information à soumettre au groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée visé au paragraphe 30 de la présente résolution.

F. Mesures concernant la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030)

1. Recueillir de nouvelles informations auprès des États membres sur les mesures qu'ils ont prises pour mettre en œuvre le plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) depuis la quinzième session du Forum en 2020, sur les difficultés et les contraintes qui entravent l'établissement des rapports nationaux volontaires, sur les moyens de réduire les doubles emplois et la charge de travail liée à l'établissement des rapports, sur la question de savoir s'il convient de fixer un délai de 6 à 12 mois à compter de la publication de l'Évaluation des ressources forestières mondiales pour la présentation des rapports nationaux volontaires et sur des sujets de préoccupation concernant les forêts aux niveaux régional et mondial, au moyen d'un questionnaire concis élaboré par le secrétariat du Forum, et regrouper ces informations avec celles qui ont été recueillies en 2019 et 2020 et soumises par les États membres à la quinzième session du Forum, ainsi que des renseignements sur les contributions nationales volontaires et les publications et rapports mondiaux les plus récents sur les forêts.

2. Le secrétariat du Forum devrait rassembler les informations susmentionnées dans une note d'information à soumettre pour examen à une réunion de groupe d'experts intersessions, qui se tiendrait avant la dix-neuvième session du Forum et dont le rapport final serait soumis au groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée visé au paragraphe 30 de la présente résolution.

G. Mesures concernant les contributions du Forum au Programme de développement durable à l'horizon 2030

1. Évaluer la contribution du Forum au forum politique de haut niveau pour le développement durable pour ce qui est des liens entre les forêts et les objectifs de développement durable, et la mesure dans laquelle les contributions du Forum sont prises en compte dans les textes issus du forum politique de haut niveau, depuis l'adoption de la résolution 2015/33 du Conseil.

2. Recenser de nouvelles possibilités à exploiter pour renforcer la contribution directe du Forum, de son secrétariat et du Partenariat de collaboration sur les forêts aux sessions du forum politique de haut niveau pour le développement durable, en particulier dans le cadre de l'examen des objectifs de développement durable liés aux forêts, ainsi qu'à d'autres organes mondiaux compétents, notamment les réunions organisées au titre des trois conventions de Rio (Convention sur la diversité biologique[112], Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique[113], et Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques)[114].

3. Proposer des mesures pour donner une place plus grande aux forêts et améliorer la contribution de ces dernières lors des réunions du forum politique de haut niveau pour le développement durable et pour accroître l'importance politique des forêts dans le cadre plus large du programme de développement durable, notamment en mettant en évidence l'impact d'autres secteurs sur les forêts du monde entier et les avantages très divers de la gestion durable des forêts dans la perspective des objectifs de développement durable.

4. Pour mener à bien les tâches susmentionnées, le secrétariat du Forum devrait, en consultation avec les membres du Forum et les partenaires, réaliser une évaluation et en présenter les conclusions pour examen lors d'une réunion intersessions dont il soumettrait le rapport final au groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée visé au paragraphe 30 de la présente résolution.

---

[112] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1760, nº 3061.

[113] Ibid., vol. 1954, nº 33480.

[114] Ibid., vol. 1771, nº 30822.

H. Mesures concernant la stratégie de communication et de sensibilisation du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030)

1. Évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie de communication et de sensibilisation du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030)[115] par les membres du Forum, le secrétariat, le Partenariat de collaboration sur les forêts, les organisations régionales et les parties concernées, et trouver des moyens de surmonter les difficultés pour poursuivre sur cette voie, notamment les problèmes qui réduisent la visibilité du plan stratégique et des objectifs mondiaux relatifs aux forêts.

2. Évaluer l'impact des activités de communication et de sensibilisation menées pour promouvoir le plan stratégique et les objectifs mondiaux relatifs aux forêts, notamment la Journée internationale des forêts, ainsi que l'utilité des thèmes de cette manifestation, pour faire mieux connaître les nombreux bienfaits des forêts et accroître la visibilité des travaux du Forum au sein du système des Nations Unies.

3. Recenser les nouveaux outils, plateformes et canaux de communication qui ont gagné en importance ces dernières années, afin de mieux atteindre les publics cibles et d'accroître l'impact de l'action menée.

4. Étudier les moyens de tirer parti des capacités des membres du Forum et d'autres acteurs et partenaires aux niveaux mondial, régional et national pour renforcer l'action de plaidoyer en faveur de l'exécution du plan stratégique.

5. Pour mener à bien les tâches susmentionnées, le secrétariat du Forum devrait, en consultation avec les membres du Forum, les partenaires et les organisations membres du Partenariat, réaliser une évaluation et en soumettre les conclusions au groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée visé au paragraphe 30 de la présente résolution.

I. Mesures concernant la participation des partenaires régionaux et sous-régionaux

1. Évaluer la participation et la contribution des entités régionales et sous-régionales aux travaux du Forum, depuis sa douzième session.

2. Examiner les faits nouveaux ayant trait à l'établissement ou au renforcement des processus ou cadres régionaux et sous-régionaux d'élaboration de politiques forestières, de dialogue et de coordination en faveur de la gestion durable des forêts tout en s'attachant à éviter la fragmentation, conformément au paragraphe 28 de la résolution 2015/33 du Conseil, ainsi que les progrès accomplis dans l'application du paragraphe 27 de la résolution.

3. Recenser les moyens possibles de faire participer davantage les partenaires régionaux et sous-régionaux aux travaux du Forum et à ses futurs programmes de travail quadriennaux, y compris en tirant un meilleur parti des capacités des partenaires régionaux existants.

4. Pour mener à bien les tâches susmentionnées, le secrétariat du Forum devrait, en consultation avec les partenaires régionaux et sous-régionaux, réaliser les évaluations nécessaires et les présenter pour examen à une réunion intersessions, dont il soumettrait les résultats au groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée visé au paragraphe 30 de la présente résolution.

J. Mesures concernant la participation des grands groupes et d'autres parties prenantes

1. Évaluer la mesure dans laquelle les grands groupes et les autres parties concernées participent aux travaux du Forum, notamment en ce qui concerne leurs contributions à la réalisation des objectifs et cibles mondiaux relatifs aux forêts à tous les niveaux et leurs interactions avec le Forum et le Partenariat de collaboration sur les forêts au moyen de réseaux, de groupes consultatifs et d'autres mécanismes, en vue de sensibiliser l'opinion, de favoriser l'échange et la diffusion d'informations et de faciliter la coordination des contributions.

2. Évaluer les efforts déployés par les grands groupes pour établir et maintenir de façon autonome des mécanismes de coordination effective à tous les niveaux, afin de prendre une part active au Forum et à d'autres organismes des Nations Unies qui s'occupent des forêts.

---

[115] *Documents officiels du Conseil économique et social, 2018, Supplément nº 22* (E/2018/42), chap. I, sect. B, résolution 13/1, annexe I.

3. Évaluer la capacité des grands groupes et des autres parties concernées d'assurer une représentation efficace par l'intermédiaire de membres et de points focaux appropriés et représentatifs, ainsi que de tenir des consultations internes efficaces.

4. Recenser des ressources financières qui pourraient servir à faciliter la préparation et la tenue de réunions quadriennales de l'Initiative des grands groupes à l'appui du Forum des Nations Unies sur les forêts.

5. Pour mener à bien les tâches susmentionnées, le secrétariat du Forum devrait, en consultation avec les grands groupes et d'autres parties prenantes, réaliser les évaluations nécessaires et les présenter pour examen à une réunion intersessions, dont il soumettrait les résultats au groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée visé au paragraphe 30 de la présente résolution.

2022/18. Prise en compte des questions de genre dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies

Le Conseil économique et social,

Réaffirmant ses conclusions concertées 1997/2 du 18 juillet 1997 sur l'intégration d'une démarche soucieuse des questions de genre dans tous les programmes et politiques des organismes des Nations Unies[116], et rappelant ses résolutions sur la question, notamment les résolutions 2011/6 du 14 juillet 2011, 2012/24 du 27 juillet 2012, 2013/16 du 24 juillet 2013, 2014/2 du 12 juin 2014, 2015/12 du 10 juin 2015, 2016/2 du 2 juin 2016, 2017/9 du 7 juin 2017, 2018/7 du 12 juin 2018, 2019/2 du 6 juin 2019, 2020/9 du 2 juillet 2020 et 2021/7 du 8 juin 2021,

Réaffirmant également les engagements en faveur de l'égalité des sexes et de la promotion des femmes pris au Sommet du Millénaire[117], au Sommet mondial de 2005[118], à la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement[119] et à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable[120], ainsi que l'importance de l'égalité des sexes et de l'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles, affirmée lors du Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015[121], de la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe[122], de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement[123], de la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques[124], de la trentième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au problème mondial de la drogue[125], de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III)[126], et des autres grandes réunions au sommet, conférences et sessions extraordinaires organisées par les Nations Unies, et réaffirmant que leur mise en œuvre intégrale, effective et accélérée est essentielle à la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, y compris les objectifs de développement durable,

Réaffirmant que la prise en compte des questions de genre est un moyen mondialement reconnu d'assurer l'égalité des sexes et l'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles et constitue une stratégie déterminante pour l'application intégrale, effective et accélérée de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing[127] et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 :

---

[116] *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément nº 3* (A/52/3/Rev.1), chap. IV, sect. A, par. 4.

[117] Voir résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

[118] Voir résolution 60/1 de l'Assemblée générale.

[119] Voir résolution 65/1 de l'Assemblée générale.

[120] Voir résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe.

[121] Voir résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

[122] Voir résolution 69/283 de l'Assemblée générale, annexe II.

[123] Voir résolution 69/313 de l'Assemblée générale, annexe.

[124] Voir FCCC/CP/2015/10/Add.1, décision 1/CP.21, annexe.

[125] Voir résolution S-30/1 de l'Assemblée générale, annexe.

[126] Voir résolution 71/256 de l'Assemblée générale, annexe.

[127] « Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes », Beijing, 4-15 septembre 1995 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle »[128], et pour l'application intégrale du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement[129] afin de catalyser les progrès, si nécessaire, pour ce qui est des résultats des examens de ces programmes, et d'assurer la pleine application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, en date du 31 octobre 2000, et des résolutions ultérieures sur les femmes et la paix et la sécurité,

Estimant que la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale et le respect par les États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes[130] des obligations qui en découlent se renforcent mutuellement aux fins de l'égalité des genres et de l'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles ainsi que de l'exercice effectif de leurs droits humains,

Rappelant que la prise en compte des questions de genre consiste à évaluer les incidences pour les femmes et pour les hommes de toute action envisagée, notamment dans la législation, les politiques ou les programmes, dans tous les secteurs et à tous les niveaux, et qu'il s'agit d'une stratégie visant à incorporer les préoccupations et les expériences des femmes aussi bien que celles des hommes dans l'élaboration, la mise en œuvre, la surveillance et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines – politique, économique et social – de manière que les femmes et les hommes bénéficient d'avantages égaux et que l'inégalité ne puisse se perpétuer, et rappelant également que des politiques et des programmes ciblés concernant les femmes ou une législation positive n'en restent pas moins nécessaires, au même titre que des entités administratives chargées des questions de genre ou la désignation de coordonnateurs dans ce domaine,

Soulignant le rôle de catalyseur joué par la Commission de la condition de la femme ainsi que le rôle important que l'Assemblée générale et lui-même jouent, prenant note des conclusions concertées et des décisions de la Commission relatives à la promotion et au suivi de la prise en compte des questions de genre dans le système des Nations Unies, et réaffirmant la déclaration politique adoptée par la Commission à sa soixante-quatrième session, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes[131],

Rappelant la résolution 75/233 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 2020, portant sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, dans laquelle l'Assemblée a souligné que l'égalité des genres et le renforcement des moyens d'action des femmes et des filles contribueraient de manière décisive à la réalisation de progrès sur la voie de l'ensemble des objectifs et des cibles du Programme 2030 et demandé à toutes les entités du système des Nations Unies pour le développement de continuer à promouvoir l'égalité des genres et l'avancement de toutes les femmes et les filles, l'idée étant d'améliorer et d'accélérer la prise en compte des questions de genre, en mettant intégralement en œuvre le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes, élaboré sous la direction de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), ainsi qu'en utilisant les indicateurs de résultats en matière d'égalité femmes-hommes et d'autonomisation des femmes (la « feuille de résultats » relative au Plan d'action) des équipes de pays des Nations Unies, en particulier en ce qui concerne la prise en compte des questions de genre dans la gestion des résultats et la planification stratégique, et d'améliorer la collecte, la disponibilité et l'utilisation de données ventilées par sexe, l'établissement de rapports et le suivi de l'utilisation des ressources, en faisant fond sur les connaissances relatives aux questions de genre à disposition dans le système à tous les niveaux, notamment à ONU-Femmes, afin de faciliter la prise en considération de l'égalité des genres lors de l'élaboration des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en fonction d'un objectif spécifiquement axé sur l'égalité des genres selon qu'il sera opportun et pertinent compte tenu du contexte national, et en veillant à ce que les connaissances spécialisées sur ce sujet soient disponibles dans l'ensemble du système à tous les niveaux,

---

[128] Résolutions S-23/2, annexe, et S-23/3, annexe, de l'Assemblée générale.

[129] *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

[130] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, nº 20378.

[131] *Documents officiels du Conseil économique et social, 2020, Supplément nº 7* (E/2020/27), chap. I, sect. A.

Réaffirmant le rôle central et l'importance de la participation pleine et active des gouvernements à l'élaboration, à la mise en œuvre, au contrôle et à l'évaluation des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable ou de tout cadre de planification équivalent, le but étant de voir les pays mieux s'approprier les activités opérationnelles et d'aligner pleinement les activités opérationnelles sur les priorités, les contraintes, la planification et la programmation nationales, et encourageant à cet égard les gouvernements à consulter les parties prenantes, y compris la société civile et les organisations non gouvernementales,

Considérant que les acteurs de la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, contribuent de manière décisive à la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et à la prise en compte des questions de genre dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies,

Rappelant la section de la résolution 64/289 de l'Assemblée générale en date du 2 juillet 2010 intitulée « Renforcer les mécanismes institutionnels en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la femme »,

Estimant que, dans le processus de prise en compte des questions de genre, il importe d'aborder la question du harcèlement au travail, y compris le harcèlement sexuel, en gardant à l'esprit qu'il fait obstacle à la réalisation de la parité des sexes dans le système des Nations Unies et qu'il peut avoir des incidences négatives sur la réalisation de l'égalité des genres,

Ayant conscience des efforts menés par les organismes des Nations Unies pour appliquer la politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles et du fait que, lorsqu'ils sont commis par le personnel de l'Organisation des Nations Unies, les actes d'exploitation et d'atteinte sexuelles ont une incidence négative sur la crédibilité de l'Organisation et peuvent saper les efforts déployés pour assurer une prise en compte effective des questions de genre,

Se déclarant de nouveau gravement préoccupé par le fait que, si certaines avancées ont eu lieu dans la réalisation de la parité des sexes dans le système des Nations Unies, en particulier au niveau des postes de direction et de décision, dans le plein respect du principe de répartition géographique équitable, conformément au paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, les progrès restent insuffisants, l'amélioration restant négligeable dans certaines parties du système, et prenant note avec satisfaction des efforts constants déployés par le Secrétaire général dans ce domaine et, à cet égard, prenant note de la stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies lancée en septembre 2017,

Accueillant avec satisfaction le lancement, en juin 2018, des dispositifs mis à jour d'application du principe de responsabilité en ce qui concerne la promotion de l'égalité des genres et de l'avancement des femmes, qui comprennent le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies et la feuille de résultats des équipes de pays relative au Plan d'action,

Notant qu'il faut encore davantage d'investissements et une attention accrue portée aux résultats pour assurer la bonne application du Plan d'action à l'échelle du système et de la feuille de résultats des équipes de pays relative au Plan d'action, afin de s'attaquer aux problèmes structurels qui continuent d'être rencontrés, notamment en ce qui concerne la représentation inégale des femmes et des hommes, l'allocation des ressources et l'évaluation des capacités,

Prenant acte de la création par le Secrétaire général, en 2018, de l'Équipe spéciale de haut niveau chargée de la question du financement de la promotion de l'égalité des genres, qui doit examiner et suivre les budgets et les dépenses dans l'ensemble du système des Nations Unies et faire des recommandations sur la manière d'allouer au mieux les ressources disponibles pour la promotion de l'égalité des genres,

Constatant les efforts multipartites déployés en faveur de l'égalité des genres, de l'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles et de la réalisation de leurs droits humains, et prenant note de toutes les initiatives prises aux niveaux international, régional et national, y compris en coopération avec les entités des Nations Unies, pour faire progresser la prise en compte des questions de genre et combler les lacunes persistantes les plus criantes en matière d'égalité des genres et pour tenir la promesse faite dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et atteindre les objectifs de développement durable,

Ayant à l'esprit que la méthode qui a été suivie pour l'établissement du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies peut être adaptée aux institutions nationales compétentes,

1. *Prend note avec intérêt* du rapport du Secrétaire général[132] et des recommandations qui y figurent, et se félicite qu'il continue de reposer sur des données factuelles recueillies et analysées méthodiquement dans l'ensemble du système, ce qui permet de suivre les progrès accomplis par tous les organismes des Nations Unies dans l'application des résolutions qu'il a adoptées sur la prise en compte des questions de genre ;

2. *Demande instamment* au système des Nations Unies, compte tenu des circonstances exceptionnelles liées à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et dans le cadre des efforts de relèvement, d'accélérer la prise en compte des questions de genre dans les politiques et programmes, notamment dans les mesures visant à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030[133] aux niveaux mondial, régional et national ;

3. *Demande instamment* aux organismes des Nations Unies d'accélérer encore la prise en compte des questions de genre dans les politiques et programmes qu'ils mettent en œuvre pour faire face aux situations d'urgence et aux autres défis mondiaux, notamment les changements climatiques, la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, dans le cadre de l'exécution de leurs mandats ;

4. *Réaffirme* qu'il importe d'intégrer une perspective de genre dans l'application des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies et qu'il faut que les gouvernements, les organisations régionales et tous les organes et organismes des Nations Unies mènent, chacun dans le cadre de son mandat, une action coordonnée pour donner suite à toutes ces grandes manifestations, et a conscience qu'il est nécessaire que tous les organes, mécanismes et processus des Nations Unies pertinents accroissent leur coopération à cet égard ;

5. *Souligne* que le Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes constitue un mécanisme essentiel pour assurer la promotion et la coordination de la prise en compte des questions de genre dans les travaux de fond normatifs et opérationnels et dans les programmes des organismes des Nations Unies et pour suivre les progrès, et compte qu'il continuera d'assumer ce rôle ;

6. *Souligne également* qu'il est nécessaire que le Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes, ainsi que d'autres réseaux interinstitutions et organes de coordination existants, dont le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, le Comité de haut niveau sur les programmes, le Comité de haut niveau sur la gestion, le Groupe des Nations Unies pour le développement durable et ses mécanismes sur les plans mondial et régional, le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation, le Réseau Finances et budget du Conseil des chefs de secrétariat et les représentants des services d'audit interne des entités des Nations Unies et des institutions financières multilatérales, continuent, selon qu'il conviendra, de prendre des mesures concrètes afin de promouvoir la prise en compte des questions de genre dans le système des Nations Unies et prennent davantage la responsabilité d'utiliser les indicateurs de résultats du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes et la feuille de résultats des équipes de pays ;

7. *Se félicite* des travaux importants et approfondis que l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a continué d'entreprendre pour assurer une prise en compte des questions de genre plus efficace et plus cohérente dans l'ensemble du système des Nations Unies, est conscient qu'ONU-Femmes est chargée de diriger et de coordonner les activités du système des Nations Unies en faveur de l'égalité des genres et de l'avancement des femmes et de promouvoir le respect du principe de responsabilité à cet égard, comme le prévoit l'Assemblée générale dans sa résolution 64/289, et est conscient du rôle qu'elle joue dans l'assistance qui est apportée aux niveaux international, régional, national et local aux États Membres qui en font la demande, afin de parvenir à l'égalité des genres et à l'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles ;

8. *Est conscient* qu'il importe de renforcer, y compris par un financement suffisant et durable, les capacités dont dispose ONU-Femmes pour s'acquitter de ses fonctions d'appui normatif et de coordination et de ses fonctions opérationnelles, entre autres, afin de coordonner l'action menée par le système des Nations Unies pour prendre pleinement et effectivement en compte les questions de genre et appliquer toutes les dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing de manière efficace et accélérée, les revoir et les évaluer aux niveaux international, régional, national et local et contribuer à ce que la mise en œuvre du Programme 2030 soit menée en tenant compte des questions de genre, y compris grâce à la prise en compte systématique des questions de genre, à la mobilisation

---

[132] E/2022/62.

[133] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

des ressources nécessaires pour obtenir des résultats pour toutes les femmes et toutes les filles, et au suivi des progrès accomplis au moyen de données ventilées selon le sexe et de systèmes de contrôle fiables ;

9. *Demande* au système des Nations Unies, y compris à ses organismes, fonds et programmes, agissant dans le cadre de leur mandat, de continuer à collaborer afin d'accélérer la prise en compte intégrale et effective des questions de genre dans le système des Nations Unies aux niveaux mondial, régional et national, conformément aux résolutions qu'il a adoptées et aux résolutions 64/289 et 75/233 de l'Assemblée générale, en fonction du Programme 2030, en gardant présents à l'esprit sa nature universelle et le fait que l'égalité des genres et l'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles sont essentiels à la réalisation de tous les objectifs de développement durable, y compris :

a) en veillant, selon qu'il conviendra, à ce que les documents stratégiques institutionnels et nationaux, y compris les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable ou les cadres de planification équivalents, s'appuient sur une analyse des questions de genre solide et systématique et une ventilation des données et prennent en compte les questions de genre dans le respect des priorités nationales des pays et en fonction d'un objectif spécifiquement axé sur l'égalité des genres et à ce que cette question et celle de l'avancement des femmes soient intégrées dans tous les autres domaines couverts par les objectifs de développement durable (la stratégie à deux volets) ;

b) en favorisant la prise en compte des questions de genre lors de l'élaboration des documents utilisés à l'échelle des Nations Unies ou au niveau des pays, tels que les cadres stratégiques, les cadres de programmation, les cadres de budgétisation axée sur les résultats et les évaluations, et en continuant de promouvoir un suivi et une information plus cohérents, fiables et efficaces pour ce qui est des progrès accomplis en matière d'égalité des genres, de l'utilité des activités de promotion de l'égalité des genres et de l'utilisation d'indicateurs communs relatifs à l'égalité des genres et à l'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles, en tenant compte de la situation des femmes et des filles victimes de formes de discrimination multiples et croisées et de celles qui sont en situation de vulnérabilité ;

c) en continuant à renforcer la gestion et la budgétisation axées sur les résultats afin d'améliorer, à l'échelle du système, la communication d'informations et l'agrégation des résultats liés au genre, y compris les investissements financiers en faveur de l'égalité des genres et de l'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles ;

d) en mettant intégralement en œuvre le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies et en renforçant la cohérence et l'exactitude des rapports afin que l'ensemble du système des Nations Unies présente des rapports annuels sur les résultats obtenus, et en continuant de promouvoir l'institutionnalisation de la transparence et la mise en place de systèmes de contrôle fiables, ainsi qu'en utilisant les indicateurs de résultats des équipes de pays des Nations Unies en matière d'égalité des sexes et d'avancement des femmes (la feuille de résultats des équipes de pays relative au Plan d'action) ;

e) en veillant à ce qu'une fois établies, les politiques d'égalité des genres des entités des Nations Unies soient tenues à jour et harmonisées avec les priorités des entités en matière de stratégies et programmes, ainsi qu'avec les indicateurs de résultats du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies, et à ce qu'il en soit tenu compte dans les cadres axés sur les résultats ;

f) en augmentant les investissements pour régler les problèmes rencontrés dans des domaines essentiels du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies et de la feuille de résultats des équipes de pays, notamment l'élaboration de politiques, la planification stratégique, le suivi et l'allocation des ressources, l'égale représentation et participation des femmes et des hommes, dont la culture institutionnelle, et le renforcement et l'évaluation des capacités ;

g) en renforçant les normes et les méthodes devant être utilisées par le système des Nations Unies aux niveaux mondial, régional et national en vue d'améliorer la collecte, l'analyse, la diffusion et l'utilisation systématiques de données et de statistiques exactes, fiables, transparentes et comparables et, le cas échéant, dans le respect du principe de confidentialité, de données et de statistiques en libre accès relatives à l'égalité des genres, ventilées, entre autres, en fonction du revenu, du sexe, de l'âge, de la race, de l'appartenance ethnique, du statut migratoire, du handicap, de la situation géographique et d'autres caractéristiques pertinentes dans le contexte national ;

h) en consacrant davantage d'investissements et d'attention aux résultats à obtenir dans le domaine de l'égalité des genres et de l'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles, afin d'appuyer la mise en œuvre du Programme 2030, y compris en améliorant les cadres budgétaires communs, les mécanismes de planification et de budgétisation tenant compte des questions de genre, les méthodes communes de communication de l'information sur les contributions visant à assurer la prise en compte des questions de genre dans l'application du Programme 2030, les mécanismes de financement conjoint, y compris les financements communs, et les initiatives conjointes de mobilisation des ressources ;

i) en collaborant avec ONU-Femmes afin d'harmoniser les systèmes de marqueurs genre pour pouvoir comparer et agréger les données dans le but de fixer et d'atteindre des objectifs financiers en fonction des ressources devant être affectées et d'évaluer les lacunes en matière de ressources touchant les activités liées à l'égalité des genres et à l'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles, également dans le contexte des cadres budgétaires communs des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable ;

j) en veillant, le cas échéant, à ce que le Groupe des Nations Unies pour le développement durable oriente et appuie les équipes de pays des Nations Unies s'agissant de la prise en compte des questions de genre dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, à ce que tous les groupes régionaux des Nations Unies pour le développement durable renforcent et entretiennent des compétences spécifiques en matière de prise en compte des questions de genre afin de fournir un appui intégré et cohérent aux équipes de pays, et à ce que les mécanismes de coordination au niveau des pays, y compris les groupes thématiques sur l'égalité des sexes ou leurs équivalents, disposent de mandats clairement établis et soient dotés de toutes les capacités et ressources nécessaires pour fournir un appui et des conseils stratégiques aux équipes de pays afin qu'elles soient en mesure d'intensifier leurs efforts en matière de prise en compte des questions de genre ;

k) en évaluant les lacunes persistantes en matière de prise en compte des questions de genre en vue d'y remédier et en utilisant les ressources existantes afin de faciliter l'élaboration et l'application d'un éventail de différentes mesures combinables, en particulier des modules de formation harmonisés consacrés à la prise en compte des questions de genre et à la gestion axée sur les résultats, à l'appui de l'élaboration de programmes favorables à l'égalité des genres ;

l) en veillant à ce que les entités des Nations Unies consacrent les ressources voulues aux questions d'égalité des genres, à ce que les groupes de l'égalité des genres soient tout spécialement dotés de ressources et disposent de compétences spécialisées leur permettant de s'acquitter de leur mission, et à ce que les ressources ne soient pas éparpillées ou réduites du fait que l'attention se porte aussi sur d'autres questions thématiques transversales ;

m) en continuant à prendre davantage en compte les priorités nationales de tous les secteurs dans les programmes consacrés à l'égalité des genres, notamment en aidant les institutions publiques des États Membres qui en font la demande à renforcer leurs capacités et à assurer la prise en compte des questions de genre dans leur législation, leurs politiques et leurs programmes, notamment ceux qui ont trait à l'action menée face à la COVID-19 et au relèvement ;

n) en continuant à associer les réseaux prônant l'égalité des genres à la planification et à la mise en œuvre des programmes et à établir des partenariats stratégiques avec les acteurs concernés, notamment les organisations de la société civile et les associations de femmes, selon qu'il conviendra ;

o) en poursuivant et en intensifiant, selon qu'il conviendra, les efforts faits pour assurer la parité femmes-hommes, y compris par l'application de la stratégie du Secrétaire général sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies, dans la nomination des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur du système, au niveau du Siège, des régions et des pays, notamment dans la nomination des coordonnateurs résidents, des coordonnateurs des opérations humanitaires, des représentants spéciaux et représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général et d'autres hauts responsables, y compris, selon que de besoin, par l'application de mesures temporaires, en accordant une importance primordiale aux critères les plus exigeants d'efficacité, de compétence et d'intégrité dans le strict respect des dispositions de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, et en gardant à l'esprit le principe d'une répartition géographique équitable, compte dûment tenu de la représentation des femmes originaires des pays en développement ;

p) en faisant en sorte que les équipes de direction assurent un encadrement et un appui solides pour promouvoir et faire progresser la prise en compte des questions de genre, et en mettant à profit l'autorité et le rôle fédérateur des coordonnateurs résidents, comme le prévoit la résolution 75/233 de l'Assemblée générale, afin de faire

de la promotion de l'égalité des genres et de l'avancement des femmes et des filles une activité à part entière des équipes de pays des Nations Unies, notamment par la mise en place de processus communs de programmation par pays, d'initiatives conjointes et de campagnes collectives de sensibilisation et par le renforcement de la coordination des opérations tenant compte des questions de genre menées dans tous les secteurs ;

q) en renforçant la collaboration et la coordination entre les membres du personnel des Nations Unies qui s'occupent de l'égalité des genres et les responsables de la coordination des questions d'égalité des genres pour assurer une prise en compte systématique des questions de genre dans l'ensemble des actions menées par les Nations Unies dans les domaines du développement, de la paix et de la sécurité et des droits humains, ainsi que dans l'action humanitaire et dans les domaines d'activité techniques et non techniques pour lesquels il existe toujours des lacunes et des difficultés ;

r) en continuant à collaborer étroitement avec les coordonnateurs des opérations humanitaires de façon à intégrer la prise en compte des questions de genre dans tous les volets de l'action humanitaire, et en s'attachant à promouvoir et à protéger les droits humains de toutes et tous, sans distinction, en permettant à chacun d'accéder aux services dans des conditions équitables ;

s) en poursuivant les efforts et en se concentrant sur la prévention du harcèlement sexuel et sur les mesures immédiates à prendre pour le combattre, afin de garantir que les lieux de travail du système des Nations Unies et ses bureaux extérieurs sont exempts de discrimination, d'exploitation, notamment d'exploitation et d'atteintes sexuelles, et de violence, y compris de harcèlement sexuel, notamment en veillant à ce que les politiques et les procédures aient un effet véritable et soient assorties de ressources suffisantes ;

t) en continuant à s'efforcer d'appliquer la politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles commises par des membres du personnel des Nations Unies afin notamment d'appuyer la prise en compte effective des questions de genre ;

u) en encourageant les équipes de pays des Nations Unies à organiser des campagnes stratégiques de sensibilisation et à diffuser des messages cohérents axés sur les questions relatives à l'égalité des genres ;

v) en appuyant l'action menée par les organes directeurs des entités des Nations Unies pour accorder l'attention et les ressources voulues à la prise en compte des questions de genre dans leurs plans et activités, notamment en améliorant la communication de l'information sur les résultats et les mesures qui doivent être prises pour assurer un meilleur respect des indicateurs de résultats du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies ;

10. *Prie* les organismes des Nations Unies, et en particulier ONU-Femmes, agissant en consultation avec les États Membres, de régler la question du financement durable de l'application du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies, et engage les États Membres qui sont en mesure de le faire à appuyer ONU-Femmes sur cette question ;

11. *Prie également* les organismes des Nations Unies de maintenir et d'accroître l'aide accordée aux États Membres qui en font la demande pour ce qui est d'appliquer la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et les politiques nationales en faveur de l'égalité des genres et de l'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles, notamment en offrant un appui aux mécanismes nationaux d'égalité des genres et d'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles et à toutes les entités nationales, compte tenu de leurs fonctions, et en renforçant leurs capacités ;

12. *Prie* le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies de veiller à ce que les stratégies de recrutement, les politiques de promotion et de maintien en poste, la progression des carrières, les mesures de lutte contre le harcèlement, notamment contre le harcèlement sexuel, la planification des ressources humaines et de la relève, les mesures visant à concilier le travail et la vie privée, le style de gestion, la culture institutionnelle et les mécanismes de responsabilité aident à atteindre plus rapidement l'objectif de parité des sexes et, à cet égard, de travailler en coordination avec le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies pour parvenir à des solutions ;

13. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa session de 2023, un rapport sur l'application de la présente résolution, notamment sur la responsabilité du système des Nations Unies aux niveaux mondial, régional et national et sur les progrès accomplis dans l'exécution du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes.

34e séance plénière
22 juillet 2022

2022/19. Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031

Le Conseil économique et social,

Rappelant le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés, qui a été adopté au cours de la première partie de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés tenue à New York le 17 mars 2022 et a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 76/258 du 1er avril 2022, dans laquelle l'Assemblée a demandé à toutes les parties directement concernées de s'engager à le mettre en œuvre,

Rappelant également les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020[134], ainsi que les cas où les avancées ont été insuffisantes au regard des buts et objectifs fixés,

Affirmant que le Programme d'action de Doha présente une nouvelle génération d'engagements renforcés et renouvelés pris par les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement à l'aune d'un certain nombre d'objectifs primordiaux – relèvement rapide, durable et inclusif après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), renforcement de la résilience contre les chocs futurs, élimination de l'extrême pauvreté, renforcement des marchés du travail grâce à la promotion de la transition de l'emploi informel à l'emploi formel, octroi d'une assistance rendant possible la sortie de la catégorie des pays les moins avancés, facilitation de l'accès à des modalités de financement viables et innovantes, lutte contre les inégalités, à l'intérieur des pays et d'un pays à l'autre, exploitation des atouts de la science, de la technologie et de l'innovation, promotion systématique de l'entrepreneuriat fondé sur les technologies de pointe, matérialisation de la transformation structurelle et accomplissement des objectifs de développement durable, un nouveau souffle devant être donné à un partenariat mondial axé sur le développement durable grâce à des modalités de mise en œuvre ambitieuses et de plus grande amplitude et à l'octroi d'un appui plus diversifié aux pays les moins avancés pour qu'ils soient en mesure de forger des coalitions multipartites aussi étoffées que possible,

Rappelant le Programme de développement durable à l'horizon 2030[135], le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement[136], l'Accord de Paris[137], le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)[138] et le Nouveau Programme pour les villes adopté à Quito par la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III)[139],

Rappelant également la décision 76/551 de l'Assemblée générale, en date du 20 janvier 2022, concernant la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et les résolutions de l'Assemblée 76/251 du 28 février 2022 sur les nouvelles modalités d'organisation de la cinquième Conférence et 76/258 sur le Programme d'action de Doha,

Rappelant en outre sa résolution 2021/19 du 21 juillet 2021 sur le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020,

---

[134] *Rapport de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Istanbul (Turquie), 9-13 mai 2011* (A/CONF.219/7), chap. II.

[135] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

[136] Résolution 69/313 de l'Assemblée générale, annexe.

[137] Adopté en vertu de la CCNUCC et paru sous la cote FCCC/CP/2015/10/Add.1, décision 1/CP.21.

[138] Résolution 69/283 de l'Assemblée générale, annexe II.

[139] Résolution 71/256 de l'Assemblée générale, annexe.

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 59/209 du 20 décembre 2004 et 67/221 du 21 décembre 2012 relatives à une stratégie de transition sans heurt pour les pays retirés de la liste des pays les moins avancés,

Rappelant également la douzième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, tenue à Genève du 12 au 17 juin 2022, et la déclaration ministérielle qui y a été adoptée, ainsi que la quinzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à la Barbade du 3 au 7 octobre 2021, lors de laquelle le Pacte de Bridgetown a été adopté,

Rappelant en outre les résolutions de l'Assemblée générale 74/270 du 2 avril 2020, 74/274 du 20 avril 2020 et 76/175 du 16 décembre 2021, intitulées respectivement « Solidarité mondiale dans la lutte contre la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) », « Coopération internationale visant à assurer l'accès mondial aux médicaments, aux vaccins et au matériel médical pour faire face à la COVID-19 » et « Garantir à tous les pays un accès équitable, rapide et universel, à un coût abordable, aux vaccins mis au point pour lutter contre la pandémie de COVID-19 »,

Conscient que les pays les moins avancés ont été sévèrement touchés par l'incidence négative de la pandémie de COVID-19 en raison de la fragilité de leurs systèmes de prestations sanitaires, de l'accès limité aux vaccins et de la lenteur de la vaccination, de la faible couverture offerte par leurs systèmes de protection sociale, des ressources limitées, entre autres financières, dont ils disposent, et de leur vulnérabilité face aux chocs extérieurs,

Conscient également que les répercussions multiples et généralisées de la COVID-19 et des changements climatiques ont entraîné une détérioration de la situation concernant la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique, le commerce mondial et la stabilité des marchés, ce qui compromet la viabilité même de la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030,

Conscient de ce que font les migrants pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 dans leur pays d'origine comme dans leur pays de destination, constatant avec inquiétude les conséquences socioéconomiques considérables que la pandémie a pour les travailleurs migrants et les réfugiés des pays les moins avancés, notamment ceux qui travaillent pour de bas salaires dans l'économie informelle, notant avec préoccupation que la tendance ascendante des envois de fonds devrait s'atténuer dans de nombreux pays en 2022 et soulignant que le fait de rendre les envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux et de ramener au-dessous de 3 pour cent les commissions prélevées aura des retombées positives pour les millions de personnes qui en sont fortement tributaires,

Prenant note avec satisfaction de la Déclaration ministérielle des pays les moins avancés adoptée en 2021[140],

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur le suivi de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés[141] ;

2. *Demande* aux pays les moins avancés, agissant avec l'appui de leurs partenaires de développement, de s'employer à mettre en œuvre le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés[142], notamment en se dotant d'une stratégie ambitieuse de mise en œuvre, en intégrant les dispositions du Programme d'action dans leurs politiques nationales et leurs schémas de développement et en procédant à des examens réguliers avec la pleine participation de toutes les principales parties prenantes ;

3. *Demande également* aux pays les moins avancés, agissant en coopération avec leurs partenaires de développement, d'élargir les mécanismes d'examen et de diffusion de rapports qui existent au niveau des pays, notamment ceux qui concernent la réalisation des objectifs de développement durable et l'application des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, les contributions déterminées au niveau national, les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable et les mécanismes consultatifs existants, pour couvrir l'examen du Programme d'action de Doha et les étendre à tous les pays les moins avancés ;

4. *Demande* aux partenaires de développement et à tous les autres acteurs concernés de mettre en œuvre le Programme d'action de Doha en l'intégrant dans leurs politiques, activités et programmes de coopération nationaux, selon qu'il conviendra, de manière à assurer aux pays les moins avancés le soutien renforcé, prévisible et ciblé prévu

---

[140] A/76/394, annexe.

[141] A/77/73-E/2022/53.

[142] Résolution 76/258 de l'Assemblée générale, annexe.

dans le Programme d'action et à honorer leurs engagements, et d'envisager des mesures appropriées pour remédier aux lacunes ou défaillances éventuelles ;

5. *Invite* les commissions régionales et organismes compétents des Nations Unies à procéder à des examens biennaux de l'application du Programme d'action de Doha, en coordination et en coopération étroites avec les banques de développement et les organisations intergouvernementales sous-régionales et régionales ;

6. *Invite* les coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, ainsi que les représentants au niveau national du Groupe de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et d'autres institutions multilatérales, à continuer de collaborer et d'apporter leur soutien aux activités nationales de suivi et de contrôle ;

7. *Décide* de consacrer le temps nécessaire dans son programme de travail à l'examen des problèmes que pose le développement durable pour les pays les moins avancés afin d'accroître la participation de ces États et de remplir les engagements pris dans le Programme d'action de Doha ;

8. *Décide également* de continuer d'inscrire périodiquement à l'ordre du jour de sa session annuelle un point concernant l'examen et la coordination de la mise en œuvre du Programme d'action de Doha et de procéder à des examens périodiques des progrès accomplis et des contraintes auxquelles les pays les moins avancés doivent faire face, afin que les interactions puissent être ciblées, et prie le Forum pour la coopération en matière de développement de continuer à examiner l'évolution de la coopération internationale dans ce domaine, ainsi que la cohérence des politiques de développement, notamment pour les pays les moins avancés et les pays sortis de cette catégorie, ces examens s'appuyant sur ceux auxquels auront procédé ses commissions techniques et d'autres organes et forums intergouvernementaux ;

9. *Invite* le système des Nations Unies, y compris les organes directeurs des fonds et programmes des Nations Unies et des autres organisations multilatérales, dont le Groupe de la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les autres institutions financières internationales, ainsi que l'Organisation mondiale du commerce, à contribuer à la mise en œuvre du Programme d'action de Doha et à intégrer ce dernier à leurs programmes de travail, selon qu'il conviendra et conformément à leurs mandats pertinents, et invite ces organisations à participer pleinement aux examens du Programme d'action aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial ;

10. *Prie* le Secrétaire général de veiller à la mobilisation intégrale et à la coordination de toutes les composantes du système des Nations Unies afin de faciliter la mise en œuvre concertée et d'assurer la surveillance et le suivi cohérents du Programme d'action de Doha aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial, en utilisant largement les mécanismes de coordination existants tels que le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et le Groupe des Nations Unies pour le développement durable, le Groupe consultatif interorganisations pour les pays les moins avancés restant actif dans ce domaine ;

11. *Exprime sa profonde inquiétude* face aux effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19 sur les pays les moins avancés, prend note de la déclaration du Groupe des pays les moins avancés sur la COVID-19 en date du 28 avril 2020[143] et s'engage à appuyer sa mise en œuvre, selon des modalités appropriées, et invite les partenaires de développement, les organisations internationales et les autres parties prenantes à aider les pays les moins avancés à se relever et à continuer de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement jusqu'à ce que ceux-ci soient menés à bien ;

12. *Demande* que la coopération internationale soit renforcée, notamment grâce à l'application dans son intégralité du Règlement sanitaire international (2005)[144], en vue de contenir, d'atténuer et de vaincre la pandémie de COVID-19, y compris par l'échange d'informations, de connaissances scientifiques et de bonnes pratiques et par l'application des directives que recommande l'Organisation mondiale de la Santé en la matière, ainsi que par la participation des États aux discussions qui sont menées aux fins de la rédaction et de la négociation d'une convention, d'un accord ou d'un instrument de l'Organisation mondiale de la Santé sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies, en vue de son adoption en vertu de l'article 19 ou d'autres dispositions de la Constitution de

[143] A/74/843, annexe, pièce jointe I.

[144] Organisation mondiale de la Santé, document WHA58/2005/REC/1, résolution 58.3, annexe.

l'Organisation mondiale de la Santé[145] que l'organe intergouvernemental de négociation pourrait juger appropriées, et par un débat sur les moyens de renforcer la mise en œuvre et l'application du Règlement sanitaire international (2005) ;

13. *Note avec préoccupation* les estimations selon lesquelles, d'ici à 2030, la majorité des pauvres dans le monde vivront dans les pays les moins avancés, ce qui menace gravement la mise en œuvre à l'échelle mondiale du Programme 2030, souligne que les pays les moins avancés ont besoin de la communauté internationale pour atteindre les objectifs de développement durable et qu'il faut faire en sorte de ne laisser personne de côté, et sait combien il est important de renforcer la bonne gouvernance à tous les niveaux, en rendant plus solides les processus démocratiques, les institutions et l'état de droit, en améliorant l'efficacité, la cohérence, la transparence et la participation, en concrétisant l'égalité des genres et l'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles, en œuvrant à la protection et à la promotion des droits humains, en réduisant la corruption et en renforçant la capacité des gouvernements des pays les moins avancés de jouer un rôle efficace dans le développement économique et social national ;

14. *Réaffirme* que les pays les moins avancés, qui constituent le groupe des pays les plus vulnérables, ont besoin d'un appui international renforcé afin de surmonter les difficultés structurelles, ainsi que les effets dévastateurs causés récemment par la pandémie de COVID-19 et la détérioration de la situation concernant la sécurité alimentaire, le manque de financement et d'énergie, et l'aggravation de la pauvreté, qui les freinent dans la mise en œuvre du Programme 2030, et engage à cet égard la communauté internationale à apporter à titre prioritaire un concours accru à ces pays – toutes les sources devant être mobilisées – afin de leur permettre d'adopter une démarche concertée et cohérente dans la mise en œuvre et le suivi du Programme d'action de Doha, du Programme 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba ;

15. *Prie* les entités du système des Nations Unies pour le développement d'aider les pays en voie de reclassement à élaborer et appliquer des stratégies nationales de transition, et d'envisager d'apporter à chaque pays reclassé un appui adapté, pour une période déterminée et de manière prévisible ;

16. *Note* les préparatifs, tant sur le fond qu'en matière d'organisation, de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui se tiendra à Doha du 5 au 9 mars 2023, au plus haut niveau possible, avec la participation de chefs d'État et de gouvernement, conformément au mandat que l'Assemblée générale a défini dans ses résolutions 73/242 du 20 décembre 2018, 74/232 A du 19 décembre 2019 et 74/232 B du 11 août 2020, 75/227 du 21 décembre 2020 et 76/216 du 17 décembre 2021, invite instamment toutes les parties intéressées à participer activement aux préparatifs et compte que la Conférence aboutira à des résultats productifs et ambitieux ;

17. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa session de 2023, au titre d'une question subsidiaire intitulée « Examen et coordination de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés » de la question intitulée « Application et suivi des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies », un rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Programme d'action.

34e séance plénière
22 juillet 2022

2022/20. Groupe consultatif ad hoc sur Haïti

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 2004/52 du 23 juillet 2004, 2005/46 du 27 juillet 2005, 2006/10 du 26 juillet 2006, 2007/13 du 25 juillet 2007, 2008/10 du 23 juillet 2008, 2009/4 du 23 juillet 2009, 2010/28 du 23 juillet 2010, 2012/21 du 26 juillet 2012, 2013/15 du 23 juillet 2013, 2014/37 du 18 novembre 2014, 2015/18 du 21 juillet 2015, 2016/28 du 27 juillet 2016, 2017/26 du 25 juillet 2017, 2018/19 du 24 juillet 2018, 2019/32 du 24 juillet 2019, 2020/11 du 17 juillet 2020 et 2021/18 du 21 juillet 2021 et ses décisions 2004/322 du 11 novembre 2004, 2009/211 du 20 avril 2009, 2009/267 du 15 décembre 2009, 2011/207 du 17 février 2011, 2011/211 du 26 avril 2011, 2011/268 du 28 juillet 2011, 2013/209 du 15 février 2013, 2014/207 du 30 janvier 2014, 2014/210 du 23 avril 2014, 2014/221 du 13 juin 2014, 2017/214 du 19 avril 2017, 2021/238 du 9 juin 2021 et 2022/314 du 16 février 2022,

[145] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 14, nº 221.

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti[146], qui met l'accent sur la situation humanitaire et le développement socioéconomique à long terme d'Haïti ;

2. *Décide* de proroger le mandat du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti jusqu'à la conclusion de sa session de 2023, afin de pouvoir suivre la situation de près et de formuler des conseils concernant la stratégie de développement à long terme d'Haïti en vue de favoriser le relèvement, la reconstruction et la stabilité du pays sur les plans économique et social, en accordant une attention particulière à la nécessité d'assurer un appui international cohérent et durable à Haïti, dans le respect des priorités nationales de développement à long terme et du Plan stratégique de développement d'Haïti, tout en évitant les chevauchements et les doubles emplois avec les mécanismes existants ;

3. *Prie* le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti de lui présenter un rapport sur ses travaux, accompagné de recommandations, s'il l'estime nécessaire, pour examen à sa session de 2023.

34e séance plénière
22 juillet 2022

2022/21. Appui aux territoires non autonomes par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général[147] et le rapport de son président sur les informations présentées par les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies sur les activités qu'ils mènent pour assurer l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux[148],

Ayant entendu la déclaration faite par le représentant du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux[149],

Rappelant les résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) de l'Assemblée générale, en date des 14 et 15 décembre 1960, les résolutions du Comité spécial et les autres résolutions et décisions pertinentes, en particulier sa résolution 2021/2 B du 21 juillet 2021,

Ayant à l'esprit les dispositions pertinentes des documents finals des conférences successives des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés et celles des résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, le Forum des îles du Pacifique et la Communauté des Caraïbes,

Conscient de la nécessité de faciliter l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale,

Se félicitant que les territoires non autonomes qui sont membres associés des commissions régionales participent, en qualité d'observateurs, aux conférences mondiales sur des questions économiques et sociales, conformément au Règlement intérieur de l'Assemblée générale et en application des résolutions et des décisions pertinentes adoptées par l'Organisation des Nations Unies, notamment celles de l'Assemblée et du Comité spécial relatives à certains territoires,

Notant que, parmi les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, seuls quelques-uns fournissent une aide aux territoires non autonomes,

Se félicitant de l'assistance fournie aux territoires non autonomes par certaines institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies,

Soulignant que, les possibilités de développement des petits territoires insulaires non autonomes étant limitées, la planification et la réalisation d'un développement durable constituent des tâches particulièrement ardues que ces

---

[146] E/2022/52.

[147] A/77/66.

[148] E/2022/51.

[149] Voir E/2022/SR.34.

territoires auront de la peine à mener à bien sans la coopération et l'aide constantes des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies,

Soulignant également qu'il importe de réunir les ressources nécessaires pour financer des programmes plus vastes d'assistance aux peuples concernés et qu'il faut à cet effet obtenir l'appui de tous les principaux organismes de financement du système des Nations Unies,

Réaffirmant qu'il incombe, de par leur mandat, aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, de prendre toutes les mesures appropriées, dans leur domaine de compétence, en vue d'assurer l'application intégrale de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes,

Exprimant ses remerciements à l'Union africaine, au Forum des îles du Pacifique, à la Communauté des Caraïbes et à d'autres organisations régionales pour la coopération et l'assistance constantes qu'ils apportent à cet égard aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies,

Se déclarant convaincu que des consultations et des contacts plus étroits entre les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies et entre ces institutions et organismes et les organisations régionales contribuent à faciliter la formulation effective de programmes d'assistance aux territoires non autonomes concernés,

Conscient de la nécessité impérieuse d'observer constamment la suite que les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies donnent aux diverses décisions de l'Organisation relatives à la décolonisation,

Tenant compte de l'extrême fragilité de l'économie des petits territoires insulaires non autonomes et de leur vulnérabilité face aux catastrophes naturelles telles que les ouragans, les cyclones et l'élévation du niveau de la mer, et rappelant les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 76/105 de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 2021, intitulée « Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux »,

Rappelant également les résolutions pertinentes que l'Assemblée générale a adoptées dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19),

1. *Prend note* du rapport de son président et fait siennes les observations et les suggestions qui en découlent ;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général ;

3. *Recommande* que tous les États redoublent d'efforts au sein des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres afin d'assurer l'application intégrale et effective de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies ;

4. *Réaffirme* que les institutions spécialisées et les autres organes et organismes des Nations Unies devraient continuer à s'inspirer des résolutions pertinentes de l'Organisation dans les efforts qu'ils font pour contribuer à l'application de la Déclaration et de toutes les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale ;

5. *Réaffirme également* que le fait que l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et d'autres organes des Nations Unies ont reconnu la légitimité des aspirations des peuples des territoires non autonomes à exercer leur droit à l'autodétermination a pour corollaire l'octroi à ces peuples de tout l'appui voulu, au cas par cas ;

6. *Exprime ses remerciements* aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies qui ont continué de coopérer avec l'Organisation et les organisations régionales et sous-régionales à l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation, et prie toutes les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies d'appliquer les dispositions pertinentes de ces résolutions ;

7. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations internationales et régionales, d'examiner la situation dans chaque territoire non autonome de façon à prendre des mesures appropriées pour y accélérer les progrès dans les secteurs économique et social au cas par cas ;

8. *Exhorte* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait à fournir dès que possible une assistance aux territoires non autonomes au cas par cas ;

9. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organes et organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations régionales, de s'employer, dans le cadre de leur mandat, à renforcer le soutien déjà apporté aux territoires non encore autonomes et à élaborer au cas par cas des programmes d'assistance propres à y accélérer les progrès dans les secteurs économique et social ;

10. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies intéressés de fournir des informations sur :

a) les problèmes environnementaux auxquels se heurtent les territoires non autonomes ;

b) les effets qu'ont sur ces territoires les catastrophes naturelles, telles que les ouragans et les éruptions volcaniques, et d'autres problèmes environnementaux, tels que l'érosion des plages et des côtes et la sécheresse ;

c) les moyens d'aider ces territoires à lutter contre le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent et d'autres activités illégales et criminelles ;

d) l'exploitation illégale des ressources marines et autres ressources naturelles des territoires et la nécessité d'utiliser ces ressources au profit de la population de ces territoires ;

11. *Recommande* que les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies élaborent, avec la coopération active des organisations régionales concernées et au cas par cas, des propositions concrètes en vue de l'application intégrale des résolutions pertinentes de l'Organisation et soumettent ces propositions à leurs organes directeurs et délibérants ;

12. *Recommande également* que les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies continuent d'examiner, durant les sessions ordinaires de leurs organes directeurs, l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation ;

13. *Rappelle* que le Département de l'information et le Département des affaires politiques du Secrétariat ont publié, en consultation avec le Programme des Nations Unies pour le développement, les institutions spécialisées et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, un dépliant sur les programmes d'assistance mis au service des territoires non autonomes ainsi qu'une version en ligne actualisée de ce document, et demande qu'ils soient diffusés aussi largement que possible ;

14. *Se félicite* que le Programme des Nations Unies pour le développement continue de s'employer à maintenir des contacts étroits entre les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, dont la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, et à fournir une assistance aux peuples des territoires non autonomes ;

15. *Encourage* les territoires non autonomes à prendre des mesures pour établir ou renforcer les institutions et politiques permettant d'assurer la planification préalable et la gestion des opérations en cas de catastrophe ;

16. *Demande* aux puissances administrantes concernées de poursuivre leur coopération avec les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, dans le cadre des responsabilités énoncées à l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, en particulier à l'alinéa *d* dudit article, et de faciliter, selon les besoins, la participation de représentants nommés ou élus des territoires non autonomes aux réunions et aux conférences des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies portant sur des questions qui les concernent, en application des résolutions et des décisions pertinentes adoptées par l'Organisation, notamment celles de l'Assemblée générale et du Comité spécial relatives à certains territoires, afin qu'ils puissent bénéficier des activités connexes de ces institutions et organismes ;

17. *Recommande* à tous les gouvernements de redoubler d'efforts, au sein des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres, pour que la priorité soit accordée à la question de l'aide aux peuples des territoires non autonomes, au cas par cas ;

18. *Appelle l'attention* du Comité spécial sur la présente résolution et sur les débats qu'il a lui-même consacrés à la question à sa session de 2022 ;

19. *Rappelle* que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a adopté le 16 mai 1998 la résolution 574 (XXVII)[150], dans laquelle elle a demandé la mise en place des mécanismes nécessaires pour permettre à ses membres associés, y compris les territoires non autonomes, de participer, sous réserve du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, aux sessions extraordinaires de l'Assemblée consacrées à l'examen et à l'évaluation de l'application des plans d'action des conférences mondiales des Nations Unies auxquelles ces territoires ont initialement participé en qualité d'observateurs, ainsi qu'aux travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires ;

20. *Prie* sa présidence de rester en relation étroite avec la présidence du Comité spécial s'agissant de ces questions et de lui rendre compte à ce sujet ;

21. *Prie* le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution en accordant une attention particulière aux mesures de coopération et d'intégration prises pour donner le maximum d'efficacité aux activités d'assistance entreprises par divers organismes des Nations Unies, et de lui présenter un rapport à ce sujet à sa session de 2023 ;

22. *Décide* de garder les questions sus-abordées à l'examen.

34e séance plénière
22 juillet 2022

2022/22. Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe du Golan syrien occupé

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions 76/82 et 76/225 de l'Assemblée générale, en date des 9 et 17 décembre 2021,

Rappelant également sa résolution 2021/4 du 14 septembre 2020,

Guidé par les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, affirmant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force, et rappelant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 242 (1967) du 22 novembre 1967, 252 (1968) du 21 mai 1968, 338 (1973) du 22 octobre 1973, 465 (1980) du 1er mars 1980, 497 (1981) du 17 décembre 1981 et 2334 (2016) du 23 décembre 2016,

Rappelant les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire d'urgence, notamment les résolutions ES-10/13 du 21 octobre 2003, ES-10/14 du 8 décembre 2003, ES-10/15 du 20 juillet 2004 et ES-10/17 du 15 décembre 2006,

Prenant note du rapport de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale intitulé « Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe du Golan syrien occupé », transmis par le Secrétaire général[151],

Réaffirmant que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949[152], est applicable au Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967,

Rappelant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques[153], le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels[154] et la Convention relative aux droits de l'enfant[155], et affirmant que ces

---

[150] Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément no 21* (E/1998/41), chap. III, sect. G.

[151] A/77/90-E/2022/66.

[152] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, no 973.

[153] Voir résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.

[154] Ibid.

[155] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1577, no 27531.

instruments relatifs aux droits humains sont applicables et doivent être respectés dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et dans le Golan syrien occupé,

Notant avec préoccupation que plus de 70 ans se sont écoulés depuis l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 181 (II) du 29 novembre 1947 et 55 ans depuis l'occupation du territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est, en 1967,

Prenant note, à cet égard, de l'adhésion de la Palestine à plusieurs instruments relatifs aux droits humains et aux principales conventions relatives au droit humanitaire, ainsi qu'à d'autres traités internationaux,

Prenant note également de la résolution 67/19 de l'Assemblée générale en date du 29 novembre 2012,

Soulignant qu'il est urgent de mettre fin à l'occupation israélienne qui a commencé en 1967 et de parvenir à un règlement de paix juste, durable et global dans tous les domaines, sur la base des résolutions 242 (1967), 338 (1973), 425 (1978) du 19 mars 1978, 1397 (2002) du 12 mars 2002, 1515 (2003) du 19 novembre 2003, 1544 (2004) du 19 mai 2004, 1850 (2008) du 16 décembre 2008 et 2334 (2016) du Conseil de sécurité, du principe de l'échange de territoires contre la paix, de l'Initiative de paix arabe[156] et de la feuille de route du Quatuor[157], ainsi que du respect des accords conclus entre le Gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine, représentante du peuple palestinien,

Réaffirmant le principe de la souveraineté permanente des peuples sous occupation étrangère sur leurs ressources naturelles, et préoccupé par le fait qu'Israël, Puissance occupante, et les colons israéliens exploitent, mettent en péril et épuisent les ressources naturelles dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et dans le Golan syrien occupé, en particulier par suite d'activités de peuplement, illégales au regard du droit international, qui se sont malheureusement poursuivies pendant la période considérée,

Convaincu que l'occupation israélienne a gravement entravé l'action menée pour assurer un développement écologiquement durable et un environnement économique viable dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et dans le Golan syrien occupé, et profondément préoccupé par la dégradation de la situation économique et des conditions de vie qui en résulte,

Se déclarant alarmé à cet égard par le taux de chômage vertigineux dans la bande de Gaza en particulier qui reste supérieur à 40 pour cent, avec un taux de chômage chez les jeunes de 60 pour cent, exacerbé par les bouclages prolongés et les sévères restrictions imposées par Israël sur le plan économique et en matière de déplacements, qui constituent de fait un blocus, et par les répercussions négatives que continuent d'avoir les opérations militaires menées dans la bande de Gaza sur les infrastructures économiques et sociales et les conditions de vie,

Saluant l'action du Gouvernement palestinien qui, malgré de nombreuses contraintes, y compris les obstacles découlant de la poursuite de l'occupation israélienne, s'efforce d'améliorer la situation économique et sociale dans le Territoire palestinien occupé, en particulier sur les plans de la gouvernance, de l'état de droit et des droits humains, des moyens de subsistance et des secteurs productifs, de l'éducation et de la culture, de la santé, de la protection sociale, des infrastructures et de l'eau,

Soulignant l'importance du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, qui vise notamment à améliorer le soutien et l'aide au développement en faveur du peuple palestinien et à renforcer les capacités des institutions compte tenu des priorités nationales palestiniennes,

S'inquiétant vivement de la construction accélérée de colonies de peuplement et de la mise en œuvre d'autres mesures connexes par Israël dans le Territoire palestinien occupé, en particulier à Jérusalem-Est occupée et alentour, ainsi que dans le Golan syrien occupé, en violation du droit international humanitaire et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, et soulignant que les autres violations et mesures discriminatoires dont est responsable Israël résultent principalement de ces mesures illégales,

---

[156] A/56/1026-S/2002/932, annexe II, résolution 14/221.

[157] S/2003/529, annexe.

Encourageant tous les États et toutes les organisations internationales à continuer d'appliquer activement des politiques propres à assurer le respect des obligations que leur fait le droit international quant à l'ensemble des pratiques et mesures israéliennes illégales dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, en particulier les colonies de peuplement israéliennes,

Prenant note du rapport de la mission internationale indépendante d'établissement des faits chargée d'étudier les effets des colonies de peuplement israéliennes sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des Palestiniens dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est[158],

Exprimant sa profonde préoccupation devant la multiplication des actes de violence, de harcèlement, de provocation et de vandalisme et des incitations à commettre de tels actes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, en particulier ceux commis par des colons israéliens armés illégalement contre des civils palestiniens, dont des enfants, et contre leurs biens, notamment des habitations, des monuments historiques, des lieux de culte et des terres agricoles, et demandant que les auteurs de ces activités illégales soient amenés à en répondre,

S'inquiétant vivement de la gravité des répercussions que la construction du mur par Israël et le régime qui lui est associé ont, à l'intérieur du Territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est et alentour, sur la situation économique et sociale du peuple palestinien, et de la violation qui en résulte de ses droits économiques et sociaux, notamment les droits au travail, à la santé, à l'éducation, à la propriété et à un niveau de vie suffisant, ainsi qu'à la liberté d'accès et de circulation,

Rappelant, à cet égard, l'avis consultatif rendu le 9 juillet 2004 par la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le Territoire palestinien occupé[159] et la résolution ES-10/15 de l'Assemblée générale, et soulignant qu'il est nécessaire de respecter les obligations qui y sont énoncées,

Déplorant les pertes de vies innocentes et les blessés parmi la population civile, et exhortant toutes les parties à respecter pleinement le droit international, y compris le droit humanitaire et le droit des droits de l'homme, notamment en faveur de la protection des civils ainsi que de la promotion de la sécurité humaine et de la désescalade, à faire preuve de retenue, notamment en s'abstenant de tous actes et discours incendiaires, et à créer un environnement stable propice à l'avènement de la paix,

Profondément préoccupé par l'ampleur des destructions de biens, notamment les démolitions de plus en plus nombreuses d'habitations, d'institutions économiques, de monuments historiques, de terres agricoles et de vergers, commises par Israël, Puissance occupante, dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, du fait en particulier de la construction des colonies et du mur et de la confiscation de terres, au mépris du droit international, dans le Territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est et alentour,

Se déclarant profondément inquiet que des civils palestiniens, dont la communauté bédouine, continuent d'être spoliés et contraints à se déplacer du fait de la poursuite et de l'intensification de la politique de démolition des habitations, d'expulsion et de révocation des droits de résidence à Jérusalem-Est occupée et alentour, ainsi que par les mesures visant à isoler davantage la ville de ses environs palestiniens naturels, qui ont sérieusement exacerbé la situation socioéconomique déjà critique de la population palestinienne,

Constatant avec une vive inquiétude qu'Israël poursuit ses opérations militaires et sa politique de bouclage, restreint strictement la circulation des personnes et des biens et impose la fermeture des points de passage, la mise en place de postes de contrôle et un régime de permis dans tout le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et préoccupé par les conséquences négatives qui en résultent pour la situation socioéconomique du peuple palestinien, en particulier des réfugiés de Palestine, qui conserve les dimensions d'une crise humanitaire,

Vivement préoccupé, en particulier, par la crise qui se poursuit dans la bande de Gaza du fait des bouclages prolongés et des restrictions sévères imposés par Israël sur le plan économique et en matière de déplacements, qui constituent de fait un blocus, soulignant que la situation est intenable, comme indiqué dans de nombreux rapports, notamment celui de l'équipe de pays des Nations Unies en date du 26 août 2016, intitulé « Gaza: two years after », et demandant à ce propos l'application intégrale de la résolution 1860 (2009) du Conseil de sécurité, en date du 8 janvier 2009, afin de garantir l'ouverture totale des points de passage frontaliers pour favoriser une circulation régulière et

---

[158] A/HRC/22/63.

[159] Voir A/ES-10/273 et A/ES-10/273/Corr.1.

ininterrompue des personnes et des biens, y compris le passage de l'aide humanitaire, les échanges commerciaux et l'acheminement des matériaux de construction, et soulignant la nécessité d'assurer la sécurité de toutes les populations civiles,

Déplorant le conflit qui s'est déroulé en juillet et août 2014, à l'intérieur de la bande de Gaza et alentour, et son lot de victimes civiles, notamment les milliers de Palestiniens, dont des enfants, des femmes et des personnes âgées, qui ont été tués ou blessés, ainsi que les destructions et dommages considérables causés à des milliers d'habitations et d'ouvrages civils essentiels, y compris des écoles, des hôpitaux, des réseaux d'adduction d'eau, d'assainissement et d'alimentation en électricité, des biens économiques, industriels et agricoles, des institutions publiques, des lieux de culte et des écoles et locaux des Nations Unies, le déplacement de centaines de milliers de civils et les violations du droit international, y compris du droit humanitaire et du droit des droits de l'homme, qui ont pu être commises,

Gravement préoccupé par l'ampleur et la persistance des répercussions négatives que les opérations militaires menées en juillet et août 2014 ainsi qu'en décembre 2008 et janvier 2009 et en novembre 2012 ont eues sur les conditions économiques, la fourniture de services sociaux et les conditions de vie sociales, humanitaires et matérielles de la population civile palestinienne, y compris les réfugiés de Palestine,

Rappelant, à cet égard, les rapports pertinents de l'Organisation des Nations Unies, dont les siens propres et ceux de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et du Conseil des droits de l'homme,

Se déclarant vivement préoccupé par les effets néfastes à court et à long terme que ces destructions à grande échelle et les entraves au processus de reconstruction qui sont le fait d'Israël, Puissance occupante, ont sur la situation socioéconomique et humanitaire de la population civile palestinienne dans la bande de Gaza, où la crise humanitaire continue de s'aggraver, et demandant à cet égard l'intensification immédiate de la reconstruction dans la bande de Gaza et son achèvement avec l'aide des pays donateurs, notamment le versement des fonds annoncés à la Conférence internationale du Caire sur la Palestine, intitulée « Reconstruire Gaza », qui s'est tenue le 12 octobre 2014,

Gravement préoccupé par divers rapports de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées concernant la forte dépendance à l'égard de l'aide, due aux bouclages prolongés des frontières, aux taux démesurés de chômage, à la pauvreté généralisée et aux graves difficultés d'ordre humanitaire, telles l'insécurité alimentaire et l'augmentation des problèmes de santé, notamment les taux de malnutrition élevés, parmi le peuple palestinien, en particulier les enfants, dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est,

Exprimant sa profonde préoccupation devant le nombre de morts et de blessés parmi les civils, notamment les enfants, les femmes et les manifestants pacifiques, et faisant valoir que la population civile palestinienne doit être protégée conformément au droit international humanitaire,

Soulignant l'importance que revêtent la sécurité et le bien-être de tous les civils, et demandant la cessation de tous les actes de violence, y compris les actes de terreur, les provocations, les incitations et les destructions, et les tirs de roquette,

Constatant avec une vive inquiétude que des milliers de Palestiniens, dont un grand nombre d'enfants et de femmes, continuent d'être détenus dans des prisons ou centres de détention israéliens dans des conditions pénibles caractérisées notamment par le manque d'hygiène, le régime d'isolement, un recours excessif à l'internement administratif, notamment d'enfants, l'absence de soins médicaux adaptés et les négligences médicales répétées, y compris dans le cas de prisonniers malades, lesquelles risquent d'avoir des conséquences fatales, l'interdiction des visites familiales et la privation des garanties d'une procédure régulière, qui nuisent à leur bien-être, et se déclarant vivement préoccupé par tous mauvais traitements et brimades infligés à des prisonniers et à des détenus palestiniens et par tous les cas de torture signalés,

Conscient qu'il faut d'urgence reconstruire et développer les infrastructures économiques et sociales du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et prendre des mesures pour faire face à la crise humanitaire qui frappe le peuple palestinien, notamment en assurant l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire et la circulation régulière et ininterrompue des personnes et des biens à l'entrée et à la sortie de la bande de Gaza,

Appréciant les efforts que fait le Gouvernement palestinien, avec l'appui de la communauté internationale, pour réformer, améliorer et renforcer ses institutions et ses infrastructures, insistant sur la nécessité de préserver et d'améliorer encore les institutions et infrastructures palestiniennes, en dépit des obstacles inhérents à la poursuite de l'occupation israélienne, et se félicitant à cet égard des efforts constants visant à mettre en place les institutions d'un

État palestinien indépendant, notamment par l'exécution du Programme national : priorités, politiques et interventions nationales (2017-2022),

Se déclarant préoccupé par les retombées négatives que pourraient avoir l'instabilité et la crise financière auxquelles doit actuellement faire face le Gouvernement palestinien et l'absence d'horizon politique crédible sur les importants résultats obtenus dans la mise en place d'institutions d'État fonctionnelles, corroborés par les évaluations positives d'institutions internationales comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation des Nations Unies et le Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens,

Rendant hommage, à cet égard, à l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées et à la communauté des donateurs pour l'important travail accompli à l'appui du développement économique et social du peuple palestinien, conformément à son plan de développement national et d'édification de l'État, et pour l'aide indispensable apportée dans le domaine humanitaire,

Déclarant qu'il importe d'aider le Gouvernement de consensus national palestinien à exercer pleinement ses responsabilités dans tous les domaines, en Cisjordanie comme dans la bande de Gaza, à avoir une présence aux points de passage à Gaza et à promouvoir la réconciliation nationale palestinienne, et soulignant la nécessité de respecter et de préserver l'intégrité et l'unité du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est,

Engageant les deux parties à s'acquitter, avec le concours du Quatuor, des obligations qui leur incombent en vertu de la feuille de route,

Conscient que le développement et la promotion de conditions économiques, sociales et environnementales saines sont difficiles sous un régime d'occupation et que c'est par la paix et la stabilité qu'ils sont le mieux servis,

1. *Demande* l'ouverture complète des points de passage frontaliers de la bande de Gaza, conformément à la résolution 1860 (2009) du Conseil de sécurité, afin que soient garantis l'accès humanitaire et la circulation régulière et ininterrompue des personnes et des biens et que soient levées toutes les restrictions à la liberté de circulation imposées au peuple palestinien, y compris celles qui procèdent des opérations militaires israéliennes en cours et du système de bouclage à plusieurs niveaux, demande que d'autres mesures d'urgence soient prises pour remédier à la situation humanitaire dans le Territoire palestinien occupé, qui est critique dans la bande de Gaza, et engage Israël, Puissance occupante, à s'acquitter de toutes les obligations juridiques que lui imposent à cet égard le droit international humanitaire et les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies ;

2. *Souligne* qu'il faut préserver la continuité, l'unité et l'intégrité territoriales du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et garantir la libre circulation des personnes et des biens dans tout le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, ainsi qu'à destination et en provenance du monde extérieur ;

3. *Souligne également* qu'il faut préserver et renforcer les institutions et infrastructures nationales palestiniennes pour assurer la fourniture des services publics essentiels à la population civile palestinienne et contribuer à la promotion et à la protection des droits humains, y compris les droits économiques et sociaux ;

4. *Exige* d'Israël qu'il respecte le Protocole relatif aux relations économiques entre le Gouvernement de l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine signé à Paris le 29 avril 1994[160] ;

5. *Demande* à Israël de remettre en état et de remplacer les biens civils, les infrastructures essentielles, les terres agricoles et les services administratifs endommagés ou détruits du fait de ses opérations militaires dans le Territoire palestinien occupé ;

6. *Demande de nouveau* la pleine application de l'Accord réglant les déplacements et le passage du 15 novembre 2005, en particulier la réouverture permanente d'urgence de tous les points de passage situés dans la bande de Gaza, qui est d'une importance capitale pour garantir le passage des denrées alimentaires et des fournitures essentielles, notamment les matériaux de construction et des livraisons suffisantes de carburant, pour permettre aux organismes des Nations Unies et aux organismes apparentés d'avoir accès au Territoire palestinien occupé et de s'y déplacer sans entrave et pour y assurer les échanges commerciaux qui sont indispensables au relèvement économique, et insiste sur la nécessité d'assurer la sécurité de toutes les populations civiles ;

---

[160] Voir A/49/180-S/1994/727, annexe, intitulée « Accord relatif à la bande de Gaza et à la région de Jéricho », annexe IV.

7. *Demande* à toutes les parties de respecter les règles du droit international humanitaire et de s'abstenir de recourir à la violence contre la population civile, conformément à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949 ;

8. *Réaffirme* le droit inaliénable du peuple palestinien et de la population arabe du Golan syrien occupé sur toutes leurs ressources naturelles et économiques, et engage Israël, Puissance occupante, à ne pas les exploiter, les mettre en péril, les détruire ou les épuiser ;

9. *Demande* à Israël, Puissance occupante, de cesser de détruire les habitations et les biens, les institutions économiques, les terres agricoles et les vergers dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, ainsi que dans le Golan syrien occupé, et d'empêcher les colons israéliens de se livrer à de telles activités illégales ;

10. *Demande également* à Israël, Puissance occupante, de cesser immédiatement d'exploiter les ressources naturelles, minières et hydriques notamment, et de mettre fin, dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et dans le Golan syrien occupé, au déversement de déchets de toutes sortes, qui menace dangereusement leurs ressources naturelles, à savoir les ressources en eau, en terres et en énergie, et met gravement en péril l'environnement et la santé des populations civiles, et lui demande en outre de lever tous les obstacles à l'exécution de projets environnementaux essentiels tels que les stations d'épuration des eaux usées dans la bande de Gaza, notamment la fourniture de l'électricité nécessaire aux travaux liés au projet de station d'épuration d'urgence des eaux usées dans le nord de Gaza, et souligne à cet égard qu'il faut sans plus tarder reconstruire et améliorer les infrastructures hydriques, notamment dans le cadre du projet d'usine de dessalement pour la bande de Gaza ;

11. *Demande* l'aide nécessaire au retrait en toute sécurité de tous les engins non explosés dans la bande de Gaza, qui mettent en danger la vie des Palestiniens et ont des répercussions négatives sur l'environnement et les efforts de reconstruction et de développement, et salue l'action menée à ce jour par le Service de la lutte antimines de l'ONU ;

12. *Réaffirme* que l'implantation et l'expansion des colonies de peuplement israéliennes et des infrastructures correspondantes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et dans le Golan syrien occupé sont illégales et constituent un obstacle majeur au développement économique et social et à l'instauration de la paix, et demande l'arrêt total de toute implantation de colonie et de toutes activités connexes, notamment la cessation de toutes les mesures visant à modifier la composition démographique, le statut juridique et le caractère des territoires occupés, notamment à l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem-Est occupée, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2334 (2016), et au droit international, y compris la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ;

13. *Demande* que les colons israéliens ayant commis des actes illégaux dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, soient amenés à en répondre, rappelle à cet égard la résolution 904 (1994) du Conseil de sécurité, en date du 18 mars 1994, et souligne qu'il faut l'appliquer ;

14. *Appelle* d'urgence l'attention sur les souffrances que subissent les prisonniers et les détenus et sur les droits que leur confère le droit international et demande que les deux parties fassent des efforts pour continuer de libérer des prisonniers et des détenus, et déplore la pratique de rétention des dépouilles mortelles et demande leur restitution aux familles, lorsque cela n'a pas encore été fait, conformément au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme, afin de permettre à celles-ci de faire leur deuil dans la dignité selon leurs croyances et traditions religieuses ;

15. *Réaffirme* que la poursuite par Israël de la construction d'un mur dans le Territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est et alentour, est contraire au droit international et provoque l'isolement de Jérusalem-Est, morcèle la Cisjordanie et compromet gravement le développement économique et social du peuple palestinien, et demande à ce propos que les obligations juridiques mentionnées dans l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice le 9 juillet 2004, ainsi que dans la résolution ES-10/15 et les résolutions pertinentes ultérieures de l'Assemblée générale, soient pleinement respectées ;

16. *Engage* Israël à respecter les dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et à faciliter le passage par Qouneïtra des citoyens syriens du Golan syrien occupé désireux de rendre visite aux membres de leur famille qui résident sur le territoire de leur mère patrie, la République arabe syrienne ;

17. *Souligne* l'importance que revêtent les travaux effectués par les organismes et institutions des Nations Unies présents dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et par le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne ;

18. *Se félicite* de l'engagement pris par le Secrétaire général et le Coordonnateur spécial des Nations Unies de participer, en coopération avec les partenaires concernés, à l'action visant à satisfaire aux besoins urgents sur le plan humanitaire et sur les plans du développement économique et des infrastructures, y compris dans le cadre de l'exécution de projets avalisés par le Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens, et les prie instamment de s'investir davantage ;

19. *Exprime sa gratitude* aux États Membres, aux organismes des Nations Unies et aux organisations intergouvernementales, régionales et non gouvernementales qui ont apporté et continuent d'apporter une aide économique et humanitaire au peuple palestinien, contribuant ainsi à améliorer sa situation dramatique sur les plans économique et social, et demande instamment que cette assistance se poursuive, en tenant compte de l'augmentation des besoins humanitaires et socioéconomiques, en coopération avec les institutions palestiniennes officielles et conformément au Plan palestinien de développement national ;

20. *Réaffirme* qu'il importe d'intensifier et de relancer les négociations du processus de paix sur la base des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, notamment les résolutions 242 (1967), 338 (1973), 425 (1978), 1397 (2002), 1515 (2003), 1544 (2004), 1850 (2008) et 2334 (2016) du Conseil de sécurité, de la Conférence de Madrid, du principe de l'échange de territoires contre la paix, de l'Initiative de paix arabe et de la feuille de route du Quatuor, ainsi que de respecter les accords conclus entre le Gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine, représentante du peuple palestinien, de façon à faciliter la concrétisation de la solution des deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, à l'intérieur de frontières reconnues, sur la base des frontières d'avant 1967, et à favoriser un règlement de paix juste, durable et global ;

21. *Prie* le Secrétaire général de présenter par son intermédiaire à l'Assemblée générale, à sa soixante-dix-huitième session, un rapport sur l'application de la présente résolution et de continuer, en collaboration avec les organismes compétents des Nations Unies, à inclure dans le rapport du Coordonnateur spécial des Nations Unies un état actualisé des conditions de vie du peuple palestinien ;

22. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour de sa session de 2023 la question intitulée « Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe du Golan syrien occupé ».

34e séance plénière
22 juillet 2022

2022/23. La situation des Palestiniennes et l'aide à leur apporter

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général[161],

Rappelant ses résolutions pertinentes et toutes les autres résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur la question,

Rappelant également la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité en date du 31 octobre 2000, dans laquelle ce dernier a notamment demandé à toutes les parties à un conflit armé de respecter pleinement le droit international applicable aux droits et à la protection des femmes et des filles, en particulier en tant que personnes civiles, et souligné que tous les États avaient l'obligation de mettre fin à l'impunité,

[161] Voir A/77/90-E/2022/66.

Rappelant en outre la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes[162],

Rappelant les dispositions de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes[163] relatives à la protection des populations civiles,

Réaffirmant qu'il incombe aux États et à toutes les parties à un conflit armé de respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, le cas échéant, et qu'il faut mettre fin à toutes les violations du droit international humanitaire et à toutes les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits,

Réaffirmant les Stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme[164], la Déclaration et le Programme d'action de Beijing[165], les textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle »[166] et la déclaration politique adoptée par la Commission de la condition de la femme à sa soixante-quatrième session[167] à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, et se déclarant de nouveau attaché à l'application intégrale, effective et accélérée de ces textes,

Réaffirmant qu'il importe de renforcer le rôle des femmes dans la consolidation de la paix et la prise des décisions concernant la prévention et le règlement pacifique des conflits dans le cadre de l'action menée pour assurer la sécurité et le bien-être de toutes les femmes dans la région, soulignant qu'il faut que les femmes participent et soient associées sur un pied d'égalité à toutes les initiatives tendant à l'instauration, au maintien et à la promotion de la paix et de la sécurité, et se félicitant à cet égard de l'appel mondial lancé le 1er juillet 2020 par des dirigeantes internationales,

Notant avec une vive préoccupation les violations systématiques des droits humains du peuple palestinien qu'Israël, Puissance occupante, continue de commettre, et leurs répercussions sur les femmes et les filles,

Exprimant sa profonde préoccupation devant le nombre de morts et de blessés parmi les civils, notamment les enfants, les femmes, les manifestants pacifiques et les journalistes, et faisant valoir que les populations civiles doivent être protégées par toutes les parties conformément au droit international humanitaire,

Condamnant fermement, à cet égard, le meurtre de la journaliste Shireen Abu Akleh et soulignant la nécessité de faire en sorte que les responsables répondent de leurs actes dans les plus brefs délais,

Soulignant qu'il importe de protéger les acteurs de la société civile afin qu'ils puissent travailler librement, sans craindre d'être agressés ou harcelés par quelque partie que ce soit, et rejetant toute attaque perpétrée contre la société civile,

Soulignant également qu'il faut veiller à ce que les responsables de toutes les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme répondent de leurs actes afin de mettre un terme à l'impunité, de faire régner la justice, de prévenir de nouvelles violations, de protéger les civils et d'œuvrer en faveur de la paix,

Profondément préoccupé par la violence, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, qui s'exerce contre les femmes et les filles à travers le monde, dont on fait peu de cas et qui est rarement dénoncée, en particulier dans les communautés, et par son ubiquité, qui témoigne de normes discriminatoires accentuant les stéréotypes et les inégalités liées au genre ainsi que le non-respect du principe de responsabilité et l'impunité qui l'accompagnent, réaffirmant qu'il est nécessaire de redoubler d'efforts pour prévenir et éliminer de la sphère publique et de la sphère privée toutes les formes de violence dont les femmes et les filles sont victimes dans toutes les régions du monde et

---

[162] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, nº 20378.

[163] Résolution 48/104 de l'Assemblée générale.

[164] *Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.10), chap. I, sect. A.

[165] *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

[166] Résolutions S-23/2, annexe, et S-23/3, annexe, de l'Assemblée générale.

[167] *Documents officiels du Conseil économique et social, 2020, Supplément nº 7* (E/2020/27), chap. I, sect. A.

soulignant de nouveau que cette violence porte atteinte aux droits humains des femmes et des filles et en entrave le plein exercice,

Prenant note de l'adhésion de la Palestine à plusieurs instruments relatifs aux droits de l'homme et aux principales conventions relatives au droit humanitaire, ainsi qu'à d'autres traités internationaux, et soulignant qu'il importe d'appliquer pleinement les obligations découlant de ces instruments qui protègent les droits des femmes et des filles, notamment pendant et après les conflits,

Notant qu'il importe d'accorder une priorité élevée à l'adoption rapide de la loi sur la protection de la famille afin de garantir la protection des femmes et des filles contre la violence fondée sur le genre, y compris la violence domestique,

Soulignant les limites auxquelles se heurte la juridiction palestinienne sur le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, qui empêchent le Gouvernement palestinien de protéger les femmes et les filles palestiniennes dans certaines zones,

Notant l'importance des institutions, organismes et organes du système des Nations Unies, qui favorisent la participation des femmes au développement et renforcent leurs moyens d'action à cet égard, conformément à la résolution 75/233 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 2020,

1. *Réaffirme* que l'occupation israélienne continue de constituer un obstacle majeur pour les femmes et les filles palestiniennes en ce qui concerne l'exercice de leurs droits, l'amélioration de leur condition, leur autonomisation et leur participation au développement de leur société ;

2. *Demande* à Israël, Puissance occupante, de renoncer immédiatement à l'ensemble des mesures contraires au droit international ainsi qu'aux lois, politiques et actes discriminatoires dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, qui portent atteinte aux droits humains du peuple palestinien, et souligne que les civils palestiniens, en particulier les femmes et les enfants, représentent l'immense majorité des victimes du conflit ;

3. *Demande* que des mesures urgentes soient prises pour assurer la sûreté et la protection des civils palestiniens du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, conformément aux dispositions pertinentes du droit international humanitaire et comme l'exige le Conseil de sécurité dans sa résolution 904 (1994) du 18 mars 1994 ;

4. *Engage* les parties à s'acquitter pleinement des obligations qui leur incombent, notamment en tant qu'États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et à prendre pleinement en considération les observations finales et les recommandations générales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ;

5. *Salue* la contribution des coalitions et comités nationaux à la promotion des droits des femmes, notamment les droits énoncés dans la résolution 1325 (2000) et la Convention et ceux relatifs à la lutte contre les violences faites aux femmes ;

6. *Se félicite de* l'adoption, par le Gouvernement palestinien, d'un plan national de mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) ainsi que d'initiatives de nature législative ou administrative ou en matière de sécurité visant à faire progresser les droits des femmes, notamment en ce qui concerne le droit de la famille et la lutte contre la violence à l'égard des femmes ;

7. *Exhorte* la communauté internationale à continuer d'accorder une attention particulière à la promotion et à la protection des droits humains des femmes et des filles palestiniennes et à intensifier les mesures prises pour remédier aux conditions difficiles que connaissent les Palestiniennes et leur famille, notamment celles qui vivent sous l'occupation israélienne, et considère qu'il importe de tenir compte de la problématique femmes-hommes dans l'ensemble des programmes humanitaires en s'employant à assurer l'accès à la protection et à l'éventail complet des services médicaux, juridiques, psychosociaux et d'aide à la subsistance, y compris les services destinés aux rescapés de violences sexuelles et fondées sur le genre, sans discrimination, et en veillant à ce que les femmes et les groupes de femmes puissent véritablement participer à l'action humanitaire, sur un pied d'égalité, et soient encouragés à jouer un rôle de chef de file ;

8. *Demande* à la communauté internationale, notamment à l'Organisation des Nations Unies, et en particulier à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, de continuer à fournir l'assistance et les services dont les Palestiniennes et leur famille ont un besoin urgent, en particulier une aide

d'urgence, en gardant notamment à l'esprit le Programme de développement durable à l'horizon 2030[168] et les priorités définies au niveau national, pour tenter de rendre moins pénible la situation humanitaire catastrophique dans laquelle elles se trouvent, en particulier pour répondre à la crise humanitaire et remédier à la détérioration des conditions socioéconomiques et psychosociales dans la bande de Gaza ;

9. *Rappelle* qu'il importe que toutes les parties à un conflit armé respectent le caractère civil et humanitaire des camps de réfugiés et tiennent compte des besoins particuliers des femmes et des filles, et souligne que la situation des réfugiés de Palestine, notamment des femmes et des filles, demeure un sujet de grave préoccupation et que ces réfugiés continuent d'avoir besoin d'une aide pour subvenir à leurs besoins essentiels en matière de santé, d'éducation et de subsistance, en attendant que soit apportée une solution juste au problème des réfugiés de Palestine conformément à la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1948 ;

10. *Réaffirme* qu'il faut parvenir à régler pacifiquement, sous tous ses aspects, la question de Palestine, qui est au cœur du conflit arabo-israélien, et préconise vivement à cet égard l'intensification et l'accélération des efforts diplomatiques entrepris et de l'appui apporté aux niveaux international et régional en vue de parvenir sans tarder à une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, sur la base des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, du mandat de la Conférence de Madrid, y compris le principe de l'échange de territoires contre la paix, de l'Initiative de paix arabe[169] et de la feuille de route du Quatuor[170], et de mettre fin à l'occupation israélienne qui a commencé en 1967 ;

11. *Souligne* qu'il importe de faire en sorte que les Palestiniennes jouent un rôle plus important dans la prise de décisions et qu'elles puissent pleinement et véritablement participer et être associées, sur un pied d'égalité, à toutes les initiatives tendant à l'instauration, au maintien et à la promotion de la paix et de la sécurité, et encourage les États Membres, les États observateurs et les organismes des Nations Unies à prendre systématiquement en compte, à apprécier et à appuyer le rôle décisif que les Palestiniennes jouent à tous les niveaux, notamment en renforçant leurs capacités, leur esprit d'initiative et leur participation à la prise de décisions dans les domaines politique, économique et humanitaire et en améliorant l'équilibre des genres aux postes civils de la haute fonction publique ainsi que dans les fonctions relatives à la sécurité, tout en ayant conscience de la nécessité de protéger les femmes engagées dans la sphère publique contre des menaces et des représailles ;

12. *Prie* le Secrétaire général de garder la question à l'examen, d'aider les Palestiniennes par tous les moyens possibles, notamment ceux décrits dans son rapport, et d'inclure, dans le rapport sur les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé qu'il lui présentera, à sa session de 2023, des informations sur les effets de l'occupation touchant plus particulièrement les femmes et sur les progrès accomplis dans l'application de la présente résolution.

34e séance plénière
22 juillet 2022

2022/24. Renforcement des dispositifs de gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 66/288 de l'Assemblée générale en date du 27 juillet 2012, par laquelle l'Assemblée a fait sien le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, intitulé « L'avenir que nous voulons », dans lequel les chefs d'État et de gouvernement se sont dits conscients de l'importance que revêtaient les données spatiales, la surveillance *in situ* et les informations géospatiales fiables pour les politiques, les programmes et les projets de développement durable,

---

[168] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

[169] A/56/1026-S/2002/932, annexe II, résolution 14/221.

[170] S/2003/529, annexe.

Rappelant également la résolution 70/1 de l'Assemblée générale en date du 25 septembre 2015, dans laquelle l'Assemblée a adopté le document intitulé « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », qui convient de la nécessité d'adopter de nouvelles méthodes de collecte et d'intégration de données qui soient ventilées, de qualité et facilement accessibles et dont on puisse disposer en temps utile pour appuyer la mise en œuvre du nouveau programme de développement à tous les niveaux, en vue de tirer parti d'un large éventail de données, en particulier celles issues de l'observation de la Terre et des informations géospatiales, tout en veillant à ce que les pays conservent la maîtrise des efforts visant à soutenir et suivre les progrès accomplis,

Conscient que le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)[171], les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa)[172] et le Nouveau Programme pour les villes[173] préconisent explicitement la mise en œuvre d'actions coordonnées au niveau mondial concernant l'application de nouvelles méthodes de collecte et d'intégration des données et l'utilisation d'informations géospatiales en faveur du développement durable et de la réduction des risques de catastrophe, ainsi que le renforcement de la disponibilité et de l'accessibilité des réseaux de données,

Affirmant l'importance de la résolution 69/266 de l'Assemblée générale en date du 26 février 2015, intitulée « Repère de référence géodésique mondial pour le développement durable », dans laquelle l'Assemblée a invité les États Membres à renforcer la coopération internationale et multilatérale dans le domaine de la géodésie, notamment à pratiquer volontairement le libre partage des données géospatiales, à renforcer encore les capacités des pays en développement, à établir des normes et conventions internationales et à contribuer à l'établissement du repère de référence mondial et aux densifications régionales, par l'intermédiaire des mécanismes nationaux compétents et au moyen de la coopération régionale, internationale et intergouvernementale,

Rappelant sa résolution 2011/24 du 27 juillet 2011, par laquelle il a créé le Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale chargé d'assurer la coordination et le dialogue entre les États Membres et entre ceux-ci et les organisations internationales, conformément au mandat dont le texte figure en annexe à la résolution,

Rappelant également sa résolution 2016/27 du 27 juillet 2016, intitulée « Renforcement des arrangements institutionnels sur la gestion de l'information géospatiale », dans laquelle il a décidé d'élargir et de renforcer, sans que cela ait d'incidences financières, le mandat du Comité d'experts en tant qu'organe compétent en matière d'information géospatiale composé d'experts gouvernementaux, et invité le Comité à rendre compte de toutes les questions ayant trait à la géographie, à l'information géospatiale et à des thèmes connexes,

Rappelant que, dans sa résolution 2016/27, il a souligné la nécessité d'améliorer la coordination et la cohérence de la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale dans les domaines du renforcement des capacités, de l'élaboration de normes et de la collecte, de la diffusion et de l'échange de données, entre autres, et de renforcer les capacités dans les domaines de la gestion de l'information géospatiale et de l'intégration statistique connexe, surtout dans les pays en développement,

Rappelant également que, dans sa résolution 2016/27, il a réaffirmé qu'un financement et un soutien viables, destinés notamment aux opérations du Comité d'experts axées sur les objectifs de développement durable, étaient nécessaires pour renforcer et conserver l'efficacité du Comité, et, à cet égard, encouragé les États Membres à verser des contributions volontaires, et autrement prié le Secrétaire général de s'attacher à mobiliser des ressources supplémentaires, notamment au moyen de fonds d'affectation spéciale et à partir d'autres sources, le cas échéant, et engagé les États Membres à envisager de détacher des experts afin qu'ils prêtent leur concours aux activités du Comité,

---

[171] Résolution 69/283 de l'Assemblée générale, annexe II.

[172] Résolution 69/15 de l'Assemblée générale, annexe.

[173] Résolution 71/256 de l'Assemblée générale, annexe.

Rappelant sa résolution 2022/3 du 8 juin 2022, intitulée « Veiller à ce que les activités menées dans le domaine des statistiques et des données s'adaptent à l'évolution de l'écosystème statistique et des données », dans laquelle il a estimé qu'il importait d'intégrer l'information statistique et géospatiale pour donner accès en temps opportun à des données de qualité, fiables et appropriées, en puisant dans des sources traditionnelles ou nouvelles,

Prenant note avec satisfaction de la convocation du premier Congrès mondial des Nations Unies sur l'information géospatiale, qui s'est tenu à Deqing (Chine) en novembre 2018, et de la Déclaration de Moganshan, qui a été publiée à l'issue du Congrès,

Prenant acte des efforts soutenus que le Comité d'experts a déployés pour établir le Centre mondial des Nations Unies pour les connaissances et l'innovation géospatiales à Deqing (Chine) et le Centre d'excellence géodésique mondial des Nations Unies sur le campus des Nations Unies à Bonn (Allemagne), qui permettront, de façon ouverte, inclusive, participative et transparente, de développer les capacités, les compétences et les moyens géospatiaux au niveau mondial et de renforcer les mécanismes nationaux de gestion de l'information géospatiale, notamment dans les pays en développement,

Prenant note de la décision 11/101 adoptée par le Comité d'experts à sa onzième session[174], dans laquelle le Comité a pris acte de ses réalisations notables et de son importance croissante, ses multiples axes de travail ayant eu des effets positifs manifestes tant sur le paysage géospatial mondial que sur les programmes nationaux de développement au cours des 10 dernières années, mais a indiqué qu'il devait disposer de ressources durables pour guider et soutenir efficacement les États Membres dans leurs initiatives tendant à créer et maintenir des capacités intégrées d'information géospatiale pour l'avenir,

Rappelant qu'il a prié le Comité d'experts de lui rendre compte, dans un délai de cinq ans, de l'application de la résolution 2016/27 et de la poursuite de ses efforts de collaboration avec la Commission de statistique et avec l'ensemble du système des Nations Unies ainsi que de l'intégration des systèmes d'information géospatiale et statistique, et d'examiner, à cet égard, le renforcement de ses arrangements institutionnels,

1. *Se félicite et prend note* du rapport complet du Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale[175] portant, en particulier, sur l'examen par le Comité du renforcement de ses arrangements institutionnels et, de manière générale, sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale ;

2. *Salue* les progrès que le Comité d'experts a accomplis dans le domaine de la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale et la contribution qu'il a apportée au renforcement des capacités de gestion et d'utilisation de cette information dans les pays en développement ;

3. *Accueille avec satisfaction* les fonds extrabudgétaires alloués par les États Membres et les efforts déployés pour mobiliser des ressources supplémentaires, notamment au moyen de fonds d'affectation spéciale, dans le cadre de détachements d'experts et à partir d'autres sources, le cas échéant, pour appuyer les activités du Comité d'experts ;

4. *Réaffirme* qu'il importe de renforcer et d'améliorer l'efficacité du Comité d'experts, en particulier en ce qui concerne l'exécution de ses activités axées sur les objectifs de développement durable et le Cadre intégré de l'information géospatiale, afin qu'il conserve son efficacité et continue de se renforcer et que tous les États Membres puissent continuer de bénéficier de ses travaux ;

5. *Estime* que, le rôle et la pertinence du Comité d'experts continuant de prendre de l'ampleur au niveau mondial, un financement et un appui suffisants, prévisibles et durables sont indispensables pour qu'il puisse exécuter son mandat sur le long terme et tirer toute la valeur de son travail normatif et de ses activités de mise en œuvre ;

6. *Décide* de renforcer les arrangements institutionnels du Comité d'experts, qui est son organe subsidiaire chargé de toutes les questions ayant trait à l'information géospatiale, à la géographie, à l'administration des biens fonciers et à des thèmes connexes, conformément au mandat dont le texte figure en annexe à la présente résolution ;

---

[174] Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2022, Supplément nº 26* (E/2022/46), chap. I, sect. B.

[175] E/2022/68, annexe.

7. *Décide également* de renforcer les travaux du Comité d'experts, et prie le Secrétaire général de recenser, dans son prochain projet de budget, les moyens d'y parvenir, dans les limites des ressources existantes, notamment la possibilité de créer un secrétariat pour le Comité, qui se consacrerait au travail normatif et aux activités de mise en œuvre menés par le Comité dans le domaine de la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale ;

8. *Confirme* l'inscription de la session annuelle du Comité d'experts dans le calendrier des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies qui concernent le Conseil économique et social, ainsi que la fourniture, dans les limites des ressources existantes, des services de gestion des conférences, des services d'interprétation et du plein appui nécessaires à sa tenue.

34e séance plénière
22 juillet 2022

Annexe
Mandat du Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale[176]

Objectifs et fonctions

1. Afin que l'information géospatiale contribue au mieux au règlement des problèmes mondiaux, et, plus particulièrement, à l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale a les objectifs et fonctions ci-après :

a) Il exerce ses fonctions en respectant les politiques et les arrangements institutionnels établis, et, en tant que communauté de pratique mondiale interconnectée, fournit la direction nécessaire pour garantir la coordination, la tenue à jour et l'accessibilité des informations et des ressources géospatiales et pour faire en sorte qu'elles puissent être mises à profit par les États Membres et la société afin de trouver des solutions durables favorisant le développement social, économique et environnemental ;

b) Il assure la coordination et le dialogue entre les États Membres, les comités régionaux et les réseaux thématiques du Comité et entre ceux-ci et les organisations internationales en ce qui concerne le renforcement de la coopération dans le domaine de la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale, et prend des décisions conjointes et définit des orientations concernant la production et l'utilisation de l'information géospatiale dans le cadre de plans directeurs nationaux, régionaux et mondiaux ;

c) Il propose des plans de travail et des directives aux fins de l'élaboration de cadres, de principes, de politiques, de méthodes, de normes et de mécanismes communs devant servir à promouvoir l'interopérabilité et le partage des données et services géospatiaux ;

d) Il offre un cadre pour l'élaboration de stratégies visant à mettre en place et à renforcer les capacités nationales en ce qui concerne l'information géospatiale, en particulier dans les pays en développement, et il aide les pays concernés à développer le potentiel de l'information géospatiale et des technologies et services clefs connexes ;

e) Il fait en sorte que les données et informations géospatiales soient plus facilement accessibles, de meilleure qualité et mieux ventilées et que l'on puisse en disposer plus rapidement pour appuyer la mise en œuvre à tous les niveaux du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'autres cadres de développement mondiaux pertinents, consensuels et durables ;

f) Il rassemble et diffuse les pratiques optimales et les données d'expérience des organes nationaux, régionaux et internationaux en matière d'information géospatiale et portant notamment sur la gestion intégrée de cette information, les instruments juridiques, les modèles de gestion et les normes techniques en vue de contribuer à la mise en place de cadres statistiques et géospatiaux nationaux et d'infrastructures de données tout en autorisant une certaine souplesse dans l'élaboration d'activités géospatiales en fonction des priorités nationales ;

g) Il assure la collaboration interdisciplinaire avec d'autres communautés nationales et internationales telles que les statisticiens afin de collecter des données sur la société, l'économie et l'environnement ;

[176] Révision du mandat adopté par le Conseil économique et social dans sa résolution 2011/24.

h) Il rend compte au Conseil économique et social des questions relevant de son mandat.

2. Dans l'exercice de ses fonctions, le Comité fait fond sur les travaux en cours dans d'autres instances et mécanismes dans les domaines de la gestion de l'information géospatiale, du développement des statistiques et de l'innovation.

Participation, composition et durée du mandat

3. Le Comité se compose d'experts originaires de tous les États Membres. Des experts d'observateurs auprès de l'Assemblée générale, d'organisations internationales, du monde universitaire et du secteur privé peuvent participer en qualité d'observateurs aux réunions du Comité. Lors de la désignation de leurs représentants nationaux, les États Membres s'efforcent de choisir des experts ayant des connaissances particulières dans le domaine de la gestion de l'information géospatiale et dans les nombreux domaines connexes[177].

4. Le Comité élit à chaque session trois présidents au maximum et un rapporteur parmi ses membres, en respectant les principes d'équilibre et de représentation géographiques.

5. Le Comité peut créer au besoin des groupes informels, notamment des groupes de haut niveau, des groupes d'experts, des groupes de travail ou des sous-comités, pour traiter des questions spécifiques relatives à son programme de travail.

Procédure d'établissement des rapports

6. Le Comité rend compte au Conseil économique et social.

Fréquence des réunions

7. Le Comité se réunit normalement une fois par an pendant trois jours et peut tenir, à titre exceptionnel, des réunions supplémentaires, s'il y a lieu.

Secrétariat

8. Le secrétariat du Comité est assuré par la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales et la Section de l'information géospatiale du Bureau de l'informatique et des communications.

Documentation destinée aux réunions

9. La documentation de chaque session comprend l'ordre du jour, le rapport sur les travaux de la session du Comité, les rapports des comités régionaux et des réseaux thématiques du Comité, les rapports et notes thématiques élaborés par les groupes de haut niveau, les groupes d'experts, les groupes de travail ou les sous-comités, les notes du Secrétariat et autres documents pertinents présentés par des experts ou groupes d'experts extérieurs.

2022/25. Progrès accomplis dans l'application de la résolution 75/233 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

Le Conseil économique et social,

Réaffirmant les dispositions de la résolution 75/233 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 2020, sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, notamment les orientations générales qui y figurent,

Réaffirmant également les dispositions de la résolution 72/279 de l'Assemblée générale, en date du 31 mai 2018, sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et celles des résolutions 73/248, 74/238 et 76/220 de l'Assemblée, en date du 20 décembre 2018, du 19 décembre 2019 et du 17 décembre 2021 respectivement, sur les activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, ainsi que

[177] Sciences géospatiales, géomatique, relevés topographiques, géographie, administration des biens fonciers, géodésie, cartographie, télédétection, hydrographie et océanographie, systèmes d'information géographique terrestres ou maritimes et sciences de l'environnement.

celles de la résolution 76/4 de l'Assemblée, en date du 28 octobre 2021, sur l'examen du fonctionnement du système redynamisé des coordonnateurs résidents, notamment des modalités de financement de celui-ci,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la résolution 75/233 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies[178] ;

2. *Se félicite* que le Secrétaire général s'emploie à repositionner le système des Nations Unies pour le développement, et prend acte des progrès accomplis à ce jour dans l'exécution de toutes les réformes prescrites dans les résolutions 71/243 du 21 décembre 2016 et 72/279 de l'Assemblée générale ;

3. *Prie* le Secrétaire général de continuer d'assurer la transparence en mettant rapidement à la disposition du public les documents d'orientation et rapports internes concernant l'ensemble du système, qui ont été établis en application des mandats définis par les États Membres dans la résolution 75/233 de l'Assemblée générale ;

4. *Souligne de nouveau* que le système des coordonnateurs résidents doit disposer d'un financement suffisant, prévisible et pérenne pour pouvoir apporter à chaque situation une solution cohérente, efficace, efficiente et responsable dictée par les priorités et besoins de chaque pays, et s'engage de nouveau à dégager les fonds nécessaires au financement du système, conformément aux dispositions de la résolution 76/4 de l'Assemblée générale ;

5. *Prend note* du rapport de la Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement durable sur le Bureau de la coordination des activités de développement[179], notamment sur les aspects opérationnels, administratifs et financiers de ses activités, ainsi que du rapport sur les résultats obtenus à l'échelle du système[180], attend avec intérêt de recevoir tous les ans, lors de son débat consacré aux activités opérationnelles de développement, un rapport fondé sur des données factuelles, complet, analytique et plus détaillé, et encourage la poursuite de l'utilisation des données et exemples tirés du travail sur le terrain des coordonnateurs résidents dans tous les rapports futurs sur la mise en place du système redynamisé des coordonnateurs résidents ;

6. *Se félicite* de la consultation lancée par la Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement durable sur le cadre de résultats du système des coordonnateurs résidents, prend note du projet de cadre de résultats et attend avec impatience de nouvelles informations pour les discussions en vue de sa finalisation, avant le débat de 2023 consacré aux activités opérationnelles ;

7. *Souligne* qu'il faut continuer de faire en sorte que le système soit plus transparent dans son action, comptable devant les États Membres et attentif à leurs attentes en ce qui concerne les mesures prises pour appliquer les dispositions des résolutions 71/243, 72/279, 75/233 et 76/4 de l'Assemblée générale, et qu'il faut également continuer d'intensifier, lors de son débat consacré aux activités opérationnelles de développement, le dialogue entre les États Membres et toutes les entités du système des Nations Unies pour le développement, notamment le Groupe des Nations Unies pour le développement durable ;

8. *Accueille favorablement* les échanges de vues qui ont eu lieu dans le cadre du débat de 2022 consacré aux activités opérationnelles de développement, et prie le Secrétaire général de continuer de lui présenter des notes de synthèse et de rendre compte, de façon informelle, des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 75/233 de l'Assemblé générale, en préparation des négociations qui seront menées à la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale en vue de l'adoption de la résolution de l'Assemblée sur les activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies.

34e séance plénière
22 juillet 2022

---

[178] A/77/69-E/2022/47 et A/77/69/Add.1-E/2022/47/Add.1.

[179] E/2022/54.

[180] Voir le rapport de 2022 de la Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement durable sur le Bureau de la coordination des activités de développement, annexe 3 sur les résultats à l'échelle du système, consultable en anglais à l'adresse www.un.org/ecosoc/en/2022-Operational-Activities-for-Development-Segment.

Décisions

2022/200. Élection du Bureau du Conseil économique et social pour la session de 2022

A

À sa 1re séance plénière, le 23 juillet 2021, le Conseil économique et social a élu par acclamation Collen Vixen KELAPILE (Botswana) à la présidence pour la session de 2022, et Vitavas SRIVIHOK (Thaïlande), Diego PARY RODRÍGUEZ (État plurinational de Bolivie) et Jukka SALOVAARA (Finlande) à la vice-présidence pour la session de 2022, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 22 juillet 2022, pourvu que les États qu'ils représentaient demeurent membres du Conseil.

B

À sa 3e séance plénière, le 1er novembre 2021, le Conseil économique et social a élu par acclamation Lachezara STOEVA (Bulgarie) à la vice-présidence pour la session de 2022, pourvu que l'État qu'elle représentait demeure membre du Conseil.

C

À sa 4e séance plénière, le 8 décembre 2021, le Conseil économique et social a élu par acclamation Suriya CHINDAWONGSE (Thaïlande) à la vice-présidence pour la session de 2022, pour reprendre le mandat de Vitavas SRIVIHOK (Thaïlande).

D

À sa 13e séance plénière, le 6 mai 2022, le Conseil économique et social a élu par acclamation Miia RAINNE (Finlande) à la vice-présidence pour la session de 2022, pour reprendre le mandat de Jukka SALOVAARA (Finlande).

2022/201. Nomination de membres du Comité des politiques de développement

À sa 4e séance plénière, le 8 décembre 2021, conformément à ses résolutions 1998/46 et 1998/47 du 31 juillet 1998, le Conseil économique et social a nommé les 24 experts suivants, candidats présentés par le Secrétaire général, membres du Comité des politiques de développement pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2022 : Adriana ABDENUR (Brésil), Fatuma Abdulkadir ADAN (Kenya), Sabina ALKIRE (États-Unis d'Amérique), Debapriya BHATTACHARYA (Bangladesh), Sofia BORGES (Timor-Leste), Ha-Joon CHANG (République de Corée), Stefan DERCON (Belgique), Sakiko FUKUDA-PARR (Japon), Ahmed GALAL (Égypte), Arunabha GHOSH (Inde), Trudi HARTZENBERG (Afrique du Sud), Anne-Laure KIECHEL (France), Carlos LOPES (Guinée-Bissau), Amina MAMA (Nigéria), Jacqueline MUSIITWA (Zambie), Keith NURSE (Trinité-et-Tobago), José Antonio OCAMPO GAVIRIA (Colombie), Annalisa PRIZZON (Italie), Liliana ROJAS-SUAREZ (Pérou), Taffere TESFACHEW (Éthiopie), Kori UDOVICKI (Serbie), Rolph VAN DER HOEVEN (Pays-Bas), Natalya VOLCHKOVA (Fédération de Russie) et Xufeng ZHU (Chine).

2022/202. Élection de membres de la Commission de la population et du développement

A

À sa 4e séance plénière, le 8 décembre 2021, conformément à ses décisions 1995/320 du 12 décembre 1995 et 2005/213 du 31 mars 2005, le Conseil économique et social a élu par acclamation la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE membre de la Commission de la population et du développement pour un mandat prenant effet le 8 décembre 2021 et venant à expiration à la clôture de la cinquante-septième session de la Commission, en 2024.

En conséquence, à la 1re séance de la cinquante-sixième session, en 2022, la Commission de la population et du développement se compose des 43 États Membres suivants[1] : Arabie saoudite****, Australie***, Bélarus*, Belgique***, Botswana***, Canada**, Chine****, Comores***, Costa Rica***, Cuba***, Danemark***, El Salvador*, États-Unis d'Amérique****, Éthiopie***, Fédération de Russie****, Inde***, Indonésie****, Iran (République islamique d')*, Israël*, Jamaïque*, Japon***, Kenya****, Liban**, Libye**, Malaisie*, Maroc****, Mauritanie****, Mexique***, Pakistan****, Pays-Bas****, Philippines***, Portugal****, République démocratique du Congo*, République de Moldova***, République dominicaine**, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord***, Somalie**, Tchad****, Togo*, Turkménistan**, Turquie**[2], Ukraine** et Zambie**.

---

* Mandat venant à expiration à la clôture de la cinquante-sixième session, en 2023.

** Mandat venant à expiration à la clôture de la cinquante-septième session, en 2024.

*** Mandat venant à expiration à la clôture de la cinquante-huitième session, en 2025.

**** Mandat venant à expiration à la clôture de la cinquante-neuvième session, en 2026.

B

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément à ses décisions 1995/320 du 12 décembre 1995 et 2005/213 du 31 mars 2005, le Conseil économique et social a élu par acclamation la Gambie, l'Iran (République islamique d'), Israël, le Panama, le Tadjikistan et l'Uruguay membres de la Commission de la population et du développement pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1re séance de la cinquante-septième session de la Commission, en 2023, et venant à expiration à la clôture de la soixantième session, en 2027, afin de pourvoir les sièges laissés vacants par les pays ci-après, membres sortants : Bélarus, El Salvador, Iran (République islamique d'), Israël, Jamaïque, Malaisie, République démocratique du Congo et Togo.

Le Conseil a également élu par acclamation l'Argentine membre de la Commission de la population et du développement pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1re séance de la cinquante-sixième session de la Commission, en 2022, et venant à expiration à la clôture de la cinquante-neuvième session, en 2026.

En conséquence, à la 1re séance de la cinquante-septième session, en 2023, la Commission de la population et du développement se composera des 42 États Membres suivants[3] : Arabie saoudite***, Argentine***, Australie**, Belgique**, Botswana**, Canada*, Chine***, Comores**, Costa Rica**, Cuba**, Danemark**, États-Unis d'Amérique***, Éthiopie**, Fédération de Russie***, Gambie****, Inde**, Indonésie***, Iran (République islamique d')****, Israël****, Japon**, Kenya***, Liban*, Libye*, Maroc***, Mauritanie***, Mexique**, Pakistan***, Panama****, Pays-Bas***, Philippines**, Portugal***, République de Moldova**, République dominicaine*, Royaume-Uni de Grande-Bretagne

---

[1] À la 1re séance de la cinquante-sixième session de la Commission de la population et du développement, en 2022, il reste quatre sièges à pourvoir : un parmi les États d'Europe orientale et trois parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1re séance de la cinquante-sixième session, en 2022, et venant à expiration à la clôture de la cinquante-neuvième session, en 2026.

[2] Le 31 mai 2022, la Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétariat que la forme courte du nom de son pays qu'il convenait d'employer était « Türkiye ».

[3] À la 1re séance de la cinquante-septième session de la Commission de la population et du développement, en 2023, il restera cinq sièges à pourvoir : un parmi les États d'Europe orientale et deux parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes, pour un mandat de quatre ans prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la cinquante-neuvième session, en 2026 ; un parmi les États d'Afrique et un parmi les États d'Europe orientale pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1re séance de la cinquante-septième session, en 2023, et venant à expiration à la clôture de la soixantième session, en 2027.

ET D'IRLANDE DU NORD**, SOMALIE*, TADJIKISTAN****, TCHAD***, TÜRKIYE*, TURKMÉNISTAN*, UKRAINE*, URUGUAY**** et ZAMBIE*.

_____

* Mandat venant à expiration à la clôture de la cinquante-septième session, en 2024.

** Mandat venant à expiration à la clôture de la cinquante-huitième session, en 2025.

*** Mandat venant à expiration à la clôture de la cinquante-neuvième session, en 2026.

**** Mandat venant à expiration à la clôture de la soixantième session, en 2027.

C

À sa 33e séance plénière, le 21 juillet 2022, conformément à ses décisions 1995/320 du 12 décembre 1995 et 2005/213 du 31 mars 2005, le Conseil économique et social a élu par acclamation le NIGÉRIA membre de la Commission de la population et du développement pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1re séance de la cinquante-septième session de la Commission, en 2023, et venant à expiration à la clôture de la soixantième session, en 2027.

En conséquence, à la 1re séance de la cinquante-septième session, en 2023, la Commission de la population et du développement se composera des 43 États Membres suivants[4] : ARABIE SAOUDITE***, ARGENTINE***, AUSTRALIE**, BELGIQUE**, BOTSWANA**, CANADA*, CHINE***, COMORES**, COSTA RICA**, CUBA**, DANEMARK**, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE***, ÉTHIOPIE**, FÉDÉRATION DE RUSSIE***, GAMBIE****, INDE**, INDONÉSIE***, IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')****, ISRAËL****, JAPON**, KENYA***, LIBAN*, LIBYE*, MAROC***, MAURITANIE***, MEXIQUE**, NIGÉRIA****, PAKISTAN***, PANAMA****, PAYS-BAS***, PHILIPPINES**, PORTUGAL***, RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA**, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE*, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD**, SOMALIE*, TADJIKISTAN****, TCHAD***, TÜRKIYE*, TURKMÉNISTAN*, UKRAINE*, URUGUAY**** et ZAMBIE* ;

_____

* Mandat venant à expiration à la clôture de la cinquante-septième session, en 2024.

** Mandat venant à expiration à la clôture de la cinquante-huitième session, en 2025.

*** Mandat venant à expiration à la clôture de la cinquante-neuvième session, en 2026.

**** Mandat venant à expiration à la clôture de la soixantième session, en 2027.

2022/203. Nomination de membres du Comité du programme et de la coordination

A

À sa 4e séance plénière, le 8 décembre 2021, conformément aux dispositions énoncées dans l'annexe de sa résolution 2008 (LX) du 14 mai 1976 et à la décision 42/450 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1987, le Conseil économique et social a décidé par acclamation de proposer à l'Assemblée d'élire les pays suivants membres du Comité du programme et de la coordination : la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2023 ; la FRANCE pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2022[5].

_____

[4] Au 21 juillet 2022, il reste à la Commission de la population et du développement quatre sièges à pourvoir : un parmi les États d'Europe orientale et deux parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes, pour un mandat de quatre ans prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la cinquante-neuvième session de la Commission, en 2026 ; un parmi les États d'Europe orientale pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1re séance de la cinquante-septième session, en 2023, et venant à expiration à la clôture de la soixantième session, en 2027.

[5] Au 1er janvier 2022, il reste au Comité du programme et de la coordination un siège à pourvoir par élection par l'Assemblée générale parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2022.

B

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément aux dispositions énoncées dans l'annexe de sa résolution 2008 (LX) du 14 mai 1976 et à la décision 42/450 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1987, le Conseil économique et social a décidé par acclamation de proposer à l'Assemblée d'élire l'ARGENTINE, la CHINE, le LIBÉRIA, le MAROC, la RÉPUBLIQUE DE CORÉE et la TUNISIE membres du Comité du programme et de la coordination pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023, afin de pourvoir les sièges laissés vacants par les pays ci-après, membres sortants : CHINE, COMORES, LIBÉRIA, MAURITANIE, PHILIPPINES, RÉPUBLIQUE DE CORÉE et URUGUAY.

Le Conseil a également décidé par acclamation de proposer à l'Assemblée générale d'élire la BELGIQUE membre du Comité du programme et de la coordination afin de pourvoir un siège vacant, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2024[6].

C

À sa 33e séance plénière, le 21 juillet 2022, conformément aux dispositions énoncées dans l'annexe de sa résolution 2008 (LX) du 14 mai 1976 et à la décision 42/450 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1987, le Conseil économique et social a décidé par acclamation de proposer à l'Assemblée d'élire les PHILIPPINES membre du Comité du programme et de la coordination pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023.

2022/204. Élection de membres du Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population

A

À sa 4e séance plénière, le 8 décembre 2021, conformément à la résolution 36/201 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1981, le Conseil économique et social a élu par acclamation la BULGARIE, la CÔTE D'IVOIRE et la TRINITÉ-ET-TOBAGO membres du Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2022.

En conséquence, au 1er janvier 2022, le Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population se compose des sept États Membres suivants, dont le mandat viendra à expiration le 31 décembre 2024[7] : BULGARIE, CÔTE D'IVOIRE, INDONÉSIE, LIBAN, LIBÉRIA, MAURITANIE et TRINITÉ-ET-TOBAGO.

B

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément à la résolution 36/201 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1981, le Conseil économique et social a élu par acclamation le PORTUGAL membre du Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2024.

En conséquence, au 13 avril 2022, le Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population se compose des huit États Membres suivants, dont le mandat viendra à expiration le 31 décembre 2024[8] : BULGARIE, CÔTE D'IVOIRE, INDONÉSIE, LIBAN, LIBÉRIA, MAURITANIE, PORTUGAL et TRINITÉ-ET-TOBAGO.

---

[6] Au 1er janvier 2023, il restera au Comité du programme et de la coordination un siège à pourvoir par élection par l'Assemblée générale parmi les États d'Asie et du Pacifique, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023.

[7] Au 1er janvier 2022, il reste au Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population trois sièges à pourvoir : deux parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et un parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2022.

[8] Au 13 avril 2022, il reste au Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population deux sièges à pourvoir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2024.

2022/205. Élection de membres du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

A

À sa 4e séance plénière, le 8 décembre 2021, conformément à sa décision 1995/223 du 5 mai 1995, le Conseil économique et social a élu par acclamation les PAYS-BAS membre du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2022.

Le Conseil a également élu par acclamation la NORVÈGE pour reprendre le mandat du DANEMARK à compter du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2023.

En conséquence, au 1er janvier 2022, le Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida se compose des 22 États Membres suivants : ALLEMAGNE*, BÉLARUS*, BOTSWANA***, CAMEROUN**, CANADA**, CHINE***, CÔTE D'IVOIRE***, EL SALVADOR*, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE*, FÉDÉRATION DE RUSSIE***, GUYANA**, INDE*, IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')**, JAPON***, KENYA*, NORVÈGE**, PAYS-BAS***, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE***, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD***, SUISSE***, THAÏLANDE* et TUNISIE*.

_____

* Mandat venant à expiration le 31 décembre 2022.

** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2023.

*** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2024.

B

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément à sa décision 1995/223 du 5 mai 1995, le Conseil économique et social a élu par acclamation le BRÉSIL, les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, le KENYA et la LIBYE membres du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023.

Les membres nouvellement élus occuperont les sièges laissés vacants par les pays ci-après, membres sortants : ALLEMAGNE, BELARUS, EL SALVADOR, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, INDE, KENYA, THAÏLANDE et TUNISIE.

En conséquence, au 1er janvier 2023, le Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida se composera des 18 États Membres suivants[9] : BOTSWANA**, BRÉSIL***, CAMEROUN*, CANADA*, CHINE**, CÔTE D'IVOIRE**, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE***, FÉDÉRATION DE RUSSIE**, GUYANA*, IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')*, JAPON**, KENYA***, LIBYE***, NORVÈGE*, PAYS-BAS**, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD** et SUISSE**.

_____

* Mandat venant à expiration le 31 décembre 2023.

** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2024.

*** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2025.

C

À sa 33e séance plénière, le 21 juillet 2022, conformément à sa décision 1995/223 du 5 mai 1995, le Conseil économique et social a élu par acclamation l'ALLEMAGNE membre du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023.

_____

[9] Au 1er janvier 2023, il restera au Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida quatre sièges à pourvoir : deux parmi les États d'Asie et du Pacifique, un parmi les États d'Europe orientale et un parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023.

En conséquence, au 1er janvier 2023, le Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida se composera des 19 États Membres suivants[10] : Allemagne***, Botswana**, Brésil***, Cameroun*, Canada*, Chine**, Côte d'Ivoire**, États-Unis d'Amérique***, Fédération de Russie**, Guyana*, Iran (République islamique d')*, Japon**, Kenya***, Libye***, Norvège*, Pays-Bas**, République dominicaine**, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** et Suisse**.

* Mandat venant à expiration le 31 décembre 2023.

** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2024.

*** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2025.

2022/206. Élection de membres du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix

A

À sa 4e séance plénière, le 8 décembre 2021, conformément aux résolutions 60/180 et 63/145 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2005 et du 18 décembre 2008, respectivement, et à sa résolution 2015/1 du 4 mars 2015, le Conseil économique et social a élu par acclamation la Lettonie membre du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix pour un mandat prenant effet le 8 décembre 2021 et venant à expiration le 31 décembre 2022, ou jusqu'à ce que ce pays cesse de faire partie de ses membres.

B

À sa 9e séance plénière, le 16 février 2022, conformément aux résolutions 60/180 et 63/145 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2005 et du 18 décembre 2008, respectivement, et à sa résolution 2015/1 du 4 mars 2015, le Conseil économique et social a élu par acclamation le Portugal membre du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix pour un mandat prenant effet le 16 février 2022 et venant à expiration le 31 décembre 2022, ou jusqu'à ce que ce pays cesse de faire partie de ses membres.

C

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément à la résolution 60/180 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2005 et à sa résolution 2015/1 du 4 mars 2015, le Conseil économique et social a élu par acclamation le Pérou membre du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix pour un mandat de deux ans prenant effet le 1er janvier 2023, ou jusqu'à ce que ce pays cesse de faire partie de ses membres[11].

D

À sa 33e séance plénière, le 21 juillet 2022, conformément à la résolution 60/180 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2005 et à sa résolution 2015/1 du 4 mars 2015, le Conseil économique et social a élu par acclamation le Brésil, le Danemark, l'Italie et le Nigéria membres du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix pour un mandat de deux ans prenant effet le 1er janvier 2023, ou jusqu'à ce que ces pays cessent de faire partie de ses membres[12].

[10] Au 1er janvier 2023, il restera au Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida trois sièges à pourvoir : deux parmi les États d'Asie et du Pacifique et un parmi les États d'Europe orientale, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023.

[11] Au 1er janvier 2023, il restera au Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix six sièges à pourvoir par le Conseil : un parmi les États d'Afrique, un parmi les États d'Asie et du Pacifique, un parmi les États d'Europe orientale, un parmi les États d'Europe occidentale et autres États et deux parmi les États membres du Conseil, pour un mandat de deux ans prenant effet le 1er janvier 2023.

[12] Au 1er janvier 2023, il restera au Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix deux sièges à pourvoir par le Conseil : un parmi les États d'Asie et du Pacifique et un parmi les États d'Europe orientale, pour un mandat de deux ans prenant effet le 1er janvier 2023.

2022/207. Élection d'un membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants

À sa 4e séance plénière, le 8 décembre 2021, conformément au paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972[13], le Conseil économique et social a élu au scrutin secret, parmi les candidats présentés par des gouvernements, Richard MUSCAT (Malte) membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour un mandat prenant effet le 8 décembre 2021 et venant à expiration le 1er mars 2025, afin de pourvoir un siège devenu vacant à la suite de la démission de Viviana MANRIQUE ZULUAGA (Colombie).

En conséquence, au 2 mars 2022, l'Organe international de contrôle des stupéfiants se compose des 13 membres suivants : César T. ARCE RIVAS* (Paraguay), Sevil ATASOY** (Turquie), Cornelis DE JONCHEERE** (Pays-Bas), David T. JOHNSON** (États-Unis d'Amérique), Galina KORCHAGINA** (Fédération de Russie), Bernard LEROY* (France), LU Lin** (Chine), Richard P. MATTICK** (Australie), Richard MUSCAT* (Malte), Jagjit PAVADIA* (Inde), Nirinomenjanahary Larissa RAZANADIMBY** (Madagascar), Jallal TOUFIQ* (Maroc) et Zukiswa ZINGELA* (Afrique du Sud).

_____

* Mandat venant à expiration le 1er mars 2025.

** Mandat venant à expiration le 1er mars 2027.

2022/208. Élection de membres de la Commission de la science et de la technique au service du développement

A

À sa 4e séance plénière, le 8 décembre 2021, conformément à sa décision 2006/267 du 15 décembre 2006, le Conseil économique et social a élu, au scrutin secret, ISRAËL membre de la Commission de la science et de la technique au service du développement pour un mandat prenant effet le 8 décembre 2021 et venant à expiration le 31 décembre 2024.

En conséquence, au 1er janvier 2022, la Commission de la science et de la technique au service du développement se compose des 43 États Membres suivants : AFRIQUE DU SUD**, ARABIE SAOUDITE**, AUTRICHE**, BELARUS**, BELGIQUE*, BOTSWANA*, BRÉSIL**, BURUNDI**, CAMEROUN**, CANADA*, CHINE*, CUBA*, ÉGYPTE*, ÉQUATEUR*, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE*, ÉTHIOPIE*, FÉDÉRATION DE RUSSIE**, FINLANDE**, GAMBIE**, GUATEMALA**, GUINÉE**, HONGRIE*, IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')*, ISRAËL**, JAPON**, KENYA*, LETTONIE*, LIBÉRIA*, MADAGASCAR*, NÉPAL*, OMAN*, PANAMA*, PARAGUAY**, PÉROU**, PHILIPPINES**, PORTUGAL**, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE*, ROUMANIE*, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD*, SUISSE**, THAÏLANDE*, TURKMÉNISTAN** et TURQUIE*.

_____

* Mandat venant à expiration le 31 décembre 2022.

** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2024.

B

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément à sa décision 2006/267 du 15 décembre 2006, le Conseil économique et social a élu par acclamation l'ALGÉRIE, le BELIZE, le BOTSWANA, la CHINE, la COLOMBIE, CUBA, DJIBOUTI, l'ÉGYPTE, l'ÉQUATEUR, les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, la HONGRIE, l'INDE, la LETTONIE, OMAN, l'OUZBÉKISTAN, la RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE, la ROUMANIE, le ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, le RWANDA, le TADJIKISTAN et la TURQUIE membres de la Commission de la science et de la technique au service du développement pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2023, afin de pourvoir les sièges laissés vacants par les pays ci-après, membres sortants : BOTSWANA, BELGIQUE, CANADA, CHINE, CUBA, ÉGYPTE, ÉQUATEUR, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ÉTHIOPIE, HONGRIE, IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'), KENYA,

_____

[13] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 976, nº 14152.

LETTONIE, LIBÉRIA, MADAGASCAR, NÉPAL, OMAN, PANAMA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, ROUMANIE, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, THAÏLANDE et TURQUIE.

En conséquence, au 1er janvier 2023, la Commission de la science et de la technique au service du développement se composera des 41 États Membres suivants[14] : AFRIQUE DU SUD*, ALGÉRIE**, ARABIE SAOUDITE*, AUTRICHE*, BELARUS*, BELIZE**, BOTSWANA**, BRÉSIL*, BURUNDI*, CAMEROUN*, CHINE**, COLOMBIE**, CUBA**, DJIBOUTI**, ÉGYPTE**, ÉQUATEUR**, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**, FÉDÉRATION DE RUSSIE*, FINLANDE*, GAMBIE*, GUATEMALA*, GUINÉE*, HONGRIE**, INDE**, ISRAËL*, JAPON*, LETTONIE**, OMAN**, OUZBÉKISTAN**, PARAGUAY*, PÉROU*, PHILIPPINES*, PORTUGAL*, RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE**, ROUMANIE**, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD**, RWANDA**, SUISSE*, TADJIKISTAN**, TÜRKIYE** et TURKMÉNISTAN*.

* Mandat venant à expiration le 31 décembre 2024.

** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2026.

2022/209. Élection de membres de la Commission du développement social

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément à sa décision 2002/210 du 13 février 2002, le Conseil économique et social a élu par acclamation l'ARABIE SAOUDITE, l'AUTRICHE, le BANGLADESH, le BURUNDI, la COLOMBIE, l'ÉGYPTE, le GHANA, HAÏTI, l'INDE, le PÉROU, le PORTUGAL et l'UKRAINE membres de la Commission du développement social pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1re séance de la soixante-deuxième session de la Commission, en 2023, et venant à expiration à la clôture de la soixante-cinquième session, en 2027, afin de pourvoir les sièges laissés vacants par les pays ci-après, membres sortants : AFRIQUE DU SUD, ARGENTINE, AUTRICHE, COLOMBIE, GUATEMALA, IRAQ, ISRAËL, MAROC, PORTUGAL, QATAR, SIERRA LEONE, TCHAD et UKRAINE.

Le Conseil a également élu le LUXEMBOURG membre de la Commission du développement social pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la soixante-troisième session de la Commission, en 2025.

En conséquence, à la 1re séance de la soixante-deuxième session, en 2023, la Commission du développement social se composera des 41 États Membres suivants[15] : AFGHANISTAN**, ARABIE SAOUDITE***, AUTRICHE***, BANGLADESH***, BRÉSIL**, BURUNDI***, CHINE**, COLOMBIE***, COSTA RICA**, CUBA*, DJIBOUTI**, ÉGYPTE***, ÉQUATEUR**, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE*, ÉTHIOPIE*, FÉDÉRATION DE RUSSIE*, FINLANDE**, GHANA***, GUINÉE**, HAÏTI***, INDE***, IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')*, JAPON*, LIBYE*, LUXEMBOURG**, MACÉDOINE DU NORD*, NIGÉRIA*, OUGANDA**, PARAGUAY*, PÉROU***, POLOGNE**, PORTUGAL***, RÉPUBLIQUE DE CORÉE*, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO*, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE*, SUISSE**, TADJIKISTAN**, TÜRKIYE*, TURKMÉNISTAN**, UKRAINE*** et ZAMBIE**.

* Mandat venant à expiration à la clôture de la soixante-deuxième session, en 2024.

** Mandat venant à expiration à la clôture de la soixante-troisième session, en 2025.

*** Mandat venant à expiration à la clôture de la soixante-cinquième session, en 2027.

2022/210. Élection de membres de la Commission de la condition de la femme

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément à sa décision 2002/234 du 24 juillet 2002, le Conseil économique et social a élu par acclamation l'ARABIE SAOUDITE, la CÔTE D'IVOIRE, CUBA, l'ESPAGNE, le

[14] Au 1er janvier 2023, il restera à la Commission de la science et de la technique au service du développement deux sièges à pourvoir parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2023.

[15] À la 1re séance de la soixante-deuxième session de la Commission du développement social, en 2023, il restera cinq sièges à pourvoir : un parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la soixante-deuxième session, en 2024 ; un parmi les États d'Europe orientale et un parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la soixante-troisième session, en 2025 ; un parmi les États d'Afrique et un parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1re séance de la soixante-deuxième session, en 2023, et venant à expiration à la clôture de la soixante-cinquième session, en 2027.

LIECHTENSTEIN, le MOZAMBIQUE, le PORTUGAL, la RÉPUBLIQUE DE CORÉE, la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, la TCHÉQUIE et l'UKRAINE membres de la Commission de la condition de la femme pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1re séance de la soixante-huitième session de la Commission, en 2023, et venant à expiration à la clôture de la soixante et onzième session, en 2027, afin de pourvoir les sièges laissés vacants par les pays ci-après, membres sortants : AFRIQUE DU SUD, ALLEMAGNE, ARMÉNIE, AUSTRALIE, BANGLADESH, BELARUS, CUBA, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GUINÉE ÉQUATORIALE, MALAISIE et TOGO.

En conséquence, à la 1re séance de la soixante-huitième session, en 2023, la Commission de la condition de la femme se composera des 45 États Membres suivants : AFGHANISTAN**, ALGÉRIE***, ARABIE SAOUDITE****, ARGENTINE**, AUTRICHE**, BRÉSIL*, CABO VERDE***, CHINE***, COLOMBIE*, COSTA RICA***, CÔTE D'IVOIRE****, CUBA****, DANEMARK*, ÉGYPTE***, ESPAGNE****, FÉDÉRATION DE RUSSIE*, INDE**, IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')***, ISRAËL**, JAPON***, LETTONIE**, LIBAN***, LIECHTENSTEIN****, MAROC**, MAURITANIE***, MEXIQUE*, MONGOLIE*, MOZAMBIQUE****, NIGÉRIA**, PAKISTAN***, PANAMA***, PHILIPPINES*, PORTUGAL****, RÉPUBLIQUE DE CORÉE****, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO****, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**, SÉNÉGAL*, SOMALIE*, SUISSE*, TCHÉQUIE****, TRINITÉ-ET-TOBAGO***, TUNISIE***, TÜRKIYE**, UKRAINE**** et ZAMBIE**.

---

* Mandat venant à expiration à la clôture de la soixante-huitième session, en 2024.

** Mandat venant à expiration à la clôture de la soixante-neuvième session, en 2025.

*** Mandat venant à expiration à la clôture de la soixante-dixième session, en 2026.

**** Mandat venant à expiration à la clôture de la soixante et onzième session, en 2027.

2022/211. Élection de membres du Comité chargé des organisations non gouvernementales

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément à sa résolution 1981/50 du 20 juillet 1981, le Conseil économique et social a élu par acclamation l'ALGÉRIE, le BAHREÏN, le CAMEROUN, le CHILI, la CHINE, le COSTA RICA, CUBA, l'ÉRYTHRÉE, les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, l'INDE, ISRAËL, le LIBÉRIA, le NICARAGUA, le PAKISTAN, le ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, la TURQUIE et le ZIMBABWE membres du Comité chargé des organisations non gouvernementales pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2023, afin de pourvoir les sièges laissés vacants par les pays ci-après, membres sortants : BAHREÏN, BRÉSIL, BURUNDI, CHINE, CUBA, ESTONIE, ESWATINI, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FÉDÉRATION DE RUSSIE, GRÈCE, INDE, ISRAËL, LIBYE, MEXIQUE, NICARAGUA, NIGÉRIA, PAKISTAN, SOUDAN et TURQUIE.

Le Conseil a également élu, au scrutin secret, l'ARMÉNIE et la GÉORGIE membres du Comité chargé des organisations non gouvernementales pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2023.

En conséquence, au 1er janvier 2023, le Comité chargé des organisations non gouvernementales se composera des 19 États Membres suivants, dont le mandat viendra à expiration le 31 décembre 2026 : ALGÉRIE, ARMÉNIE, BAHREÏN, CAMEROUN, CHILI, CHINE, COSTA RICA, CUBA, ÉRYTHRÉE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GÉORGIE, INDE, ISRAËL, LIBÉRIA, NICARAGUA, PAKISTAN, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, TÜRKIYE et ZIMBABWE.

2022/212. Élection de membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément à sa résolution 1985/17 du 28 mai 1985, le Conseil économique et social a élu par acclamation Aslan Khuseinovich ABASHIDZE (Fédération de Russie), Santiago Manuel FIORIO VAESKEN (Paraguay), Ludovic HENNEBEL (Belgique), Joo-Young LEE (République de Corée), Karla Vanessa LEMUS DE VÁSQUEZ (El Salvador), Julieta ROSSI (Argentine) et Preeti SARAN (Inde) membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2023, afin de pourvoir les sièges laissés vacants par les membres sortants ci-après : Aslan Khuseinovich ABASHIDZE (Fédération de Russie), Asraf ALLY CAUNHYE (Maurice), Peters Sunday Omologbe EMUZE (Nigéria), Ludovic HENNEBEL (Belgique), Karla Vanessa LEMUS DE VÁSQUEZ (El Salvador), Preeti SARAN (Inde), Heisoo SHIN (République de Corée), Rodrigo UPRIMNY YEPES (Colombie) et Renato ZERBINI RIBEIRO LEÃO (Brésil).

Le Conseil a également élu, au scrutin secret, Asraf Ally Canhye (Maurice) et Peters Sunday Omologbe Emuze (Nigéria) membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2023.

En conséquence, au 1er janvier 2023, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels se composera des 18 membres suivants : Aslan Khuseinovich Abashidze** (Fédération de Russie), Mohamed Ezzeldin Abdel-Moneim* (Égypte), Nadir Adilov* (Azerbaïdjan), Mohammed Amarti* (Maroc), Asraf Ally Caunhye** (Maurice), Laura-Maria Crăciunean-Tatu* (Roumanie), Peters Sunday Omologbe Emuze** (Nigéria), Santiago Manuel Fiorio Vaesken** (Paraguay), Ludovic Hennebel** (Belgique), Joo-Young Lee** (République de Corée), Karla Vanessa Lemus de Vásquez** (El Salvador), Mikel Mancisidor* (Espagne), Seree Nonthasoot* (Thaïlande), Lydia Carmelita Ravenberg* (Suriname), Julieta Rossi** (Argentine), Preeti Saran** (Inde), Shen Yongxian* (Chine) and Michael Windfuhr* (Allemagne).

_____

* Mandat venant à expiration le 31 décembre 2024.

** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2026.

2022/213. Élection de membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones

A

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément à sa résolution 2000/22 du 28 juillet 2000 et à ses décisions 2001/316 du 26 juillet 2001 et 2016/205 du 12 novembre 2015, le Conseil économique et social a élu par acclamation Vital Bambanze (Burundi), Ali Hajilari (République islamique d'Iran), Keith M. Harper (États-Unis d'Amérique), Li Nan (Chine), Bornface Museke Mate (Namibie) et Tove Søvndahl Gant (Danemark) membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023, afin de pourvoir les sièges laissés vacants par les membres sortants ci-après : Vital Bambanze (Burundi), Grigory E. Lukiyantsev (Fédération de Russie), Bornface Museke Mate (Namibie), Irma Pineda Santiago (Mexique), Sven-Erik Soosaar (Estonie), Tove Søvndahl Gant (Danemark), Lourdes Tibán Guala (Équateur) et Zhang Xiaoan (Chine).

Le Conseil a également élu, au scrutin secret, Suleiman Mamutov (Ukraine) et Rodrigo Eduardo Paillalef Monnard (Chili) membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023.

B

À la 33e séance plénière, le 21 juillet 2022, conformément à la résolution 2000/22 du Conseil économique et social, en date du 28 juillet 2000, et aux décisions 2001/316 et 2016/205 du Conseil, en date du 26 juillet 2001 et du 12 novembre 2015 respectivement, la Vice-Présidente du Conseil (Bulgarie) a indiqué que, conformément à la résolution 2000/22, le Président du Conseil (Botswana) avait nommé les huit membres suivants de l'Instance permanente sur les questions autochtones pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023 : Hindou Oumarou Ibrahim (Tchad), Aluki Kotierk (Canada), Hannah McGlade (Australie), Darío Mejía Montalvo (Colombie), Naw Ei Ei Min (Myanmar), Hanieh Moghani (République islamique d'Iran), Geoffrey Roth (États-Unis d'Amérique) et Valentina Sovkina (Fédération de Russie).

En conséquence, au 1er janvier 2023, l'Instance permanente sur les questions autochtones se composera des 16 membres suivants : Vital Bambanze (Burundi), Ali Hajilari (République islamique d'Iran), Keith M. Harper (États-Unis d'Amérique), Hindou Oumarou Ibrahim (Tchad), Aluki Kotierk (Canada), Li Nan (Chine), Suleiman Mamutov (Ukraine), Hannah McGlade (Australie), Darío Mejía Montalvo (Colombie), Naw Ei Ei Min (Myanmar), Hanieh Moghani (République islamique d'Iran), Bornface Museke Mate (Namibie), Rodrigo Eduardo Paillalef Monnard (Chili), Geoffrey Roth (États-Unis d'Amérique), Valentina Sovkina (Fédération de Russie) et Tove Søvndahl Gant (Danemark).

2022/214. Élection de membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément à la résolution 48/162 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1993, le Conseil économique et social a élu par acclamation la CHINE, CUBA, le DANEMARK, l'ÉQUATEUR, le JAPON, le MOZAMBIQUE, la NORVÈGE, le TADJIKISTAN et la TURQUIE membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023, afin de pourvoir les sièges laissés vacants par les pays ci-après, membres sortants : CHINE, CUBA, DANEMARK, ESTONIE, FÉDÉRATION DE RUSSIE, ITALIE, NORVÈGE, PARAGUAY, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, YÉMEN et ZIMBABWE.

Le Conseil a également élu, au scrutin secret, la BULGARIE et la TCHÉQUIE membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023.

Le Conseil a élu par acclamation l'AUTRICHE pour reprendre le mandat de la BELGIQUE à compter du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023, et la GRÈCE et le LUXEMBOURG pour reprendre le mandat de la FRANCE et de MONACO, respectivement, à compter du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2024.

En conséquence, au 1er janvier 2023, le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance se composera des 36 États Membres suivants : ALGÉRIE**, ALLEMAGNE**, ARGENTINE*, AUSTRALIE**, AUTRICHE*, BANGLADESH**, BULGARIE***, CHINE***, COMORES**, COSTA RICA*, CÔTE D'IVOIRE**, CUBA***, DANEMARK***, ÉMIRATS ARABES UNIS**, ÉQUATEUR***, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE*, ÉTHIOPIE*, GRÈCE**, GRENADE**, JAPON***, KAZAKHSTAN*, LIBAN**, LIBÉRIA*, LUXEMBOURG**, MOZAMBIQUE***, NORVÈGE***, PAYS-BAS*, POLOGNE**, RÉPUBLIQUE DE CORÉE*, RWANDA**, SLOVAQUIE*, SUÈDE*, TADJIKISTAN***, TCHAD**, TCHÉQUIE*** et TÜRKIYE***.

---

* Mandat venant à expiration le 31 décembre 2023.

** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2024.

*** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2025.

2022/215. Élection de membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour ledéveloppement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

A

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément à la résolution 48/162 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1993, le Conseil économique et social a élu par acclamation la CHINE, la COLOMBIE, l'ÉQUATEUR, les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, le JAPON, la NORVÈGE, la RÉPUBLIQUE DE CORÉE, la RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA, la SLOVAQUIE et la TURQUIE membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023, afin de pourvoir les sièges laissés vacants par les pays ci-après, membres sortants : BULGARIE, CHINE, COLOMBIE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, JAPON, KOWEÏT, NORVÈGE, PÉROU, SOMALIE, SUISSE et TCHÉQUIE.

Le Conseil a élu par acclamation la BELGIQUE, l'ISLANDE et l'IRLANDE pour reprendre le mandat de la FINLANDE, de la NOUVELLE-ZÉLANDE et de l'ESPAGNE, respectivement, à compter du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023, et le CANADA et le DANEMARK pour reprendre le mandat de la GRÈCE et des PAYS-BAS, respectivement, à compter du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2024.

En conséquence, au 1er janvier 2023, le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets se composera des 35 États Membres suivants[16] : ALGÉRIE*, ALLEMAGNE**, BANGLADESH*,

---

[16] Au 1er janvier 2023, il restera au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets un siège à pourvoir parmi les États d'Afrique, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023.

Belgique*, Cameroun**, Canada**, Chine***, Colombie***, Costa Rica**, Côte d'Ivoire**, Cuba*, Danemark**, Équateur***, États-Unis d'Amérique***, Fédération de Russie*, Guatemala*, Iran (République islamique d')*, Irlande*, Islande*, Japon***, Kazakhstan**, Kenya**, Lesotho**, Myanmar**, Nigéria*, Norvège***, Qatar**, République de Corée***, République de Moldova***, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*, Slovaquie***, Suède**, Tchad**, Türkiye*** et Ukraine**.

---

* Mandat venant à expiration le 31 décembre 2023.

** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2024.

*** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2025.

B

À sa 21e séance plénière, le 8 juin 2022, conformément à la résolution 48/162 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1993, le Conseil économique et social a élu par acclamation l'Éthiopie membre du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023.

En conséquence, au 1er janvier 2023, le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets se composera des 36 États Membres suivants : Algérie*, Allemagne**, Bangladesh*, Belgique*, Cameroun**, Canada**, Chine***, Colombie***, Costa Rica**, Côte d'Ivoire**, Cuba*, Danemark**, Équateur***, États-Unis d'Amérique***, Éthiopie***, Fédération de Russie*, Guatemala*, Iran (République islamique d')*, Irlande*, Islande*, Japon***, Kazakhstan**, Kenya**, Lesotho**, Myanmar**, Nigéria*, Norvège***, Qatar**, République de Corée***, République de Moldova***, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*, Slovaquie***, Suède**, Tchad**, Türkiye*** et Ukraine**.

---

* Mandat venant à expiration le 31 décembre 2023.

** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2024.

*** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2025.

2022/216. Élection de membres du Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

A

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément à la résolution 64/289 de l'Assemblée générale en date du 2 juillet 2010 et à sa résolution 2010/35 du 25 octobre 2010, le Conseil économique et social a élu par acclamation le Burkina Faso, la Chine, la Côte d'Ivoire, l'Érythrée, le Japon, le Panama, le Paraguay, le Qatar, la République de Corée, le Tadjikistan, la Trinité-et-Tobago et le Zimbabwe membres du Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023.

Les membres nouvellement élus occuperont les sièges laissés vacants par les pays ci-après, membres sortants : Argentine, Brésil, Burundi, Chine, Danemark, Eswatini, Fédération de Russie, Islande, Japon, Kazakhstan, Liban, Lituanie, Madagascar, Mexique, Nigéria, Pays-Bas, République de Corée et Sierra Leone.

Le Conseil a également élu, au scrutin secret, la Bulgarie et la Lettonie membres du Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023.

En conséquence, au 1er janvier 2023, le Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes se composera des 31 États Membres suivants[17] : Afghanistan*, Afrique du Sud*, Australie*, Bangladesh*, Bulgarie**, Burkina Faso**, Cameroun*, Chine**, Colombie*, Côte d'Ivoire**, Égypte*, Érythrée**, Gambie*, Guyana*, Inde*, Japon**, Kenya*, Lettonie**, Monaco*, Panama**, Paraguay**, Pologne*, Qatar**, République de Corée**, République dominicaine*, Tadjikistan**, Thaïlande*, Trinité-et-Tobago**, Turkménistan*, Ukraine* et Zimbabwe**.

* Mandat venant à expiration le 31 décembre 2024.

** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2025.

B

À sa 21e séance plénière, le 8 juin 2022, conformément à la résolution 64/289 de l'Assemblée générale en date du 2 juillet 2010 et à sa résolution 2010/35 du 25 octobre 2010, le Conseil économique et social a élu par acclamation la France, le Gabon, la Nouvelle-Zélande et la Suisse membres du Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023.

Conformément à la résolution 64/289 de l'Assemblée générale et à sa résolution 2010/35, le Conseil a également élu par acclamation l'Irlande et l'Italie pour reprendre le mandat de l'Australie et de Monaco, respectivement, à compter du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2024.

Conformément à l'alinéa a) du paragraphe 61 de la résolution 64/289 de l'Assemblée générale et à sa résolution 2010/35, le Conseil a élu par acclamation l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, la Finlande et la Norvège membres du Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023.

En conséquence, au 1er janvier 2023, le Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes se composera des 39 États Membres suivants[18] : Afghanistan*, Afrique du Sud*, Allemagne**, Bangladesh*, Bulgarie**, Burkina Faso**, Cameroun*, Chine**, Colombie*, Côte d'Ivoire**, Égypte*, Érythrée**, États-Unis d'Amérique**, Finlande**, France**, Gabon**, Gambie*, Guyana*, Inde*, Irlande*, Italie*, Japon**, Kenya*, Lettonie**, Norvège**, Nouvelle-Zélande**, Panama**, Paraguay**, Pologne*, Qatar**, République de Corée**, République dominicaine*, Suisse**, Tadjikistan**, Thaïlande*, Trinité-et-Tobago**, Turkménistan*, Ukraine* et Zimbabwe**.

* Mandat venant à expiration le 31 décembre 2024.

** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2025.

[17] Au 1er janvier 2023, il restera au Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes 10 sièges à pourvoir : au titre d'un groupe régional, un parmi les États d'Afrique et trois parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023 ; au titre de la catégorie visée à l'alinéa a) du paragraphe 61 de la résolution 64/289 de l'Assemblée générale, quatre parmi les 10 principaux fournisseurs de contributions volontaires de base ; au titre de la catégorie visée à l'alinéa b) du paragraphe 61 de la résolution 64/289 de l'Assemblée, deux parmi les 10 pays non membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques qui sont les principaux fournisseurs de contributions volontaires de base.

[18] Au 1er janvier 2023, il restera au Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes deux sièges à pourvoir, au titre de la catégorie visée à l'alinéa b) du paragraphe 61 de la résolution 64/289 de l'Assemblée générale, parmi les 10 pays non membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques qui sont les principaux fournisseurs de contributions volontaires de base.

2022/217. Élection de membres du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément à la résolution 65/266 de l'Assemblée générale en date du 7 mars 2011, le Conseil économique et social a élu par acclamation l'AUSTRALIE, l'ESPAGNE, l'ÉTHIOPIE, l'IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'), la MAURITANIE et le PANAMA membres du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2023.

Les membres nouvellement élus occuperont les sièges laissés vacants par les pays ci-après, membres sortants : AUSTRALIE, BURUNDI, CUBA, ESPAGNE, MADAGASCAR et TURKMÉNISTAN.

En conséquence, au 1er janvier 2023, les 18 membres du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial seront les pays suivants : AUSTRALIE***, CHINE*, ESPAGNE***, ÉTHIOPIE***, FÉDÉRATION DE RUSSIE**, FRANCE**, GHANA**, INDE**, IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')***, JAPON*, LESOTHO*, MAURITANIE***, MEXIQUE*, PANAMA***, POLOGNE*, RÉPUBLIQUE DE CORÉE**, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD* et SUÈDE**.

---

* Mandat venant à expiration le 31 décembre 2023.

** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2024.

*** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2025.

2022/218. Élection de membres du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, conformément à ses résolutions 1982/67 du 27 octobre 1982 et 1985/71 du 26 juillet 1985, le Conseil économique et social a élu par acclamation l'ÉQUATEUR, le NIGÉRIA et la TURQUIE membres du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2023, et le KIRGHIZISTAN membre du Groupe de travail intergouvernemental pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2024.

En conséquence, au 13 avril 2022, le Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication se compose des 28 États Membres suivants[19] : ALLEMAGNE*, ARABIE SAOUDITE*, BRÉSIL**, CAMEROUN*, CHINE*, COLOMBIE**, CÔTE D'IVOIRE*, ÉGYPTE*, ÉQUATEUR*, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE*, FÉDÉRATION DE RUSSIE*, GAMBIE*, GUATEMALA*, ITALIE*, KAZAKHSTAN**, KENYA**, KIRGHIZISTAN**, MACÉDOINE DU NORD**, MAROC**, MAURITANIE**, MEXIQUE**, NIGÉRIA*, PAYS-BAS*, PHILIPPINES**, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD*, TCHAD**, TURQUIE* et UKRAINE**.

---

* Mandat venant à expiration le 31 décembre 2023.

** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2024.

2022/219. Nomination de membres du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice

À sa 33e séance plénière, le 21 juillet 2022, le Conseil économique et social a approuvé la nomination de Jonathan LUCAS (Seychelles) et d'Omar RIFAI (Jordanie) au Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice.

---

[19] Au 13 avril 2022, il reste dans le Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication six sièges à pourvoir : un parmi les États d'Asie et du Pacifique, un parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et trois parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2023 ; un parmi les États d'Asie et du Pacifique, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2024.

En conséquence, au 21 juillet 2022, les sept membres élus du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice sont les suivants : Carlos CASTRESANA FERNÁNDEZ (Espagne), Suzanne HAYDEN (États-Unis d'Amérique), Joel Antonio HERNÁNDEZ GARCÍA (Mexique), Carolina LIZÁRRAGA HOUGHTON (Pérou), Jonathan LUCAS (Seychelles), Youngju OH (République de Corée) et Omar RIFAI (Jordanie).

2022/300. Ordre du jour provisoire de la session de 2022 du Conseil économique et social

À sa 1re séance plénière, le 23 juillet 2021, le Conseil économique et social a adopté l'ordre du jour provisoire de sa session de 2022[20].

2022/301. Responsabilités particulières des membres du Bureau du Conseil économique et social pour la session de 2022

À sa 3e séance plénière, le 1er novembre 2021, le Conseil économique et social a décidé que les responsabilités particulières de son bureau pour la session de 2022 seraient les suivantes : le Président, Collen Vixen KELAPILE (Botswana), serait chargé d'animer le débat de haut niveau, le forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil, le forum sur le suivi du financement du développement, la réunion spéciale sur la coopération internationale en matière fiscale, ainsi que toutes réunions conjointes et tous autres forums et réunions spéciales qui pourraient être convoqués en cas de besoin ; la vice-présidente ou le vice-président qui serait élu parmi les représentants des États d'Asie et du Pacifique dirigerait le débat consacré aux questions de coordination ; le Vice-Président, Jukka SALOVAARA (Finlande), dirigerait le débat consacré aux activités opérationnelles de développement ; le Vice-Président, Diego PARY RODRÍGUEZ (État plurinational de Bolivie), dirigerait le débat consacré aux affaires humanitaires ; la Vice-Présidente, Lachezara STOEVA (Bulgarie), serait responsable des réunions de gestion, notamment des élections visant à pourvoir les sièges vacants au sein des organes subsidiaires du Conseil et des organes apparentés.

2022/302. Modification des dates du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social à sa session de 2022

À sa 3e séance plénière, le 1er novembre 2021, le Conseil économique et social a décidé de modifier les dates du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous ses auspices, et a décidé que celui-ci se tiendrait du 5 au 7 et du 11 au 15 juillet 2022.

2022/303. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement, demandes de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales

À sa 3e séance plénière, le 1er novembre 2021, le Conseil économique et social :

a) a décidé d'accorder le statut consultatif spécial aux 264 organisations non gouvernementales ci-après :

A Chance in Life, Inc.
Achievers Mission Foundation
Action contre les violations des droits des personnes vulnérables
Action pour le développement du Sahel (ADESA)
Adhyatma Vigyan Satsang Kendra, Jodhpur
Adivasi Yuva Seva Sangh
Africa Women Innovation and Entrepreneurship Forum
Africa-Europe Diaspora Development Platform
African Heritage Women in Education and Empowerment
African Sisters Education Collaborative
Ajemalebu Self Help (AJESH)

[20] E/2022/1.

Al Gora Community Development Association
Al-Shafa'a Humanitarian Organization
All-Ukrainian Charitable Organization « All-Ukrainian Network of People Living with HIV/AIDS »
Asia-Pacific Entrepreneur Associate Chamber of Commerce
Asociación Cultural para el Desarrollo Integral (ACDI)
Asociación Latinoamericana para los Derechos Humanos
Associação dos Agentes de Saúde do Estado da Bahia
Association des 3 hérissons
Association espoir pour les jeunes Batwa/Hope for Youth Batwa
Association femmes leadership et développement durable (AFLED)
Association for Solidarity with Asylum Seekers and Migrants
Association of Disabled People of Uzbekistan
Association of Iranian Short-Statured Adults
Association pour le développement économique et social du Lac (ADESOL)
Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
Association voix libres
ASTM International
Australasian Explosives Industry Safety Group, Incorporated
Autonomous Non-Profit Organization for Promoting the Implementation of Education, Science and Culture Programs « Academic Mobility Center »
Awtad Organization for Combating Corruption
Bangladesh American Society of Muslim Aid for Humanity, Inc.
Batonga Foundation
Belady US: An Island for Humanity
Bella Foundation for Child and Maternal Care
Betty Anyanwu-Akeredolu Foundation
Bishop Dennis Ng Victory Ministries Foundation, Limited
Calvary Foundation International
Campaign for Tobacco-Free Kids
Campus Salute, ONLUS
Canadian Women's Foundation/Fondation canadienne des femmes
Cecilia Nkemakolam Foundation
Centre for Rights Education and Awareness (CREAW)
Centro Studi ed Iniziative Culturali « Pio La Torre»
Cercle d'action pour le développement des personnes handicapées, enfants et femmes – international
Children of War Foundation
China Chamber of International Commerce
Citizen Outreach Coalition
Coalition des volontaires pour la paix et le développement
Commonwealth Association of Architects
Community Economic and Environmental Rights Initiative
Conflict Dynamics International, Inc.
Convention pour le bien-être social
Coordination africaine des droits de l'homme pour les armées (CADHA)
Cosmos Ndukwe Foundation
Croissant vert Sénégal
Dels Foundation
Denis Miki Foundation
Development Assistance International, Inc.
Development Educational Foundation – Ghana
Dimdim Humanitarian Relief Foundation
Divine Act Charitable Trust
Dr. Denis Mukwege Foundation
Dr. Vivian Uduehi Medical Foundation, Limited by Guarantee
Dynamique Gender, ONGD international

El Hak Foundation for Freedom of Expression and Human Rights
Elternkreis Wien, Verein zur Förderung der Selbsthilfe für Angehörige von Suchtkranken
Emerging Leaders for Clean Energy/Leaders émergents pour l'énergie propre
Eminence Associates for Social Development
Emirates Motorsport Organization
Emma & Grace Education Foundation
Entrepreneurs Council of India
Environmental and Rural Mediation Center
Etihad Peace Minorities Welfare Foundation
Europäisch-Arabische Initiative für Wiederaufbau und Entwicklung (kurz EARD)/European-Arab Initiative for Reconstruction and Development (EARD)
Europe and Central Asia Comparative Education Society, Non-Profit Organization
Every Casualty Worldwide
FABE International Foundation
Faithful Path International Ministries
Family Health Options Kenya
Fédération des organisations non gouvernementales au Togo (FONGTO)
Fédération européenne des emplois de la famille
Fédération internationale des véhicules anciens
Feekr Organization for Dialogue and Human Rights Defense
Fin de la Esclavitud, Asociación Civil
Fondation Durane
Fonds pour les femmes congolaises
Force juvénile pour un avenir rassurant
Forsports Foundation
Forum des femmes autochtones du Cameroun (FFAC)
Forum for Women, Law and Development
Freedom for Immigrants
Friends of the Danbury Museum & Historical Society Authority, Inc.
Fundación Bancaria Caixa d'Estalvis i Pensions de Barcelona, « la Caixa »
Fundación MarViva
Fundación para la Promoción de los Derechos de Accesibilidad y Visibilidad – Visibilia
Fundación Sonrisas de Bombay
Gambia House
GIN-SSOGIE, NPC
Girl Vow, Inc.
Glimmer of Hope Organization
Global Alliance of SMEs, Inc.
Global Center on Cooperative Security, Inc.
Global Confederation for Promotion and Development, Inc.
Global Fishing Watch, Inc.
Global Integrated Education Volunteers Association
Global Interactions, Inc.
Global Peace and Development Association
Grae Matta Foundation
Green Earth Organization
Green Mentoring and Solutions, Private Limited
Home Makers Women Development Initiative
Hope for a Better Future (H4BF)
Human Rights and Grassroots Development Society
Human Rights for All, Pty Limited
Human Rights Solidarity Organization
ICV Group, Inc.
Independent International Legal Advocates
Indigenous Advanced Education and Skills Council

Indigenous Movement for Peace Advancement and Conflict Transformation Registered Trustees (IMPACT)
Institute of Leadership and Development
International Association of Geophysical Contractors
International Coalition of Fisheries Associations, Inc.
International Communities Organisation, Limited
International Disability and Development Consortium
International Foundation Witnesses of Ashoora
International Medical Corps
International Medical Crisis Response Alliance, Direct Operation
International Silambam Committee
International Women's Development Agency, Inc.
Iranian Anti-Tobacco Association
Iraqi Journalists' Rights Defense Association
Jeju Olle Foundation
Jeunesse et emplois verts pour une économie verte
Judicial Administrative Drug Rehabilitation Association of China
Justice & Rights Initiative
Korean Disability Forum
Krida Vikas Sanstha, Nagpur
Last Mile Health
LG Electronics Union
Liberty and Rights Advocacy Organisation
Mac-Jim Foundation
Machshava Tova
Madinaty
Male Champions of Change, Limited
Medical Support Association for Underprivileged Iranian Patients
Men End FGM Foundation
MenEngage Global Alliance
Merry Year International
Michael and Francisca Foundation
Ministère de l'évangile pour tous – Centres évangéliques inter viens et vois
Moon Village Association (MVA)
mothers2mothers South Africa, Association Incorporated under Section 21
Nadam Foundation
National Association of Seadogs
National Campaign for Sustainable Development Nepal
National Foundation for Development and Humanitarian Response
National Ocean Policy Coalition
National Peace Corps Association
New Barrackpore Samaj Bandhu Welfare Organization
Niger Delta Womens Forum, Limited by Guarantee
No Food Waste
North America Photography Association
Observatoire de gestion de la formation et administration scolaire
Observatorio Mexicano de Derechos Humanos, AC
Omonijuku Foundation
Onelife Initiative for Human Development
Organisation européenne non gouvernementale des sports (ENGSO)
Orr Shalom for Children and Youth at Risk, Ltd., PBC
Our Lady of Perpetual Help Initiative
Pan African Girl Child Education Foundation
Pan American Union of Engineers (UPADI)
Parents' Union On Net
Pastoralist Child Foundation, Inc.

Peace and Conflict Science Institute (PACS Institute)
Peace Track Initiative
Persatuan Pakatan Berintegriti Sabah/Sabah Integrity Alliance Association (SINAR)
Pesticide Action Network India
Physicians for Responsible Opioid Prescribing, Inc.
Places for People Group, Limited
Plant Trust
Plateforme océan et climat
Population Matters
Poverty Reduction Initiative
Prime Diamond Initiative for Community Health
Prime Initiative for Green Development
Proactive Gender Initiatives
Progetto Alfa Cultural Association
Protsahan India Foundation
Public Association « Green Crescent Society »
Public Association « Zhasylai »
Public Interest Incorporated Foundation « The Foundation for Global Children »
Purposeful Productions
Rawsam Human Development Center
Red Solidaria Década contra la Impunidad, AC
Regis Jesuit High School Corporation
Rescue Mission for Street Life, Limited by Guarantee
Réseau d'association de ma ville
Réseau des femmes pour les droits environnementaux au Mali
RET Germany, eV
Rwanga Foundation (RF)
SAF-Teso
Safe Care Trust International
SAFE Coalition for Human Rights
Sanya Public Diplomacy Institute
Sargakshetra Charitable Trust
Shaanxi Patriotic Volunteer Association
Shree Maruti Gram Vikash Trust
Sierra Leone Autistic Society
Sınırlı Sorumlu Kalkınma Atölyesi Bilim, Kültür, Eğitim, Araştırma, Uygulama, Üretim ve İşletme Kooperatifi
Society for Cognition of Science and Art for Quality Welfare, Sustenance, Livelihood and Economic Development of the Poor (SCOSAQ)
Society without Violence, Non-Governmental Organization
Solidarité des jeunes filles pour l'éducation et l'intégration socioprofessionnelle (SOJFEP)
Solidarity Health Foundation (SHF-CIG)
Southeast Asia Sexual Orientation, Gender Identity and Expression Caucus, Inc. (ASC)
Spoon Foundation
Spreeha Bangladesh Foundation
Stichting Women's Initiatives for Gender Justice
Sudanese Green Crescent Society (SGCS)
Sugur Development Agency, an Indigenous NGO (SDA)
Talklove Africa Foundation
Technology Motivation Empowerment Organization
Teere
Telluride Flights Worldwide Children's Relief Fund
The Amal Alliance, Inc.
The Bridge Foundation for Youth Leadership
The Elders Foundation
The Environmental Association for Universities and Colleges

The Green Hat International, NPO
The HALO Trust
The Individual Initiative for Human Rights
The International Humanitarian Society for Development without Borders
The Volunteer Connection
The World Community Service Centre
Themis – Gender, Justice and Human Rights
Tripla Difesa Onlus Guardie – Sicurezza Sociale e Ecozoofila
Union Nations Federation
United World against Diabetes
Universal Versatile Society Nagathana, Ta./Dist.: Washim
Value Health Africa
Vision International for Needed Children, Inc.
Vision mondiale de la santé (VIM'S)
Vision Spring Initiatives, Ltd./Gte.
Volunteer Partnerships for West Africa
Walking in Solidarity Group
Wedad International Foundation
WO=MEN – Dutch Gender Platform
Women Access to Relief and Development Actions
Women against Violence and Exploitation Foundation
Women for a Change, Cameroon
Women for Peace and Democracy – Nepal
Women in Distress Organisation
Women's Centers International
WomenOne, Ltd.
World Association for Sexual Health
World Eco-Design Conference
World Fund for Development and Planning (WFDP)
World LPG Association
World Vision National Research and Resource Management, Nepal
Your Hope Line
Youth Alive Foundation
Youth Leaders Foundation
Youth Parliament for SDG
Zeleni Polumjesec (Green Crescent)

b) a noté que le Comité chargé des organisations non gouvernementales avait décidé de prendre acte du changement de nom des sept organisations non gouvernementales suivantes :

Canterbury Business Association, Incorporated (statut consultatif spécial, 2015) en Canterbury & New Zealand Business Association, Incorporated

Foundation for Preventing Youth Violence (FPYV) (statut consultatif spécial, 2009) en The Blue Tree Foundation

Foundation for the Child and the Family (statut consultatif spécial, 2004) en Marianna V. Vardinoyannis Foundation

Gain International (statut consultatif spécial, 2016) en Unto, Inc.

Hope for Education (statut consultatif spécial, 2017) en Campus Watch

Observatoire international pour la non violence – Communes des nations pour la paix (statut consultatif spécial, 2014) en Observatoire international – communes des nations pour la paix pour le développement en commun des communes pour la non-violence section anti-terroriste

UNESCO Centre of Catalonia (statut consultatif spécial, 2007) en Associació CATESCO/Catalonia for Education, Science and Culture Organization

c) a également noté que le Comité chargé des organisations non gouvernementales avait décidé de prendre acte des rapports quadriennaux présentés par les 323 organisations non gouvernementales ci-après[21] :

Abantu for Development /People for Development (2015-2018)
Academy of Mining Sciences
Action communautaire femme et enfant
Action jeunesse pour le développement
Action pour la protection des droits de l'homme en Mauritanie
Action pour le développement humain au Congo
Africa culture internationale
Africa Unite
African Aid Organization
African British Returnees International, Ltd. (2015-2018)
African Development Association
African Women's Development & Communication Network (FEMNET)
Agence de développement économique et culturel Nord-Sud
Agence pour le développement intégré au Congo
Agency for Health and Food Security
Aging Research Center
Al Manarah – Association for Arab Persons with Disabilities
Alan Guttmacher Institute
All India Christian Council
Alliance for Africa, Ltd./Gte.
Alliance globale contre les mutilations génitales féminines
Anaja – l'Éternel a répondu
Apne Aap Women World Wide (India) Trust
Arab Commission for Human Rights
Arab Penal Reform Organization
Ariel Foundation International
Asia Indigenous Peoples Pact
Asociación Civil Hecho por Nosotros
Asociación de Federaciones y Asociaciones de Empresarias del Mediterráneo (2015-2018)
Association Bharathi centre culturel franco-tamoul
Association de l'intervention pour les mères
Association des étudiants tamouls de France
Association des jeunes engagés pour l'action humanitaire (AJEAH)
Association des jeunes pour l'agriculture du Mali
Association du développement et de la promotion des droits de l'homme
Association Dunenyo
Association Elmostakbell pour le développement
Association for Reproductive and Family Health (ARFH) (2015-2018)
Association for Social and Environmental Development
Association for the Prevention of Torture
Association Genèse
Association « Graines de paix »
Association internationale de la libre pensée
Association internationale pour l'égalité des femmes
Association locale pour le développement intégral
Association malienne de savoir construire (AMSC)
Association mauritanienne pour la promotion des droits de l'homme
Association nationale de promotion et de protection des droits de l'homme
Association of Global South Studies (AGSS) (2015-2018)

[21] Les rapports concernent la période 2016-2019, sauf indication contraire entre parenthèses.

Association of Iranian Jurists Defending Human Rights
Association of War-Affected Women (2015-2018)
Association of World Reindeer Herders (2015-2018)
Association on American Indian Affairs, Inc.
Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi
Association pour le développement humain en Mauritanie
Association Saemaul Undong Burundi
Association togolaise « Femmes et sida » (ATFS)
Association « Un enfant un cartable » du Burkina Faso
Associazione Bambini Senza Sbarre, ONLUS
Athletes United for Peace (2015-2018)
Baltic Sea Forum, eV
Beautiful Mind
Belgrade Centre for Human Rights (2015-2018)
Bridge to Türkiye
Bunyad Literacy Community Council (2015-2018)
Bureau pour la croissance intégrale et la dignité de l'enfant
Carter Center, Inc.
Católicas por el Derecho a Decidir (2009-2012)
Center for Development of Civil Society (2014-2017)
Center for Family Studies
Center for International Human Rights
Centre for Social Research
Centro UNESCO de Donostia-San Sebastián
Cercle de recherche sur les droits et les devoirs de la personne humaine
Cesvi Fondazione
Chabad – International Jewish Educational and Cultural Network
Chamber of Computer Logistics People Worldwide
Change Human's Life
Chicago TASC, Inc.
Children of China Pediatrics Foundation, PSC
China Green Foundation (2015-2018)
Christian Associations of Italian Laborers (USA), Inc. (ACLI)
Christian Conference of Asia
CityNet: Regional Network of Local Authorities for the Management of Human Settlements (2015-2018)
College of the Atlantic
Comité/Club UNESCO universitaire pour la lutte contre la drogue et les autres pandémies (CLUCOD)
Commission of the Churches on International Affairs of the World Council of Churches
Community Anti-Drug Coalitions of America (CADCA) (2015-2018)
Compagnons d'action pour le développement familial
Confederación Latinoamericana de Cooperativas de Ahorro y Crédito (2015-2018)
Congress of Aboriginal Peoples
Coordination française du lobby européen des femmes
Corporación Excelencia en la Justicia
Corps de réflexion et de planification pour l'utilité sociale (CORPUS)
Council for International Development (2015-2018)
« Coup de pousse » Chaîne de l'espoir Nord-Sud (CDP-CENS)
Covenant House (2015-2018)
Covenant International University and Seminary, Inc.
David M. Kennedy Center for International Studies (2015-2018)
Dayemi Foundation
Days for Girls International
Development and Relief Foundation
Digital Opportunity Trust
Droit à l'énergie SOS futur

Dutch Council for Refugees/VluchtelingenWerk Nederland
Earth Charter Associates, Ltd.
Earth Day Network, Inc.
East Eagle Foundation
Eastern African Sub-Regional Support Initiative for the Advancement of Women
Ensemble contre la peine de mort
Environic Foundation International
Environmental Development Action in the Third World
Euromontana – European Association for Mountain Areas (2015-2018)
European Centre for Law and Justice/Centre européen pour le droit, la justice et les droits de l'homme (2015-2018)
Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos
Federación Estatal de Lesbianas, Gays, Transexuales y Bisexuales (FELGT)/Lesbian, Gay, Transgender and Bisexual State Federation
FESTHES « Festival pour la santé »
Fondation des œuvres pour la solidarité et le bien-être social, ONG (FOSBES)
Fondation Ngangambi
Fondation Ostad Elahi : éthique et solidarité humaine
Fondazione GEM
Fondazione Giovanni e Francesca Falcone/Giovanni e Francesca Falcone Foundation
Fondazione Rosselli
Food & Water Watch
FORUT – Solidaritetsaksjon for Utvikling
Foundation ECPAT International (End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking in Children for Sexual Purposes)
Foundation for Human Horizon
Foundation for Human Rights and Freedoms and Humanitarian Relief
Foundation for Subjective Experience and Research
France volontaires
Frontline AIDS, Ltd.
Fundación BBVA para las Microfinanzas
Fundación Instituto Psicopedagógico Uruguayo
Fundación Lobbying Social
Fundamental Human Rights & Rural Development Association
General Research Institute on the Convention on the Rights of the Child
Global Action on Aging (2015-2018)
Global Alliance for Improved Nutrition
Global Eco-Village Network
Global Health Foundation
Global Policy Forum
Globe Aware
Grupo Ecológico Sierra Gorda, IAP
Health and Environment Program (HEP)
Hong Kong Federation of Women
Housing Works, Inc.
ICW Global: Comunidad Internacional de Mujeres viviendo con VIH-SIDA, Asociación Civil
Ideosync Media Combine
IDP Foundation, Inc.
Impact for Change and Development, Limited by Guarantee
Indian Development Foundation
Initiative d'opposition contre les discours extrémistes
Initiative féministe euroméditerranéenne (IFE-EFI)
Institut Jules-Destrée
Institute for Multicultural Communications, Cooperation and Development, Inc.
Institute for the Development in Education, Arts and Leisure

Institute of International Social Development
Institute of Noahide Code (2015-2018)
Institute of Social Studies Trust
Instituto Igarapé
Inter-American Statistical Institute
Intercambios, Asociación Civil
Intercontinental Network for the Promotion of the Social Solidarity Economy
International Alliance of Patients' Organizations (2014-2017)
International Association against Painful Experiments on Animals
International Association for Media and Communication Research
International Association of Homes and Services for the Ageing (2015-2018)
International Association of Penal Law
International Commission of Catholic Prison Pastoral Care
International Confederation for Family Support (2015-2018)
International Council on Alcohol and Addictions
International Council on Social Welfare
International Electrotechnical Commission
International Federation for Housing and Planning (2015-2018)
International Federation of Action by Christians for the Abolition of Torture (ACAT) (2015-2018)
International Federation of Beekeepers' Associations
International Institute of Humanitarian Law (2015-2018)
International Lactation Consultant Association
International Muslim Women's Union (2015-2018)
International Organization for Promoting Public Diplomacy, Science, Education and Youth Cooperation « Eurasian Commonwealth »
International Organization for Victim Assistance
International Planned Parenthood Federation (East and South-East Asia and Oceania region) (IPPF ESEAOR) (2015-2018)
International Press Institute (2013-2016)
International Radio Emergency Support Coalition (IRESC)
International Rehabilitation Council for Torture Victims
International Risk Governance Council (IRGC)
International Thai Foundation, Ltd. (2015-2018)
International Veterinary Students Association (IVSA) (2015-2018)
Inter-Press Service International Association (2015-2018)
Isät lasten asialla, ry
Islamic Human Rights Commission (2015-2018)
Islamic Women's Institute of Iran
Jammu and Kashmir Council for Human Rights (JKCHR) (2013-2016)
Jeunesse horizon
Juristes pour l'enfance
Kenya Alliance for the Advancement of Children
Kindernothilfe/Help for Children in Need
Korea Green Foundation (2015-2018)
L'observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie (2015-2018)
La manif pour tous
LDC Watch
Le conseil des jeunes congolais de l'étranger (CJCE)
Lebanese Welfare Association for the Handicapped
Les enfants de Frankie
Life Ethics Educational Association (2015-2018)
Luxembourg Income Study
Manavata
Martial Arts Academy
Match International Centre

Médecins sans frontières (international) (2012-2015)
Medico International (2014-2017)
Mother Child Education Foundation
Mouvement des jeunes pour le réveil et le développement
Mouvement international d'apostolate des milieux sociaux indépendants
Muhammadiyah Association (2015-2018)
Mukono Multi-Purpose Youth Organisation
National Council of Women in Great Britain
National Right to Life Educational Trust Fund (2015-2018)
National Union of the Association of Protection of Motherhood, Childhood and Families (2015-2018)
Nature Conservancy
New Generation in Action
NGO Coordination post Beijing Switzerland
NGO Sustainability, Inc.
Ngoma Club
Nigeria Model United Nations Society
Norwegian Refugee Council
ONG ACHE Internacional
Observatorio Mexicano de la Crisis, Asociación Civil
Odhikar: Coalition for Human Rights
Open Data Watch, Inc.
Ordre des avocats à la Cour de Paris
Organisation camerounaise pour la protection de l'arbre
Organisation mondiale des experts-conseils arbitres
Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale (OCAPROCE internationale)
Organisation technique européenne du pneumatique et de la jante, ADF
Organizzazione Mondiale degli Agricoltori (2015-2018)
Partnership for Human Rights
Partnership for Indigenous Peoples Environment
Partnership for Justice, Ltd./Gte.
Peace Education Foundation
Peace Parks Foundation
PFI Foundation
Plateforme pour le développement durable des Caraïbes (PLAC 21)
Population Connection
Population Council
Prison Fellowship International (2015-2018)
Profesionales por la Ética
Profugo
Promotion du développement économique et social (PDES)
Public Fund « Medialife »
Public Health Institute
Redemption Research for Health and Educational Development Society
Redress Trust (2011-2014)
Regroupement des jeunes africains pour la démocratie et le développement – section Togo
Relief International
Research Centre for Feminist Action/Centro de Investigación para la Acción Femenina (CIPAF)
Réseau européen pour l'égalité des langues
Réseau unité pour le développement de Mauritanie
RESO-Femmes
Rural Development Organization
Seventh-day Adventist Church in Canada
Shoq Te Ndryshem & Te Barabarte
Simon Wiesenthal Center (2015-2018)

Sino-American Cultural Council, Inc.
Sister to Sister International
Smile Foundation
Society for Development and Community Empowerment (2015-2018)
Society for the Protection of the Rights of the Child
Sodalitas – Association for the Development of Entrepreneurship in Civil Society (2015-2018)
Solidarité agissante pour le développement familial (SADF)
Sonke Gender Justice Network (2015-2018
Sri Ramanuja Mission Trust
Stichting Confederation of European Maritime Technology Societies
Stichting Global Reporting Initiative
Stichting HealthNet International – Transcultural Psychosocial Organization
Stichting International Center for Ethnobotanical Education, Research & Service
Stichting Soham Baba Mission
Stiftung Brot für Alle
Sveriges Kvinnolobby
Swisscontact, Schweizerische Stiftung für technische Entwicklungszusammenarbeit
Temple of Understanding (2011-2014)
The Bread of Life Development Foundation
The Peacemaker Corps Foundation
The Salamander Trust
The Sasakawa Peace Foundation
Tlachinollan: Grupo de Apoyo a los Pueblos Indios de la Montaña
Tort for Torture Victims Centre (TTVC)
Tour opération et initiatives
Tourner la page
Transparency International (2015-2018)
Trennungsväter, eV (2015-2018)
Turkish Economic and Social Studies Foundation (2015-2018)
Turkish Foundation for Combating Soil Erosion, for Reforestation and the Protection of Natural Habitats (TEMA Foundation)
Umut Foundation
Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires
Universalis Matter
Unnayan Onneshan
VDE Prüf – und Zertifizierungsinstitut, GmbH
Victim Support Europe (2015-2018)
Victorious Youths Movement (2015-2018)
Vie montante international (VMI)
Vikash
Vision GRAM-International
Voice of Change International
VR Foundation, Inc.
WASH United, gGmbH (2015-2018)
Wild Migration, Limited
Women Advocates Research and Documentation Center (2015-2018)
Women and Children First UK
World Association for Supported Employment
World Childhood Foundation, Inc.
World Conference of Religions for Peace (2015-2018)
World Futures Studies Federation (2015-2018)
World Space Week Association
World Veterans Federation
World Vision International
World Wide Web Foundation

Worldwide Organization for Women (2015-2018)
Young Professionals Forum
Youth Organisations for Drug Action
Youth Service America
Yugoslav Youth Association against AIDS: Youth of JAZAS
Zaka Rescue and Recovery

d) a en outre noté que les organisations non gouvernementales ci-après avaient retiré leur demande d'admission au statut consultatif : Democracy Reporting International, gGmbH et Arab Program for Human Rights Activists ;

e) a décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 65 organisations ci-après, qui n'avaient pas répondu aux questions posées par le Comité chargé des organisations non gouvernementales malgré trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

Advocacy, Research, Training and Services Foundation (ARTS Foundation)
Al-Mada Organization for Development and Strategic Studies
Al-Rafah – Welfare Association in Kafr Bara, RA
Anti-Corruption Foundation
Asamblea Permanente por los Derechos Humanos – La Matanza
Association assalam pour le développement social
Association pour la promotion des droits humains (APDH)
Baloch Voice Association
Beijing Volunteer Service Federation
Canadian Human Rights International Organization (CHRIO)
Central Board of Computer & Technical Education
Centre for Environmental Justice, Limited by Guarantee
Child Foundation (USA)
Congrès national des Arméniens occidentaux (CNAO)
Drug Free Pakistan Foundation
Engraced Royale International Foundation
Ensar Vakfı
French Refugee Council
Green Voice International
Harvard International Relations Council, Inc.
Hugh O'Brian Youth Leadership
Institute of Rural Management
International Child Rights Center
International Commission on Violence against Women and Girls, Inc.
International Economic Organization World Distribution Federation (WDF)
International Organisation to Preserve Human Rights, Ltd.
Internet sans frontières
Justice Foundation for Development & Human Rights
Kaarvan Crafts Foundation
Kurdistan Institute for Human Rights
Le collectif de la paix au Sri Lanka
Lebanon Support
Les femmes Michif Otipemisiwak
MAA International, Ltd.
Médecins du monde/Dokters van de Wereld
National Agro Foundation
National Youth Organization of Pakistan, Inc.
Objective – TV and Broadcasting Company
Palestinian Working Woman Society for Development/Al-Mar'a Al-Amelah Al-Felstinia Lel-Tanmia
Penny Appeal
PowHer New York, Inc.

Rahma Relief Foundation
Réseau des droits humains du Kurdistan (RDHK)/Kurdistan Human Rights Network (KHRN)
RET Americas, Inc.
Senaapathy Kangayam Cattle Research Foundation
Serve Happiness Foundation
Sex & Samfund
Sheikha Al Thani for Underprivileged Children
Shurat HaDin, RA
Sinergia
Skills and Empowerment Foundation
Society of Social Psychiatry and Mental Health
Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral
Solidarités international
Sri Lanka Press Institute
Tax Justice Network
The Global Initiative to End all Corporal Punishment of Children, Limited
The Institute for Zionist Strategies, RA
The YP Foundation
Together for Girls, Inc.
Turan Information Agency, Limited Liability Company
United National Organization of Human Rights
United Sikhs
Women of Vision
Youth of United Nations Association of Tanzania

f) a également décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, la demande de reclassement présentée par Widows for Peace through Democracy.

2022/304. Retrait du statut consultatif de neuf organisations non gouvernementales

À sa 3e séance plénière, le 1er novembre 2021, le Conseil économique et social a décidé de retirer le statut consultatif aux neuf organisations non gouvernementales suivantes :

Al-Birr & Al-Tawasul Organization
Al Zubair Charity Foundation
Global Health Foundation
International Peace and Development Organization
Ma'arij Foundation for Peace and Development
Sanad Charity Foundation
Society Studies Centre « MADA » (« MADA » SSC)
Sudanese Women General Union
Women Research Center

2022/305. Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social

À sa 3e séance plénière, le 1er novembre 2021, le Conseil économique et social a décidé, en application de sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, de suspendre immédiatement, pour une durée d'une année, le statut consultatif des 219 organisations non gouvernementales ci-après, et a prié le Secrétaire général d'en aviser les intéressées :

Abiodun Adebayo Welfare Foundation
Acclaim Otago, Incorporated
Action on Disability and Development
Africa Child Policy Forum
African Association of Remote Sensing of the Environment
African Australian Network Limited

African Canadian Legal Clinic
Agency for Cooperation and Research in Development (ACORD)
Agricultural Missions, Inc.
Aid for AIDS International, Inc.
Airline Ambassadors International, Inc.
Al Zubair Charity Foundation[22]
Albert B. Sabin Vaccine Institute, Inc.
Alliance nationale des consommateurs et de l'environnement (ANCE)
American Arabic Academy of Science and technology, LLC
American Association of University Women
American Middle East Christians Congress
Amizade, Ltd.
Art of Living Foundation
Asia Pacific Alliance for Disaster Management
Asian Disaster Preparedness Center
Asian Forum of Parliamentarians on Population and Development
Asociación Hispano-Nigeriana para el Desarrollo Industrial y Comercial
Asociación Mujeres Unidas para el Microcrédito
Asociaţia Obştească « Centrul Ecologic – Recuperare, Reciclare,Reintegrare »
Assemblea delle Donne per lo Sviluppo e la Lotta contro l'Esclusione Sociale (ASDO)
Associação Alfabetização Solidária
Association aide aux femmes et enfants
Association jeunesse action developpement
Association Norlha
Association of Pacific Rim Universities
Association pour le développement de la société civile angolaise (ADSCA)
Association tunisienne des droits de l'enfant
Bakhter Development Network (BDN)
Bangladesh Friendship Education Society
Bharat Sevashram Sangha
« Böyük İpək Yolu » Beynəlxalq Gənclər İttifaqı
Canadian Federation of Agriculture
Canterbury Refugee Council, Inc.
Captive Daughters
Catholic Medical Mission Board, Inc.
Center for Women's Global Leadership
Centre d'accompagnement des filles désœuvrées
Centre for Advanced Study on Courts and Tribunals
Centro UNESCO di Firenze
Centrul de Resurse Juridice
Chamber of Commerce, Industry and Production of the Argentine Republic
Chibuzor Human Resource Development Organization
Children International
Climate Action Network Association, eV
Climate Change Excellence Africa (Climate XL Africa)
Climate Institute
Community Centred Conservation (C3)
CCS Disability Action, Incorporated
Démocratie dans le monde (DDM)
Development Promotion Group
Diversity Living Services

[22] Le Conseil a également décidé, sur la recommandation du Comité chargé des organisations non gouvernementales, de retirer le statut consultatif à cette organisation (voir décision 2022/304).

Ecoagriculture International, Inc.
Egyptian AIDS Society
Engineers without Borders – USA, Inc.
ERGO – Európai Regionális Szervezet
ESIB – The National Union of Students in Europe
Fédération internationale des organisations de donneurs de sang
Fondation connaissance et Liberté/Fondasyon Konesans ak Libète
Fondation Monseigneur Emmanuel Kataliko
Fondation One Drop/One Drop Foundation
Fondation Tamukwidi Matiti Donatien
Fonds pour le développement énergétique durable
Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (FORIM)
Forum européen pour les Roms et les gens du voyage (FERV)
Foundation for Sustainable Development
Fountain House, Inc.
France terre d'asile
Franklyn Town Community Development Project, Limited
Frathekk Foundation, Common Initiative Group (FRAFO-CIG)
FreeMuslim Association, Inc.
Fundación Avina
Fundación Grupo Sólido para la Promoción de los Valores
Geneva Infant Feeding Association
Global 2000 International
Global Energy Initiative, Inc.
Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction
Global Social Observatory
Global Sourcing Council, Inc.
Global Workers Justice Alliance
Güçsüzler Yurdu Sakinleri Koruma Yardımlaşma Dayanışma Eğitim ve Kültür Derneği
HackerNest
Humanic Relief – Menschen Hilfswerk
Hunter College Center for Community and Urban Health
IDEAS Centre
Indian Trust for Rural Heritage and Development
Indigenous Information Network
Initiative for Environment, Health and Social Development
Innovation: Africa
Institute for Agriculture and Trade Policy
Institute for Interreligious Dialogue
Instituto Internacional de Ciencias Politicas (IICP-IISP)
International Circle of Faith Chaplaincy Corps, Ltd./Gte.
International Council on Clean Transportation, Inc.
International Federation of Multimedia Associations
International Institute for Human Rights, Environment and Development
International Planned Parenthood Federation (South Asia region)
International Police Association
International Youth Hostel Federation
Isis – International Women's Information and Communication Service
Islamic Relief USA
Islands First, Inc.
Ius Primi Viri International Association
Japan Association for Refugees
JCall – European Jewish Call for Reason
Jeevan Jyothi Charitable Trust
Joan B. Kroc Institute for Peace & Justice

Karna-Subarna Welfare Society
Kaushalya Gramodyog Sansthan
Kehitysyhteistyöjärjestöjen EU-yhdistys, ry (KEHYS)/EU-plattformen för finländska biständsorganisationer, rf (KEHYS)
Kerman Raad
Klumpfußprojekt Mali – ein Verein zur Klumpfußbekämpfung in Mali, Westafrika
Korean Assembly for Reunion of Ten Million Separated Families
Kuwaiti Association for Learning Differences
Latin American Mining Monitoring Programme
Lawyers without Borders
Local Action Organization
Los Angeles Community Action Network
Malankara Social Service Society
Mali Rising Foundation
Médecins du monde (international)
Message Welfare Society
Microclinic International
Missing Children Global Network, Inc.
Mission des sociétés d'assurances pour la connaissance et la prévention des risques naturels
Mosquitia Asla Takanka (MASTA)/Unidad de la Mosquitia
Mother Care Foundation NGO (MOCAF)
Mountain Institute
Mountain Women Development Organization (MWDO)
Mundo sin Guerras
Municipal Art Society of New York
My Chosen Vessels, Inc.
Narayan Sewa Sansthan, Inc.
National Advocates for Pregnant Women, Inc.
National Association of Negro Business and Professional Women's Clubs, Inc.
National Centre for Sustainable Development
National Coalition against Racial Discrimination
National Council of Social Welfare
National Educational, Social and Traditional Knowledge Foundation (NESTFoundation)
National Engineers Week Foundation
Nesakkarangal Charitable Trust
Ngamiland Council of Non-Governmental Organisations
NGO Coordination Committee for Iraq (NCCI)
NGO Health Committee, Inc.
Nimbus Foundation
ONG Aesadev Togo
Pacific Disability Forum
Painted Children UK, Limited
Palestine Sports for Life
Palestinian Center for Development and Media Freedoms « MADA »
Pan European Forest Certification Council
Partnership for Global Justice
Partnership Opportunities for Women Empowerment Realization, Ltd./Gte.
People with Disabilities Uganda
Phamous Vision
Plan International (UK)
Porini Welfare Association
Press Council
Project One, Inc.
Promotion des Yaelima de Dekese
Rainy River District Women's Shelter of Hope

Reality of Aid Network
Red de Educación Popular entre Mujeres (REPEM)
Rehab Group
Restoration and Healing
Right to Play
Rural Development Foundation Global, Ltd.
Sakyadhita
Sanad Charity Foundation[23]
Saratoga Foundation for Women Worldwide, Inc.
Service for Peace, Inc.
Shah Maqeem Trust
Shah Satnam Ji Green-S Welfare Force Wing
Singapore Institute of International Affairs
Société coopérative des agriculteurs du Cameroun – AGRIPO
Society Studies Centre « MADA » (« MADA » SSC)[24]
Somali Women Civil War Survivors
Sudan Council of Voluntary Agencies (SCOVA)
Sudanese Organization for Combating Violence against Women & Child (SAO)
SustainUS, Inc.
Talented Girl Students Trust (TGST)
The Children's Investment Fund Foundation (UK)
The International Alliance of Carer Organizations, Incorporated
The Iraqi Society for Emergency Medicine
The MILLA Project, Inc.
The National YWCA of Korea
The Sindh Graduates Association
True Worth Foundation
Unión Latinoamericana de Ciegos
Universal Networking Digital Language Foundation
University of Michigan
US Green Building Council, Inc.
US Human Rights Network, Inc.
US Women Connect
USA Mali Charitable Association of NYC
US-Africa Synergy, Inc.
USC Canada
Victims of Crisis Aid Society
Volontari nel Mondo – FOCSIV
Wahine Maori Queensland, Inc.
WASH Network (SL)
Women Deliver, Inc.
Women's Forum Fighting against the Violence on Women/Stree Atyachar Virodhi Parishad
Woods Hole Research Center
World Education Foundation (WE Foundation)
World Family Organization
World Heart Federation
World Hunger Education Service
World Mission Good Seed
World Organization of Governance and Competitiveness

[23] Le Conseil a également décidé, sur la recommandation du Comité chargé des organisations non gouvernementales, de retirer le statut consultatif à cette organisation (voir décision 2022/304).

[24] Le Conseil a également décidé, sur la recommandation du Comité chargé des organisations non gouvernementales, de retirer le statut consultatif à cette organisation (voir décision 2022/304).

Young African Leaders Initiative, Limited
Young Men's Hebrew Association of the City of New York
Youth for Community, Academic and Development Services (YOCADS)
Youth for Unity and Voluntary Action

2022/306. Réadmission au statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social

À sa 3e séance plénière, le 1er novembre 2021, le Conseil économique et social a décidé, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2021/223 du 20 avril 2021, de réadmettre au statut consultatif les 48 organisations non gouvernementales ci-après, qui avaient présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance :

Abantu for Development/People for Development
African British Returnees International, Ltd.
Asociación de Federaciones y Asociaciones de Empresarias del Mediterráneo
Association for Reproductive and Family Health (ARFH)
Association of Global South Studies (AGSS)
Association of World Reindeer Herders
Athletes United for Peace
Belgrade Centre for Human Rights
China Green Foundation
CityNet: Regional Network of Local Authorities for the Management of Human Settlements
Community Anti-Drug Coalitions of America (CADCA)
Confederación Latinoamericana de Cooperativas de Ahorro y Crédito
Council for International Development
Covenant House
David M. Kennedy Center for International Studies
Euromontana – European Association for Mountain Areas
France libertés: Fondation Danielle Mitterrand
Global Action on Aging
International Association of Homes and Services for the Ageing
International Confederation for Family Support
International Federation for Housing and Planning
International Institute of Humanitarian Law
International Muslim Women's Union
International Planned Parenthood Federation (East and South-East Asia and Oceania region) (IPPF ESEAOR)
International Thai Foundation, Ltd.
International Veterinary Students Association (IVSA)
Inter-Press Service International Association
Islamic Human Rights Commission
Korea Green Foundation
Life Ethics Educational Association
Muhammadiyah Association
National Right to Life Educational Trust Fund
National Union of the Association of Protection of Motherhood, Childhood and Families
Organizzazione Mondiale degli Agricoltori
Prison Fellowship International
Simon Wiesenthal Center
Sodalitas – Association for the Development of Entrepreneurship in Civil Society
Sonke Gender Justice Network
Transparency International
Trennungsväter, eV
Turkish Economic and Social Studies Foundation
Victim Support Europe

Victorious Youths Movement
WASH United, gGmbH
Women Advocates Research and Documentation Center
World Conference of Religions for Peace
World Futures Studies Federation
Worldwide Organization for Women

2022/307. Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales, en application de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social

À sa 3e séance plénière, le 1er novembre 2021, le Conseil économique et social a décidé, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2021/223 du 20 avril 2021, de retirer immédiatement le statut consultatif aux 139 organisations non gouvernementales ci-après et a prié le Secrétaire général d'en aviser les intéressées :

5th Pillar
Advocates for International Development
Afromedianet
Al-Fidaa Foundation
Alliance for Nuclear Accountability
American Conservative Union
Asayesefid/White Cane
Asian Centre for Organization Research and Development
Asociación Civil ONGD Educación, Ambiente y Territorio
Association de défense des droits de l'homme
Association des consommateurs de télécommunication de Côte d'Ivoire
Association d'intérêt régional (AIR)
Cameroun terre nouvelle
Centre for Budget and Policy Studies
Centro de Estudios de Estado y Sociedad (CEDES)/Center for the Study of State and Society
Child Concern
Child Helpline International
China Society of Administrative Reform
Coalition gaie et lesbienne du Québec
Conference of European Churches
Conservation Force, Inc.
Corrections India
Council for American Students in International Negotiations
Cross-Cultural Solutions
Daytop Village Foundation, Inc.
Dignity International
East and Central African Association for Indigenous Rights, Inc.
Ensemble luttons contre le sida
Eqüit Institute
Ethiopian Social Assistance Committee
Eurasia Reiyukai
Fairfood International
Fairtrade Labelling Organizations International, eV
Federation of Saskatchewan Indian Nations, Inc.
Feed the Children, Inc.
Fielding Graduate University
Fondation Guilé
Fondation Humanus/Humanus International
Foreign Mission Board of the National Baptist Convention of the United States of America
Free Africa Foundation (Ghana)
Fundación País Libre

Gadejuristen
Galkayo Medical Centre (GMC)
Ganja Agribusiness Association
Give to Colombia
Global Exchange
Global New Car Assessment Programme
Groupe d'action pour la survie, la santé et l'éducation de la mère et de l'enfant (GASSEME)
Groupement d'appui aux initiatives économiques des femmes
Groupement romand d'études des addictions (GREA)
GS1
Gulf Research Center Foundation
Health and Humanitarian Aid Foundation
Human Rights Defence Centre
Hunt Alternatives Fund
Hydroaid – Water for Development Institute
Inclusion International – International League of Societies for Persons with Mental Handicaps
Independent Advocacy Project, Ltd./Gte.
Information Habitat: Where Information Lives (IHWIL)
Initiatives: Women in Development
International Administrative Science Association
International Art & Technology Cooperation Organization
International Association for Volunteer Effort
International Centre for Trade and Sustainable Development
International Chamber of Shipping
International Council for Adult Education
International Driving Tests Committee
International Forum for Child Welfare
International Islamic Committee for Woman and Child
International Network for Small and Medium-Sized Enterprises
International Petroleum Industry Environmental Conservation Association
International Road Safety
International Social Security Association
International Trademark Association
Isfahan Human Rights and Development Organization
Islamic Chamber Research and Information Center (ICRIC)
Jana Utthan Pratisthan (JUP)/Academy for Public Upliftment
Japan Fellowship of Reconciliation/Nihon Yuwa-kai
Japan Overseas Cooperative Association
JASMAR Human Security Organization
Kids Can Free the Children
Lassalle-Institut
League of Persons with Disabilities
Mandat international
Mentor Foundation
Minaret of Freedom Institute
Mountain Area Information Network
National Association for the Advancement of Colored People
National Association of Home Builders of the United States
National Organization for Marriage Education Fund
National Women's Welfare Society Darwha, District Yavatmal
Network Movement for Justice and Development
New Human Rights
New Seminary
Niger Talents
NVO « Preporod »

Oil Change International
ONG Carbone Guinée
Peace Family and Media Association
Peramangk Heritage Association, Incorporated
Perhaps Kids Meeting Kids Can Make a Difference
Plan Suomi Säätiö
Pukar Foundation
Queensland Association of Independent Legal Services, Inc.
Resources for the Future, Inc.
Reyhaneh Nabi Art & Cultural Center
Rural Women Environmental Protection Association
Safari Club International Foundation
Samoa Umbrella for Non-Governmental Organization, Incorporated
Service and Research Institute on Family and Children
Several Sources Foundation
Society for the Protection of Unborn Children
Southern Diaspora Research and Development Center, Inc.
Specified Non-Profit Corporation « Health and Global Policy Institute »
Sri Lanka Anti-Narcotics Association
St. Joan's International Alliance
Stichting African Sky
Sucardif Association
Sudanese Women General Union[25]
Support Humanity Organization
Support to Deprived Peoples (SDP)
Surfrider Foundation Europe
The Arab Anti-Corruption Organisation
The Founders Development Organization Badin
Toplumsal Haklar ve Araştirmalar Derneği (TOHAD)
Trakya Kalkinma Derneği
Trust for Sustainable Livelihoods
Turkish Philanthropy Funds
Ukrainian World Congress
Umid Support to Social Development Public Union
United Deeds/Actions concertées
Users and Survivors of Psychiatry in Kenya (USP-K)
Visión para el Desarrollo
Wittenberg Center for Alternative Resources
Women Support Center
Women Watch Afrika, Inc.
World Fellowship of Buddhists
World Togolese Foundation, Inc.
WorldTeach, Inc.

[25] Le Conseil a également décidé, sur la recommandation du Comité chargé des organisations non gouvernementales, de retirer le statut consultatif à cette organisation dans sa décision 2022/304.

2022/308. Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2022 du Comité chargé des organisations non gouvernementales

À sa 3e séance plénière, le 1er novembre 2021, le Conseil économique et social :

a) a décidé que la session ordinaire de 2022 du Comité chargé des organisations non gouvernementales se tiendrait du 24 janvier au 2 février et le 14 février 2022 et que la reprise de la session aurait lieu du 17 au 25 mai et le 7 juin 2022 ;

b) a approuvé l'ordre du jour provisoire de la session de 2022 du Comité tel qu'il figure ci-après :

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA SESSION DE 2022 DU COMITÉ CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
    a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ;
    b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement ;
    c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :
    a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen a été reporté ;
    b) Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
    a) Processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales ;
    b) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel ;
    c) Questions connexes diverses.
7. Examen des rapports spéciaux.
8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2023 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité.

2022/309. Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2021

À sa 3e séance plénière, le 1er novembre 2021, le Conseil économique et social a pris note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2021[26].

2022/310. Rapport du Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale sur les travaux de sa onzième session et ordre du jour provisoire et dates de la douzième session

À sa 3e séance plénière, le 1er novembre 2021, le Conseil économique et social :

a) a pris note du rapport du Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale sur les travaux de sa onzième session[27] :

b) a décidé que la douzième session du Comité d'experts se tiendrait au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 3 au 5 août 2022 ;

c) a approuvé l'ordre du jour provisoire de la douzième session du Comité d'experts, tel qu'il figure ci-après :

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA DOUZIÈME SESSION DU COMITÉ D'EXPERTS SUR LA GESTION DE L'INFORMATION GÉOSPATIALE À L'ÉCHELLE MONDIALE

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Renforcement des dispositifs de gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale.
4. Décider de l'avenir de l'écosystème de l'information géospatiale.
5. Contribution des comités régionaux au programme relatif à l'information géospatiale à l'échelle mondiale.
6. Contribution des réseaux thématiques au programme relatif à l'information géospatiale à l'échelle mondiale.
7. Cadre intégré de l'information géospatiale.
8. Repère de référence géodésique mondial.
9. Rôle de l'information géospatiale dans le domaine du développement durable.
10. Intégration des informations géospatiales, statistiques et autres informations connexes.
11. Application de l'information géospatiale liée à la gestion et à l'administration des biens fonciers.
12. Information et services géospatiaux en cas de catastrophe.
13. Information géospatiale marine.
14. Principes d'action et cadre juridique concernant, entre autres, les questions ayant trait aux données qui font autorité.
15. Adoption et application de normes pour le secteur de l'information géospatiale mondiale.
16. Collaboration avec le Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques.
17. Rapport de gestion de programme.
18. Ordre du jour provisoire et dates de la treizième session.
19. Rapport du Comité d'experts sur les travaux de sa douzième session.

---

[26] E/2022/32 (Part I).

[27] *Documents officiels du Conseil économique et social, 2022, Supplément no 26* (E/2022/46).

2022/311. Ordre du jour de la session de 2022 du Conseil économique et social

À sa 4e séance plénière, le 8 décembre 2021, le Conseil économique et social a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa session de 2022, au titre du point 18 intitulé « Questions relatives à l'économie et à l'environnement », le point subsidiaire intitulé « Établissements humains ».

2022/312. Procédure de prise de décisions applicable aux organes de session et organes subsidiaires du Conseil économique et social pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) : session de 2022

À sa 9e séance plénière, le 16 février 2022, le Conseil économique et social, rappelant sa décision 2021/213 du 24 février 2021 et notant que la situation concernant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) semblait s'améliorer et faciliter la tenue de réunions dans les locaux de l'Organisation des Nations Unies mais que des restrictions continuaient de s'appliquer à cet égard et des incertitudes subsistaient quant à la possibilité de voyager à l'étranger pour participer en personne aux réunions et sessions, a décidé que, pendant sa session de 2022, ses organes de session et ses organes subsidiaires pouvaient, lorsque leur présidence estimait, à l'issue de consultations, qu'il n'était pas possible de tenir une réunion plénière en raison de la pandémie de COVID-19, appliquer *mutatis mutandis* la procédure énoncée dans la décision 2020/205 du 3 avril 2020, intitulée « Procédure de prise de décisions du Conseil économique et social pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ».

2022/313. Modification des dates de sessions d'organes subsidiaires du Conseil économique et sociale à sa session de 2022

À sa 9e séance plénière, le 16 février 2022, sur proposition de la Vice-Présidente (Bulgarie), le Conseil économique et social, rappelant ses décisions 2020/205 du 3 avril 2020, 2021/213 du 24 février 2021, 2021/224 du 8 juin 2021, 2022/308 du 1er novembre 2021 et 2022/312 du 16 février 2022, et prenant note de la lettre datée du 19 janvier 2022 adressée à son président par la Vice-Présidente du Comité chargé des organisations non gouvernementales et de la lettre datée du 26 janvier 2022 adressée à son président par la Présidente de la Commission de statistique :

a) a noté les problèmes que la persistance des effets de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) posait pour l'organisation de ses travaux et la tenue des sessions de ses organes subsidiaires ;

b) a décidé que la cinquante-troisième session de la Commission de statistique se tiendrait du 28 février au 2 mars et le 4 mars 2022 ;

c) a également décidé que la session ordinaire du Comité chargé des organisations non gouvernementales se tiendrait du 17 au 26 mai et le 7 juin 2022 et que la reprise de la session se tiendrait du 29 août au 7 septembre et le 15 septembre 2022.

2022/314. Nomination d'un membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti

À sa 9e séance plénière, le 16 février 2022, le Conseil économique et social, rappelant ses résolutions 2004/52 du 23 juillet 2004, 2005/46 du 27 juillet 2005, 2006/10 du 26 juillet 2006, 2007/13 du 25 juillet 2007, 2008/10 du 23 juillet 2008, 2009/4 du 23 juillet 2009, 2010/28 du 23 juillet 2010, 2012/21 du 26 juillet 2012, 2013/15 du 23 juillet 2013, 2014/37 du 18 novembre 2014, 2015/18 du 21 juillet 2015, 2016/28 du 27 juillet 2016, 2017/26 du 25 juillet 2017, 2018/19 du 24 juillet 2018, 2019/32 du 24 juillet 2019, 2020/11 du 17 juillet 2020 et 2021/18 du 21 juillet 2021 et ses décisions 2004/322 du 11 novembre 2004, 2009/211 du 20 avril 2009, 2009/267 du 15 décembre 2009, 2011/207 du 17 février 2011, 2011/211 du 26 avril 2011, 2013/209 du 15 février 2013, 2014/207 du 30 janvier 2014, 2014/210 du 23 avril 2014, 2014/221 du 13 juin 2014, 2017/214 du 19 avril 2017 et 2021/238 du 9 juin 2021, et ayant examiné la lettre datée du 24 novembre 2021 adressée à son président par la Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies[28], a décidé de nommer la Représentante

[28] E/2022/11.

permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti.

2022/315. Lieu, dates et ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale

À sa 9e séance plénière, le 16 février 2022, le Conseil économique et social, prenant en considération la persistance des répercussions de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) sur l'organisation des travaux de ses sessions et de celles de ses organes subsidiaires :

a) a décidé que, dans la mesure du possible, la vingt-quatrième session du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale se tiendrait du 4 au 7 avril 2022, à New York, et qu'à défaut, elle se tiendrait en avril 2022 selon un format réduit au moyen de réunions informelles organisées sur une plateforme virtuelle, les décisions du Comité étant adoptées selon une procédure d'approbation tacite, et que les modalités définitives seraient arrêtées par les Coprésidents du Comité, après consultation des membres du Comité ;

b) a approuvé l'ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session du Comité d'experts, tel que proposé par le Comité :

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA VINGT-QUATRIÈME SESSION DU COMITÉ D'EXPERTS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE EN MATIÈRE FISCALE

1. Ouverture de la session par les coprésidents.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Examen des questions de fond relatives à la coopération internationale en matière fiscale :
    a) Questions de procédure à examiner par le Comité, y compris les options envisageables pour les consultations du Comité ;
    b) Fiscalité et objectifs de développement durable ;
    c) Questions relatives au Modèle de convention des Nations Unies concernant les doubles impositions entre pays développés et pays en développement ;
    d) Mise à jour du manuel de négociation des conventions fiscales bilatérales entre pays développés et pays en développement (Manual for the Negotiation of Bilateral Tax Treaties between Developed and Developing Countries) ;
    e) Détermination des prix de transfert ;
    f) Fiscalité des industries extractives ;
    g) Fiscalité environnementale ;
    h) Prévention et règlement des différends ;
    i) Questions fiscales intéressant l'économie numérique et mondialisée ;
    j) Transition numérique et autres moyens d'améliorer l'administration de l'impôt ;
    k) Amélioration de la transparence fiscale ;
    l) Imposition et maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) : questions à envisager pendant et après la pandémie ;
    m) Impôt sur la fortune et taxes de solidarité ;
    n) Impôts indirects ;
    o) Taxes sanitaires ;
    p) Corrélation entre accords intéressant la fiscalité, le commerce et l'investissement ;
    q) Renforcement des capacités ;

r) Autres questions à examiner.

4. Ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session du Comité.

5. Modalités d'adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa vingt quatrième session.

2022/316. Améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : prorogation du mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

À sa 9e séance plénière, le 16 février 2022, le Conseil économique et social, rappelant sa décision 2021/218 du 24 février 2021, intitulée « Améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : prorogation du mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime », dans laquelle il avait décidé de renouveler le mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime jusqu'à la reprise de session que la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale devaient tenir en décembre 2021, à laquelle les Commissions devraient procéder à un examen approfondi du fonctionnement du groupe de travail et envisager la prorogation de son mandat au-delà de 2021 :

a) a réaffirmé l'efficacité du groupe de travail en tant que cadre du dialogue entre les États Membres ainsi qu'entre les États Membres et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur l'amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l'Office ;

b) a réaffirmé également le rôle de la Commission des stupéfiants en tant que principal organe chargé de définir les politiques des Nations Unies en matière de contrôle international des drogues et organe directeur du programme de lutte contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et le rôle de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en tant que principal organe chargé de définir les politiques des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale et organe directeur du programme de lutte contre le crime de l'Office ;

c) a exprimé de nouveau sa préoccupation constante face à la situation de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur le plan des finances et de la gouvernance et s'est déclaré conscient de la nécessité urgente de continuer de traiter cette situation d'une manière pragmatique, axée sur les résultats et efficace, dans un esprit de coopération ;

d) a rappelé la résolution 52/13 de la Commission des stupéfiants en date du 20 mars 2009[29] et la résolution 18/3 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en date du 24 avril 2009[30], ainsi que les résolutions de la Commission des stupéfiants 54/10 du 25 mars 2011[31], 54/17 du 13 décembre 2011[32], 56/11 du 15 mars 2013[33], 58/1 du 17 mars 2015[34] et 60/3 du 17 mars 2017[35] et les résolutions de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale 20/1 du 13 avril 2011[36], 20/9 du 13 décembre 2011[37], 22/2 du 26 avril 2013[38],

---

[29] Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2009, Supplément nº 8* (E/2009/28), chap. I, sect. C.

[30] Ibid., *Supplément nº 10* (E/2009/30), chap. I, sect. D.

[31] Ibid., *2011, Supplément nº 8* (E/2011/28), chap. I, sect. C.

[32] Ibid., *Supplément nº 8A* (E/2011/28/Add.1), chap. I, sect. C.

[33] Ibid., *2013, Supplément nº 8* (E/2013/28), chap. I, sect. C.

[34] Ibid., *2015, Supplément nº 8* (E/2015/28), chap. I, sect. C.

[35] Ibid., *2017, Supplément nº 8* (E/2017/28), chap. I, sect. C.

[36] Ibid., *2011, Supplément nº 10* (E/2011/30), chap. I, sect. D.

[37] Ibid., *Supplément nº 10A* (E/2011/30/Add.1), chap. I, sect. C.

[38] Ibid., *2013, Supplément nº 10* et rectificatif (E/2013/30 et E/2013/30/Corr.1), chap. I, sect. D.

24/1 du 22 mai 2015[39] et 26/1 du 26 mai 2017[40], et a décidé de renouveler pour une durée indéfinie le mandat du groupe de travail, dont la mission et les méthodes de travail pourraient être revus à la demande des États Membres ;

e) a décidé que le groupe de travail serait dirigé par un bureau composé d'un président ou d'une présidente, d'un premier vice-président ou d'une première vice-présidente et de trois vice-présidents ou vice-présidentes représentant les cinq groupes régionaux, que ces postes seraient pourvus chaque année par roulement selon le principe de la répartition régionale, que les membres du Bureau seraient désignés conjointement par les Bureaux de la Commission des stupéfiants et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et que leur nomination serait approuvée en plénière par les deux commissions[41] ;

f) a décidé également que les dates des réunions[42] seraient fixées par le Bureau du groupe de travail en consultation avec le Secrétariat, et que le groupe de travail continuerait de tenir, au moins une fois par an, une réunion formelle qui comprendrait un dialogue avec la direction exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ;

g) a décidé en outre que les points soumis à l'examen du groupe de travail seraient regroupés de sorte que les débats se tiennent en deux parties, à savoir une partie opérationnelle, qui porterait sur la gouvernance et les questions financières, et une partie programmatique, dans le cadre de laquelle il serait fait le point sur la mise en œuvre des programmes et des projets découlant des mandats de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ;

h) a décidé que la partie opérationnelle concernerait :

i) les questions relatives au budget et à la situation financière, aux ressources humaines ainsi qu'à l'évaluation et au contrôle ;

ii) la mise en œuvre de la Stratégie de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour la période 2021-2025, d'autres stratégies de l'Office et d'autres documents stratégiques qui pourraient être établis ultérieurement, sur l'aide apportée par l'Office aux États Membres dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030[43] et ses contributions aux réformes du système des Nations Unies, l'exécution des mandats énoncés dans les résolutions relatives au budget adoptées par la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, ainsi que les modalités d'organisation des réunions intergouvernementales ;

i) a décidé également que la partie programmatique couvrirait les domaines de travail relevant du mandat de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, à savoir :

i) les activités relatives aux cinq domaines thématiques : aborder et combattre le problème mondial de la drogue, prévenir et combattre la criminalité organisée, prévenir et combattre la corruption et la criminalité économique, prévenir et combattre le terrorisme, et prévenir la criminalité et promouvoir la justice pénale, y compris l'application des résolutions pertinentes portant sur ces thèmes ;

ii) les stratégies régionales de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ainsi que ses programmes sur le terrain ;

iii) les questions transversales et autres, telles que la recherche, la prise en compte des questions de genre et l'autonomisation des jeunes ;

j) a demandé de nouveau que la documentation pertinente soit fournie au groupe de travail au plus tard 10 jours ouvrables avant chaque réunion ;

---

[39] Ibid., *2015, Supplément n° 10* (E/2015/30), chap. I, sect. D.

[40] Ibid., *2017, Supplément n° 10* (E/2017/30), chap. I, sect. D.

[41] Dans un souci de continuité, les règles relatives au Bureau prévoiraient qu'à la fin de l'année civile, le Premier Vice-Président ou la Première Vice-Présidente prendrait la présidence du groupe de travail pour l'année suivante.

[42] Les réunions seraient organisées selon des modalités facilitant la participation des bureaux extérieurs de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

[43] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

k) a réaffirmé qu'il importait que les États Membres établissent un plan de travail annuel indicatif tenant compte des éléments fournis par le Secrétariat, afin d'orienter les travaux du groupe ;

l) a demandé aux États Membres de fournir des ressources extrabudgétaires à l'appui de l'organisation, de la tenue et du suivi des réunions du groupe de travail, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies.

2022/317. Organisation des débats thématiques devant se tenir aux futures sessions de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

À sa 9e séance plénière, le 16 février 2022, le Conseil économique et social :

a) a décidé que les débats thématiques devant se tenir aux trente et unième, trente-deuxième, trente-troisième et trente-quatrième sessions de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale porteraient respectivement sur les thèmes suivants :

i) « Renforcement du recours aux preuves numériques dans le domaine de la justice pénale et de la lutte contre la cybercriminalité, y compris en ce qui concerne la maltraitance et l'exploitation de mineurs dans le cadre d'activités illégales menées au moyen d'Internet » ;

ii) « Amélioration du fonctionnement du système de justice pénale afin de garantir l'accès à la justice et d'instaurer une société sûre et sécurisée » ;

iii) « Promotion de la coopération internationale et de l'assistance technique, notamment en matière d'extradition, d'entraide judiciaire et de recouvrement d'avoirs, afin de prévenir et combattre la criminalité organisée, la corruption, le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et les autres formes de criminalité » ;

iv) « Lutte contre les formes de criminalité nouvelles, émergentes et évolutives, y compris les crimes portant atteinte à l'environnement, la contrebande de marchandises et le trafic de biens culturels et autres infractions visant des biens culturels » ;

b) a encouragé la Commission à mener ces débats thématiques dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, adoptée au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, tenu à Kyoto (Japon) du 7 au 12 mars 2021[44], en contribuant par là même à l'examen des thèmes annuels[45] du Conseil et du forum politique de haut niveau pour le développement durable.

2022/318. Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de la reprise de sa trentième session

À sa 9e séance plénière, le 16 février 2022, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de la reprise de sa trentième session[46].

---

[44] Résolution 76/181 de l'Assemblée générale, annexe.

[45] Les thèmes annuels retenus pour 2022 et 2023 sont, respectivement, « Reconstruire en mieux après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), tout en avançant sur la voie d'une mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 » et « Accélérer la reprise au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux ».

[46] *Documents officiels du Conseil économique et social, 2021, Supplément no 10A* (E/2021/30/Add.1).

2022/319. Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de la reprise de sa soixante-quatrième session

À sa 9e séance plénière, le 16 février 2022, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de la reprise de sa soixante-quatrième session[47].

2022/320. Allongement du délai de présentation des rapports quadriennaux des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil économique et social en 2022

À sa 10e séance plénière, le 13 avril 2022, le Conseil économique et social, rappelant sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, dans laquelle il avait fixé au 1er mai la date limite annuelle de présentation des rapports quadriennaux des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil, sa décision 2021/223 du 20 avril 2021, dans laquelle il avait décidé de reporter au 1er juillet 2021 la date limite de présentation des rapports quadriennaux en 2021, et sa décision 2022/313 du 16 février 2022, dans laquelle il avait décidé que la reprise de la session de 2022 du Comité chargé des organisations non gouvernementales se tiendrait du 29 août au 7 septembre et le 15 septembre 2022, a décidé, à titre exceptionnel et sans que cela constitue un précédent, de reporter jusqu'au 1er juillet 2022 la date limite de présentation des rapports quadriennaux des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil.

2022/321. Rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes

À sa 11e séance plénière, le 21 avril 2022, sur proposition du Président (Botswana), le Conseil économique et social a pris note du rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes[48].

2022/322. Thème du débat consacré aux affaires humanitaires de la session de 2022 du Conseil économique et social

À sa 12e séance plénière, le 28 avril 2022, le Conseil économique et social a décidé :

a) que le débat consacré aux affaires humanitaires de sa session de 2022 aurait pour thème : « Renforcer l'aide humanitaire : bonnes pratiques et mobilisation de l'action au regard de l'application du droit international humanitaire et du relèvement après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et en réponse à la crise climatique » ;

b) qu'il tiendrait trois tables rondes dans le cadre de ce débat ;

c) de prendre note des sujets proposés pour les trois tables rondes qui se tiendraient dans le cadre du débat :

i) « Aide humanitaire et enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 : œuvrer ensemble pour que les enfants et les femmes ne soient pas laissés de côté » ;

ii) « Atteindre les personnes dans le besoin, soutenir l'aide humanitaire pour tous et toutes en période de conflit et promouvoir les bonnes pratiques dans l'application du droit humanitaire international » ;

iii) « Impacts humanitaires de la crise climatique : exacerbation des risques, défis et actions ».

---

[47] Ibid., *Supplément nº 8A* (E/2021/28/Add.1).

[48] A/76/639-E/2022/10.

2022/323. Réunion du Conseil économique et social sur la question du passage de la phase des secours aux activités de développement

À sa 12e séance plénière, le 28 avril 2022, le Conseil économique et social a décidé, à propos de la réunion sur la question du passage de la phase des secours aux activités de développement, que :

a) la réunion aurait pour thème : « Crises récurrentes et solutions durables : renforcer la résilience et faire face à l'insécurité alimentaire croissante et aux déplacements » ;

b) conformément à la résolution 75/290 A de l'Assemblée générale en date du 25 juin 2021, la réunion se tiendrait le 20 juin 2022 à New York.

2022/324. Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa cinquante-troisième session et ordre du jour provisoire et dates de la cinquante-quatrième session

À sa 20e séance plénière, le 8 juin 2022, le Conseil économique et social :

a) a pris note du rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa cinquante-troisième session[49] ;

b) a décidé que la cinquante-quatrième session de la Commission se tiendrait à New York du 28 février au 3 mars2023 ;

c) a approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la cinquante-quatrième session de la Commission établis comme suit :

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ET DOCUMENTATION DE LA CINQUANTE-QUATRIÈME SESSION DE LA COMMISSION DE STATISTIQUE

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

   Documentation

   Ordre du jour provisoire et annotations

   Note du Secrétariat sur le programme de travail provisoire et le projet de calendrier des travaux
3. Statistiques démographiques et sociales :

a) Statistiques démographiques ;

   Documentation

   Rapport du Secrétaire général

b) Statistiques sur les réfugiés ;

   Documentation

   Rapport du Groupe d'experts en statistiques sur les réfugiés, les déplacés et l'apatridie

c) Statistiques du travail et de l'emploi ;

   Documentation

   Rapport de l'Organisation internationale du Travail

d) Enquêtes auprès des ménages.

   Documentation

   Rapport du Groupe de travail intersecrétariats sur les enquêtes auprès des ménages

[49] *Documents officiels du Conseil économique et social, 2022, Supplément no 4* (E/2022/24).

4. Statistiques économiques :

a) Comptabilité nationale ;

Documentation

Rapport du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale

b) Statistiques des entreprises et du commerce ;

Documentation

Rapport du Comité d'experts chargé des statistiques relatives aux entreprises et au commerce

c) Statistiques des finances ;

Documentation

Rapport du Fonds monétaire international

d) Programme de comparaison internationale ;

Documentation

Rapport de la Banque mondiale

e) Statistiques des sciences, de la technologie et de l'innovation ;

Documentation

Rapport conjoint de l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de la Direction de la science, de la technologie et de l'innovation de l'Organisation de coopération et de développement économiques

f) Statistiques économiques à court terme.

Documentation

Rapport du Réseau de statisticiens économistes

5. Statistiques des ressources naturelles et de l'environnement :

a) Statistiques de l'environnement ;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

b) Comptabilité environnementale et économique.

Documentation

Rapport du Comité d'experts de la comptabilité environnementale et économique

6. Activités non classées par domaine :

a) Coordination des programmes statistiques ;

Documentation

Rapport du Comité de coordination des activités de statistique

Rapport du Comité des statisticiens en chef du système des Nations Unies

b) Normes ouvertes communes d'échange et de mise en commun de données et de métadonnées ;

Documentation

Rapport des organisations qui parrainent l'Échange de données et de métadonnées statistiques

c) Renforcement des capacités statistiques ;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

d) Données et indicateurs relatifs au Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

Documentation

Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable

Rapport du Groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités dans le domaine des statistiques relatives au Programme de développement durable à l'horizon 2030

Rapport du Secrétaire général sur les travaux consacrés à l'examen des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable

e) Suite donnée aux décisions de politique générale de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social ;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

f) Cadres nationaux d'assurance de la qualité ;

Documentation

Rapport du Groupe d'experts sur les cadres nationaux d'assurance de la qualité

g) Intégration de l'information statistique et géospatiale ;

Documentation

Rapport du Groupe d'experts en intégration de l'information statistique et géospatiale

h) Mégadonnées ;

Documentation

Rapport du Comité d'experts sur l'utilisation des mégadonnées et de la science des données en statistique officielle

i) Développement des statistiques régionales ;

Documentation

Rapport de la Commission économique pour l'Afrique

j) Gestion et modernisation des systèmes de statistique ;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

k) Intendance des données.

Documentation

Rapport du Groupe de travail sur l'intendance des données

7. Questions relatives au programme (Division de statistique).

8. Ordre du jour provisoire et dates de la cinquante-cinquième session de la Commission :

Documentation

Note du Secrétariat contenant le projet d'ordre du jour provisoire de la cinquante-cinquième session de la Commission

Note du Secrétariat sur le projet de programme de travail pluriannuel de la Commission

9. Rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante-quatrième session.

2022/325. Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa soixante-sixième session et ordre du jour provisoire et documentation de la soixante-septième session

À sa 20e séance plénière, le 8 juin 2022, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa soixante-sixième session[50] et a approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la soixante-septième session de la Commission présentés ci-après :

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ET DOCUMENTATION DE LA SOIXANTE-SEPTIÈME SESSION DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

1. Élection du Bureau.

2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

   Documentation

   Ordre du jour provisoire annoté et projet d'organisation des travaux de la Commission de la condition de la femme

3. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle » :

   a) Réalisation des objectifs stratégiques, mesures à prendre dans les domaines critiques et autres mesures et initiatives :

      i) Thème prioritaire : innovation et évolution technologique, et éducation à l'ère du numérique aux fins de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles ;

      ii) Thème de l'évaluation : problèmes à régler et possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural (conclusions concertées de la soixante-deuxième session) ;

      Documentation

      Rapport du Secrétaire général sur l'innovation et l'évolution technologique, et l'éducation à l'ère du numérique aux fins de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles

      Rapport du Secrétaire général sur les problèmes à régler et les possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural

      Rapport de la Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive chargée de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)

      Note du Secrétariat contenant le guide de discussion pour le déroulement des tables rondes ministérielles

   b) Questions nouvelles, tendances, domaines d'intervention et approches novatrices des questions ayant une incidence sur la situation des femmes et des filles, notamment sur l'égalité entre femmes et hommes ;

   c) Prise en compte des questions de genre, situations et questions intéressant les programmes.

      Documentation

[50] Ibid., *Supplément no 7* (E/2022/27).

Rapport de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) sur les activités du fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes

Note du Secrétariat transmettant les résultats des sessions pertinentes du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

4. Communications relatives à la condition des femmes.

Documentation

Note du Secrétaire général transmettant la liste des communications confidentielles relatives à la condition des femmes et les réponses aux communications

5. Suite donnée aux résolutions et décisions du Conseil économique et social.

6. Ordre du jour provisoire de la soixante-huitième session de la Commission.

7. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa soixante-septième session.

2022/326. Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur les travaux de ses soixante-dix-neuvième, quatre-vingtième et quatre-vingt-unième sessions

À sa 20e séance plénière, le 8 juin 2022, le Conseil économique et social a pris note du rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur les travaux de ses soixante-dix-neuvième, quatre-vingtième et quatre-vingt-unième sessions pour transmission à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session[51].

2022/327. Thème prioritaire de la soixante et unième session de la Commission du développement social

À sa 20e séance plénière, le 8 juin 2022, le Conseil économique et social a décidé que le thème prioritaire de la soixante et unième session de la Commission du développement social serait « Plein emploi productif et travail décent pour toutes et tous : surmonter les inégalités pour accélérer le relèvement après la pandémie de COVID-19 et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ».

2022/328. Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa soixantième session et ordre du jour provisoire et documentation de la soixante et unième session

À sa 20e séance plénière, le 8 juin 2022, le Conseil économique et social :

a) a pris note du rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa soixantième session[52] ;

b) a approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la soixante et unième session de la Commission, tels que reproduits ci-dessous :

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ET DOCUMENTATION DE LA SOIXANTE ET UNIÈME SESSION DE LA COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

1. Élection du Bureau.

2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

3. Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale :

---

[51] *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-dix-septième session, Supplément no 38* (A/77/38).

[52] *Documents officiels du Conseil économique et social, 2022, Supplément no 6* (E/2022/26).

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les aspects sociaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

a) Thème prioritaire : plein emploi productif et travail décent pour toutes et tous : surmonter les inégalités pour accélérer le relèvement après la pandémie de COVID-19 et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur le thème prioritaire

b) Examen des plans et programmes d'action pertinents des organismes des Nations Unies concernant la situation de certains groupes sociaux :

i) Document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement adoptés au niveau international pour les personnes handicapées : « La voie à suivre : un programme de développement qui tienne compte de la question du handicap pour 2015 et au-delà » ;

ii) Programme d'action mondial pour la jeunesse ;

iii) Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement ;

iv) Questions, orientations et programmes relatifs à la famille ;

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la préparation et la célébration du trentième anniversaire de l'Année internationale de la famille

Rapport du Secrétaire général sur les politiques et programmes mobilisant les jeunes

Rapport du Secrétaire général sur le quatrième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement

c) Questions nouvelles : (à déterminer).

Documentation

Note du Secrétaire général sur les questions nouvelles

4. Questions relatives aux programmes et questions diverses :

a) Projet de plan-programme pour 2024 ;

b) Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social.

Documentation

Note du Secrétariat sur le projet de plan-programme pour 2024

5. Ordre du jour provisoire de la soixante-deuxième session de la Commission.

6. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa soixante et unième session.

2022/329. Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa soixante-cinquième session et ordre du jour provisoire de la soixante-sixième session

À sa 20e séance plénière, le 8 juin 2022, le Conseil économique et social :

a) a pris note du rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa soixante-cinquième session[53] ;

b) a pris note également de la décision 55/1 de la Commission, en date du 7 décembre 2012[54] ;

c) a approuvé l'ordre du jour provisoire de la soixante-sixième session de la Commission, énoncé ci-dessous :

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA SOIXANTE-SIXIÈME SESSION DE LA COMMISSION DES STUPÉFIANTS

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Débat général.

Débat consacré aux activités opérationnelles

4. Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique :
   a) Travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ;
   b) Directives sur les questions politiques et budgétaires pour le programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ;
   c) Méthodes de travail de la Commission ;
   d) Composition des effectifs de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et questions connexes.

Débat consacré aux questions normatives

5. Application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues :
   a) Modifications du champ d'application du contrôle des substances ;
   b) Examen de substances en vue d'éventuelles recommandations d'inscription aux Tableaux des Conventions : difficultés à résoudre et travaux futurs de la Commission des stupéfiants, de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'Organe international de contrôle des stupéfiants ;
   c) Organe international de contrôle des stupéfiants ;
   d) Coopération internationale visant à assurer la disponibilité des stupéfiants et des substances psychotropes à des fins médicales et scientifiques tout en empêchant leur détournement ;
   e) Autres questions découlant des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues.
6. Suivi de la mise en œuvre, aux niveaux national, régional et international, de tous les engagements à aborder et combattre le problème mondial de la drogue énoncés dans la Déclaration ministérielle de 2019.
7. Coopération et coordination interinstitutions des actions menées pour aborder et combattre le problème mondial de la drogue.
8. Recommandations des organes subsidiaires de la Commission.

---

[53] Ibid., *Supplément nº 8* (E/2022/28).

[54] Ibid., *2012, Supplément nº 8A* (E/2012/28/Add.1), chap. I, sect. B.

9. Contributions de la Commission aux travaux du Conseil économique et social, conformément aux résolutions 75/290 A et 75/290 B de l'Assemblée générale, y compris concernant le suivi, l'examen et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

10. Préparatifs de l'examen à mi-parcours, qui se tiendra en 2024, concernant les progrès accomplis dans la mise en œuvre de tous les engagements internationaux en matière de politique de lutte contre la drogue énoncés dans la Déclaration ministérielle de 2019, visant à aborder et combattre le problème mondial de la drogue.

11. Ordre du jour provisoire de la soixante-septième session de la Commission.

12. Questions diverses.

13. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa soixante-sixième session.

2022/330. Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants

À sa 20e séance plénière, le 8 juin 2022, le Conseil économique et social a pris note du rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2021[55].

2022/331. Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa cinquante-cinquième session et ordre du jour provisoire et documentation de la cinquante-sixième session

À sa 20e séance plénière, le 8 juin 2022, le Conseil économique et social :

a) a pris note du rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa cinquante-cinquième session[56] ;

b) a approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la cinquante-sixième session de la Commission, tels que reproduits ci-dessous :

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ET DOCUMENTATION DE LA CINQUANTE-SIXIÈME SESSION DE LA COMMISSION DE LA POPULATION ET DU DÉVELOPPEMENT

1. Élection des membres du Bureau.

2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

   Documentation

   Ordre du jour provisoire de la cinquante-sixième session de la Commission

   Note du Secrétariat sur l'organisation des travaux de la session

3. Débat général :

   a) Mesures pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement aux niveaux mondial, régional et national ;

   b) Population, éducation et développement durable.

   Documentation

   Rapport du Secrétaire général sur la population, l'éducation et le développement durable

   Rapport du Secrétaire général sur les programmes et interventions aux fins de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement pour ce qui concerne la population, l'éducation et le développement durable

[55] E/INCB/2021/1.

[56] *Documents officiels du Conseil économique et social, 2022, Supplément n° 5* (E/2022/25).

Rapport du Secrétaire général sur les flux de ressources financières devant concourir à la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement

4. Exécution du programme et futur programme de travail du Secrétariat dans le domaine de la population.

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme et le bilan des activités menées dans le domaine de la population en 2022 : Division de la population (Département des affaires économiques et sociales)

Note du Secrétariat sur le plan-programme pour 2023 et l'exécution du programme en 2021 : sous-programme 5 (Population) du programme 7 (Affaires économiques et sociales)[57]

5. Ordre du jour provisoire de la cinquante-septième session de la Commission.

Documentation

Note du Secrétariat présentant l'ordre du jour provisoire de la cinquante-septième session de la Commission

6. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante-sixième session.

2022/332. Cycle d'examen et d'évaluation de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement

À sa 20e séance plénière, le 8 juin 2022, le Conseil économique et social, rappelant sa résolution 2016/25 du 27 juillet 2016 et sa décision 2017/260 du 7 juillet 2017, ainsi que les résolutions de l'Assemblée générale 52/188 du 18 décembre 1997, 65/234 du 22 décembre 2010 et 73/303 du 28 juin 2019, a décidé que la Commission de la population et du développement reviendrait à son habituel cycle quinquennal pour l'examen et l'évaluation de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement[58] et de sa contribution au suivi et à l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030[59], dans le cadre d'un programme de travail pluriannuel aligné sur le thème principal du Conseil et celui de la réunion du forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisée sous les auspices du Conseil, et a invité l'Assemblée à organiser une manifestation commémorative les années où la Commission procédait à l'examen d'ensemble du Programme d'action.

2022/333. Dates et ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session du Comité d'experts de l'administration publique

À sa 20e séance plénière, le 8 juin 2022, le Conseil économique et social :

a) a décidé que la vingt-deuxième session du Comité d'experts de l'administration publique se tiendrait au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 27 au 31 mars 2023 ;

b) a approuvé l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session du Comité, établi comme suit :

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA VINGT-DEUXIÈME SESSION DU COMITÉ D'EXPERTS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

1. Élection des membres du Bureau.

2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

---

[57] Le projet de budget-programme pour 2023 devrait être établi sous sa forme définitive au premier semestre de 2022.

[58] *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

[59] Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

3. Aspects institutionnels du thème de 2023 du Conseil économique et social et du forum politique de haut niveau pour le développement durable.

4. Échange de bonnes pratiques et d'expériences entre les pays et les villes ayant pris part à l'examen national volontaire et à l'examen local volontaire concernant la mise en œuvre des objectifs de développement durable n^os^ 16 et 17.

5. Mécanismes institutionnels permettant de fournir un appui économique, financier et structurel pour lutter contre les changements climatiques, réduire l'utilisation des combustibles fossiles et protéger la biodiversité.

6. Application des principes de gouvernance efficace au service du développement durable en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

7. Réinvention de la formation et de l'apprentissage institutionnel des fonctionnaires afin de faire évoluer les mentalités dans le secteur public.

8. Gestion des finances publiques en situation d'urgence et implications pour la crédibilité des budgets.

9. Stimulation de l'innovation dans le secteur public grâce à la technologie numérique et évaluation des effets de l'administration en ligne.

10. Lutte contre les effets des changements climatiques dans le cadre du renforcement des institutions dans les pays fragiles et les pays sortant d'un conflit.

11. Ordre du jour provisoire de la vingt-troisième session du Comité.

12. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa vingt-deuxième session.

c) a décidé qu'il fallait continuer à préparer la documentation nécessaire pour établir l'ordre du jour provisoire selon les modalités de travail habituelles du Comité.

2022/334. Examen des commissions techniques et des organes d'experts du Conseil économique et social

À sa 20^e^ séance plénière, le 8 juin 2022, le Conseil économique et social a pris note du résumé établi par sa vice-présidente sur l'examen de ses commissions techniques et de ses organes d'experts demandé dans la résolution 75/290 A de l'Assemblée générale en date du 25 juin 2021, tel qu'il figurait dans la lettre datée du 27 mai 2022 que sa vice-présidente a adressée à tous les États Membres, a invité sa présidence et son bureau, les présidences et les bureaux de ses commissions techniques et de ses organes d'experts, tous les États Membres et le Secrétariat à appliquer, dans la mesure du possible dans le cadre des mandats et des ressources existants, les recommandations figurant dans le résumé, et a décidé d'examiner l'application des recommandations à sa session de 2026.

2022/335. Conclusions et recommandations arrêtées sur le plan intergouvernemental du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement de 2022

À sa 21^e^ séance plénière, le 8 juin 2022, le Conseil économique et social a décidé de communiquer au forum politique de haut de niveau de 2022 pour le développement durable, organisé sous ses auspices, les conclusions et recommandations arrêtées sur le plan intergouvernemental, intitulées « Suivi et examen des résultats du financement du développement et des moyens de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », qui figuraient dans le rapport de son forum sur le suivi du financement du développement[60].

[60] Voir E/FFDF/2022/3.

2022/336. Rapport de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de la reprise de sa cinquième session

À sa 21e séance plénière, le 8 juin 2022, le Conseil économique et social a pris note du rapport de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de la reprise de sa cinquième session[61].

2022/337. Rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de ses soixante-neuvième et soixante-dixième sessions

À sa 21e séance plénière, le 8 juin 2022, le Conseil économique et social a pris note du rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de ses soixante-neuvième et soixante-dixième sessions[62].

2022/338. Rapport de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice au Conseil économique et social

À sa 21e séance plénière, le 8 juin 2022, le Conseil économique et social, rappelant sa résolution 1989/56 du 24 mai 1989, dans laquelle il avait adopté les statuts de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, et notant que, conformément à l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article IV des statuts, le Conseil de direction de l'Institut devait lui rendre compte périodiquement par l'intermédiaire de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, a décidé, sans préjudice du mandat actuel qui consistait à ce qu'il lui soit rendu compte par l'intermédiaire de la Commission, d'inviter le Directeur ou la Directrice de l'Institut à lui présenter oralement tous les deux ans, à compter de sa session de 2023, un rapport sur les activités de l'Institut au titre de la question intitulée « Instituts de recherche et de formation des Nations Unies », la question étant inscrite à l'ordre du jour tous les deux ans.

2022/339. Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa trente et unième session et ordre du jour provisoire de la trente-deuxième session

À sa 33e séance plénière, le 21 juillet 2022, le Conseil économique et social :

a) a pris note du rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa trente et unième session[63] ;

b) a réaffirmé la décision 21/1 de la Commission en date du 27 avril 2012[64] ;

c) a approuvé l'ordre du jour provisoire de la trente-deuxième session de la Commission énoncé ci-dessous :

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DE LA COMMISSION POUR LA PRÉVENTION DU CRIME ET LA JUSTICE PÉNALE

1. Élection des membres du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Débat général.
4. Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique :
    a) Travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ;

---

[61] *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-dix-septième session, Supplément nº 25* (A/77/25).

[62] *Documents officiels du Conseil économique et social, 2022, Supplément nº 2* (E/2022/22).

[63] Ibid., *Supplément nº 10* (E/2022/30).

[64] Ibid., *2012, Supplément nº 10* et rectificatifs (E/2012/30, E/2012/30/Corr.1 et E/2012/30/Corr.2), chap. I, sect. D.

b) Directives sur les questions politiques et budgétaires pour le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ;

c) Méthodes de travail de la Commission ;

d) Composition des effectifs de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et questions connexes.

5. Débat thématique sur l'amélioration du fonctionnement du système de justice pénale afin de garantir l'accès à la justice et d'instaurer une société sûre et sécurisée.

6. Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale :

a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant ;

b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption ;

c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme ;

d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale ;

e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et d'autres instances.

7. Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.

8. Tendances et nouveaux problèmes en matière de criminalité dans le monde et mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à y faire face.

9. Suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

10. Contributions de la Commission aux travaux du Conseil économique et social, conformément aux résolutions 75/290 A et 75/290 B de l'Assemblée générale, y compris concernant le suivi, l'examen et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

11. Ordre du jour provisoire de la trente-troisième session de la Commission.

12. Questions diverses.

13. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-deuxième session.

2022/340. Rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa vingt-cinquième session et ordre du jour provisoire et documentation de la vingt-sixième session

À sa 33e séance plénière, le 21 juillet 2022, le Conseil économique et social :

a) a pris note du rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa vingt-cinquième session[65] ;

[65] Ibid., *2022, Supplément nº 11* (E/2022/31).

b) a approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la vingt-sixième session de la Commission, tels qu'ils figurent ci-après :

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ET DOCUMENTATION DE LA VINGT-SIXIÈME SESSION DE LA COMMISSION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

1. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
2. Progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international.

   Documentation

   Rapport du Secrétaire général
3. Science et technique au service du développement : thèmes prioritaires :
   a) Technologie et innovation au service d'une production plus propre, plus efficace et plus compétitive ;

      Documentation

      Rapport du Secrétaire général
   b) Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau potable et à l'assainissement par la science, la technologie et l'innovation.

      Documentation

      Rapport du Secrétaire général
4. Présentation de rapports sur l'analyse des politiques relatives à la science, à la technologie et à l'innovation.
5. Élection à la présidence et élection des autres membres du Bureau de la vingt-septième session de la Commission.
6. Ordre du jour provisoire et documentation de la vingt-septième session de la Commission.
7. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa vingt-sixième session.

2022/341. Rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts concernant les travaux de sa dix-septième session et ordre du jour provisoire de la dix-huitième session

À sa 33e séance plénière, le 21 juillet 2022, le Conseil économique et social :

a) a pris note du rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts concernant les travaux de sa dix-septième session[66] ;

b) a pris note également du fait que la dix-huitième session du Forum se tiendrait au Siège du 8 au 12 mai 2023 ;

c) a approuvé l'ordre du jour provisoire de la dix-huitième session du Forum, reproduit ci-après :

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA DIX-HUITIÈME SESSION DU FORUM DES NATIONS UNIES SUR LES FORÊTS

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

[66] Ibid., *Supplément nº 22* (E/2022/42).

3. Discussions techniques sur la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) :

   a) Priorités thématiques pour la période 2023-2024, à l'appui de la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) ;

   b) Contribution des membres du Forum à la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) :

      i) Nouvelles annonces de contributions nationales volontaires ;

      ii) État actualisé de la situation concernant les contributions nationales volontaires et leur suivi au regard des priorités thématiques ;

   c) Renforcement de la coopération avec les partenaires en vue de la réalisation des priorités thématiques et contribution de ceux-ci :

      i) Contribution du Partenariat de collaboration sur les forêts, de ses organisations membres et du système des Nations Unies à la réalisation des priorités thématiques ; progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail du Partenariat ;

      ii) Contribution des organisations et mécanismes régionaux et sous-régionaux à la réalisation des priorités thématiques ;

      iii) Contribution des grands groupes et d'autres parties prenantes, y compris le secteur privé et les milieux philanthropiques, à la réalisation des priorités thématiques ; progrès accomplis dans l'exécution des programmes de travail des grands groupes ;

   d) Liens entre les objectifs et cibles mondiaux relatifs aux forêts et les objectifs de développement durable examinés par le forum politique de haut niveau pour le développement durable en 2023, les travaux consacrés au cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et d'autres évolutions concernant les forêts au niveau international ;

   e) Application de la stratégie de communication et d'information du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), y compris les activités concernant la Journée internationale des forêts de 2023 ;

   f) Moyens de mise en œuvre, y compris les activités et les ressources du Réseau mondial de facilitation du financement forestier ;

   g) Suivi, évaluation et rapports :

      i) Ensemble commun d'indicateurs forestiers mondiaux ;

      ii) Préparatifs de l'évaluation des ressources forestières mondiales (2025) ;

   h) État des préparatifs de l'examen à mi-parcours en 2024 de l'efficacité de l'arrangement international sur les forêts, y compris la stratégie de communication et d'information du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030).

4. Fonds d'affectation spéciale pour le Forum des Nations Unies sur les forêts.

5. Nouvelles questions.

6. Dates et lieu de la dix-neuvième session du Forum.

7. Ordre du jour provisoire de la dix-neuvième session du Forum.

8. Adoption du rapport du Forum sur les travaux de sa dix-huitième session.

2022/342. Lieu, dates et ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale

À sa 33e séance plénière, le 21 juillet 2022, le Conseil économique et social, prenant en considération la persistance des répercussions de la maladie à coronavirus 2019 (COVID 19) sur l'organisation des travaux de ses sessions et de celles de ses organes subsidiaires :

a) a décidé que, de préférence et dans la mesure du possible, la vingt-cinquième session du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale se tiendrait du 18 au 21 octobre 2022, à Genève, et qu'à défaut, elle se tiendrait en octobre 2022 selon un format réduit au moyen de réunions informelles organisées sur une plateforme virtuelle, les décisions du Comité étant adoptées selon une procédure d'approbation tacite, et que les modalités définitives seraient arrêtées par la coprésidence du Comité après consultation des membres du Comité ;

b) a approuvé l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session du Comité d'experts, tel que proposé par le Comité :

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA VINGT-CINQUIÈME SESSION DU COMITÉ D'EXPERTS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE EN MATIÈRE FISCALE

1. Ouverture de la session par les coprésidents.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Examen des questions de fond relatives à la coopération internationale en matière fiscale :
   a) Questions de procédure à examiner par le Comité ;
   b) Fiscalité et objectifs de développement durable ;
   c) Questions relatives au Modèle de convention des Nations Unies concernant les doubles impositions entre pays développés et pays en développement ;
   d) Mise à jour du manuel de négociation des conventions fiscales bilatérales entre pays développés et pays en développement (United Nations Manual for the Negotiation of Bilateral Tax Treaties between Developed and Developing Countries) ;
   e) Détermination des prix de transfert ;
   f) Fiscalité des industries extractives ;
   g) Fiscalité environnementale ;
   h) Prévention et règlement des différends ;
   i) Questions fiscales intéressant l'économie numérique et mondialisée ;
   j) Fiscalité des cryptoactifs ;
   k) Transition numérique et autres moyens d'améliorer l'administration de l'impôt ;
   l) Amélioration de la transparence fiscale ;
   m) Impôt sur la fortune et taxes de solidarité ;
   n) Impôts indirects ;
   o) Taxes sanitaires ;
   p) Corrélation entre accords intéressant la fiscalité, le commerce et l'investissement ;
   q) Renforcement des capacités ;
   r) Autres questions à examiner.
4. Ordre du jour provisoire de la vingt-sixième session du Comité.
5. Modalités d'adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa vingt-cinquième session.

2022/343. Dates proposées pour les réunions et débats du Conseil économique et social en 2023

À sa 33e séance plénière, le 21 juillet 2022, le Conseil économique et social, rappelant la résolution 75/290 A de l'Assemblée générale, en date du 25 juin 2021, sur l'examen de l'application de la résolution 72/305 de l'Assemblée sur le renforcement du Conseil et l'examen de l'application de la résolution 67/290 de l'Assemblée sur la structure et les modalités de fonctionnement du forum politique de haut niveau pour le développement durable et de la résolution 70/299 sur le suivi et l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau mondial, ayant à l'esprit qu'il importait de préparer et de planifier en temps voulu sa session de 2023, et notant qu'une décision finale concernant l'organisation des travaux de sa session de 2023 devrait être adoptée à la séance d'organisation de cette session, le 25 juillet 2022, a recommandé les dates proposées pour ses réunions et débats telles qu'elles figurent en annexe à la présente décision, en vue de leur approbation éventuelle à sa session de 2023.

Annexe
Dates proposées pour les réunions et débats du Conseil économique et social à sa session de 2023

Réunions et débats	*Dates proposées*
Séance d'organisation de la session de 2023	(lundi) 25 juillet 2022
Forum des partenariats	(mardi) 31 janvier 2023
Débat consacré aux questions de coordination	(mercredi et jeudi) 1er et 2 février 2023
Forum pour la coopération en matière de développement	(mardi et mercredi) 14 et 15 mars 2023
Réunion spéciale sur la coopération internationale en matière fiscale	(vendredi) 31 mars 2023
Réunion de gestion consacrée aux élections	(mercredi) 5 avril 2023
Forum de la jeunesse	(mercredi et jeudi) 19 et 20 avril 2023
Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement, y compris la réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la CNUCED	(lundi-jeudi) 24-27 avril 2023[a]
Forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable	(mercredi et jeudi) 3 et 4 mai 2023
Débat consacré aux activités opérationnelles de développement	(mardi-jeudi) 23-25 mai 2023
(Premier) débat consacré à la gestion	(mercredi et jeudi) 7 et 8 juin 2023
Réunion consacrée au passage de la phase des secours aux activités de développement (Genève)	(mardi) 20 juin 2023
Débat consacré aux affaires humanitaires (Genève)	(mercredi-vendredi) 21-23 juin 2023
Forum politique de haut niveau sur le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social	(lundi-vendredi) 10-14 juillet 2023
Débat de haut niveau, y compris la réunion ministérielle de trois jours du forum politique de haut niveau pour le développement durable	(lundi-jeudi) 17-20 juillet 2023

Réunions et débats	*Dates proposées*
(Deuxième) débat consacré à la gestion	(mardi et mercredi) 25 et 26 juillet 2023[b]

[a] Les dates du forum sur le suivi du financement du développement du Conseil économique et social pour 2023 ont été établies dans le cadre des conclusions et recommandations arrêtées sur le plan intergouvernemental à l'issue du forum de 2022 (voir E/FFDF/2022/3). S'il se confirme que la fête d'Eïd al-Fitr sera célébrée le 24 avril 2023, le forum se tiendra du mardi 25 avril au vendredi 28 avril 2023.

[b] La séance d'organisation de la session de 2024 se tiendra le jeudi 27 juillet 2023.

2022/344. Demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social reçues d'organisations non gouvernementales

À sa 33e séance plénière, le 21 juillet 2022, le Conseil économique et social a décidé d'accorder le statut consultatif spécial aux organisations non gouvernementales suivantes :

Diakonia
Inimõiguste Instituut
National Human Rights Civic Association « Belarusian Helsinki Committee »
Non C'è Pace Senza Giustizia
Syrian American Medical Society Foundation
Wikimedia Foundation, Inc.

2022/345. Demandes d'admission au statut consultatif et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales

À sa 33e séance plénière, le 21 juillet 2022, le Conseil économique et social :

a) a décidé d'accorder le statut consultatif spécial aux 209 organisations non gouvernementales ci-après :

7amleh – The Arab Centre for the Advancement of Social Media
Adelphi Research, gemeinnützige GmbH
Adharshila
African Confederation of Co-operative Savings and Credit Association
Agence européenne pour l'information et le conseil des jeunes (ERYICA)
Agence mondiale pour la bonne gouvernance
Ágora Ciudadanos Cambiando México
Agricoltori Solidarietà e Sviluppo (ASeS)
AHAM Education, Inc.
Aleradah Organization for Talented People with Disability
All Africa Community Development and Environmental Protection Agency
American Zionist Movement, Inc.
Arengukoostöö Ümarlaud
Ashoka Trust for Research in Ecology and the Environment (ATREE)
Asociación Campaña Colombiana contra Minas (CCCM)
Association du Centre des études et des recherches en sciences sociales
Association for the Rights of Children in Southeast Asia, Inc. (ARCSEA)
Association on Development of Civil Society of the Republic of Kazakhstan « ARGO »
Association « Sphère »
Atlantic Council for International Cooperation/Conseil atlantique pour la coopération internationale
Aurosikha Welfare Centre for Rural & Social Development
Australian Graduate Women, Inc.
Bell Global Justice Institute
Canadian Autism Spectrum Disorder Alliance
CEDAW Committee of Trinidad and Tobago
Center for Gender Economics Initiative
Centre de formation professionnelle femmes et jeunes

Centre for Health Sciences Training, Research and Development International (CHESTRAD)
Centre international de conseil, de recherche et d'expertise en droits de l'homme (CICREDHO)
Centre Marta
Chernobyl-Hibakusha Support, Kansai
Children and Young People with Disabilities Australia
Citizens Intervention & Accountability Network
Collaborative for Children
Commonwealth Association of Planners (CAP)
Confederation of NGOs of Rural India
Congregation Pirchei Shoshanim, a New Jersey Nonprofit Corporation
Conseil promotionnel pour l'action des jeunes en Afrique
Co-operation Arena for Sustainable Development in Africa –Kenya (CASDA)
Coordenação das Organizações Indígenas da Amazônia Bras
Dalgarno Institute
Darwin Animal Doctors, Inc.
Derechos Infancia México, AC
Diakonia
Dignity Initiative
Direction for Children and Youth
Drug Policy Network South East Europe
Dynamique des femmes juristes
ECPAT Sverige
Empowering Women for Excellence Initiative
Engineers without Borders
Equipo Latinoamericano de Justicia y Género, Asociación Civil (ELA)
European Federation of Therapeutic Communities
European Network for the Work with Perpetrators of Domestic Violence, eV
Evangelização Geral de Ajuda aos Necessitados
Eye Care Foundation
Family for Every Child
Fondation Conteurs sans frontières, prévention en faveur des enfants et recherche fondamentale sur la cécité
Fondazione Ernesto Illy
Food and Livestock Initiative, asbl (FLI)
For All Moonkind, Inc.
Foreningen Tryggere Ruspolitikk
Fundación para el Desarrollo de Políticas Sustentables
Fundación Retorno a la Libertad
Fundación Secretariado Gitano
Generations for Peace
Geology for Global Development
Global Alliance for Surgical, Obstetric, Trauma, and Anaesthesia Care
Global Alliance Office on Drugs and Crime (GAODC)
Global Care Rescue Mission
Global Initiative on Substance Abuse
Global Rights for Women
Global Water Challenge
Groupe des experts et juristes en droits humains et en droits des peuples autochtones
Helen Woodward Animal Center
Hepatitis Australia, Inc.
Hope Worldwide Pakistan
Human Rights for Kids
Humanitarian Tracker
Hunt Hill Farm Trust, Inc.
IFMA Foundation
Imperial College of Science, Technology and Medicine

Independent Living Center for Persons with Disabilities, Kathmandu
« İnformasiya Təşəbbüslərinə Dəstək » İctimai Birliyi
INHR
Inimõiguste Instituut
Inštitut za raziskave in razvoj « Utrip »
Institute for Financial Management and Research
Instituto Brasileiro de Qualidade de Vida (IBQV)
Instituto Caminho do Meio
Instituto RIA
International Association of Youth and Students for Peace, Inc.
International Longevity Centre Canada
International Society for the Study of Drug Policy
Int'l Centre for Peace Charities and Human Dev.
Islamic Medical Association of North America, Inc.
Ivy League Consult, Limited
Jaaniv Foundation
Janmitra Nyas
Japanese Liaison Council of Second-Generation Atomic Bomb Survivors
Jeunes en action pour le développement durable
Jordan Youth Innovation Forum
Junior Medical Academy
KTDA Foundation, Limited
La grande puissance de Dieu
La Protección de la Infancia, Inc.
Leadership Development Association Albania
Les amis de la Déclaration universelle des droits de l'humanité (ADDHU)/Friends of Humankind Rights
Lift Saxum, Ltd./Gte.
Ligue camerounaise des droits de l'homme
Maasai Indigenous Projects
Mathare Environmental Conservation Youth Group
MedWish International
Mulabi Association Latin American Work Group for Sexual Rights, Civil Association
Nanjing World Youth Development Service Center
National Council for Science and the Environment
National Human Rights Civic Association « Belarusian Helsinki Committee »
National Union of Somali Journalists (NUSOJ)
Native and Tribal Human Rights in Action
New Nigeria Foundation
News Network
Ngece Rinjeu Foundation
Nikan Mammut Charity Foundation
Non C'è Pace Senza Giustizia
Ocean Conservancy, Inc.
Omega Psi Phi Fraternity, Inc.
One Voice Initiative for Women and Children Emancipation
Operation Eyesight Canada
Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Organisation/fondation caritative « League of Tolerance »
Pallium India
Pan African Climate Justice Alliance
Parents Forum
Parker Peace Foundation
Partnership for Policy Integrity, Inc.
Peace Direct
Peaceland Foundation

People for Equality and Relief in Lanka, Inc.
People's Action for Learning Network (PAL)
Photo Start
Plataforma de Organizaciones de Infancia
Pop Culture Hero Coalition, Inc.
Precious Gems
PROSAMI
Protection for Legal & Human Rights Foundation
Public Health Foundation of India
Public Organization « Institute for the Study of Dependencies, Drug Policy Issues and Monitoring the Drug Situation »
Réseau accès aux médicaments essentiels
Réseau camerounais des organisations des droits de l'homme
Réveil communautaire d'assistance aux victimes
Ribbon Rouge Foundation
Rise International, Inc.
Rockefeller Philanthropy Advisors, Inc.
Royal National Lifeboat Institution
Rozaria Memorial Trust
Scholas Occurrentes
Servare et Manere
SEWA Bharat
Shikshit Yuva Sewa Samiti
Shining Hope for Communities, Inc.
SMART Recovery International, Inc.
Social Services Trust
Software Freedom Law Center (SFLC.in)
Sonmaz Mashall Cultural Relations Public Union
South Asian Association of Pediatric Dentistry
South Asian Legal Clinic (Ontario)
Sristi Foundation
Stichting HIV Justice
Stichting The Ocean Cleanup
Stichting World Benchmarking Alliance Foundation
Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa (SIHA)
Students for Sensible Drug Policy Australia, Inc.
Sustainable Development Policy Institute
Syrian American Medical Society Foundation
Szülők Háza Alapítvány
Takween Organization for Social & Economic Development
Teach for All, Inc.
Thai Green Crescent
The Donkey Sanctuary
The Eagle Eye Behavioural Reorientation Initiative
The Emmanuel Ivorgba Foundation
The George Institute for Global Health
The Global Schoolhouse Initiative
The Great Rift Centre for Research and Development
The Healthy Real Initiative for Valued Entrepreneurship, Warri, Delta State
The Mathile Institute for the Advancement of Human Nutrition
The Red Crescent National Society of the Kyrgyz Republic, Public Association
The Senema Love Foundation
The Women's Crisis Centre
Treatment Action Group
Trustees and Friends of Agricultural Research at the Volcani Center

Unión Española de Asociaciones y Entidades de Atención al Drogodependiente (UNAD)
Verband der TÜV, eV
Vie médicale
Viešoji įstaiga « NVO teisės institutas »
Visible Impact
Wealth by Health Steps for Change Foundation
Wellcome Trust
Wheel of Hope Initiative
Wikimedia Foundation, Inc.
Women's Entrepreneurship Day Organization, Inc.
World Blockchain Organization, Inc.
World Bong-Gong Foundation
World Federation of Neurology
World Ocean Council
World Renew
Yamba Malawi, Inc.
Yerwa Aid and Relief Foundation
Ženska mreža Hrvatske

b) a noté que le Comité chargé des organisations non gouvernementales avait décidé de prendre acte des 604 rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales ci-après[67] :

ABC Tamil Oli
Abdul Momen Khan Memorial Foundation (Khan Foundation)
Aboriginal and Torres Strait Islander Corporation Family Violence Prevention and Legal Service (Victoria)
ACE
Acronym Institute for Disarmament Diplomacy
Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs
Action of Human Movement (AHM)
Action solidaire pour un développement entretenu à la base
Adelphi Consult, GmbH
Adolescent Health and Information Projects
Advocates for Youth
æCentre
Afectividad y Sexualidad
African Artists for Development
African Citizens Development Foundation
African Computer and Technology Literacy Awareness Program, Inc. (ACTLAP)
African Development Assistance Consult
African Green Foundation International
African Trade Center, Ltd./Gte.
African Woman and Child Feature Service
Agence adventiste d'aide et de développement
Agence de développement économique et social
Agence internationale pour le développement
Agrenska Foundation/Grosshandlare Axel H. Agrens Donationsfond
Aid Organization
AIDS Vaccine Advocacy Coalition
Al Baraem Association for Charitable Work
Albert Kunstadter Family Foundation
Albert Schweitzer Institute
Al-Hasaniya Moroccan Women's Project
All India Movement for Seva

[67] Les rapports portent sur la période 2017-2020, sauf indication contraire entre parenthèses.

All-China Environment Federation
Alliance Creative Community Project
Alliance des avocats pour les droits de l'homme
Alliance pour la solidarité et le partage en Afrique – Jeunesse pour intégration culturelle et sociale
Al-Mahdi Institute
Alsalam Foundation
American Association of Jurists
American Bar Association
American Heart Association, Inc.
American Jewish Committee
American Society of the Italian Legions of Merit
AMFORHT
Amis des étrangers au Togo (ADET)
Anchor of Salvation International Ministries
Anglican Consultative Council
Apostolic Ministerial International Network
Arab African American Women's Leadership Council, Inc.
Arab Mexican Chamber of Industry and Commerce, Civil Association
Arab Organization for Human Rights
Archbishop E. Kataliko Actions for Africa (KAF)
Ashiana Collective Development Council
Asia Injury Prevention Foundation
Asia-Pacific Human Rights Information Center
Asistencia Legal por los Derechos Humanos, Asociación Civil
Asociación Cubana de Limitados Físico-Motores
Asociación de Antiguas Alumnas del Colegio Madres Irlandesas
Asociación Gilberto, AC
Asociación Nacional Cívica Femenina
Asociación Pro-Bienestar de la Familia Colombiana « Profamilia »
Asociaţia « Fondul Internațional de Cooperare și Parteneriat al Mării Negre și Mării Caspice »
Asociaţia Tehnopol Galaţi
Associação Brasileira dos Organizadores de Festivais de Folclore e Artes Populares
Association Adala-Justice
Association AMOR
Association camerounaise pour la prise en charge de la personne âgée (ACAMAGE)
Association culturelle des Tamouls en France
Association d'aide à l'éducation de l'enfant handicapé (AAEEH)
Association de lutte contre la pauvreté
Association de solidarité, aide et action enfance Mali « ASAA/EM Jigiya Ton »
Association des relais communautaires d'Oshwé
Association for Integrated Development – Comilla (AID-Comilla)
Association for Promotion Sustainable Development
Association for Protection of Refugee and Internal Displaced Women and Children
Association for Rural Area Social Modification, Improvement and Nestling
Association for Women's Rights in Development
Association internationale des médecins pour la promotion de l'éducation et de la santé en Afrique
Association M'zab – Prévention routière et développement
Association marocaine de planification familiale
Association mauritanienne pour la promotion de la famille
Association mauritanienne pour la santé de la mère et de l'enfant
Association Miman
Association mouvement pour la défense de l'humanité et abolition de la torture (MDHAT)
Association nationale des échanges entre jeunes
Association of Christian Counsellors of Nigeria
Association of Former International Civil Servants for Development

Association of the Bar of the City of New York
Association Points-Cœur
Association pour la promotion de la lutte contre les violences faites aux femmes et la participation au développement de la femme africaine
Association pour l'action sociale et le développement
Association pour l'éducation et la santé de la femme et de l'enfant (AESFE)
Association respect Cameroun
Association sénégalaise pour la promotion des énergies renouvelables « KokkiEnergie »
Association Thendral
Association tunisienne de la santé de la reproduction
Association « Un monde avenir »
Associazione Amici dei Bambini
Associazione Casa Famiglia Rosetta (ACFR)
Associazione per i Diritti Umani e la Tolleranza
Asylum Access
Atheist Alliance International
Auspice Stella
Australian Lesbian Medical Association
Autonomous Non-Profit Organization Ethnocultural Association Elleyada
Ballerina Management Institute
Bangladesh Mahila Parishad
Bangladesh Rural Advancement Committee
Barinu Institute for Economic Development
Barrackpore Elderly Care Society
Bäuerliche Erzeugergemeinschaft Schwäbisch Hall, wV
Be Active, Be Emancipated (BABE)
Befa Women and Child Care Foundation
Ben Newman Hope Care Foundation
Benin Environment and Education Society
Better World
Biedrība « Donum Animus »
Books to Africa International
Build Africa
Bureau d'informations formations échanges et recherches pour le développement (BIFERD)
Burleson Institute, Inc.
Büro zur Umsetzung von Gleichbehandlung, eV (BUG)
Cairo Institute for Human Rights Studies
Cameroon Youths and Students Forum for Peace
Campaign for Innocent Victims in Conflict (CIVIC)
Campanha Latino-Americana pelo Direito à Educação, Brasil (CLADE Brasil)
Campus Watch
Canadian Centre on Disability Studies
Canadian Council for Refugees
Canadian Council of Churches
Canadian Voice of Women for Peace
Carré géo & environnement
Católicas por el Derecho a Decidir
Caucasian Feminist Initiative
Caucasian Jews World Congress
Center for Development Support Initiatives
Center for Inquiry
Center for Media & Peace Initiative, Inc.
Center for Migration Studies of New York
Center for Practice-Oriented Feminist Science (PROFS)
Center for Reproductive Rights, Inc.

Center for the Global Study of Social Enterprise, a NJ Nonprofit Corporation
Center for the Human Rights of Users and Survivors of Psychiatry
Centre africain de recherche industrielle (CARI)
Centre d'action pour le développement rural
Centre d'éducation et de développement pour les enfants mauriciens
Centre d'études diplomatiques et stratégiques
Centre d'information et de promotion de l'image d'une nouvelle Afrique (CIPINA)
Centre des dames mourides
Centre for Community Economics & Development, Consultants Society
Centre for Convention on Democratic Integrity, Ltd./Gte.
Centre for Corrections and Human Development
Centre for Human Rights and Climate Change Research
Centre for the Sustainable use of Natural and Social Resources (CSNR)
Centre for Women Studies and Intervention
Centre for Youth and Literacy Development
Centro de Estudio y Formación Integral de la Mujer
Centro de Investigación Social, Formación y Estudios de la Mujer
Centro de Salud Familiar « La Fe », Inc.
Centro Integrado de Estudos e Programas de Desenvolvimento Sustentável
Centro Nazionale di Prevenzione e Difesa Sociale
Chia-Funkuin Foundation
Chikka Federation of India
Child Foundation
China Arms Control and Disarmament Association
China Environmental Protection Foundation
China Family Planning Association
China Soong Ching Ling Foundation
China-Africa Business Council
Chinese People's Association for Friendship with Foreign Countries
Christian Children's Fund
Cities of Peace, Inc.
Coalition against Trafficking in Women
Combite pour la paix et le développement
Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Asociación Civil
Comisión Unidos vs. Trata
Comité d'action pour les droits de l'enfant et de la femme
Commission on Voluntary Service and Action, Inc.
Commonwealth Human Rights Initiative
Community Education Services (CES) Canada
Community Empowerment and Development Initiative, Warri
Community Research and Development Centre
Concerned Women for America (CWA)
Conglomeration of Bengal's Hotel Owners
Congregation of Our Lady of Mount Carmel – Carmelite NGO
Congregation of the Mission
Congressional Black Caucus Political Education & Leadership Institute
Consortium for Street Children
Consultation, Evaluation, Education
Consumers International
Cooperativa Tecnico Scientifica di Base (COBASE)
Coordination nationale des associations des consommateurs
Corporación Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad
Corporación Colombia Unida por el Respeto al Adulto Mayor (COR PRO Adulto Mayor)/Corporation Colombia United for the Respect of the Elder

Corporación Red Nacional de Mujeres Comunales, Comunitarias, Indígenas y Campesinas de la República de Colombia
Corporate Accountability International
Creators Union of Arab
Cultural Survival
Dag Hammarskjöld Foundation
Death Penalty Focus
December Twelfth Movement International Secretariat
Department of Political Science and Public Administration of the University of Athens Alumni Association
DESSI International
Deutsche Welthungerhilfe, eV
Dhaka Ahsania Mission
Dhruvh – Social Awareness Forum
Diligent Care for Creative Intelligence Development
Disability Organisations Joint Front
Disability Rights Fund, Inc.
DIYNGO Community Based Organization
Doha International Family Institute (DIFI)
Drishti Foundation Trust
Drug Policy Australia, Limited
Dui Hua Foundation
Dynamic Youth Development Organization
Eakok Attomanobik Unnayan Sangstha
Earthquakes and Megacities Initiative
East Africa Consortium International
Eastern Alliance for Safe and Sustainable Transport
EastWest Institute
Ecoforum of NGOs of Uzbekistan
Education above All Foundation
Ekta Welfare Society
El Ghad Essihi pour le développement et la protection de l'environnement en Mauritanie
Emmaus International Association
Enosh – The Israeli Mental Health Association
Entrepreneurship Development and Support Initiative
Environment Conservation Organization – Foundation for Afforestation Wild Animals and Nature (ECO-FAWN)
Equal Rights for Persons with Disabilities International, Inc. (ERPDI)
Equality Now
Équilibres et populations
Equis: Justicia para las Mujeres
ERAN – Israel's Association for Emotional First Aid via the Telephone, in memory of Dr. A. Zaslany
EUROGEO
Europe Business Assembly, Limited
Europe External Programme for Africa
European Center for Constitutional and Human Rights
European Federation of Psychologists Associations
European Law Students' Association (ELSA)
European Network on Independent Living, Limited
European Union of the Deaf
Fairleigh Dickinson University
Family Educational Services Foundation
Fazaldad Human Rights Institute
Fédération bruxelloise des institutions pour toxicomanes
Fédération européenne des centres de recherche et d'information sur le sectarisme (FECRIS)

Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle/International Federation of Coalitions for Cultural Diversity
Federation of American Women's Clubs Overseas (FAWCO)
Federation of Cuban Women
Federation of Trade Unions of Ukraine (FPU)
Felix Varela Center
Feminist Majority Foundation
Finance Center for South-South Cooperation, Limited
First Ladies' Initiative
Fondation espoir et vie
Fondation européenne pour le développement durable des régions
Fondation Kalipa pour le développement
Fondation Mohammed VI pour la recherche et la sauvegarde de l'arganier
Fondation pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (FOREM)
Fondazione Opera Campana dei Caduti
Fondazione Proclade Internazionale, ONLUS
Fondazione San Patrignano
Foreningen for Human Narkotikapolitikk
Forum Droghe Associazione Movimento per il Contenimento dei Danni
Forum of Women's NGOs of Kyrgyzstan
Foundation for Environmental Stewardship
Foundation for Responsible Media
Foundation for the Rights of Future Generations
Foundation of International Servant leadership Exchange Association
Foundation Sozopol
Freann Financial Services, Limited
Freemuse: The World Forum on Music and Censorship (2016-2019)
Fridtjof Nansen Institute
Friends of ISTAR
Fundação Abrinq pelos Direitos da Criança e do Adolescente
Fundação Museu do Futuro
Fundación Acción Pro Derechos Humanos
Fundación de Ayuda y Promoción de las Culturas Indígenas Rosa Collelldevall
Fundación Familias Monoparentales Isadora Duncan
Fundación Global Democracia y Desarrollo
Fundacja Instytut na rzecz Kultury Prawnej Ordo Iuris
General Conference of Seventh Day Adventists
Generations United
Geneva Centre for Human Rights Advancement and Global Dialogue
Genève pour les droits de l'homme : formation internationale
Gestos Soropositividade Comunicação e Gênero
Gherush92 – Committee for Human Rights
Girls Education Mission International
Girls Learn International, Inc. (GLI)
Global Environmental Action (GEA)
Global Fund for Widows
Global Health and Awareness Research Foundation (GAF)
Global Helping to Advance Women and Children
Global Institute for Water, Environment and Health
Global NeuroCare
Global Organization of Parliamentarians against Corruption
Global Welfare Association
Grameen Development & Poverty Alleviation Sangstha (GDPAS)
Greek Orthodox Archdiocesan Council of North and South America
Guinée humanitaire

Gusenghwe, Inc.
Habitat International Coalition
Haiti Cholera Research Funding Foundation, Inc.
Haiti Mission
Halley Movement for Social and Community Development
Heal the Land Initiative in Nigeria
Health in Action, Limited
Health of Mother Earth Foundation
Healthy Caribbean Coalition, Inc.
Heavenly Culture, World Peace, Restoration of Light
Heavenly Shower of Peace Church of God
HEDA Resource Centre
Heritage Foundation (2015-2018)
Holt International Children's Services, Inc.
Homosexuelle Initiative Wien
Hong Kong Women Professionals and Entrepreneurs Association
Huairou Commission: Women, Homes and Community
Human Development Society, the Gambia
Human Dignity (HD)
Human Rights Advocates, Inc.
Human Rights Consortium
Human Rights Information and Training Center (2016-2019)
Humanitaire plus
Humanitarian Ambassadors
Humanitarian Care Malaysia Berhad
Humanitarian Foundation of Canada
Ideal World Foundation
Imperial Orthodox Palestine Society
Indian Dreams Foundation
Indian Movement « Tupaj Amaru »
Indigenous World Association
Inga Foundation
Initiative for Youth Awareness on Climate Change
Initiative pour le développement de l'Afrique (IDA)
Initiative : Eau
Initiatives of Change International
Institut für Klimaschutz, Energie und Mobilität – Recht, Ökonomie und Politik, eV (IKEM)
Institute for NGO Research
Institute for Policy Studies
Institute for Practical Idealism
Institute for Security Studies
Institute of Cultural Affairs International
Institute of International Law
Institute of Sustainable Development
Inter-American Housing Union
International Academy of Architecture
International Air Transport Association
International Association for Advancement of Space Safety
International Association for Hospice and Palliative Care, Inc.
International Association for the Advancement of Innovative Approaches to Global Challenges (IAAI)
International Association of Applied Psychology
International Association of Gerontology and Geriatrics
International Association of Judges
International Association of University Presidents
International Association of Women in Radio and Television

International Centre for Leadership Development Nigeria
International Commission of Jurists
International Confederation of Christian Family Movements
International Council for Caring Communities, Inc.
International Council for Education of People with Visual Impairment
International Council for the Day of Vesak (ICDV)
International Council of Academies of Engineering and Technological Sciences, Inc. (CAETS)
International Council of Management Consulting Institutes, Inc.
International Development Enterprises (India)
International Disability Alliance
International Doctors for Healthier Drug Policies, CIC
International Emergency and Development Aid
International Federation for Home Economics
International Federation for Peace and Sustainable Development (IFPSD)
International Federation of Building and Wood Workers
International Federation of Catholic Medical Associations
International Federation of Consular Corps and Associations
International Federation of Hard-of-Hearing Young People
International Federation of Non-Governmental Organizations for the Prevention of Drug and Substance Abuse
International Federation of Women in Legal Careers
International Human Rights Protector's Group
International Institute of Administrative Sciences
International Institute of Space Law
International Justice Mission
International Mayor Communication Centre, Limited
International Movement for Advancement of Education Culture Social and Economic Development
International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination
International Organization for the Right to Education and Freedom of Education (OIDEL)
International Planned Parenthood Federation
International Port Community Systems Association, EEIG
International Road Transport Union
International Seafood Sustainability Foundation, Inc.
International Shinto Foundation (ISF)
International Society for the Study of Trauma and Dissociation
International Union of Parents and Teachers
International Women's Rights Action Watch Asia Pacific
International Work Group for Indigenous Affairs
International Youth and Student Movement for the United Nations
Int'l Centre for Women Empowerment & Child Dev.
IOGT-NTO
Iranian Elite Research Center
Irene Menakaya School Onitsha
Isiziba Community-Based Organisations of South Africa
ISKCON Communications International
Islamic Relief
Italian Centre of Solidarity
J. P. Foundation, Inc.
Jaime Guzman Errazuriz Foundation
James Madison University
Japan Asia Cultural Exchanges (JACE)
Jeunes volontaires pour l'environnement
Jus Cogens
Justice for Girls Outreach Society (JFG)
Kadın ve Demokrasi Derneği
Karlen Communications

Kathak Academy
Kevoy Community Development Institute
KinderEnergy, Inc.
Kırmızı Biber Derneği
Korea Disaster Relief
Korea Food for the Hungry International
Korea Women's Associations United (KWAU)
Korean Council for Local Agenda 21
Kuwaiti Society for Autism
Landsrådet for Norges barne-og ungdomsorganisasjoner
Latin American and Caribbean Continental Organization of Students
Latin American Federation of Associations of Relatives of Disappeared Detainees
Law Association for Asia and the Pacific
Lawyers' Rights Watch Canada
Le monde des possibles
Le pont
Leadership Initiative for Transformation & Empowerment
League of Women Voters of the United States
Learning for a Sustainable Future
Legal Resources Centre
Les amis du projet Imagine
Les rencontres du Mont-Blanc – Forum international de l'économie sociale/The Mont-Blanc Meetings – International Forum of the Social Economy
Let's Breakthrough, Inc.
Lift Up Care Foundation
Lightup Foundation
Living Bread International Church, Inc.
L'organisation non gouvernementale des cercles nationaux de réflexion sur la jeunesse (ONG CNRJ)
Maawandoon, Inc.
Maher
Makhzoumi Foundation
Man Up Campaign US, Inc.
Mandala Transformation Foundation, Inc.
Marie Stopes International
Marin Experimental Teaching, Training and Advising Center
Mata Amritanandamayi Math
Medical Women's Association of Nigeria
Mediterranean Information Office for Environment, Culture and Sustainable Development
Millennium Network for Community Development Initiative
MINBYUN – Lawyers for a Democratic Society
Minnesota Citizens Concerned for Life, Inc., Education Fund
MiRA Resource Center for Black Immigrant and Refugee Women
Miroslava International Alliance
Modern Advocacy, Humanitarian, Social and Rehabilitation Association
Montage Initiative, Inc.
Moorish Holy Temple of Science/Moorish Science Temple
Moremi Initiative for Women's Leadership in Africa
Mosaic
Mothers Legacy Project
Multidisciplinary Association for Psychedelic Studies
Nagorik Uddyog
National Association of Cuban Economists
National Association of Housing and Redevelopment Officials
National Council of Catholic Women
National Council of Women of Malta

National Council on Family Relations
National Organization for Global Education, Inc.
National Tropical Botanical Garden
National Union of Jurists of Cuba
National Youth Council of Russia
Native Women's Association of Canada
Negev Coexistence Forum
Neighbourhood Community Network
Network for Women's Rights in Ghana
Network of Women's Non-Governmental Organizations in the Islamic Republic of Iran
New Era Educational and Charitable Support Initiative
New Humanity
New Zealand Family Planning Association, Inc.
Newline Social Organization
Niger Delta Budget Monitoring Group
Nigerian Institute of Homeopathy
Non-Commercial Partnership on Assistance in Promoting Social Programs in the Healthcare Area « Equal Right to Life »
Nonviolence International
Norwegian People's Aid
Nour Foundation
Novant Health, Inc.
Observatorio Regional para la Mujer de América Latina y el Caribe, AC
Onhappy Corporation
Organisation des jeunes pour le monde d'avenir
Organisation des laïcs engagés du Sacré-Cœur pour le développement de Kimbondo
Organisation for Gender, Civic Engagement & Youth Development (OGCEYOD)
Organisation internationale pour la sécurité des transactions électroniques (OISTE)
Organisation mauritanienne pour la lutte contre l'extrémisme et pour l'appui à l'unité nationale
Organisation mondiale des associations pour l'éducation prénatale
Orji Uzor Kalu Foundation
Orphelins, déplacés et incarcérés de Côte d'Ivoire (ORDIN-CI)
Osservatorio per la Comunicazione Culturale e l'Audiovisivo nel Mediterraneo e nel Mondo
Outreach Social Care Project
Pakistan Council for Social Welfare and Human Rights
Pan African Institute for Entrepreneurship and Community Development, Ltd./Gte.
Pan Pacific and South East Asia Women's Association
Partnership for Change
Passionists International
Pasumai Thaayagam Foundation
Pax Romana – International Catholic Movement for Intellectual and Cultural Affairs and International Movement of Catholic Students
Peace and Development Organization
Peace Child International
Peace Corps of Nigeria
Peace Foundation Pakistan
Peace Worldwide
Peacebuilders International
People of Good Heart
People's Development Initiatives (PDI)
Pirate Parties International Headquarters
Pitirim Sorokin – Nikolai Kondratieff International Institute
Pleaders of Children and Elderly People at Risk « PEPAINGO »
Population Media Center, Inc.
Prajachaitanya Yuvajana Sangam

Prince Sultan Bin Abdulaziz International Prize for Water
Project 1948 Foundation
Public Organization « Public Advocacy »
Public Services International
Qatar Foundation for Social Work
RADION International Foundation
Rebirth Charity Society
Refugee Council of Australia
Regards de femmes
Regional Institute of Health, Medicine and Research
Regional Public Charitable Organization « Drug Abuse Prevention Centre »
Rehabilitation Engineering Society of North America
Religious of the Sacred Heart of Mary
Reporters sans frontières international/Reporters without Borders International
Reporters sans frontières international/Reporters without Borders International (2013-2016)
Réseau communautaire pour le pauvre
Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts
Réseau guinéen des organisations des personnes handicapées pour la promotion de la Convention internationale sur les droits des personnes handicapées (ROPACIDPH)
Réseau national des organisations féminines pour la démocratie, la décentralisation, le développement durable et les droits humains du Mali (Réseau Wassa)
Responding to Climate Change, Limited
Results Educational Fund, Inc.
RET International
Roads of Success
Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights
Rokpa International
Rosa-Luxemburg-Stiftung – Gesellschaftsanalyse und Politische Bildung, eV
Rotary International
Royal Academy of Science International Trust
Rural Health Care Foundation
Rural Reconstruction Nepal
Rural Women's Network Nepal
S. M. Sehgal Foundation (India)
Sadguru Sadafaldeo Vihangam Yoga Sansthan
SAE International
Safe Campaign, LLC
Saudi Green Building Forum
Save Our Needy Organization
Save the Children International
Save the Earth Cambodia
Scholars at Risk Network
Science of Spirituality, Inc.
SEALOEarth Corporation
Sense International, India
SERAC-Bangladesh
Settlement Services International Incorporated
Seventh Generation Fund for Indigenous Peoples, Inc.
Shushilan
Sign of Hope, eV/Hoffnungszeichen, eV
Simply Help, Inc.
Sisterhood Is Global Institute
Sisters Inside, Inc.
Sisters of Charity Federation
Sisters of Notre Dame de Namur

Slum Child Foundation
Small and Medium-Scale Entrepreneurship Fundamentals Foundation
Social & Healthy Action for Rural Empowerment
Social Economic and Governance Promotion Centre (SEGP)
Sociedad Cubana para la Promoción de las Fuentes Renovables de Energía y el Respeto Ambiental (Cubasolar)
Society for International Development
Society for Protection of Street & Working Children
Society for the Widows and Orphans
Society to Heighten Awareness of Women and Children Abuse
Society to Support Children Suffering from Cancer (MAHAK)
Somali Help-Age Association
Somali Youth Development Foundation (SYDF)
Soroptimist International Great Britain and Ireland, Limited (SIGBI)
South Caucasus Office on Drugs and Crime
Stichting Both Ends
Stichting KidsRights
Stichting Samenwerkingsverband IKV – Pax Christi
Stichting War Child
Strategic Humanitarian Services
Strategy for Mentoring Initiative and Leadership Empowerment
Sulabh International Centre for Action Sociology
Summer Institute of Linguistics
Sunfull Movement
Suomen YK-liitto, Ry
Support Home of God Project (SuhoG Project)
Susila Dharma International Association
Swasti
Swedish NGO Foundation for Human Rights
Syrian Environment Protection Society (SEPS)
Tamil Uzhagam
The Blue Tree Foundation
TRIAL International
Villes de France
Yelen
Zéro pauvre Afrique

c) a décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 28 organisations ci-après, qui n'avaient pas répondu aux questions posées par les membres du Comité chargé des organisations non gouvernementales malgré trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

Aarohan
Avocats sans frontières – France
Bright Light Volunteers International
Development of Institution & Youth Alliance Ghotki (DIYA)
Formation Awareness and Community Empowerment Society Pakistan (FACES) Pakistan
Gender & Empowerment Organization
Gracia Raina Foundation
Hestia Hellas, AMKE
Individual Land Trust
InnovativeCommunities.Org Foundation
International Foundation for Sustainable Development
International Non-Olympic University
International Union for Sustainable Development
Justice Centre Hong Kong, Limited
Montagnard Indigenous People Christian Organization (MIPCO)

Norwegian Church Aid
Organisation mondiale pour les femmes et les enfants
Pakistan International Human Rights Organization
Plateforme internationale contre l'impunité
QHR Foundation
Relief Human Rights Organization
Saksham Bharti
World Bicycle Industry Association
World Federation of Free Trade Zones Co., Limited
World Learning, Inc.
World Psychiatric Association
Yeşilay Bulgaria Association
Zhongguancun Belt and Road Industrial Promotion Association

d) a noté que le Comité chargé des organisations non gouvernementales avait décidé de prendre acte de la demande de l'organisation Goal de retirer sa demande d'admission au statut consultatif.

2022/346. Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2022

À sa 33e séance plénière, le 21 juillet 2022, le Conseil économique et social a pris note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2022[68].

2022/347. Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa soixante-deuxième session

À sa 34e séance plénière, le 22 juillet 2022, sur proposition de la Vice-Présidente (Bulgarie), le Conseil économique et social a pris note du rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa soixante-deuxième session[69].

2022/348. Projet de budget-programme pour 2023

À sa 34e séance plénière, le 22 juillet 2022, sur proposition de la Vice-Présidente (Bulgarie), le Conseil économique et social a pris note des chapitres pertinents du projet de budget-programme pour 2023 (fascicules pertinents du document A/77/6).

2022/349. Pays d'Afrique sortant d'un conflit

À sa 34e séance plénière, le 22 juillet 2022, le Conseil économique et social, rappelant ses décisions 2020/232 du 22 juillet 2020 et 2021/242 du 21 juillet 2021, a prié le Secrétaire général de lui présenter pour examen, à sa session de 2023, un rapport sur la mise en œuvre d'un appui intégré, cohérent et coordonné au Soudan du Sud par les organismes des Nations Unies.

2022/350. Développement durable au Sahel

À sa 34e séance plénière, le 22 juillet 2022, le Conseil économique et social, rappelant sa résolution 2020/2 du 10 décembre 2019 sur l'appui à la région du Sahel et ses décisions 2020/231 du 22 juillet 2020 et 2021/243 du 21 juillet 2021 :

---

[68] E/2022/32 (Part II).

[69] *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-dix-septième session, Supplément nº 16* (A/77/16).

a) a pris acte du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre d'un appui intégré, cohérent et coordonné au Soudan du Sud et à la région du Sahel par les organismes des Nations Unies[70] ;

b) a prié le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa session de 2023, au titre de la question subsidiaire intitulée « Développement durable au Sahel » de la question intitulée « Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions », de la manière dont le système des Nations Unies apporte un appui intégré, cohérent et coordonné à la réalisation du développement durable dans la région du Sahel, dans la limite des ressources disponibles.

2022/351. Dates du forum de la jeunesse en 2023

À sa 34e séance plénière, le 22 juillet 2022, le Conseil économique et social, tenant compte de sa décision 2022/343 du 21 juillet 2022, dans laquelle il avait recommandé les dates proposées pour ses réunions et débats en 2023, a décidé de recommander que la durée du forum de la jeunesse de 2023 soit prolongée d'une journée et que le forum se tienne du 18 au 20 avril 2023.

2022/352. Réunion d'un groupe d'experts internationaux sur le thème « Vérité, justice transitionnelle et mécanismes de réconciliation »

À sa 34e séance plénière, le 22 juillet 2022, le Conseil économique et social a décidé d'autoriser la tenue d'une réunion de trois jours d'un groupe d'experts internationaux sur le thème « Vérité, justice transitionnelle et mécanismes de réconciliation ».

2022/353. Lieu et dates de la vingt-deuxième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones

À sa 34e séance plénière, le 22 juillet 2022, le Conseil économique et social a décidé que la vingt-deuxième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones se tiendrait au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 17 au 28 avril 2023.

2022/354. Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa vingt et unième session et ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session

À sa 34e séance plénière, le 22 juillet 2022, le Conseil économique et social :

a) a pris note du rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa vingt et unième session[71] ;

b) a approuvé l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Instance permanente, tel qu'énoncé ci-après :

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA VINGT-DEUXIÈME SESSION DE L'INSTANCE PERMANENTE SUR LES QUESTIONS AUTOCHTONES

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Discussion sur le thème « Peuples autochtones, santé humaine, santé de la planète et des territoires et changements climatiques : une démarche fondée sur les droits ».
4. Activités menées dans les six domaines d'action de l'Instance permanente (développement économique et social, culture, environnement, éducation, santé et droits humains) en relation avec la Déclaration des

[70] E/2022/63.

[71] *Documents officiels du Conseil économique et social, 2022, Supplément no 23* (E/2022/43).

Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

5. Dialogues :

   a) Dialogue avec les peuples autochtones ;

   b) Dialogue avec les États Membres ;

   c) Dialogue avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ;

   d) Dialogue avec le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones et le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones ;

   e) Dialogues régionaux ;

   f) Dialogue sur les instances autochtones mises en place dans les entités des Nations Unies ;

   g) Dialogues thématiques.

6. Travaux futurs de l'Instance permanente, notamment sur les questions intéressant le Conseil économique et social, sur le document final de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones et sur les nouveaux problèmes.

7. Ordre du jour provisoire de la vingt-troisième session de l'Instance permanente.

8. Adoption du rapport de l'Instance permanente sur les travaux de sa vingt-deuxième session.

2022/355. Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles

À sa 34e séance plénière, le 22 juillet 2022, le Conseil économique et social, rappelant ses résolutions 2013/12 du 22 juillet 2013, 2014/10 du 13 juin 2014, 2015/8 du 9 juin 2015, 2016/5 du 2 juin 2016, 2017/8 du 7 juin 2017, 2018/13 du 2 juillet 2018, 2019/9 du 7 juin 2019, 2020/22 du 22 juillet 2020 et 2021/27 du 22 juillet 2021 sur l'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles :

a) a pris acte du rapport du Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé sur les travaux de l'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles[72] et des recommandations qui y figurent, notamment celle tendant à ce qu'il lui soit rendu compte en 2023 des progrès accomplis dans l'application de sa résolution 2013/12 ;

b) a prié le Secrétaire général de lui soumettre un rapport actualisé pour alimenter les débats à sa session de 2023 sur les progrès accomplis dans l'application de la résolution 2013/12, au titre de la question subsidiaire intitulée « Prévention et maîtrise des maladies non transmissibles » de la question intitulée « Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions », en prenant note du débat sur la périodicité de l'examen de cette question subsidiaire.

[72] E/2022/59.